



CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

MERCREDI 09 MARS 2022 à 19 H 00

à CURÇAY-SUR-DIVE - Salle des fêtes

Téléport 6 - 2, rue de la Fontaine d'Adam - BP 30 004 – 86201 LOUDUN
TEL : 05 49 22 54 02 - FAX : 05 49 22 99 77 - e.mail : contact@pays-loudunais.fr

APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DE COMMUNAUTE DU 08 DECEMBRE 2021

DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE

ADMINISTRATION GENERALE

1 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE – ANIMATION INGÉNIERIE CHEF DE PROJET TERRITORIAL 2022

2 - PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2022 ET DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

OPTIMISATION DES RESSOURCES

3 - VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE DU BUDGET PRINCIPAL AU BUDGET ANNEXE OFFICE DU TOURISME DU PAYS LOUDUNAIS POUR L'EXERCICE 2022

4 - GARANTIE SUR EMPRUNT ACCORDÉE À HABITAT DE LA VIENNE AUPRES DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

5 - AUTORISATION DE CRÉER UN EMPLOI PERMANENT DE CATÉGORIE C - ACCUEILLANTE LAEP

6 - TABLEAU DES EFFECTIFS AU 1ER JANVIER 2022

7 - DÉBAT PORTANT SUR LES GARANTIES DE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE (PSC) ACCORDÉES AUX AGENTS

8 - AUTORISATION DE CRÉER 2 EMPLOIS PERMANENTS DE CATÉGORIE C - CHAUFFEUR-RIPEUR

9 - AUTORISATION DE CRÉER UN EMPLOI DANS LE CADRE DU PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC) - AGENT DES ESPACES VERTS

10 - AVENANT À LA CONVENTION SIGNÉE AVEC L'ÉTAT POUR LE FONDS DE SOUTIEN AUX COLLECTIVITÉS AYANT SOUSCRIT DES CONTRATS DE PRÊTS STRUCTURÉS

11 - ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N° CC2021-12-063 DU 8 DÉCEMBRE 2021 AUTORISANT L'OUVERTURE DES CRÉDITS D'INVESTISSEMENT PAR ANTICIPATION AVANT LE VOTE DU BUDGET PRINCIPAL 2022 ET NOUVELLE RÉDACTION

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

12 - LOTISSEMENT ""LE TERRAGE"" À POUANT - RÉVISION DU PRIX DE VENTE DES PARCELLES

PROMOTION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

13 - ACQUISITION AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS LOUDUNAIS DE TERRAINS SITUÉS SUR LE VIENNOPÔLE AUPRÈS DE LA SCEA SOLDIVE

ENVIRONNEMENT

14 - TARIF POUR L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC (PARKING DU TÉLÉPORT 6)

15 - ETUDE DE FAISABILITÉ À LA RECHERCHE D'EXUTOIRE DE COGÉNÉRATION À PARTIR DE CSR - TRIVALIS

PROMOTION ET DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

16 - ÉTUDE POUR LA VALORISATION DE LA DIVE – APPROBATION DU CAHIER DES CHARGES – DEMANDE DE SUBVENTIONS

17 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE – ANIMATION INGÉNIERIE TOURISME

18 - MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE BOUTIQUE DE L'OTPL

19 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE POUR LES MARCHÉS DE PRODUCTEURS - ÉDITION 2022

SANTE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL

20 - CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE À L'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL - APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2020

21 - AVENANT N°3 AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE

CULTURE, PATRIMOINE ET COOPERATION DECENTRALISEE

22 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES NOUVELLE-AQUITAINE POUR LA MAÎTRISE D'OEUVRE - PHASE TRAVAUX EN VUE DE LA RESTAURATION DU DOLMEN DE CHANTE BRAULT IV À SAINT-LAON

23 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DSIL 2022 POUR LA MAITRISE D'OEUVRE - PHASE TRAVAUX EN VUE DE LA RESTAURATION DU DOLMEN DE CHANTE BRAULT IV SAINT-LAON

RÉSULTATS DE CONSULTATION

RAPPEL DES DÉCISIONS

RAPPEL DES DÉLIBÉRATIONS PRISES PAR LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

Sommaire

| NUMÉRO | INTITULÉ | RAPPORTEUR | PAGE |
|--------|---|----------------------|------|
| 1 | Demande de subvention auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine – Animation ingénierie Chef de projet territorial 2022 | Joël DAZAS | 1 |
| 2 | Présentation du rapport d'orientations budgétaires 2022 et débat d'orientations budgétaires | Joël DAZAS | 3 |
| | ROB 2022 - présentation CC du 9-3-2022 | | 4 |
| 3 | Versement d'une subvention d'équilibre du budget principal au budget annexe Office du Tourisme du Pays Loudunais pour l'exercice 2022 | Edouard RENAUD | 53 |
| 4 | Garantie sur emprunt accordée à Habitat de la Vienne auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations | Edouard RENAUD | 54 |
| | Contrat de Prêt Habitat de la Vienne - Banque des Territoires | | 55 |
| 5 | Autorisation de créer un emploi permanent de catégorie C - accueillante LAEP | Joël DAZAS | 113 |
| 6 | Tableau des effectifs au 1er janvier 2022 | Joël DAZAS | 115 |
| 7 | Débat portant sur les garanties de Protection Sociale Complémentaire (PSC) accordées aux agents | Joël DAZAS | 118 |
| 8 | Autorisation de créer 2 emplois permanents de catégorie C - chauffeur-ripeur | Joël DAZAS | 124 |
| 9 | Autorisation de créer un emploi dans le cadre du Parcours Emploi Compétences (PEC) - agent des espaces verts | Joël DAZAS | 126 |
| 10 | Avenant à la convention signée avec l'État pour le fonds de soutien aux collectivités ayant souscrit des contrats de prêts structurés | Edouard RENAUD | 127 |
| | 86_CC_DU_LOUDUNAIS | | 128 |
| 11 | Abrogation de la délibération N° CC2021-12-063 du 8 décembre 2021 autorisant l'ouverture des crédits d'investissement par anticipation avant le vote du budget principal 2022 et nouvelle rédaction | Edouard RENAUD | 131 |
| 12 | Lotissement "Le Terrage" à Pouant - Révision du prix de vente des parcelles | Edouard RENAUD | 133 |
| 13 | Acquisition au profit de la Communauté de communes du Pays Loudunais de terrains situés sur le Viennois auprès de la SCEA SOLDIVE | Marie-Jeanne BELLAMY | 135 |
| 14 | Tarif pour l'occupation temporaire du domaine public (parking du Téléport 6) | Bruno LEFEBVRE | 136 |
| 15 | Etude de faisabilité à la recherche d'exutoire de cogénération à partir de CSR - Trivalis | Bruno LEFEBVRE | 137 |
| 16 | Étude pour la valorisation de la Dive – approbation du cahier des charges – demande de subventions | Sylvie BARILLOT | 140 |
| | 2021-02-01_Cahier des charges étude Dive 1 | | 141 |
| 17 | Demande de subvention auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine – animation ingénierie tourisme | Sylvie BARILLOT | 149 |

Sommaire

| NUMÉRO | INTITULÉ | RAPPORTEUR | PAGE |
|--------|---|-------------------|------|
| 18 | Modification de la grille tarifaire boutique de l'OTPL | Sylvie BARILLOT | 151 |
| 19 | Convention de partenariat avec la Chambre d'agriculture pour les marchés de producteurs - édition 2022 | Sylvie BARILLOT | 154 |
| | 2022-01-25_Convention_Marché_Producteurs | | 155 |
| 20 | Concession de service public relative à l'exploitation du centre aquatique intercommunal - Approbation du rapport annuel 2020 | Laurence MOUSSEAU | 160 |
| | 2105-AQUALUD-RAD 2020 C-CC | | 162 |
| 21 | Avenant n°3 au Contrat de délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique | Laurence MOUSSEAU | 208 |
| | AQUALUD_Projet Avenant 3_COVID_0122 | | 210 |
| 22 | Demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Nouvelle-Aquitaine pour la maîtrise d'oeuvre - phase travaux en vue de la restauration du dolmen de Chante Brault IV à Saint-Laon | Alain BOURREAU | 216 |
| 23 | Demande de subvention auprès de l'État au titre de la DSIL 2022 pour la maîtrise d'oeuvre - phase travaux en vue de la restauration du dolmen de Chante Brault IV Saint-Laon | Alain BOURREAU | 217 |
| | Résultats de consultation | | 218 |
| | Rappel des décisions | | 219 |
| | Rappel des délibérations du bureau communautaire | | 221 |

1 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE – ANIMATION INGÉNIERIE CHEF DE PROJET TERRITORIAL 2022

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Rapporteur : Monsieur DAZAS

Dans le cadre de la politique contractuelle territoriale de la Région Nouvelle-Aquitaine pour la période de 2018/2021, les Communautés de communes du Thouarsais et du Pays Loudunais ont engagé une démarche de contractualisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine afin d'assurer un développement équilibré et cohérent du territoire. La prochaine contractualisation fait l'objet d'un travail engagé en octobre 2021 et sur l'année 2022 ; aussi le contrat 2018/2021 se poursuit sur l'année 2022.

Le contrat de cohésion et de dynamisation qui en découle constitue l'engagement passé entre la Région Nouvelle-Aquitaine et les Communautés de communes du territoire en vue de mobiliser des financements régionaux pour soutenir les projets répondants aux priorités régionales. Il détermine l'engagement des différentes parties et en définit les modalités de mise en œuvre et de suivi.

Ce contrat s'articule autour de 4 axes :

1. Renforcer et diversifier l'économie locale, conforter les réseaux d'acteurs ;
2. Développer l'attractivité et le rayonnement du territoire en valorisant ses atouts, améliorer l'accueil de nouveaux habitants et renforcer les services à la population ;
3. Être un territoire de référence en matière d'excellence environnementale ;
4. Dynamiser les réseaux d'acteurs et développer la coopération territoriale.

VU la délibération n°2018-2426-SP de la séance plénière du Conseil régional en date du 17 décembre 2018 approuvant le Contrat de dynamisation et de cohésion du Thouarsais-Loudunais,

VU la délibération n°I.1.2018.12-04-AG01 du Conseil communautaire du Thouarsais en date du 4 décembre 2018 approuvant le Contrat de dynamisation et de cohésion du Thouarsais-Loudunais,

VU la délibération n°2018-7-5 du Conseil communautaire du Pays Loudunais en date du 4 décembre 2018 approuvant le Contrat de dynamisation et de cohésion du Thouarsais-Loudunais,

CONSIDÉRANT qu'à ce titre, la Communauté de communes du Pays Loudunais souhaite solliciter une aide financière annuelle sur l'ingénierie d'un chef de projet territorial auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine afin d'accompagner, à l'échelle de l'ensemble du territoire de contractualisation, la démarche de contractualisation et l'animation des politiques sectorielles,

VU le plan de financement suivant :

Dépenses prévisionnelles 2022 :

| Nature des dépenses | TOTAL | % |
|---------------------|-----------------|------------|
| Coût Agent 0,25 ETP | 12 500 € | 100 |
| | | |
| Coût Total | 12 500 € | 100 |

Financements prévisionnels 2022 :

| Nature des financements | TOTAL | % |
|-----------------------------------|----------------|-----------|
| État | | |
| Région Nouvelle-Aquitaine | 6 250 € | 50 |
| Département | | |
| Europe | | |
| Autres financements publics | | |
| Total financements publics | 6 250 € | 50 |



| | | |
|----------------------|-----------------|------------|
| Privés (préciser) | | |
| Autofinancement CCPL | 6 250 € | 50 |
| Coût Total | 12 500 € | 100 |

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- ✓ d'approuver le plan de financement de l'ingénierie Chef de projet territorial ci-dessus ;
- ✓ de solliciter une aide financière auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine au titre de l'ingénierie « chef de projet territorial » à hauteur de 6 250 euros pour l'année 2022 ;
- ✓ d'autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.



2 - PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2022 ET DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Rapporteur : Monsieur DAZAS

CONFORMÉMENT à l'article L.5211-36 du CGCT, la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) est obligatoire pour les Régions, les Départements, les communes de 3 500 habitants et plus, ainsi que pour leurs EPA et leurs groupements.

Le DOB doit faire l'objet d'une délibération distincte, et doit s'effectuer dans les conditions applicables à toute séance de l'assemblée délibérante (art. L.2121-20 ; L. 2121-21 ; L. 3121-14 ; L.3121-15 ; L. 4132-13 et L.4132-14 du CGCT).

Il doit avoir lieu dans les 2 mois qui précèdent le vote du budget primitif.

L'article 107 de la loi NOTRe de 2015 accentue l'information des élus. Ainsi, le DOB s'effectue désormais sur la base d'un rapport élaboré par le Président de l'EPCI sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que la structure et la gestion de la dette. L'information est même renforcée dans les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus et comptent plus de 10 000 habitants. En effet le rapport d'orientation budgétaire (ROB) doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses (analyse prospective) et des effectifs ainsi que préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations suivant cette liste non limitative.

Le contenu du rapport et les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. Le ROB doit être transmis au représentant de l'Etat dans le département et fait l'objet d'une publication. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres pour les EPCI de plus de 10 000 habitants avec au moins une commune de plus de 3 500 habitants. Les lieux de mise à la disposition du public sont le siège de l'EPCI et les mairies des communes membres de l'EPCI. Il est à noter qu'il doit être pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Par ailleurs, l'art. 13 de la Loi de programmations des finances publiques 2018-2022 dispose que chaque collectivité présente, dans le cadre du DOB, ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement. Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes

VU le rapport d'orientations budgétaires 2022 annexé à la présente,

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ **prendre acte de la tenue du débat sur les orientations budgétaires, sur la base du rapport présenté.**
- ✓ **autoriser, le Président ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.**



Communauté de communes du Pays Loudunais Rapport d'Orientations Budgétaires 2022

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 9 MARS 2022**



I – LES DONNEES GENERALES POUR LA CONSTRUCTION DES BUDGETS

I.1 - Les données macro-économiques et territoriales

I.2 – Les dispositions de la loi de finances 2022

- *I.2.1 - la Dotation Globale de Fonctionnement*
- *I.2.2 - le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal*
- *I.2.3 – la poursuite de la suppression de la taxe d’Habitation*
- *I.2.4 – la réforme des indicateurs pour le calcul du potentiel fiscal et de l’effort fiscal*
- *I.2.5 – les autres dispositions*

II – ANALYSE SYNTHETIQUE ET RETROSPECTIVE DES BUDGETS

II.1 – Le budget annexe développement économique

II.2 – Le budget de l’Office de Tourisme du Pays Loudunais (OTPL)

II. 3 – le budget principal

- *II.3.1 – les soldes intermédiaires de gestion (épargnes) de 2019 à 2021*
- *II.3.2 – la section de fonctionnement : les recettes*
- *II.3.3 – la section de fonctionnement : les dépenses*
- *II.3.4 – la dette*
- *II.3.5 – l’investissement*

III- LES ORIENTATIONS POUR LA CONSTRUCTION DES BUDGETS

III.1 – Les plans pluriannuels d’investissement des trois budgets principaux

III.2 – Hypothèse d’évolution des charges et recettes courantes 2022-2024

III.3 - Hypothèse d’évolution du budget du service déchets 2022-2024

III.4 – Projection des soldes intermédiaires de gestion (épargnes) 2022-2024



I.1 - Les données macro-économiques et territoriales

Taux de croissance du PIB (en volume)

- +6,25 % en 2021 contre -8% en 2020, 1,5% en 2019, 1,8% en 2018
- **+ 4% en 2022**

Taux de croissance des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

- 1,5% en 2021, contre 0,5 % en 2020, 1,1% en 2019 et 1,8% en 2018
- **1,5% en 2022**
- Revalorisation des valeurs locatives en 2022 : **+ 3,4%** (évolution de l'IPCH constatée fin novembre 2021)

- *IPCH : Indice des Prix à la Consommation Harmonisée (calculé sur chacun des pays de l'Union Européenne et quelques pays européens)*
- *OAT : Obligations Assimilables du Trésor (valeurs assimilables du Trésor à moyenne et long terme - 2 à 50 ans)*

Taux d'intérêt

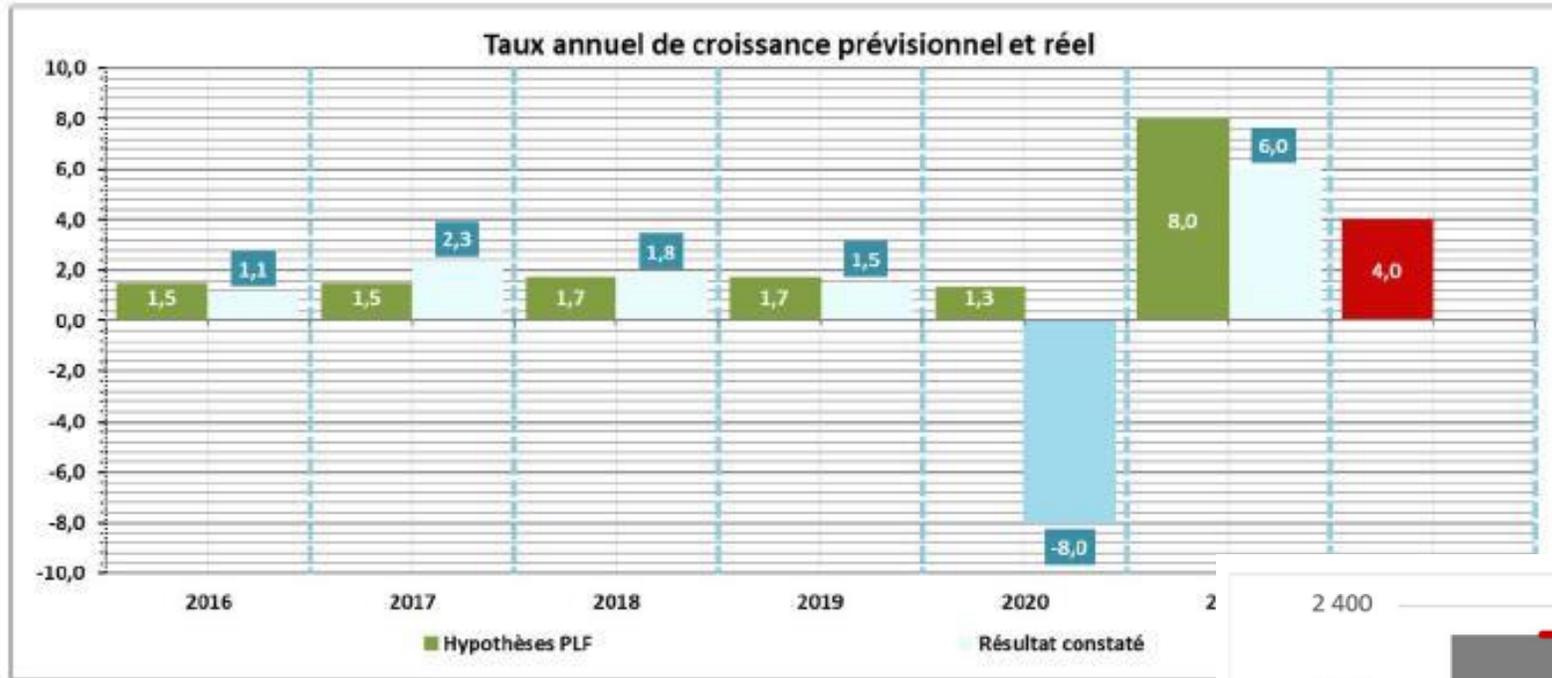
- Négatif pour les grands emprunteurs sur le court terme, mais lente remontée sur le long terme (0,20 % sur les OAT à 10 ans, de l'ordre de 1 % pour les emprunteurs locaux) et incertitudes liées à l'inflation

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

| (croissance en %, moyenne annuelle) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|------------|--------------|------------|------------|------------|------------|
| PIB réel | 1,8 | - 8,0 | 6,7 | 3,6 | 2,2 | 1,4 |
| IPCH | 1,3 | 0,5 | 2,1 | 2,5 | 1,5 | 1,6 |
| IPCH hors énergie et alimentation | 0,6 | 0,6 | 1,3 | 1,8 | 1,7 | 1,7 |
| Investissement des entreprises | 3,4 | - 8,8 | 11,7 | 2,4 | 4,4 | 3,5 |
| Consommation des ménages | 1,9 | - 7,2 | 4,6 | 6,1 | 2,2 | 1,0 |
| Pouvoir d'achat par habitant | 2,3 | 0,2 | 1,7 | 0,6 | 1,3 | 1,1 |
| Taux de chômage (BIT, France entière, % population active, moyenne annuelle) | 8,4 | 8,0 | 8,0 | 7,9 | 7,8 | 7,7 |

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire.
Sources : Comptes nationaux trimestriels Insee du 29 octobre 2021, projections Banque de France sur fond bleuté.



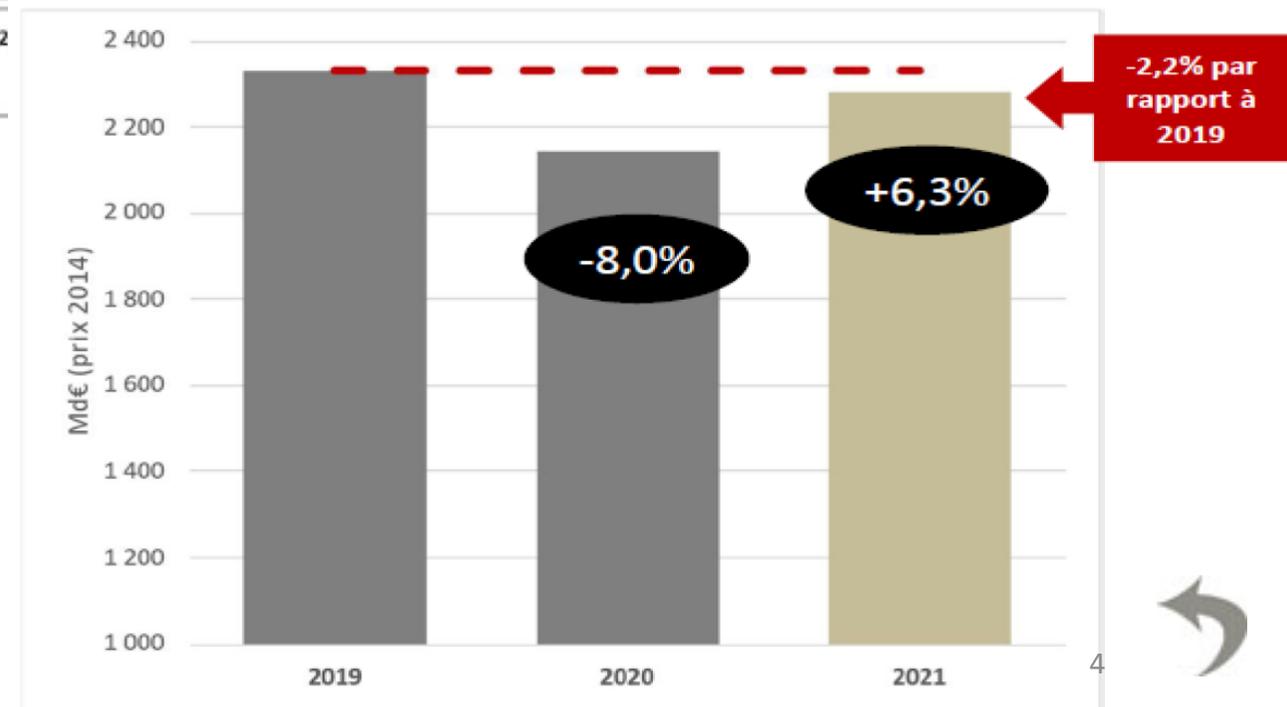


Malgré la croissance de 6,3 % en 2021, le niveau de croissance de 2019 n'a pas été retrouvé

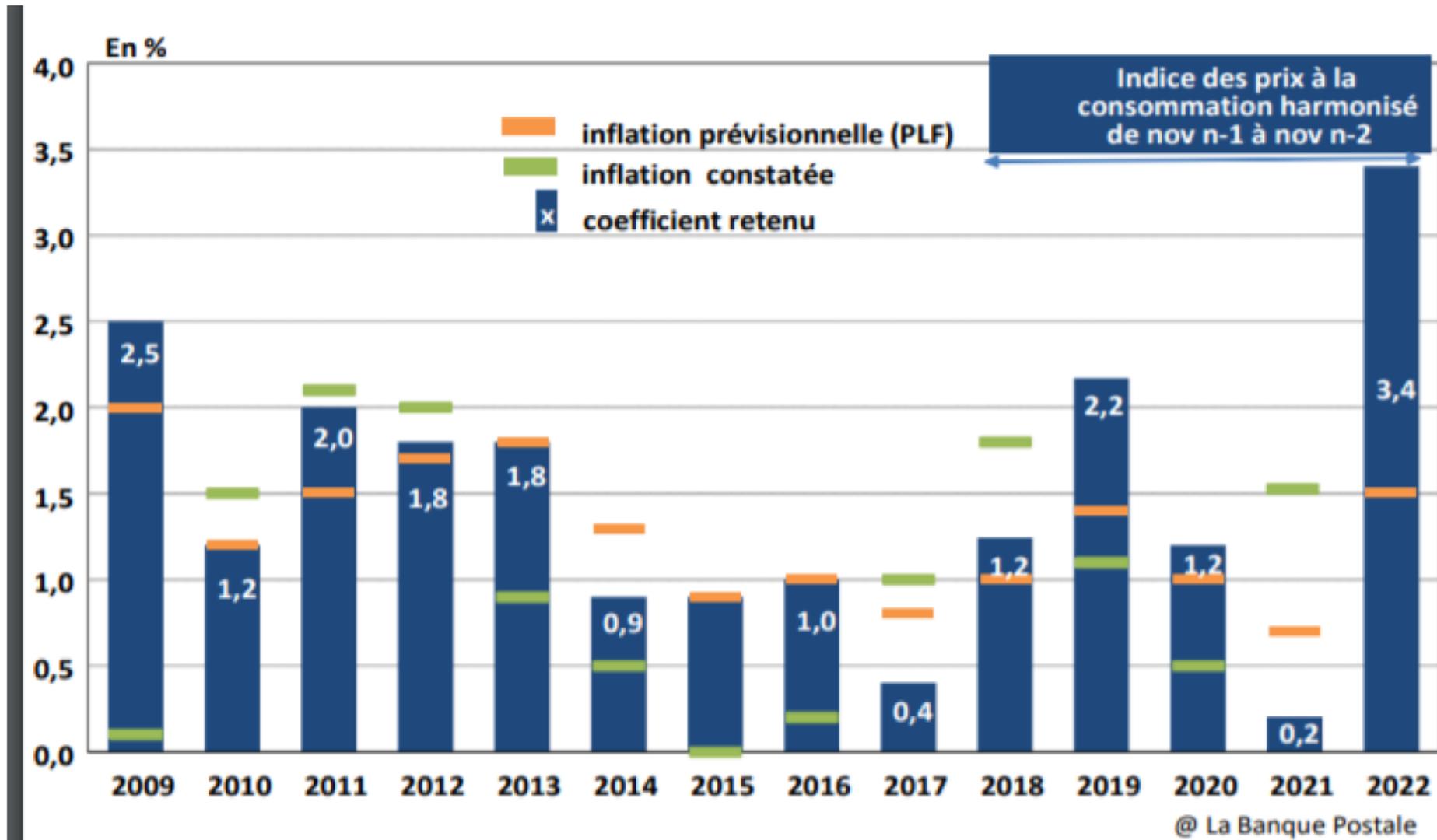
Néanmoins, la croissance 2022 soutenue, permettrait au **déficit public** de diminuer à **5% du PIB en 2022**. *Pour rappel, le déficit public est limité à 3 % du PIB (pacte de stabilité prévu par les traités européens).*

En 2022, le **déficit atteint 153,8 milliards d'euros** (contre les 143,4 milliards prévus dans le texte initial).

Sous l'effet de la reprise économique et de la baisse du déficit public, le **taux d'endettement passerait à 113,5% du PIB en 2022**, contre 115,3% en 2021. *Pour rappel l'endettement doit être inférieur à 60 % du PIB. Cet objectif n'est plus atteint depuis 2007.*



I.1 - Les données macro-économiques et territoriales



A l'échelle locale et territoriale : quelques chiffres clés

Revenu disponible moyen : 19 160 €

Données INSEE 2018

Evolution des entreprises entre 2020 et 2021 :

| | | | |
|------------------------------------|---|--------------|--------------|
| Nombre d'entreprises immatriculées | • | 2020 : 2 797 | 2021 : 2 924 |
| Nombre de créations d'entreprises | • | 2020 : 149 | 2021 : 213 |
| Nombre de cessations d'activités | • | 2020 : 73 | 2021 : 135 |
| Solde net | • | 2020 : + 76 | 2021 : + 78 |

+ 4,5 % d'immatriculations
 + 42,9 % de création d'entreprises
 + 84,9 % de nombre de cessations d'activité

SOLDE NET : + 2,63 %

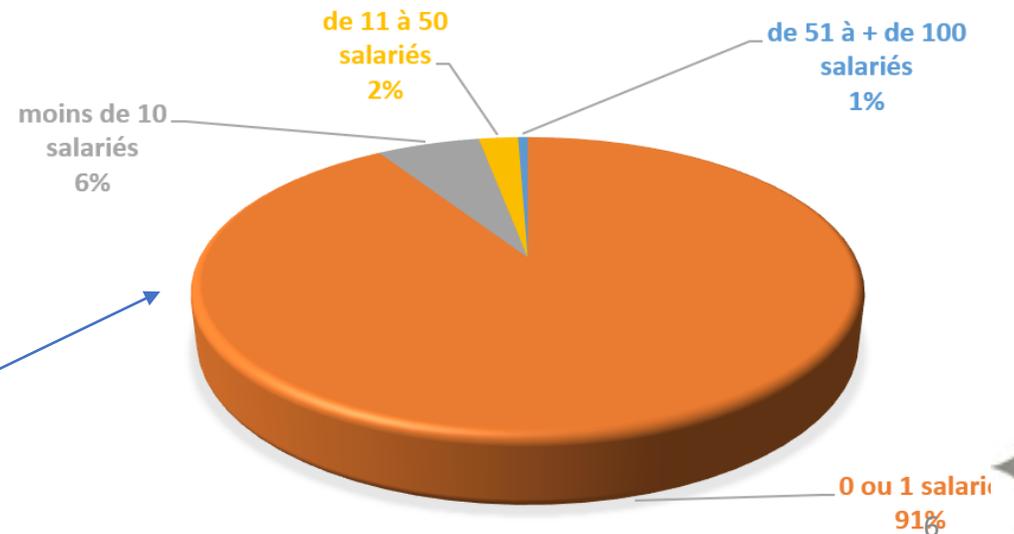
Les plus gros employeurs du Pays Loudunais (+ de 100 salariés) sont AGRITUBEL (140), ELIS (110), Leclerc (98) et Center Parcs (hors établissements publics). Viennent ensuite les industriels suivants : M EXTEND/MANIP (80), BARAT CEIT (50), M3M/SKF (60).

Un nombre de salariés de la sphère économique en très légère hausse en 2021 : + 5,3 % entre 2019 et 2021, + 0,01 % entre 2020 et 2021

| 2019 | 2020 | 2021 |
|-------|-------|------|
| 2 930 | 3 083 | 3086 |

Source AGDE

RÉPARTITION DES SALARIÉS DANS LES ENTREPRISES EN 2021



A l'échelle locale et territoriale : quelques chiffres clés pour l'emploi

Nombre de demandeurs d'emplois cat A/B/C : 2 127 soit -5.1 % sur un an (source Pôle Emploi Septembre 2021)

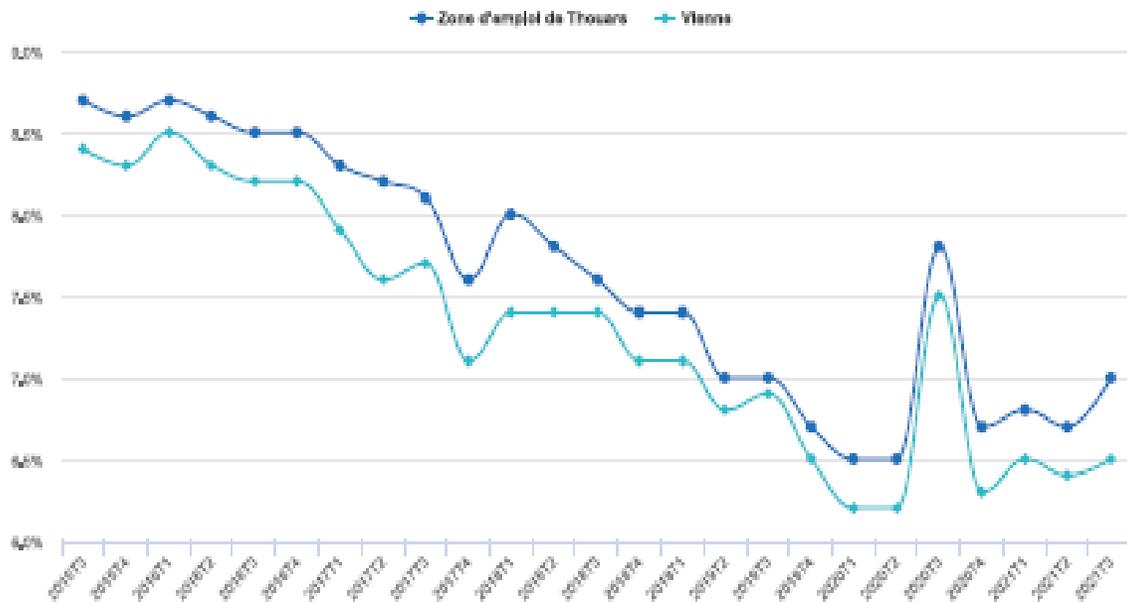
Taux de chômage : 7 % (Source Insee Zone d'emploi de Thouars/Loudun T3 - 2021) - (6.4 % T2- 2020)

Nombre d'offres d'emploi déposées à Pôle Emploi Loudun entre janvier et décembre 2021 : 807 (+33.8% / 2020) (Source Pôle Emploi 01 à 12/2021)

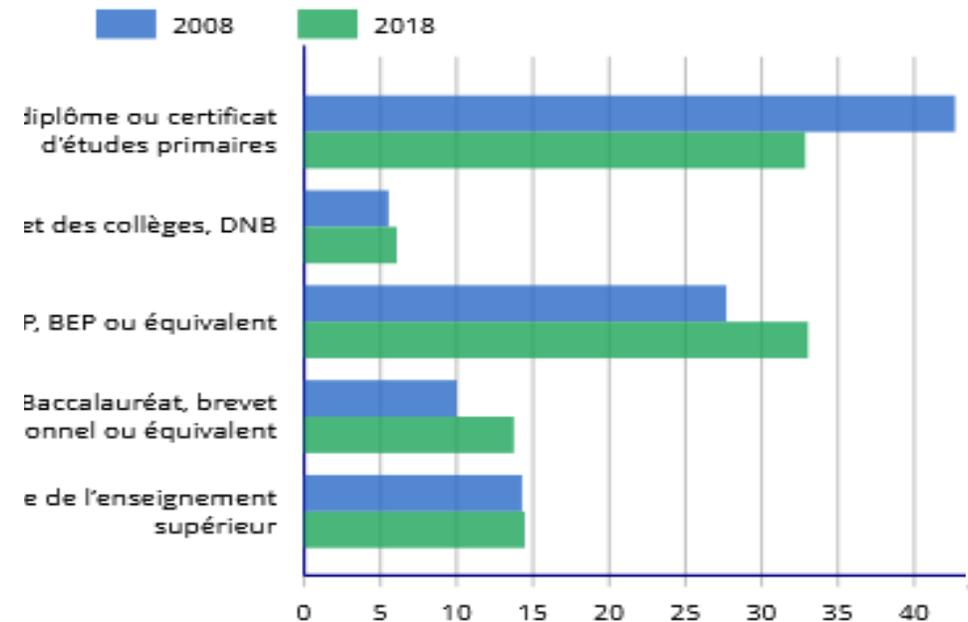
Nombre de salariés sur le bassin d'emploi de Loudun : 3 870 (3 960 fin 2019) dont 799 en industrie (Source Observatoire Pôle Emploi fin 2020)

Nombre d'actifs 15-64 ans : 11 068 (Source INSEE 2018)

Évolution du taux de chômage sur 6 ans



le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou



I.2 - Les dispositions de la loi de finances 2022 (PLF)

Le premier projet de loi de finances du quinquennat 2017-2022 posait les bases d'un bouleversement en profondeur des finances locales avec la **suppression annoncée de la taxe d'habitation** et la réorganisation programmée du panier fiscal des différents niveaux de collectivités. Il mettait également **fin à la réduction de la DGF** introduite par le gouvernement précédent et la remplaçait par un mécanisme contractuel d'encadrement des dépenses de fonctionnement des plus grandes collectivités.



Le PLF pour 2022 s'inscrit dans la poursuite des efforts engagés avec la mise en place du plan « France relance » destiné à soutenir l'économie du pays, et vise un rétablissement progressif des finances publiques.

Les collectivités moins concernées par le PLF 2022

Les collectivités locales qui avaient été très concernées par le PLF « anti crise » de 2021 (allègement de la fiscalité des entreprises du secteur industriel avec la baisse des impôts de production, abondement exceptionnel des aides à l'investissement (DSIL), mise en place d'un filet de sécurité budgétaire pour les collectivités les plus touchées par la crise), ont été moins au centre du débat budgétaire de l'Etat, pour 2022.

Peu de dispositifs les concernent directement dans le cadre du PLF de 2022 :

- **Stabilisation de la DGF** au niveau de 2021, soit une **enveloppe de 28,6 milliards d'euros**.
- Seule évolution, la DSR et la DSU qui progresseront respectivement de + 95 millions d'euros, progression reconduite désormais tous les ans à un niveau à peu près similaire.

Cette année encore **l'enveloppe normée des dotations de l'Etat** aux collectivités fera appel aux variables d'ajustement pour équilibrer les différentes enveloppes, soit un **besoin de financement de 50 millions d'euros en 2021 (gages prévus dans le PLF 2022)**



Évolutions significatives (redistribution horizontale)

- Compensation du dispositif péréqué des départements: +52 M€
- Compensation d'exonérations d'impôts locaux : +41 M€
- Fonds d'urgence pour la tempête Alex : +30,8 M€
- Dotation Biodiversité : +10 M€
- F.C.T.V.A. : -46 M€
- Part de T.V.A. «historique» des régions : + 383 M€ (par rapport à la LFI 2021)
- Compensation de la réduction des bases industrielles : +352 M€



I.2.1 – La Dotation Globale de Fonctionnement

Redistribution horizontale interne à la DGF

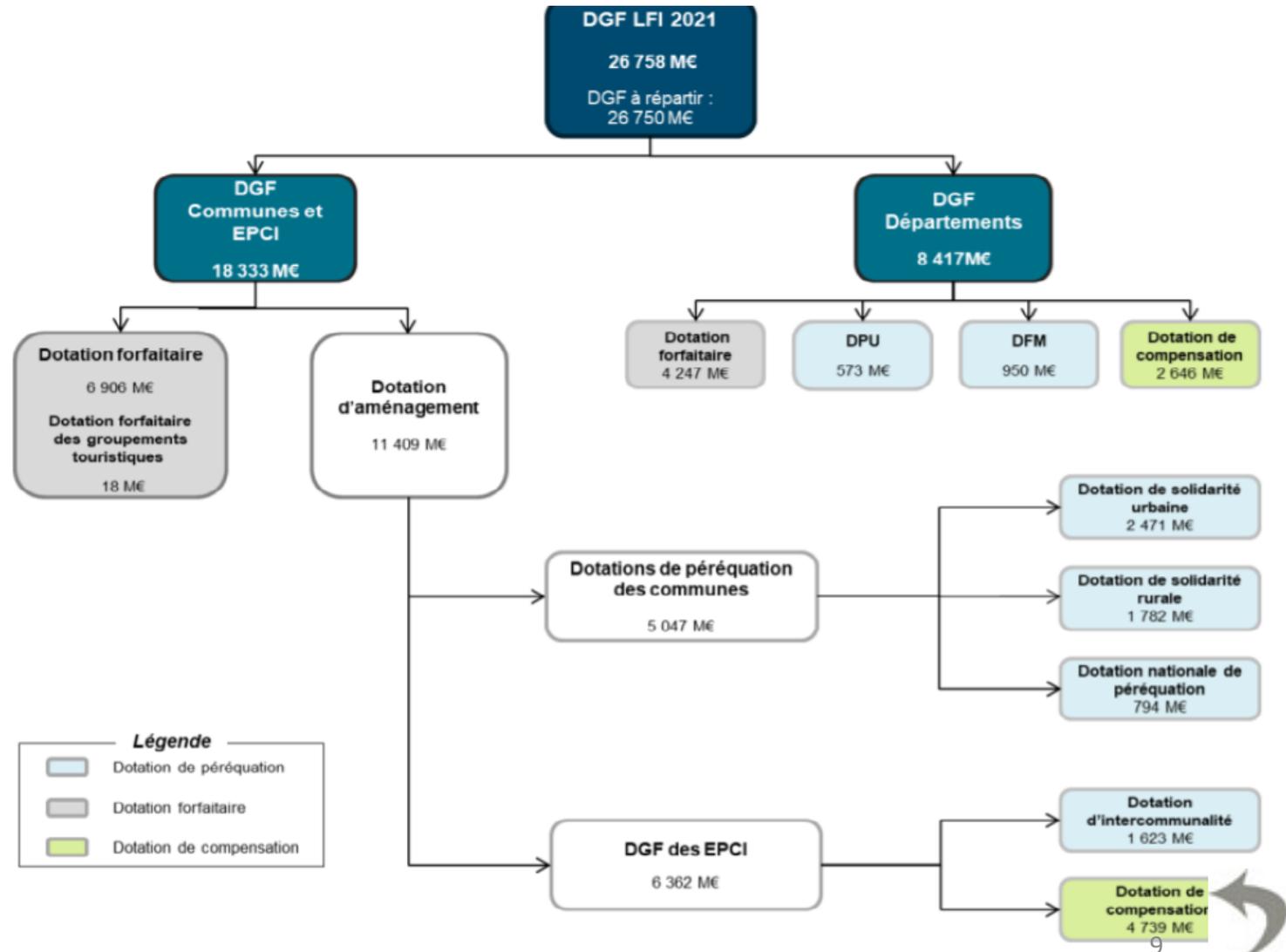
Au sein de l'enveloppe DGF (identique à l'enveloppe 2021 – 26,8 millions d'€), un mécanisme de **redistribution horizontale** :

- DSU et DSR : + 190 M€
 - DI : + 30 M€
 - Biodiversité : + 4,3 M€
 - Démographie : + 30,2 M€ (estimation)
- Total : 254,6 M€ (estimation)**

Financé par :

- Prélèvement sur la dotation forfaitaire. *Ce sont les communes les moins pauvres qui seront impactées avec la modification du seuil de potentiel fiscal*
 → Potentiel fiscal par habitant (pondéré) au moins égal à **0,85 fois la moyenne**
 → Au prorata de la population pondérée par l'écart relatif à **0,85 fois la moyenne**
 → Plafonnement à 1 % des recettes réelles de fonctionnement de l'année N-2
- Minoration de la dotation de compensation (ex compensation part salaires)

synthèse des composantes de l'enveloppe DGF des collectivités



I.2 - Les dispositions de la loi de finances 2022 (PLF)

1.2.2 - Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Montant national inchangé : 1 Md€ pour le F.P.I.C.

- Maintien des règles actuelles
- Dernière année d'atténuation du calcul du potentiel financier agrégé des anciens Syndicats d'Agglomérations Nouvelles (SAN)
- Effets positifs limités mais réels sur tous les autres ensembles intercommunaux
- Augmentation du potentiel financier agrégé moyen
- Augmentation des contributions des E.P.C.I. concernés
- Fin de la garantie de versement pour les 3 E.P.C.I. qui l'ont perçue en 2021 en cessant d'être attributaires (6,9 M€ au total)

1.2.3 – La poursuite de la suppression de la Taxe d'Habitation : calendrier des effets sur les bases et les taux

| Effets sur les : | | 2020 | 2021 (transfert du FB départemental aux communes et nationalisation de la THRP) | 2022 | 2023 (suppression de la THRP) |
|---------------------------------|------|-----------------------------------|--|-------------------------------------|---|
| Bases des communes | | | | | |
| Politique d'abattement et d'exo | TFPB | Délib. possible | Gel | Délib. possible | Délib. possible |
| | TH | Gel abattement | Gel abattement | Gel abattement | Suppression THRP et pas d'abattement sur la THRS |
| Revalorisation forfaitaire | TFPB | +1,2% | 0,2 % (évol. IPCH nov n/nov n-1) | 3,4 % (évol. IPCH nov n/nov n-1) | Droit commun (évol. IPCH nov n/nov n-1) |
| | TH | +0,9% (THRP) (+1,2% THRS/THLV) | Gel 0,2 % THRS | Gel THRP 3,4 % THRS | Droit commun (pour THRS/THLV) (évol. IPCH nov n/nov n-1) |
| Taux des communes | | | | | |
| | TFPB | Variation possible | Variation possible* | Variation possible | Variation possible |
| | TH | Gel | Gel | Gel | Variation possible THRS/THLV |



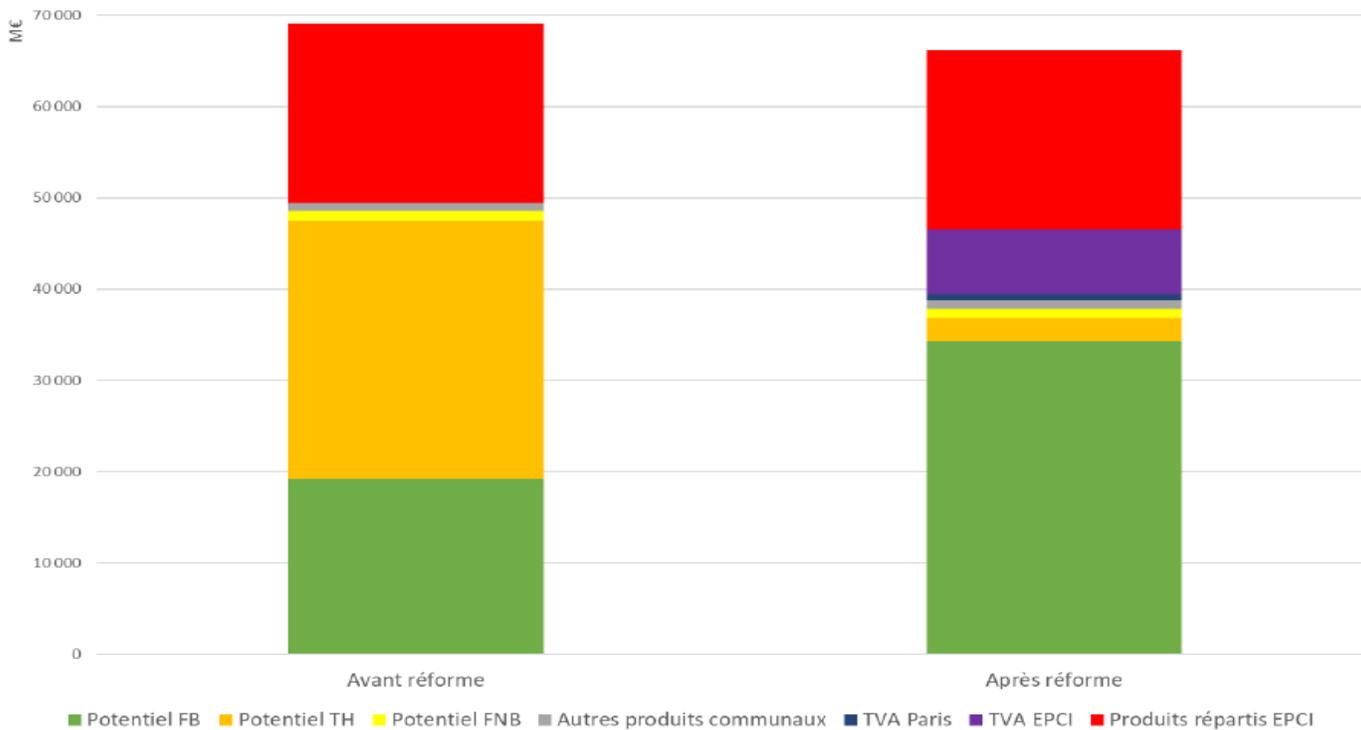
I.2 - Les dispositions de la loi de finances 2022 (PLF)

1.2.4 – la réforme des indicateurs pour le calcul du potentiel fiscal et de l'effort fiscal

Le PLF 2022 intègre une **mini-réforme des indicateurs financiers**.

→ Avec la suppression de la TH, la baisse de la CVAE et la réduction de moitié des valeurs locatives des locaux industriels, **le panier de recettes des collectivités du bloc communal et des départements a été transformé**. Ceci a rendu nécessaire, à compter de 2022, une évolution des indicateurs financiers utilisés dans le calcul des dotations et fonds de péréquation (potentiels fiscal et financier, effort fiscal, coefficient d'intégration fiscale).

Composantes du potentiel fiscal communal



Nouveau calcul du potentiel fiscal communal

- **Prise en compte de la fraction de T.V.A. perçue par tous les E.P.C.I.**
- **Intégration de compensations complémentaires** (Compensations F.N.G.I.R., Compensations pour réduction des bases des locaux industriels perçue par tous les E.P.C.I.)
- **Intégration de ressources complémentaires** (majoration «résidences secondaires», Imposition forfaitaire sur les pylônes, taxe locale sur la publicité extérieure comptabilisée l'année n-2, moyenne triennale (années n-4 à n-2) de la taxe additionnelle sur les droits de mutation à titre onéreux, ou des montants perçus au titre du Fonds de péréquation correspondant...)
- **Adaptation des «produits ex-TP» pour le calcul de la Dotation Nationale de Péréquation :**
→ Prise en compte des compensations pour réduction des bases des locaux industriels perçue au titre de la C.F.E.

De fait, le calcul de l'effort fiscal communal est modifié également, ce qui pourrait avoir une incidence sur les dotations de péréquation (pour lesquels le calcul conjugue le potentiel fiscal et l'effort fiscal)

Cette mesure pourrait également impacter indirectement l'EPCI (calcul du potentiel fiscal agrégé dans le cadre de la répartition du FPIC)

I.2 - Les dispositions de la loi de finances 2022 (PLF)

1.2.5 – Les autres dispositions

Poursuite de l'automatisation du FCTVA (2^{ème} année de montée en puissance du calcul automatisé

Pour rappel, le versement est automatisé en fonction des imputations comptables. Le taux de remboursement FCTVA est, depuis le 1/1/2015 de 16,404 %

Entrent dans le périmètre de l'automatisation du FCTVA :

- Les dépenses d'investissement des collectivités
- **Les dépenses de fonctionnements suivantes : entretien des bâtiments publics et de la voirie, l'entretien des réseaux, la fourniture de solutions informatiques en nuage**

Partage de la taxe d'aménagement

Le reversement d'une part de la taxe communale d'aménagement, au regard de la charge des équipements publics relevant des compétences intercommunales. L'exigence de délibérations concordantes (Commune et EPCI) demeure et la loi ne précise pas les règles de répartition.

La reconduction de la sécurisation d'une partie des recettes de fonctionnement – instituée dans la 3^{ème} loi de finances rectificatives pour 2020 - garantissant aux EPCI un niveau minimum de ressources pour 2020, cette mesure **a été prolongée en 2021 et en 2022.**

Le montant de la dotation (qui ne peut être inférieure à 1 000 €) sera calculée comme suit :

somme des produits moyens perçus entre 2017 et 2019

+ somme des produits perçus en 2019

– somme des mêmes produits perçus en 2021

Avec versement d'un acompte en 2021 et solde en 2022 avec inscription au CA 2021

L'indemnisation est réalisée si la perte est supérieure à 2,5 % des recettes de fonctionnement (ce qui était le cas en 2020) et pour la part supérieure à 2,5 % (pas d'indemnisation sur l'exercice 2021 pour la CCPL)



II.1 - Le budget annexe développement économique

RAPPEL : le budget développement économique est un budget annexe soumis à TVA dans la mesure où il gère les activités d'un service public industriel et commercial. Il a vocation à gérer le parc de l'immobilier d'entreprises (construction des bâtiments, rénovation, gestion locative etc). Les recettes doivent équilibrer les dépenses. Néanmoins, le budget principal peut concourir à son équilibre.

Une épargne de gestion en variation positive (+4,8 % entre 2020 et 2021), tout comme l'épargne brute qui progresse de 12,48 % (liée essentiellement à la baisse des charges financières entre 2020 et 2021 de -18,48 %).

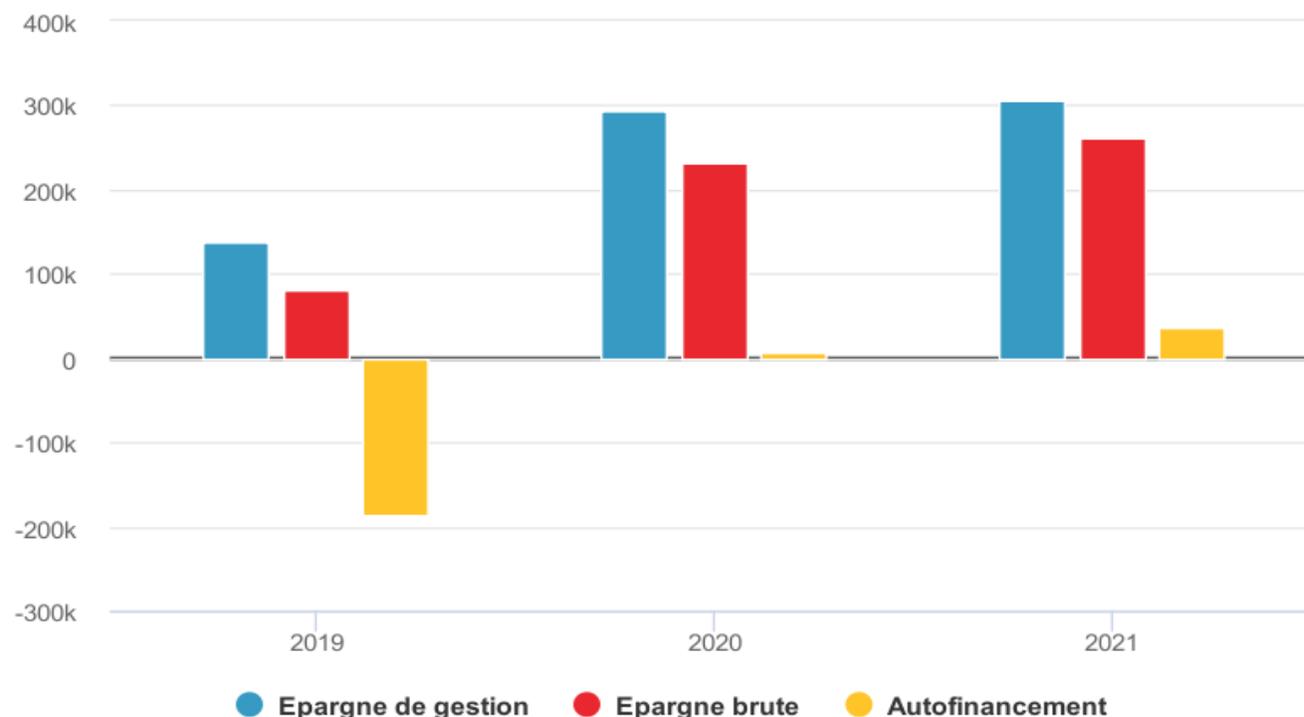
L'épargne nette (après remboursement de la dette en capital) reste quant à elle faible malgré sa variation à la hausse. Elle ne permet pas d'autofinancer les dépenses d'investissement.

A noter que la subvention d'équilibre du budget principal vers ce budget annexe représente chaque année près de 40 % des recettes réelles de fonctionnement (42,6 % en 2021).

Elle représente ainsi un poids important sur la constitution de l'épargne de ce budget annexe.

Evolution des épargnes entre 2019 et 2021

Evolution des niveaux d'épargne



Epargne de gestion

Correspond au différentiel entre les produits courants et les charges courantes, indépendamment des opérations financières. Son emploi est d'assurer le règlement des intérêts.

Epargne brute

Correspond à l'épargne de gestion diminuée des intérêts dus et du résultat exceptionnel.

Epargne nette/autofinancement

Représente la ressource disponible susceptible d'être réinvestie dans les équipements et/ou dans le fond de roulement. L'épargne brute amputée de l'amortissement de la dette, hors réaménagement financé par emprunt et remboursement de la récupérable, est appelée épargne nette.¹³



II.1 - Le budget annexe développement économique

Les soldes intermédiaires de gestion entre 2019 et 2021

| | 2019 | 2020 | 2021 | % évol 20/21 |
|---|--------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| Recettes de fonctionnement courant | 364 165,93 | 521 456,10 | 554 657,56 | 6,37 |
| Dépenses de fonctionnement courant | 226 010,64 | 227 881,41 | 248 523,47 | 9,06 |
| Epargne de gestion | 138 155,29 | 293 574,69 | 306 134,09 | 4,28 |
| Résultats financiers | -62 266,48 | -52 060,94 | -42 467,74 | -18,43 |
| Résultats exceptionnels | 4 074,28 | -8 552,42 | -1 622,51 | -81,03 |
| Epargne brute | 79 963,09 | 232 961,33 | 262 043,84 | 12,48 |
| Remboursement courant du capital de la dette (hors RA) | 266 477,74 | 227 429,07 | 225 825,79 | -0,70 |
| Créances sur des collectivités | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Epargne Disponible (Autofinancement net) | -186 514,65 | 5 532,26 | 36 218,05 | 554,67 |
| Dépenses réelles d'investissement | 156 993,10 | 48 061,52 | 194 598,62 | |
| Recettes réelles d'investissement | 2 321,68 | 7 576,27 | 4 538,76 | |
| Besoin de financement | 154 671,42 | 40 485,25 | 190 059,86 | |
| Emprunts nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Variation du fonds de roulement (Hors cessions d'immo.) | -341 186,07 | -34 952,99 | -153 841,81 | |
| Produits des cessions d'immobilisations | 62 913,85 | 265 000,00 | 95 172,00 | |
| Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo) | -278 272,22 | 230 047,01 | -58 669,81 | |
| Résultat reporté de l'exercice N-1 | 114 144,78 | -164 127,44 | 65 919,57 | |
| Résultat de l'exercice N au 31/12 | -164 127,44 | 65 919,57 | 7 249,76 | |
| Dette au 31 12 | 1 495 694,43 | 1 282 552,27 | 1 053 091,62 | -17,89 |
| Capacité de désendettement | 18,70 | 5,51 | 4,02 | |
| Endettement Net Bancaire | -266 477,74 | -227 429,07 | -225 825,79 | -0,70 |
| Fonds de roulement en jours de dép. réelles de fonctio | -204,53 | 81,26 | 8,92 | |
| Fonds de roulement en jours de dépenses réelles totales | -82,94 | 41,82 | 3,66 | |

Sans la subvention d'équilibre du budget principal, le solde de gestion entre les recettes et les charges réelles de fonctionnement ne permet pas de couvrir le remboursement des charges financières, ni de dégager une capacité d'autofinancement.

Avec la vente de bâtiments (ex. OUTILEC en 2020, bât. artisanal POUCAÿ en 2021), les recettes locatives ont varié à la baisse sur 2021, alors que les charges globales augmentent (+ 9,06 % entre 2020 et 2021)

Le budget annexe se désendette. L'encours varie à la baisse de 17,89 % (- 225 825 € en valeur absolue). La capacité de désendettement progresse à 4,02 années. La vente de bâtiments a permis de financer une partie des dépenses d'investissement 2021, ce qui a permis de ne pas recourir à l'emprunt
Pour rappel, la capacité de désendettement mesure le nombre d'années nécessaire pour rembourser l'intégralité de l'encours en y consacrant la totalité de l'épargne brute

En résumé, un budget qui se désendette progressivement, mais qui ne s'équilibre pas de manière autonome. Les recettes de gestion locative ne couvrent pas les charges du budget annexe (remboursement des emprunts, moyens généraux, frais de personnel ...)

II.1 - Le budget annexe développement économique

Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement entre 2019 et 2021

| | 2019 | 2020 | 2021 | % évol 20/21 |
|--|-------------------|---------------------|-------------------|-----------------|
| Charges à caractère général | 157 696,23 | 112 387,43 | 182 203,31 | 62,12 |
| Charges de personnel | 65 919,49 | 64 309,37 | 46 754,82 | -27,30 |
| Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Autres charges de gestion courante | 2 394,92 | 51 184,61 | 14 076,73 | -72,50 |
| Autres dépenses | 0,00 | 0,00 | 5 488,61 | |
| Total des dépenses de gestion courante | 226 010,64 | 227 881,41 | 248 523,47 | 9,06 |
| Charges financières | 62 266,48 | 52 097,53 | 42 467,74 | -18,48 |
| Charges exceptionnelles (Hors cessions d'immo.) | 610,00 | 12 046,91 | 1 623,56 | -86,52 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | 288 887,12 | 292 025,85 | 292 614,77 | 0,20 |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 296 441,38 | 839 459,01 | 422 044,19 | -49,72 |
| TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | 585 328,50 | 1 131 484,86 | 714 658,96 | -36,84 |
| Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Dotations et subventions | 7 000,00 | 200 062,50 | 236 694,00 | 18,31 |
| Autres produits courants stricts | 357 165,93 | 321 393,60 | 317 963,56 | -1,07 |
| Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total des recettes de gestion courante | 364 165,93 | 521 456,10 | 554 657,56 | 6,37 |
| Produits financiers | 0,00 | 36,59 | 0,00 | |
| Produits exceptionnels (Hors cessions d'immobilisations) | 4 684,28 | 3 494,49 | 1,05 | |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | 368 850,21 | 524 987,18 | 554 658,61 | 5,65 |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 186 523,23 | 448 099,48 | 196 246,04 | |
| Produits des cessions d'immobilisations | 62 913,85 | 265 000,00 | 95 172,00 | |
| Excédent de fonctionnement reporté | 32 702,85 | 62 818,66 | 4 161,71 | |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 650 990,14 | 1 300 905,32 | 850 238,36 | -34,64 |

Entre 2021 et 2021, ce sont les charges à caractère général ^{18/221} qui sont en forte hausse + 62,12 %). Cette hausse doit toutefois être corrigée de l'exercice 2020 où la fermeture des établissements durant le confinement a généré une baisse des charges.

La variation des moyens généraux entre 20219 et 2021 (entretien et charges courantes des bâtiments économiques) a porté sur + 15,5 %

Les hausses portent principalement sur les postes énergie-chauffage (+ 45 % entre 2020 et 2021), entretien des bâtiments, voies et réseaux, ainsi que les charges de maintenance.

Les charges de personnel sont en diminution du fait du non remplacement sur 2021, du poste de développeur économique, dont une partie des charges est imputable au budget annexe.

Les revenus de la gestion locative (loyers et remboursements de charges) varient progressivement à la baisse (- 1,07 % entre 2020 et 2021 et - 11 % entre 2019 et 2021). La baisse des revenus locatifs est due à la vente de bâtiments réalisés en 2020 et 2021.

Vente de bâtiments de la ZA de Bournand et de Pouançay et matériel de la Maison de Pays



Evolution des dépenses et recettes de d'investissement entre 2019 et 2021

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|---------------------|-------------------|-------------------|
| Dépenses d'équipement brut | 156 993,10 | 48 061,52 | 189 598,62 |
| Dépenses financières d'investissement | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| Total dépenses réelles d'investissement (hors annuité en capital) | 156 993,10 | 48 061,52 | 194 598,62 |
| Remboursement de capital | 266 477,74 | 227 429,07 | 225 825,79 |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 5 230 385,12 | 448 099,48 | 205 510,32 |
| Déficit d'investissement reporté | 308 264,54 | 229 789,08 | 103 500,89 |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 5 962 120,50 | 953 379,15 | 729 435,62 |
| Dotations et subventions | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres recettes réelles d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total recettes réelles d'investissement hors emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes liées à l'emprunt | 2 321,68 | 7 576,27 | 4 538,76 |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 5 340 303,27 | 839 459,01 | 431 308,47 |
| Excédent d'investissement reporté | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Excédent capitalisé 1068 | 389 706,47 | 2 842,98 | 165 258,75 |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 5 732 331,42 | 849 878,26 | 601 105,98 |

Sortie d'actif ZA de Bournand et ZA de Pouançay pour 232 771 € et amortissements

Les dépenses d'investissement 2021 sont principalement constituées de travaux de voirie et réseaux sur diverses zones d'activités, ne relevant plus des budgets de « zones » (consacrés exclusivement à la viabilisation et à la vente de parcelles).

Le budget annexe 2021 également porté :

- les frais d'étude relatif à l'immobilier d'entreprises (étude des besoins et de l'enveloppe nécessaire aux travaux de rénovation de l'immobilier d'entreprise) ;
- Les charges de maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la Maison de Pays

Ces investissements ont été financés en intégralité par le produit des amortissements et des ventes de bâtiments. Il n'a pas été contracté d'emprunt sur l'exercice.

Néanmoins, pour le financement des dépenses d'investissement prévisionnelles 2022, l'emprunt devra être mobilisé au regard de la faible épargne nette dégagée par la section de fonctionnement.

Seule une subvention d'équilibre du budget principal plus importante sur 2022 permettrait de limiter le recours à l'emprunt.

Cette option devra toutefois être limitée pour ne pas peser sur la capacité d'investissement propre au budget principal.

Une réflexion est à prévoir sur l'exploitation de l'immobilier d'entreprises (charges en augmentation, recettes locatives en diminution) afin de redonner des marges de manoeuvre en investissement sur les années futures (ex. investissements sur la rénovation énergétique visant à réduire les coûts de fonctionnement, révision de la politique tarifaire ...)



II.2 - Le budget de l'Office de Tourisme du Pays Loudunais (OTPL)

RAPPEL : il s'agit d'un service sans personnalité juridique, mais **doté de l'autonomie financière**. Les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement de cette « régie » font l'objet d'un **budget spécial annexé** à celui de la Communauté de Communes.

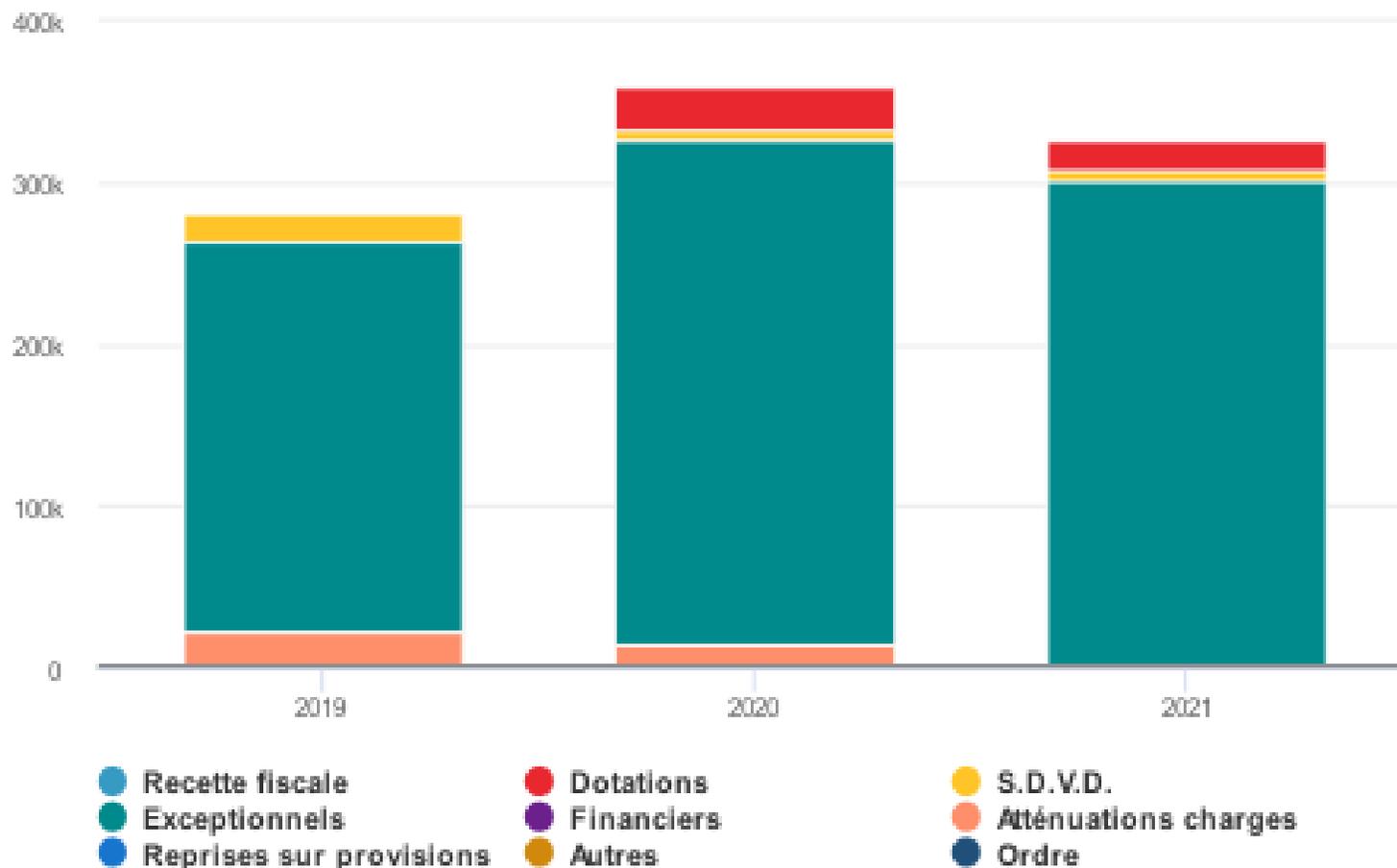
N'étant pas un service à caractère industriel et commercial, mais un **service public administratif**, la régie peut équilibrer ses dépenses et recettes grâce à une **subvention du budget général**. Le reversement de la taxe de séjour n'est pas direct et peut être opéré par le biais de la subvention du budget principal.

En 2021 :

- 83 % des recettes globales sont constituées par la subvention d'équilibre du budget principal ;
- 5,1 % par la subvention régionale (50 % poste ingénierie tourisme) ;
- 10,3 % par l'excédent de fonctionnement reporté ;
- 1,6 % par les produits des services et ventes diverses (boutique)

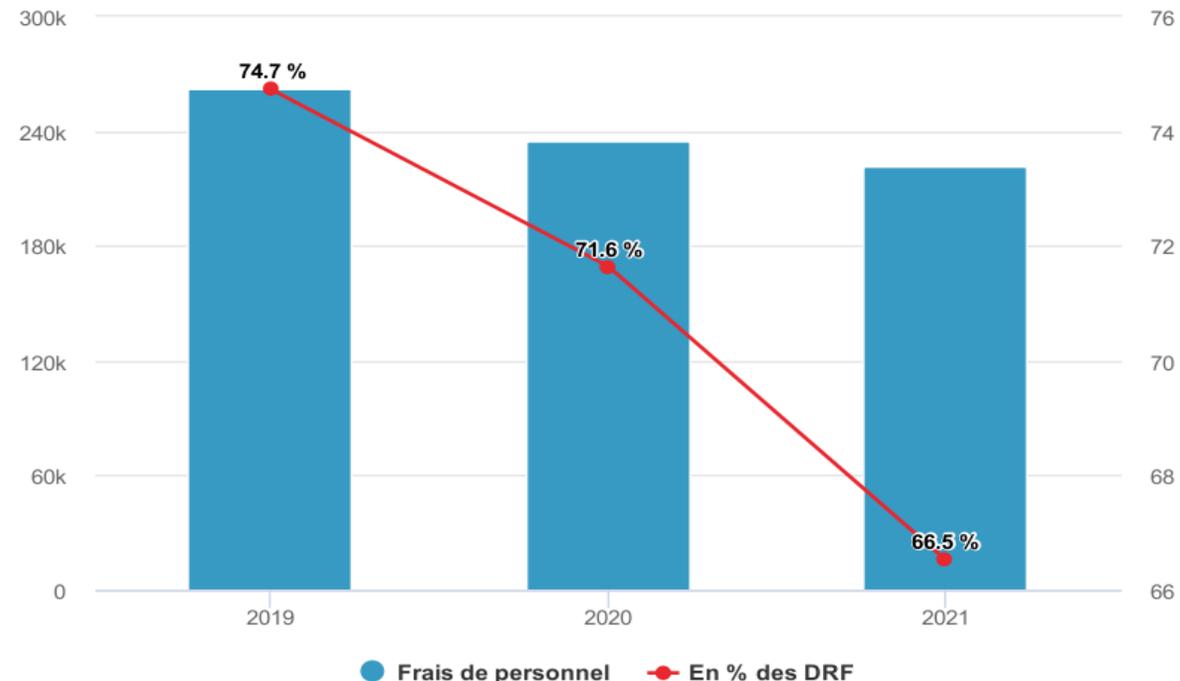
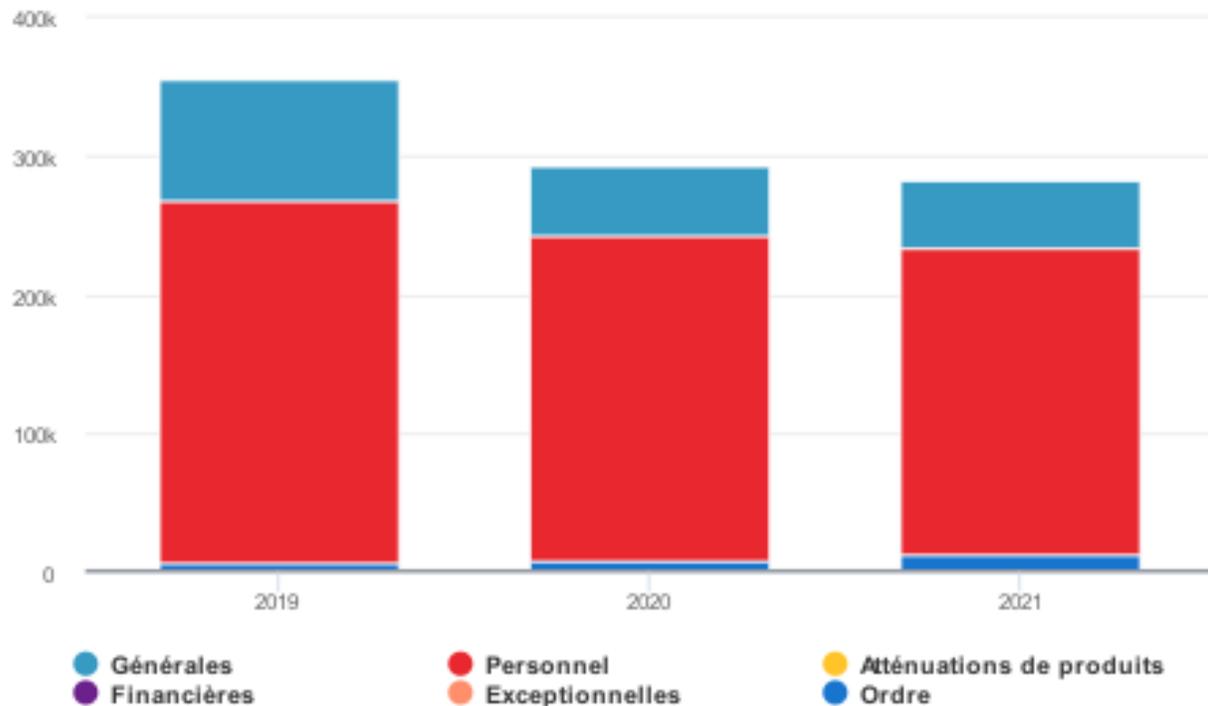
A noter : contrairement aux exercices précédents, il n'y pas de remboursements sur charges de personnel en 2021 (indemnités journalières), du fait de l'absence d'arrêt maladie pour les agents contractuels (saisonniers)

Répartition des recettes de fonctionnement



II.2 - Le budget de l'Office de Tourisme du Pays Loudunais (OTPL)

Répartition des dépenses de fonctionnement



En terme de répartition des dépenses de fonctionnement, en 2021 :

- les charges de personnel représentent 64,2 %
- les moyens généraux : 14,3 %
- Les subventions et participations : 18 %
- Les amortissements : 3,5 %

S'agissant de la part des dépenses de personnel sur les recettes de fonctionnement, elle est en diminution depuis 2019, liée d'une part à un départ non remplacé en 2020 (mise en disponibilité) et à la diminution de l'activité saisonnière liée au covid sur 2020 et 2021 (avec moins de recours aux emplois saisonniers)



II.2 - Le budget de l'Office de Tourisme du Pays Loudunais (OTPL)

Les soldes intermédiaires de gestion entre 2019 et 2021

| | 2019 | 2020 | 2021 | % évol 20/21 |
|---|-------------------|------------------|------------------|-----------------|
| Recettes de fonctionnement courant | 38 035,70 | 47 632,72 | 24 578,47 | -48,40 |
| Dépenses de fonctionnement courant | 350 521,02 | 327 911,75 | 333 030,24 | 1,56 |
| Epargne de gestion | -312 485,32 | -280 279,03 | -308 451,77 | 10,05 |
| Résultats financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Résultats exceptionnels | 242 147,77 | 312 070,12 | 301 778,00 | -3,30 |
| Epargne brute | -70 337,55 | 31 791,09 | -6 673,77 | -120,99 |
| Remboursement courant du capital de la dette | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Créances sur des collectivités | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Epargne Disponible (Autofinancement net) | -70 337,55 | 31 791,09 | -6 673,77 | -120,99 |
| Dépenses réelles d'investissement | 7 497,27 | 24 985,19 | 11 837,30 | |
| Recettes réelles d'investissement | 762,34 | 1 867,65 | 7 930,91 | |
| Besoin de financement | 6 734,93 | 23 117,54 | 3 906,39 | |
| Emprunts nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Variation du fonds de roulement | -77 072,48 | 8 673,55 | -10 580,16 | |
| Résultat reporté de l'exercice N-1 | 106 752,51 | 29 680,03 | 38 353,58 | |
| Résultat de l'exercice N au 31/12 | 29 680,03 | 38 353,58 | 27 773,42 | |
| Dette au 31 12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Fonds de roulement en jours de dép. réelles de fonct. | 30,48 | 42,11 | 30,02 | |
| Fonds de roulement en jours de dép. réelles totales | 29,84 | 39,13 | 28,99 | |

L'épargne de gestion, constituée du solde des recettes et dépenses courantes est « naturellement » négative, entre 2019 et 2021, dans la mesure où le budget de l'OTPL n'a pas de ressources propres, hormis les recettes de la vente de produits (qui, pour rappel, représentent moins de 2 % des recettes)

C'est bien la **subvention d'équilibre du budget principal, versée en recettes exceptionnelles qui permet de maintenir le niveau d'épargne nécessaire au financement des dépenses d'investissement.**

A partir de 2021, l'épargne nette est négative, en raison de recettes de fonctionnement moins importantes qu'en 2020

- d'une part, l'exercice 2020 avait enregistré la double subvention régionale 2019 et 2020 pour le poste d'ingénierie touristique ;
- d'autre part, la subvention d'équilibre du budget principal a été plus faible (301 778 € contre 312 070 € en 2020).

Les dépenses d'investissement ont été couvertes, en partie, par les recettes réelles d'investissement ainsi que les amortissements.

C'est donc le fonds de roulement (autrement dit « les réserves ») qui a joué le rôle de « variable d'ajustement ». Ce fonds de roulement reste toutefois correct puisqu'il représente 30 jours de dépenses réelles de fonctionnement et permet de maintenir une trésorerie à 1 mois.

22,99 77



Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement entre 2019 et 2021

| | 2019 | 2020 | 2021 | % évol 20/21 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| Charges à caractère général | 86 838,14 | 51 698,46 | 49 350,25 | -4,54 |
| Charges de personnel | 261 937,32 | 234 904,11 | 221 541,24 | -5,69 |
| Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Autres charges de gestion courante | 1 745,56 | 41 309,18 | 62 138,75 | 50,42 |
| Autres dépenses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total des dépenses de gestion courante | 350 521,02 | 327 911,75 | 333 030,24 | 1,56 |
| Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Charges exceptionnelles (Hors cessions d'immo.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | 350 521,02 | 327 911,75 | 333 030,24 | 1,56 |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 6 067,34 | 6 740,20 | 12 013,20 | 78,23 |
| Déficit de fonctionnement reporté | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | 356 588,36 | 334 651,95 | 345 043,44 | 3,11 |
| Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Dotations et subventions | 156,31 | 27 807,50 | 18 750,00 | -32,57 |
| Autres produits courants stricts | 15 996,26 | 5 674,39 | 5 828,47 | 2,72 |
| Atténuations de charges | 21 883,13 | 14 150,83 | 0,00 | -100,00 |
| Total des recettes de gestion courante | 38 035,70 | 47 632,72 | 24 578,47 | -48,40 |
| Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Produits exceptionnels (Hors cessions d'immobilisations) | 242 147,77 | 312 070,12 | 301 778,00 | -3,30 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | 280 183,47 | 359 702,84 | 326 356,47 | -9,27 |
| Recettes de fonctionnement, opérations d'ordre | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Excédent de fonctionnement reporté | 91 992,51 | 14 698,03 | 37 033,58 | |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 372 175,98 | 374 400,87 | 363 390,05 | -2,94 |

D'une manière générale, **les dépenses de gestion courante varient de + 1,56 %**, malgré la baisse des charges à caractère général (-4,54 %) et des charges de personnel (-5,69 %).

C'est le chapitre des participations et subventions qui est en hausse (reprise des marchés de producteurs sur 2021 et participation à la réalisation d'un film touristique en partenariat avec le golf de Roiffé).

S'agissant des recettes de gestion courante, elle paraissent en baisse significative (- 48,4 %), du fait du versement cumulé, sur 2020, de deux exercices pour la **subvention régionale** pour l'ingénierie touristique.

En corrigeant de la recette exceptionnelle sur 2020, **la variation des recettes de gestion courante reste néanmoins négative (- 36,3 %)**.

Le budget OTPL enregistre en effet moins de produits des ventes que par rapport aux années avant covid (2019).

Par ailleurs sur 2021, il n'y a pas eu de remboursement d'indemnités journalières du fait de la diminution des emplois de saisonniers (contractuels) et de l'absence d'arrêt maladie.

Evolution des dépenses et recettes d'investissement entre 2019 et 2021

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Dépenses d'équipement brut | 7 497,27 | 24 985,19 | 11 837,30 |
| Dépenses financières d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles d'investissement (hors annuité en capital) | 7 497,27 | 24 985,19 | 11 837,30 |
| Remboursement de capital | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses d'investissement, opérations d'ordre | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Excédent capitalisé 1068 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Déficit d'investissement reporté | 3 975,04 | 0,00 | 1 395,34 |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 11 472,31 | 24 985,19 | 13 232,64 |
| Dotations et subventions | 762,34 | 1 867,65 | 7 930,91 |
| Réduction réelle des dépenses d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres recettes réelles d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles d'investissement hors emprunt | 762,34 | 1 867,65 | 7 930,91 |
| Recettes liées à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 6 067,34 | 6 740,20 | 12 013,20 |
| Excédent d'investissement reporté | 0,00 | 14 092,41 | 0,00 |
| Excédent capitalisé 1068 | 18 735,04 | 889,59 | 2 715,34 |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 25 564,72 | 23 589,85 | 22 659,45 |
| Excédent ou déficit de fonctionnement | 15 587,62 | 39 748,92 | 18 346,61 |
| Excédent ou déficit d'investissement | 14 092,41 | -1 395,34 | 9 426,81 |
| Résultat de l'exercice N au 31/12 | 29 680,03 | 38 353,58 | 27 773,42 |

Le niveau d'investissement de l'exercice 2021 est moins élevé qu'en 2020 (qui a compté l'acquisition de matériel informatique, de mobilier et la création d'un site internet), car seule une partie de l'étude d'usage pour l'Office de Tourisme du Futur a été mandatée sur cet exercice. Le solde du marché a été reporté en reste à réaliser sur l'exercice 2022.

Les dépenses d'investissement de l'exercice ont pu être couvertes par une subvention régionale (pour l'étude OT du futur) ainsi que par le FCTVA et les amortissements, ce qui a permis de ne pas mobiliser d'emprunt. A ce jour, l'OTPL ne compte aucune charge financière.

Le résultat global de l'exercice en fonctionnement et en investissement porte ainsi sur 27 773 € à la clôture de l'exercice 2021, résultats qui restent stables entre 2019 et 2021 (si l'on corrige les résultats 2020 du cumul des subventions régionales en recettes de fonctionnement)



II.3.1 - Les soldes intermédiaires de gestion (épargne) : 2019-2021

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---------------------|-------------------|---------------------|
| Recettes de fonctionnement courant | 11 336 065,19 | 11 508 071,58 | 12 026 616,36 |
| Dépenses de fonctionnement courant | 9 116 977,76 | 9 408 264,39 | 9 537 229,39 |
| Epargne de gestion | 2 219 087,43 | 2 099 807,19 | 2 489 386,97 |
| Résultats financiers | -199 296,97 | -200 513,00 | -183 300,41 |
| Résultats exceptionnels | -297 095,93 | -913 241,99 | -707 724,84 |
| Epargne brute | 1 722 694,53 | 986 052,20 | 1 598 361,72 |
| Remboursement courant du capital de la dette (hors RA) | 586 035,45 | 664 608,15 | 699 942,88 |
| Créances sur des collectivités | 1 762,95 | 0,00 | 197 700,00 |
| Epargne Disponible (Autofinancement net) | 1 138 422,03 | 321 444,05 | 1 096 118,84 |
| Dépenses réelles d'investissement | 7 409 113,20 | 4 598 559,21 | 1 694 088,11 |
| Recettes réelles d'investissement | 3 752 335,94 | 3 415 152,60 | 1 186 287,49 |
| Besoin de financement | 3 656 777,26 | 1 183 406,61 | 507 800,62 |
| Emprunts nouveaux | 3 170 000,00 | 0,00 | 1 000 000,01 |
| Variation du fonds de roulement (Hors cessions d'immo.) | 651 644,77 | -861 962,56 | 1 588 318,23 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 35 430,00 |
| Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo) | 651 644,77 | -861 962,56 | 1 623 748,23 |
| Résultat reporté de l'exercice N-1 | 603 688,97 | 1 255 333,74 | 393 371,18 |
| Résultat de l'exercice N au 31/12 | 1 255 333,74 | 393 371,18 | 2 017 119,41 |
| Dette au 31 12 | 8 753 307,32 | 8 088 699,17 | 8 389 165,78 |
| Capacité de désendettement | 5,08 | 8,20 | 5,25 |
| Endettement Net Bancaire | 2 583 964,55 | -664 608,15 | 300 057,13 |

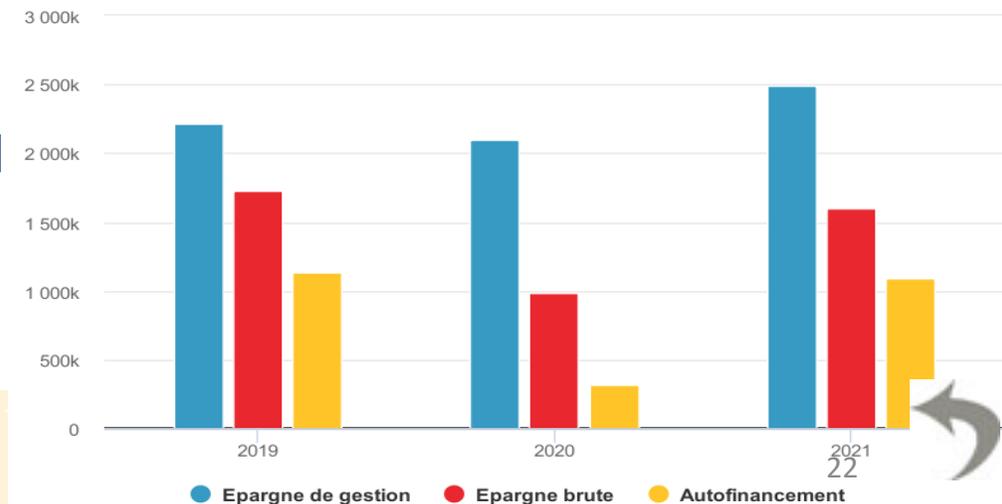
La **capacité de désendettement** s'améliore à 5,25 années, par rapport à 2020, malgré la progression de l'encours de la dette (+ 300 466 € sur 2021), grâce à un meilleur niveau d'épargne brute.

Une **épargne de gestion** (solde des recettes et charges courantes de fonctionnement), en progression significative par rapport à 2020, moins sensible par rapport à 2019.

En revanche, **l'épargne brute**, déduction faite des charges financières, ne retrouve pas le niveau de 2019, en raison de l'impact de la charge liée à la DSP du centre aquatique qui pèse pour près de 55 % dans les résultats exceptionnels. Malgré tout l'épargne brute est en progression par rapport à 2020.

L'épargne nette progresse nettement par rapport à l'exercice 2020, ce qui a permis d'assurer une partie du financement des investissements. Elle reste toutefois inférieure au niveau de l'épargne nette de 2019. **Ce niveau d'épargne est en partie assuré par le reversement, par les budgets de zone clôturés sur 2021, des avances du budget principal** (Lotissement de Moncontour et ZA Loudun : 197 700 € - voir encadré). Cette recette est exceptionnelle et limitée au seul exercice 2021.

Evolution des niveaux d'épargne



II.3.2 – La section de fonctionnement : les recettes

| | Total des recettes réelles de fonctionnement | Variation RRF | Recettes réelles de fonctionnement par habitants | RRF/Habitant - Moyenne Nationale |
|-------------|--|---------------|--|----------------------------------|
| 2019 | 11 352 293,73 | 3.8 % | 441,44 | 374,00 |
| 2020 | 11 581 964,55 | 2,02 % | 452,20 | 374,00 |
| 2021 | 12 048 319,74 | 4.03 % | 467,33 | 374,00 |

Les recettes réelles de fonctionnement varient globalement de + 4,03 %

II.3.2.1 La structure des produits de gestion courante

| RECETTES_FONCTIONNEMENT | 2019 | % R Réelle | 2020 | 2021 | % R Réelle |
|--|----------------------|--------------|----------------------|----------------------|--------------|
| Impôts et taxes | 8 015 006,83 | 71 % | 7 706 386,66 | 8 202 797,64 | 68 % |
| Dotations et subventions | 2 463 667,90 | 22 % | 2 999 698,50 | 2 991 072,69 | 25 % |
| Autres produits courants stricts | 738 990,13 | 7 % | 668 176,29 | 793 089,63 | 7 % |
| Atténuations de charges | 118 400,33 | 1 % | 133 810,13 | 39 656,40 | 0 % |
| Total des recettes de gestion courante | 11 336 065,19 | 100 % | 11 508 071,58 | 12 026 616,36 | 100 % |
| Produits financiers | 16 092,63 | 0 % | 16 049,95 | 16 086,54 | 0 % |
| Produits exceptionnels (Hors cessions d'immobilisations) | 135,91 | 0 % | 57 843,02 | 5 616,84 | 0 % |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | 11 352 293,73 | 100 % | 11 581 964,55 | 12 048 319,74 | 100 % |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 0,00 | | 46 665,62 | 73 351,90 | |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 | 35 430,00 | |
| Excédent de fonctionnement reporté | 1 098 604,57 | | 1 269 508,74 | 358 283,44 | |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 12 450 898,30 | | 12 898 138,91 | 12 515 385,08 | |
| Excédent de fonctionnement | 2 370 400,95 | | 1 661 824,20 | 1 222 896,73 | |

La structure des produits de gestion courante en 2021 s'établit principalement avec les produits de la fiscalité directe et indirecte et les dotations et subventions, comme suit:

68 % sont des produits de la fiscalité. La fiscalité directe représente 38,23 % des recettes fiscales du chapitre 73 (contre 41 % en 2020). La fiscalité indirecte représente un peu plus de 60 % (avec la TEOM et la taxe de séjour).

25 % sont des « dotations et subventions ». Elles sont en légère baisse par rapport à 2020 (-0,28 %)

6,9 % sont produits des services. Ces recettes varient à la hausse par rapport à 2020 (qui a subi la fermeture des services) et par rapport à 2019 (+ 7,32 %)

0,1 % sont des produits et revenus du patrimoine (loyers des maisons médicales) : ces recettes ont une évolution stable.

II.3.2.2- La fiscalité directe

○ L'évolution des bases des contributions directes

| TAXE HABITATION | 2019 | 2020 | 2021 |
|-------------------------------|------------|----------------|-------------------|
| Base nette habitation | 23 291 258 | 23 451 549 | 1 896 702 |
| Coefficient revalorisation | 2.2 % | 0.9 % | 0.2 % |
| Réactualisation des bases | | 23 500 879 | 23 498 452 |
| Evolution physique des bases | | -49 330 | -21 601 750 |
| Evolution physique (%) | | -0.21 % | -1138.91 % |

Compensation suppression TH par fraction TVA

| FONCIER NON BATI | 2019 | 2020 | 2021 |
|-------------------------------|-----------|---------------|----------------|
| Base nette Foncier non bâti | 2 956 212 | 3 282 898 | 3 005 853 |
| Coefficient revalorisation | 2.2 % | 1.2 % | 0.2 % |
| Réactualisation des bases | | 2 991 687 | 3 289 464 |
| Evolution physique des bases | | 291 211 | -283 611 |
| Evolution physique (%) | | 8.87 % | -9.44 % |

Après une progression dynamique des bases en 2020, 2021 connaît une perte « physique » de bases

| FONCIER BATI | 2019 | 2020 | 2021 |
|-------------------------------|------------|---------------|----------------|
| Base nette Foncier Bâti | 21 485 585 | 21 921 924 | 21 807 038 |
| Coefficient revalorisation | 2.2 % | 1.2 % | 0.2 % |
| Réactualisation des bases | | 21 743 412 | 21 965 768 |
| Evolution physique des bases | | 178 512 | -158 730 |
| Evolution physique (%) | | 0.81 % | -0.73 % |

Une perte « physique » de base, en 2021 au regard du coefficient de revalorisation des bases, comme en 2020.

| CONTRIB FONCIERE ENTREPRISES | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------------------------|-----------|---------------|----------------|
| Base nette CFE | 6 195 979 | 6 569 656 | 6 183 395 |
| CMF HORS TH | 2.2 % | 1.2 % | 0.2 % |
| Réactualisation des bases (cfe) | | 6 270 331 | 6 582 795 |
| Evolution physique des bases (cfe) | | 299 325 | -399 400 |
| Evolution physique (%) | | 4.56 % | -6.46 % |

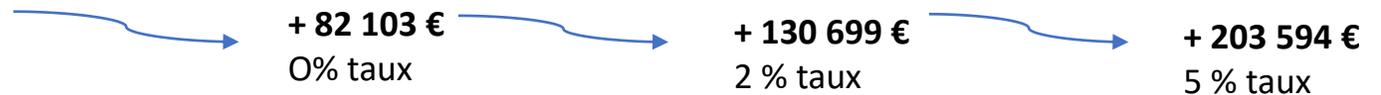
Pour rappel, la réforme des impôts de production (LF 2021) a diminué de moitié les bases pour la part foncière de la CFE pour les locaux industriels, ce qui explique la variation à la baisse des bases. Si l'on compare le produit CFE 2021 et 2020 (avec les mêmes taux et avec la compensation des pertes de bases), la variation porte sur 8,3 %. **Les bases de la CFE ont donc progressées.**

○ Les produits des contributions directes

Produit prévisionnel de la fiscalité directe en 2022 (avec et sans augmentation des taux)

| Fiscalité | 2021 | | | Bases prév. 2022 (+ 3,4 %) | Produits prévisionnels 2022 | | | | | |
|-----------------------------------|------------------------|-------|------------------|----------------------------------|-----------------------------|------------------|-----------|------------------|-----------|------------------|
| | Bases définitives 2021 | Taux | Produits | | taux 0 % | Produits | taux + 2% | Produits | taux + 5% | Produits |
| Taxe Habitation | 1 896 702 | 3,42 | 64 867 | 23 451 549 | 3,42 | 67 073 | 3,42 | 67 073 | 3,42 | 67 073 |
| Taxe Foncier Bâti | 21 807 038 | 2,78 | 606 236 | 21 965 768 | 2,78 | 626 848 | 2,84 | 639 385 | 2,92 | 658 190 |
| Taxe Foncier Non Bâti | 3 005 853 | 6,52 | 195 982 | 3 289 464 | 6,52 | 202 645 | 6,65 | 206 698 | 6,85 | 212 777 |
| Cotisations Foncières Entreprises | 6 183 395 | 25,03 | 1 547 704 | 6 582 795 | 25,03 | 1 600 326 | 25,53 | 1 632 332 | 26,28 | 1 680 342 |
| Total | | | 2 414 788 | | | 2 496 891 | | 2 545 487 | | 2 618 382 |

+ Fraction TVA (suppression TH) : 735 413 €



○ Comparaison des taux de fiscalité 2021 sur les 5 EPCI (en secteur rural) de la Vienne

29/221

| | | Taxe d'habitation sur les résidences secondaires* (taux gelé en 2022 et 2023) | Taxe foncière sur les propriétés bâties | Taxe foncière sur les propriétés non bâties | Cotisation Foncière des Entreprises |
|------------|---|---|---|---|-------------------------------------|
| Année 2021 | Communauté de communes du Civraisien en Poitou | 7,79% | 5,20% | 13,74% | 22,67% |
| | Communauté de communes du Haut Poitou | 9,80% | 1,86% | 4,19% | 23,39% |
| | Communauté de communes du Pays Loudunais | 3,42% | 2,78% | 6,52% | 25,03% |
| | Communauté de communes des Vallées du Clain | 6,51% | 3,85% | 10,54% | 26,06% |
| | Communauté de communes Vienne et Gartempe | 8,80% | 4,14% | 1,72% | 23,09% |
| | Moyenne départementale des Communautés de communes (2020) | 7,70% | 3,43% | 6,24% | 23,28% |
| | Moyenne nationale des Communautés de communes à FPU (2020) | 8,69% | 2,98% | 7,68% | 25,13% |

Les taux de fiscalité économique (CFE) sont dans la moyenne des autres ECPI du département, contrairement aux taux d'imposition des ménages qui sont inférieurs à la moyenne des autres EPCI et à la moyenne départementale, **voire nettement inférieurs pour le taux de la taxe d'habitation**. La suppression progressive de la TH empêche en revanche, tout nouveau levier sur cette taxe. A compter de 2022, les collectivités devraient pouvoir fixer leur taux de TH sur les résidences secondaires et logements vacants



II.3.2 – La section de fonctionnement : les recettes

II.3.2.3 – les autres impôts et taxes

Les autres impôts et taxes sont constitués de la fiscalité indirecte (articles du chapitre de recettes Impôts et taxes (73) diminué de la fiscalité directe (articles 731) et reversées (articles 732) et des reversements de fiscalités (732).

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 7331 - Taxe d'enlèvement des ordures ménagères | 2 486 778,00 | 2 539 079,00 | 2 807 071,00 |
| 7362 - Taxes de séjour | 1 135 969,83 | 712 238,66 | 871 036,64 |
| 73112 - Cotisations sur la valeur ajoutée des Entreprises | 796 523,00 | 750 422,00 | 781 228,00 |
| 73113 - Taxe sur les surfaces commerciales | 142 110,00 | 178 574,00 | 150 402,00 |
| 73114 - Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau | 98 412,00 | 104 285,00 | 110 567,00 |
| 7318 - Autres impôts locaux ou assimilés | 0,00 | 0,00 | 26 494,00 |
| 73211 - Attribution de compensation | 1 716,00 | 2 540,00 | 2 540,00 |
| TOTAL | 4 661 508,83 | 4 287 138,66 | 4 749 338,64 |

→ Une évolution du produit de **TEOM** (+ 10,55 %) qui suit de près l'évolution des taux votés en 2021 (+ 9 %), et la revalorisation des bases (+0,2 %). Cette évolution couvre les fortes variations à la hausse des dépenses d'exploitation du service des déchets (+ 8,53 %).

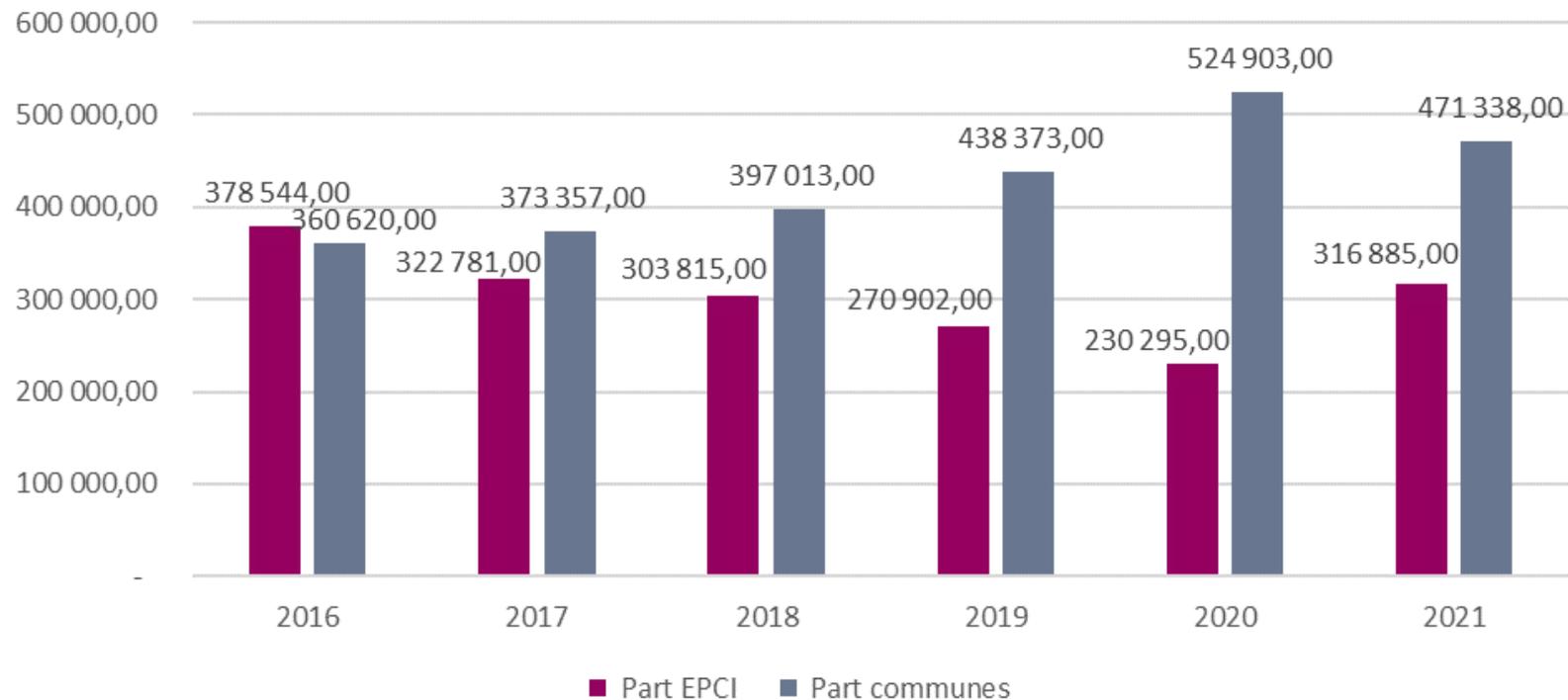
→ Si la **taxe de séjour** collectée a évolué entre 2020 et 2021 de + 22,3 %, elle reste toujours inférieure à son niveau d'avant crise sanitaire. La perte de recettes liée à la taxe de séjour (comparaison 2019/2021) porte sur – 264 933 €, soit une perte de près d'1/4 de son produit

→ La baisse d'activité des entreprises sur 2020, durant le confinement, a pour effet de faire varier la **CVAE** de près de – 2 %, en 2021, par rapport à 2019. Le produit de cette contribution reste toutefois plus élevé qu'en 2020 (+ 4,1%)

→ Globalement, par rapport à 2020, les recettes de la fiscalité indirecte ont progressé de + 10,8 % représentant en valeur absolue, un produit supplémentaire de 462 200 €. **La variation comparée à l'exercice 2019 (avant crise sanitaire), est bien plus faible (+ 1,8 %), soit un produit supplémentaire de 87 830 €.**

II.3.2.4 – Le fonds de péréquation intercommunal et communal

Evolution de l'enveloppe de FPIC sur le territoire depuis 2016



La loi de finances 2022 ne modifie ni l'enveloppe dédiée au FPIC (soit milliard d'euros), ni ses règles d'éligibilité et de répartition.

Pour rappel, l'enveloppe est répartie comme suit :

- Entre l'EPCI et les communes membres en fonction du Coefficient d'Intégration Fiscale-CIF (*)
- Entre les communes en fonction de l'insuffisance des potentiels financiers par habitant et des populations es communes



Le CIF de la CCPL est de 0,3093, là où la moyenne des CC en FPU atteint 0,3884.

(*) CIF mesure le **poinds de la fiscalité intercommunale** sur l'ensemble de la fiscalité perçue par le bloc communal (EPCI et communes membres).



II.3.2.5 – Les dotations et participations (hors DGF)

Les dotations et participations comprennent les recettes du chapitre 74 hors dotation globale de fonctionnement.

| DOTATIONS_PARTICIPATIONS_LISTE | 2019 | 2020 | 2021 | % R réelles | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|-------------|--|
| 7478 - Autres organismes | 602 298,19 | 483 347,69 | 793 670,38 | 42 % | Prestations de service CAF + soutiens éco-organismes (changement imputation) |
| 74832 - Attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle | 632 775,00 | 652 961,00 | 656 703,00 | 35 % | |
| 74833 - État - Compensation au titre de la Contribution Economique Territoriale taxe professionnelle | 42 640,00 | 42 790,00 | 233 473,00 | 12 % | Compensation Etat réforme des impôts de production |
| 7472 - Régions | 23 250,00 | 7349,00 | 121 214,40 | 6 % | |
| 74718 - Autres | 20 000,00 | 50 027,10 | 36 211,00 | 2 % | Aide régionale transports et ingénierie |
| 7488 - Autres attributions et participations | 2 234,61 | 224 579,74 | 34 155,71 | 2 % | Subventions CLS et CTL |
| 74834 - État - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières | 175,00 | 241,00 | 15 141,00 | 1 % | |
| 744 - FCTVA | 689,10 | 2 381,57 | 4 124,50 | 0 % | |
| 74741 - Communes membres du GFP | 6 970,00 | 3 689,43 | 2 316,67 | 0 % | Compensation pour pertes de recettes (covid) avec reliquat sur 2021 |
| 7475 - Groupements de collectivités et collectivités à statut particulier | 0,00 | 0,00 | 2 224,40 | 0 % | |
| 7473 - Départements | 3 725,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0 % | |
| 7478 - Autres | 36 003,00 | 411 439,97 | -22 950,37 | | Soutiens éco-organismes, (voir ci-dessus changement imputation) |
| TOTAL | 1 370 759,90 | 1 878 806,50 | 1 877 283,69 | | |

Des recettes (hors DGF) en légère diminution (-0,08 %). Si l'on corrige de la compensation fiscale (baisse des impôts de production) qui doit être ajoutée au produit fiscal, la diminution porte sur -10 %. Néanmoins, pour rappel, le chapitre 74 a enregistré en 2020, les nombreuses aides de l'Etat (achat des masques, matériel sanitaire ...). **Au final, en comparant les exercices 2019 et 2021, la variation de cette catégorie de recettes porte sur près de 20 % (hors reliquat compensation covid).**

La DGF est composée d'une part par la **dotation d'intercommunalité (DI)** et d'autre part par la **dotation de compensation (DC)**



Le montant de l'enveloppe de la DI a été gelé entre 2010 et 2018 et a connu pour la première fois une baisse cumulée de 1,8 Mds d'€ entre 2014 et 2017 (contribution pour le redressement des finances publiques). **Depuis 2019, son enveloppe est augmentée de 30 millions d'€ chaque année.**

Les augmentations sont financées par :

- **l'écrêtement de la compensation part salaires des EPCI** (-2 à -2,5 % à prévoir).

Rappel : la dotation d'intercommunalité est composée :

- d'une dotation de base (30 %) calculée en fonction de la population DGF
- d'une dotation de péréquation (70 %) calculée en fonction de l'écart relatif de potentiel fiscal, de l'écart relatif de revenu par hab, de la population et du Coefficient d'Intégration Fiscal (CIF)



La DC des EPCI à fiscalité propre a repris l'ancienne compensation de la suppression « part salaires » de la taxe professionnelle (CPS), ainsi qu'une part relative aux baisse de la dotation de compensation taxe professionnelle (DCTP) intervenues entre 1998 et 2001.

Depuis, cette **dotation diminue chaque année afin de financer une partie des contraintes pesant sur l'enveloppe de la DGF** (hausse population, développement de l'intercommunalité, création de communes nouvelles, mesures en faveur de certaines catégories de communes, ...) et la hausse des dotations de péréquation (DSR, DSU, ...).

| DGF | 2019 | 2020 | 2021 | Prév 2022 |
|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| DOTATION DE COMPENSATION | 685 356 | 672 826 | 659 575 | 643 500 |
| DOTATION D'INTERCOMMUNALITE | 407 552 | 448 066 | 454 214 | 460 000 |
| TOTAL DGF | 1 092 908 | 1 120 892 | 1 113 789 | 1 103 500 |

Les variations portent successivement sur : 1,6 % sur 2019
2,5 % sur 2020
- 0,63 % sur 2021
- 0,92 % estimé sur 2022

DGF/hab en 2021 : 44,55 €
DGF/hab moyenne nationale : 48,00 €



II.3.3 – La section de fonctionnement : les dépenses

| | Total des dépenses réelles de fonctionnement | Variation DRF | Dép. réelles de fonctmt hors travaux en régie/h | DRF hors travaux en régie/hab |
|-------------|--|----------------|---|-------------------------------|
| 2019 | 9 629 599,20 | -4.37 % | 383,60 | 309,00 |
| 2020 | 10 595 912,35 | 10.03 % | 422,10 | 309,00 |
| 2021 | 10 449 958,02 | -1.38 % | 416,28 | 309,00 |

| | 2019 | 2020 | % évol | 2021 | % évol |
|---|----------------------|----------------------|--------------|----------------------|--------------|
| Charges à caractère général | 2 118 293,21 | 2 340 736,15 | 10,50 | 2 269 036,31 | -3,06 |
| Charges de personnel | 3 758 256,35 | 3 762 285,41 | 0,11 | 3 854 516,54 | 2,45 |
| Atténuations de produits | 2 611 977,77 | 2 541 667,69 | -2,69 | 2 542 668,00 | 0,04 |
| Autres charges de gestion courante | 628 450,43 | 763 575,14 | 21,50 | 868 008,54 | 13,68 |
| Autres dépenses | 0,00 | 0,00 | | 3 000,00 | |
| Total des dépenses de gestion courante | 9 116 977,76 | 9 408 264,39 | 3,19 | 9 537 229,39 | 1,37 |
| Charges financières | 215 389,60 | 216 562,95 | 0,54 | 199 386,95 | -7,93 |
| Charges exceptionnelles (Hors cessions d'immo.) | 297 231,84 | 971 085,01 | | 713 341,68 | -26,54 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | 9 629 599,20 | 10 595 912,35 | 10,03 | 10 449 958,02 | -1,38 |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 450 898,15 | 640 402,36 | | 842 530,33 | |
| TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | 10 080 497,35 | 11 236 314,71 | 11,47 | 11 292 488,35 | 0,50 |

Les **dépenses réelles de fonctionnement** (hors amortissements) **varient à la baisse de – 1,38 %**. Néanmoins, les **dépenses de gestion courante sont en progression de 1,37 %**, principalement liées aux charges de personnel (voir analyse ci-après).

A noter la **variation à la baisse des charges à caractère général (-3,06 %)**. Pour autant ce poste était très élevé en 2020 (dû en partie aux dépenses exceptionnelles Covid).

Les charges financières (intérêt des emprunts) baissent (-7,9 %) en raison de l'extinction d'emprunts. L'emprunt réalisé sur 2021 n'a pas par ailleurs, pas fait l'objet d'une année complète d'annuités.

Les charges exceptionnelles constitués pour les 2/3 par les compensations versées à l'exploitant du centre aquatique dans le cadre de la DSP, ainsi que par la subvention au budget OTPL, varient à la baisse de manière significative.

En effet, du fait de la fermeture de l'équipement sportif durant les confinements successifs, la collectivité a participé à la couverture d'une partie du déficit d'exploitation, ce qui n'est pas le cas sur l'exploitation 2021.



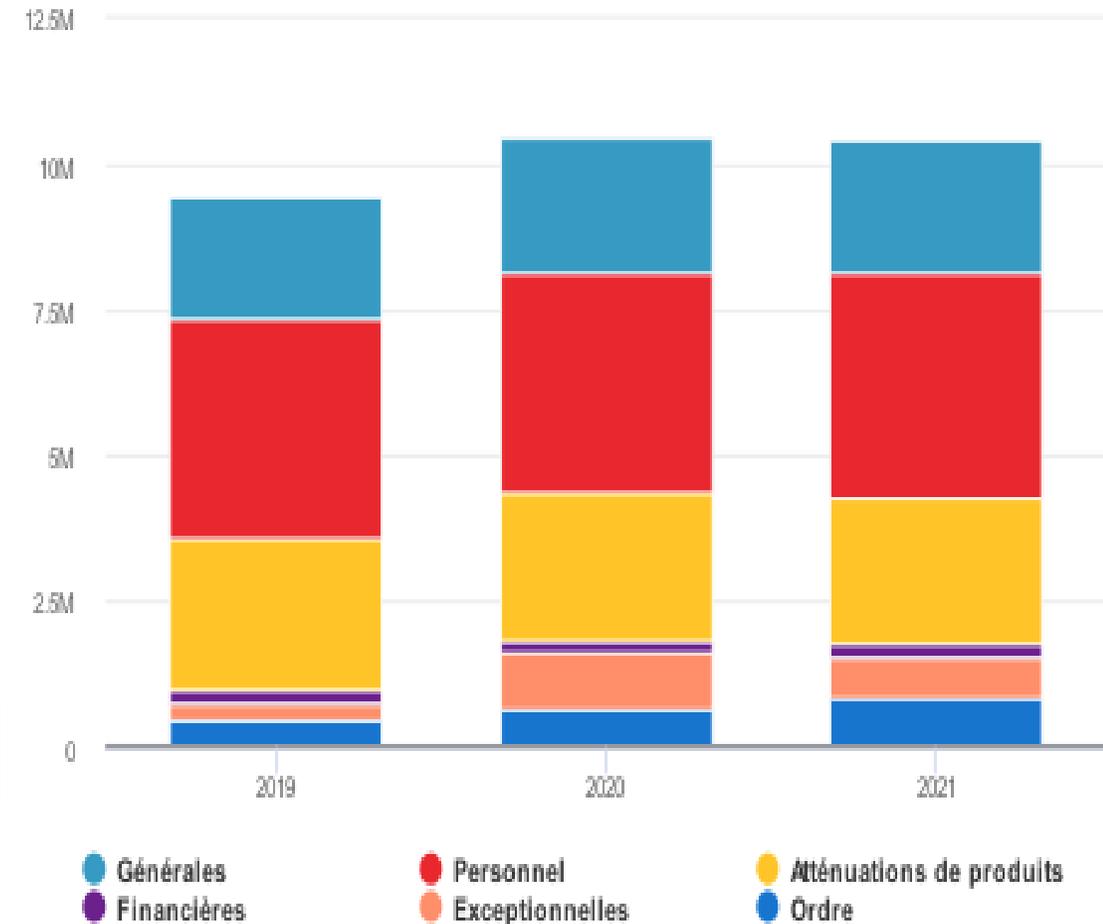
II.3.3 – La section de fonctionnement : les dépenses

| | 2019 | 2020 | 2021 | % R Réelle |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|
| Charges à caractère général | 2 118 293,21 | 2 340 736,15 | 2 269 036,31 | 22 % |
| Charges de personnel | 3 758 256,35 | 3 762 285,41 | 3 854 516,54 | 37 % |
| Atténuations de produits | 2 611 977,77 | 2 541 667,69 | 2 542 668,00 | 24 % |
| Autres charges de gestion courante | 628 450,43 | 763 575,14 | 868 008,54 | 8 % |
| Autres dépenses | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0 % |
| Total des dépenses de gestion courante | 9 116 977,76 | 9 408 264,39 | 9 537 229,39 | 91 % |
| Charges financières | 215 389,60 | 216 562,95 | 199 386,95 | 2 % |
| Charges exceptionnelles (Hors cessions d'immo.) | 297 231,84 | 971 085,01 | 713 341,68 | 7 % |
| Total des dép. réelles de fonctionnement | 9 629 599,20 | 10 595 912,35 | 10 449 958,02 | 100 % |
| Opérations d'ordre (amortissements) | 450 898,15 | 640 402,36 | 842 530,33 | |
| Déficit de fonctionnement reporté | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT | 10 080 497,35 | 11 236 314,71 | 11 292 488,35 | |

Les charges de personnel représentent 37 % des charges réelles. La moyenne des Communautés de communes en FPU est de 40,6%

Attributions de compensation versées aux communes

Répartition des dépenses de fonctionnement



II.3.3 – La section de fonctionnement : les dépenses

II.3.3.1 Les charges à caractère général et principales variations

| | 2019 | 2020 | 2021 | %/moyens généraux |
|--|--------------|--------------|--------------|-------------------|
| 611 - Contrats de prestations de services avec des entreprises | 1 016 690,88 | 1 191 051,06 | 1 299 659,31 | 57 % |
| 60622 - Carburants | 185 505,86 | 161 520,29 | 189 124,99 | 8 % |
| 60632 - Fournitures de petit équipement | 86 037,42 | 193 863,82 | 84 596,06 | 4 % |
| 6135 - Locations mobilières | 66 988,20 | 75 190,10 | 74 087,90 | 3 % |
| 6132 - Locations immobilières | 52 871,76 | 53 316,85 | 59 389,52 | 3 % |
| 61551 - Matériel roulant | 39 124,50 | 56 642,90 | 54 675,96 | 2 % |
| 6156 - Maintenance | 31 812,66 | 38 009,73 | 52 032,14 | 2 % |
| 6262 - Frais de télécommunications | 30 636,33 | 35 119,85 | 37 322,56 | 2 % |
| 62875 - Remboursements de frais aux communes membres du GFP | 27 334,06 | 35 451,05 | 36 791,71 | 2 % |
| 615221 - Bâtiments publics | 10 360,13 | 29 196,64 | 33 754,53 | 1 % |
| 6228 - Divers | 0,00 | 0,00 | 30 257,99 | 1 % |
| 6067 - Fournitures scolaires | 35 856,11 | 35 868,18 | 28 198,20 | 1 % |
| 614 - Charges locatives et de copropriété | 16 450,56 | 17 136,00 | 20 839,68 | 1 % |

Le palmarès des plus fortes augmentations revient aux contrats de traitement des déchets (+ 9,11 %) alors que ce poste de dépenses représente plus de la moitié des moyens généraux.

L'augmentation représente en valeur absolue près de 110 000 €

Les charges de carburants progressent de 17,09 %. Comparé à l'exercice 2019, la variation est beaucoup plus faible et porte sur + 1,95 %.

Sur 2022, avec la hausse du prix des carburants, ces dépenses vont varier davantage.

Les progressions notables portent également sur les charges de maintenance, d'entretien des bâtiments et du parc de véhicules.



Au regard de la nature de ces charges, les économies semblent difficiles à réaliser sur les prochains exercices, sauf à réaliser des investissements permettant de réduire les coûts de fonctionnement (ex. renouvellement d'une partie du parc de véhicules, acquisition de véhicules électriques, investissements en vue de la mise en œuvre de la tarification incitative et de la réduction de la production des déchets, rénovation énergétique des bâtiments ...)



II.3.3.2 Les charges de personnel : structure et évolution entre 2019 et 2021

| | | 2019 | 2020 | % évol | 2021 | % évol |
|---|----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|---------------------|----------------|
| REMUNERATIONS ET CHARGES (hors régime indemnitaire) | | 3 264 045,75 € | 3 331 860,59 € | -1,68% | 3 248 955,19 | -2,49 % |
| Régime indemnitaire | IFSE + autres primes | 267 010,00 € | 273 035,06 € | 6,46% | 277 570,67 | 1,66 % |
| | CIA | 4 399,00 € | 8 222,00 € | 334,11% | 7 882,50 | -4,13 % |
| | Prime COVID | | 14 300,00 € | | | |
| Multiservices (remplacement-intérim) | | 144 757,00 € | 123 851,06 € | -8,41% | 208 473,21 | 68,33 % |
| Formations | | 11 261,00 € | 3 515,25 € | -68,24% | 354,30 | 246 % |
| Frais de mission | | 5 682,00 € | 1 136,37 € | -73,46% | 1 142,30 | 0,52 % |
| CNAS | | 23 613,00 € | 24 380,00 € | -9,39% | 23 956,00 | -1,74 % |
| TOTAL charges salariales (hors formation, mission et CNAS) | | 3 680 211,75 € | 3 751 268,71 € | -0,82% | 3 742 881,57 | -0,22 % |

Les données ne comprennent pas le personnel de l'OTPL (qui relève du budget autonome). La masse salariale de l'OTPL représente 5,4 % de la masse salariale globale

Une masse salariale qui varie légèrement à la baisse (-0,22 %). Pour rappel, les perspectives réalisées en 2021 intégraient une variation de -1,2 %

L'exercice 2021 a enregistré les variations suivantes, en terme de masse salariale :

- des absences longues sur les services support qui ont été remplacées pour assurer la continuité du service (poste à l'accueil, poste aux affaires générales et assemblées, dans une moindre mesure pour le poste de responsable financier à compter du 15-11-21) ;
- des interventions de personnel extérieur mis à disposition par Multiservice en progression (+ 68 %, en valeur absolue 84 622 €, soit l'équivalent de 2,5 ETP à l'année) ;
- le recrutement d'un chargé de mission prévention/réduction des déchets à compter du 1^{er} septembre 2021 ;
- le recrutement du chef de projet revitalisation du centre-ville à compter du 1^{er} juillet (dont une partie du poste est financé)



II.3.3.2 Les charges de personnel : structure et évolution entre 2019 et 2021

38/221

PAYS LOUDUNNAIS

| | | 2020 | 2021 |
|---|---------------------------------|--------------------|--------------------|
| Remboursement mise à disposition de personnel | Saint Jean de Sauves | 19 255,64 € | 15 291,27 € |
| | SIVOS Monts sur Guesnes | 2 578,40 € | 2 787,40 € |
| | Loudun | 16,78 € | |
| | Moncontour | 1 847,32 € | 1 357,20 € |
| | TOTAL mise à disposition | 23 698,14 € | 19 435,87 € |

Afin d'évaluer de manière exhaustive l'évolution de la masse salariale (hors assurance, médecine du travail et cotisation CNAS), il convient d'ajouter aux dépenses des salaires des titulaires, non-titulaires et personnel extérieur (remplaçants multi-services), **le solde des charges et produits des mises à disposition de personnel**

| RECETTES | | 2020 | 2021 |
|--|--|---------------------|---------------------|
| Mise à disposition de personnel | Loudun (RPE) | 12 867,00 € | 19 493,58 |
| | Moncontour (MFS) | | |
| | ASNL | 6 703,00 € | 0,00 € |
| | SIVOS Monts sur Guesnes | 24 855,00 € | 29 003,87 € |
| | TOTAL mise à disposition | 44 425,00 € | 59 804,07 € |
| Subventions | coordonnateur Contrat Local de Santé (ARS) | 15 000,00 | 19 000,00 |
| | Ingénierie DGA (Région) | 6 250,00 | 6 250,00 |
| | Chef de projet revitalisation | | |
| Total recettes/remboursement mise à disposition | | 110 100,00 € | 144 858,14 € |

Avec le solde des charges et produits liées aux mises à disposition, ainsi que les financements externes sur certains postes, la masse salariale représente en 2021 : **3 617 458 €**, soit **34,6 % des dépenses réelles de fonctionnement**.

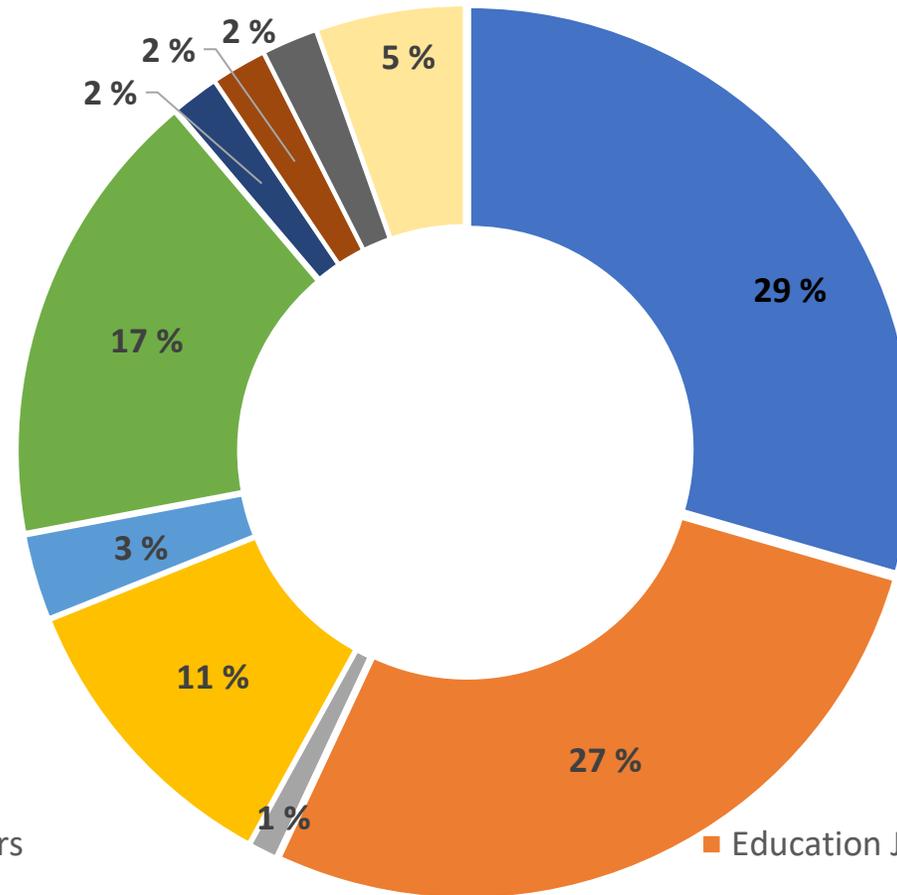
En incluant l'ensemble des charges annexes comptabilisées au chapitre 012 (médecine du travail, assurance, action sociale), **les dépenses portent sur 3 768 333 €, soit 36,06 % des dépenses réelles de fonctionnement et 31,2 % des recettes réelles de fonctionnement**.

TABLEAU DES EFFECTIFS au 01/01/2022

| SERVICES | ETP pourvus | Emplois créés | | Statutaire | Non statutaires | | Emplois créés | Pou rvu | Non pourvu |
|--------------------------|---------------|---------------|-----|------------|-----------------|-------------|---------------|---------|------------|
| | | TC | TNC | | droit public | droit privé | | | |
| ETP | 101,88 | | | | | | | | |
| ETP Temp | 3,27 | 80 | 60 | 102 | 35 | 0 | 139 | 127 | 12 |
| TOTAL ETP pourvus | 105,15 | 140 | | | 137 | | | | |



Les charges de personnel : répartition par services publics (2021)



Les services éducation-jeunesse (ATSEM, accueils périscolaires, transports, TAP) et gestion des ordures ménagères représentent à eux seuls près de 57 % de la masse salariale.

Les services généraux (dits « support ») représentent 17 % de la masse salariale

■ Service déchets ménagers

■ Sport / Piscines

■ Culture/Animation patrimoine/Santé/MDS

■ développement économique (animation)

■ Aménagement / Urbanisme / revitalisation

■ Education Jeunesse (ATSEM, animation, transports)

■ Entretien du patrimoine (bâti, espaces naturels, aire d'accueil GDV)

■ Administration générale et services supports

■ RAM LAEP

■ tourisme (budget OTPL)



II.3.4 – La dette

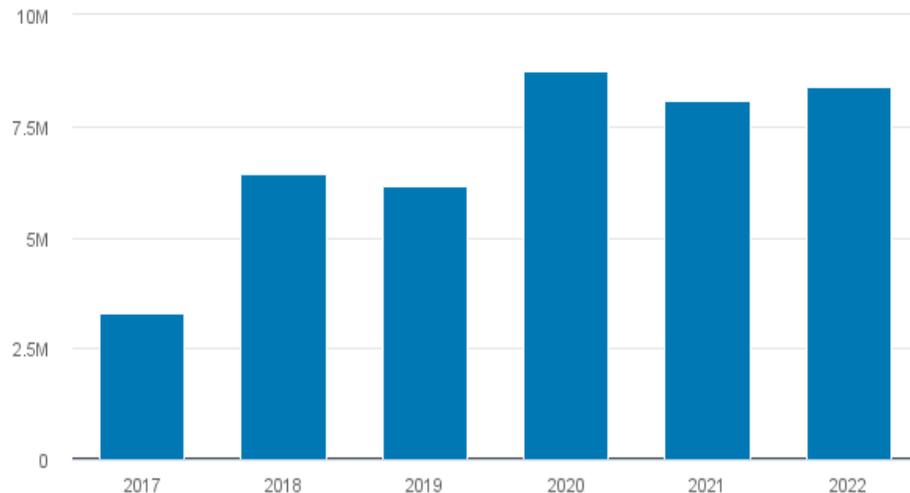
Caractéristiques de la dette au 31/12/2021

| | | | |
|----------------|---------------------|--------------------------|-------|
| Encours | 8 389 165,78 | Nombre d'emprunts | 20 |
| Taux actuariel | 2,31% | Taux moyen de l'exercice | 2,38% |

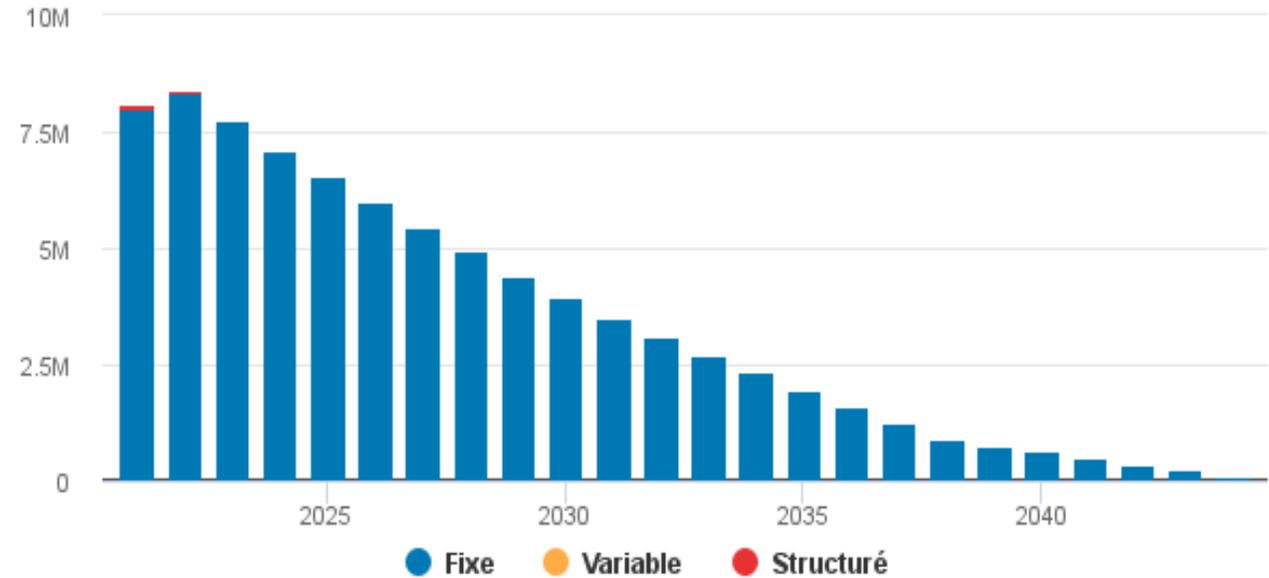
Charges financières en 2021

| | | | |
|-------------------|-------------------|---------------|------------|
| Annuité | 904 164,95 | Amortissement | 699 533,43 |
| Intérêts emprunts | 204 631,52 | ICNE | 100 117,53 |

Evolution de l'encours depuis 2017



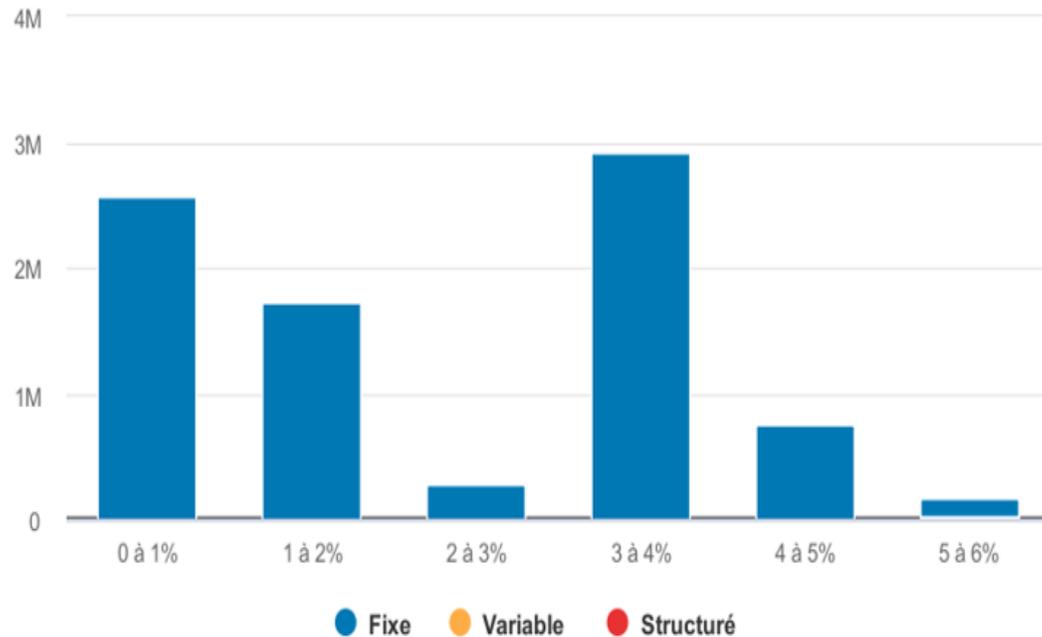
Extinction de l'encours



Le stock de la dette (ou encours de la dette) du budget général représente le capital restant dû de l'ensemble des emprunts souscrits. Il porte sur **8 389 165 € au 1/1/2022**. L'emprunt réalisé sur 2021 (1 million d'€) a fait varier l'encours de + 3,71 % (soit 300 466 €). Dès 2023, sans nouvel emprunt, ce stock de dette diminue chaque année sur les 5 prochaines années entre 500 000 et 600 000 €/an.



Répartition des emprunts par tranche de taux

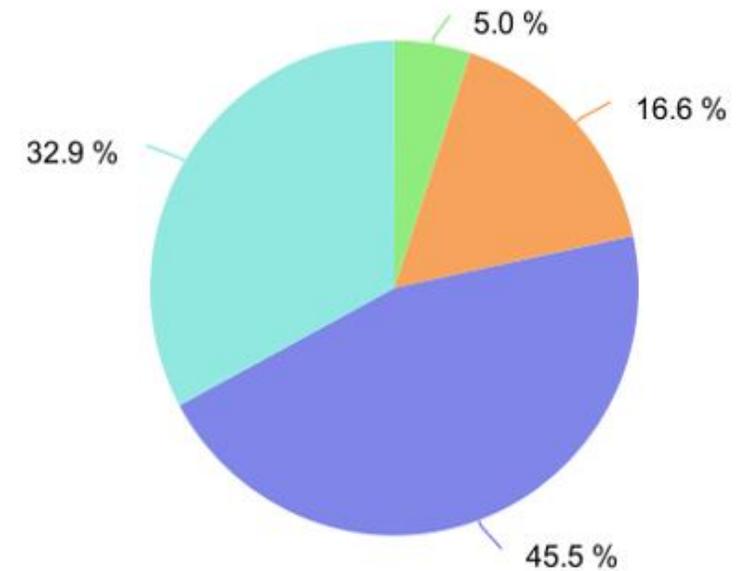


Plus de 50% de l'encours à rembourser concerne des prêts avec des taux compris entre 0 et 2 %. Il s'agit des emprunts réalisés sur les 3 dernières années.

34 % de l'encours à rembourser se situe dans la tranche de 3 à 4 %.

Les emprunts avec un taux fixe supérieur à 4 % représentent, au 1.1. 2022, moins de 11 %. Ces emprunts concernent en grande partie la renégociation et le lissage des anciens prêts structurés.

Répartition par durée résiduelle



| Durée résiduelle | Montant |
|------------------|---------------------|
| < 5 ans | 422 504,15 |
| 5 - 10 ans | 1 392 352,79 |
| 10 - 20 ans | 3 817 641,74 |
| 20 - 30 ans | 2 756 667,10 |
| TOTAL | 8 389 165,78 |

78 % des prêts ont une durée supérieure à 10 ans

98,2 % des prêts sont à taux fixe, ce qui rend difficile renégociations (taux et durée)

La dette consolidée (budget principal et budgets annexes)

Caractéristiques de la dette au 31/12/2021

| | | | |
|------------------|--------------|--------------------------|-------|
| Encours | 9 653 543,16 | Nombre d'emprunts * | 38 |
| Taux actuariel * | 2,43% | Taux moyen de l'exercice | 2,50% |

* tirages futurs compris

Charges financières en 2021

| | | | |
|----------------------------------|--------------|----------------------------------|------------|
| Annuité | 1 242 762,82 | Amortissement | 991 150,97 |
| Remboursement anticipé avec flux | 0,00 | Remboursement anticipé sans flux | 0,00 |
| Intérêts emprunts | 251 611,85 | ICNE | 110 345,25 |

➔ Un encours total de **9 653 543 €** portant sur 6 budgets comme suit :

- 87 % sur le budget principal
- 10,5 % sur le budget annexe développement économique
- 2,5 % sur les budgets de zone (lotissement de Pouant, ZA de Moncontour, Trois-Moutiers et Monts s/Guesnes)

➔ Une durée de vie moyenne pour les emprunts du budget développement économique inférieure à 5 ans pour ¼ de l'encours à rembourser, entre 5 et 10 ans pour 62 % de l'encours à rembourser.

➔ Le niveau d'encours global consolidé reste identique à celui de 2020, avec le nouvel emprunt réalisé sur le budget principal (évolution + 0,09 %, soit 8 849 €).



L'encours de la dette doit néanmoins être rapproché du niveau de l'épargne brute afin de déterminer la capacité de la collectivité à se désendetter. **Fin 2021, la capacité de désendetttement est de 5,25 années.**

Autrement dit, il faudrait consacrer 5,25 années d'épargne brute pour rembourser l'ensemble du capital restant dû.



II.3.5 – L'investissement

| RECETTES | 2019 | 2020 | 2021 | % Rec |
|--|----------------------|---------------------|---------------------|-------|
| Dotations et subventions | 3 675 737,47 | 3 414 768,02 | 1 185 721,81 | 26 % |
| Réduction réelle des dépenses d'investissement | 76 027,85 | 0,00 | 310,86 | 0 % |
| Autres recettes réelles d'investissement | 1 762,95 | 0,00 | 197 700,00 | 4 % |
| Total des recettes réelles d'investissement hors emprunt | 3 753 528,27 | 3 414 768,02 | 1 383 732,67 | |
| Recettes liées à l'emprunt | 3 170 570,62 | 384,58 | 1 000 254,83 | 22 % |
| Recettes d'investissement, opérations d'ordre | 4 420 972,51 | 728 952,50 | 842 530,33 | 19 % |
| Excédent d'investissement reporté | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 % |
| Excédent capitalisé 1068 | 1 759 360,68 | 1 100 892,21 | 1 303 540,76 | 29 % |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 13 104 432,08 | 5 244 997,31 | 4 530 058,59 | |

Les dotations et subventions (avec le FCTVA) ont représentés 26 % des recettes globales d'investissement en 2021, les amortissements 19 %, et l'excédent capitalisé (1068) 29 %.

Un emprunt d'1 000 000 € a été contracté en 2021 (22 % des recettes)

| DEPENSES | 2019 | 2020 | 2021 | % Dép |
|---|----------------------|---------------------|---------------------|-------|
| Dépenses d'équipement brut | 7 238 451,85 | 4 598 559,21 | 1 206 563,77 | 32 % |
| Dépenses financières d'investissement | 170 661,35 | 0,00 | 487 524,34 | 13 % |
| Total des dépenses réelles d'investissement (hors annuité en capital) | 7 409 113,20 | 4 598 559,21 | 1 694 088,11 | |
| Remboursement de capital | 586 035,45 | 664 608,15 | 699 942,88 | 19 % |
| Dépenses d'investissement, opérations d'ordre | 3 970 074,36 | 135 215,76 | 73 351,90 | 2 % |
| Déficit d'investissement reporté | 2 254 276,28 | 1 115 067,21 | 1 268 453,02 | 34 % |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 14 219 499,29 | 6 513 450,33 | 3 735 835,91 | |

Les dépenses d'équipement 2021 connaissent une forte variation à la baisse liée au solde de programmes d'investissement structurants. Au total, les dépenses d'équipement représentent néanmoins **50,4 % des dépenses réelles d'investissement**. Le remboursement du capital de la dette représente 29,2 % des dépenses réelles de la section d'investissement.

Ils ont principalement porté :

- sur l'achèvement de l'opération d'extension et réhabilitation des deux déchèteries (Loudun et Trois-Moutiers) ;
- le solde des marchés du centre aquatique ;
- les travaux de la Maison de Santé de Loudun
- les équipements (bennes) pour le service de collecte des déchets ;
- les fonds de concours pour l'aménagement numérique



Financement des dépenses d'équipement

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| Recettes de fonctionnement courant | 11 336 065,19 | 11 508 071,58 | 12 026 616,36 |
| Dépenses de fonctionnement courant | 9 116 977,76 | 9 408 264,39 | 9 537 229,39 |
| Epargne de gestion | 2 219 087,43 | 2 099 807,19 | 2 489 386,97 |
| Résultats financiers | -199 296,97 | -200 513,00 | -183 300,41 |
| Résultats exceptionnels | -297 095,93 | -913 241,99 | -707 724,84 |
| Epargne brute | 1 722 694,53 | 986 052,20 | 1 598 361,72 |
| Remboursement courant du capital de la dette | 586 035,45 | 664 608,15 | 699 942,88 |
| Créances sur des collectivités | 1 762,95 | 0,00 | 197 700,00 |
| Epargne Disponible (Autofinancement net) | 1 138 422,03 | 321 444,05 | 1 096 118,84 |
| Dépenses réelles d'investissement | 7 409 113,20 | 4 598 559,21 | 1 694 088,11 |
| Recettes réelles d'investissement | 3 752 335,94 | 3 415 152,60 | 1 186 287,49 |
| Besoin de financement | 3 656 777,26 | 1 183 406,61 | 507 800,62 |
| Emprunts nouveaux | 3 170 000,00 | 0,00 | 1 000 000,01 |
| Variation du fonds de roulement (Hors cessions d'immo.) | 651 644,77 | -861 962,56 | 1 588 318,23 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 35 430,00 |
| Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo) | 651 644,77 | -861 962,56 | 1 623 748,23 |
| Résultat reporté de l'exercice N-1 | 603 688,97 | 1 255 333,74 | 393 371,18 |
| Résultat de l'exercice N au 31/12 | 1 255 333,74 | 393 371,18 | 2 017 119,41 |

Après une forte mobilisation du fonds de roulement en 2020 pour le financement des dépenses d'équipement (réalisé sans emprunt), le ralentissement des dépenses d'équipement conjugué à l'emprunt réalisé sur 2021 a permis de reconstituer les « réserves » (ou fonds de roulement). La variation a porté sur 2021 sur 1 623 748 € avec les cessions d'immobilisations.

Ce fonds de roulement pourra être mobilisé, en 2022, pour une part des dépenses d'investissement.

Les investissements 2021 ont donc été financés pour :

- 59 % par l'emprunt
- 41 % par les autres ressources (autofinancement et subventions)



Les perspectives pour le budget principal ont été réalisées en visant le maintien d'un niveau d'épargne permettant de financer l'investissement sans recours à l'emprunt sur 2022, dans la mesure où les programmes d'investissement importants seront à réaliser sur les budgets annexes développement économique et OTPL.

Les hypothèses ont été construites à partir :

- des plans pluriannuels d'investissement des trois budgets principaux (III.1)
- d'une estimation de progression des recettes et des dépenses de fonctionnement courants (III.2)
- d'une l'estimation des budgets prévisionnels 2022-2024 du service déchets (*comptant pour près d'un tiers dans le budget principal*) (III.3)

III.1 – Les Plans Pluriannuels d'Investissement (PPI) prévisionnels 2022-2025

La réalisation des perspectives financières 2022 à 2024 du budget principal, a nécessité de tenir compte des programmes pluriannuels d'investissement des trois budgets principaux, avec l'OTPL et le budget annexe développement économique.

Ces deux derniers budgets devraient porter, à partir de 2023, des programmes d'investissement importants. Aussi, **la soutenabilité de ces investissements devra s'appuyer, pour une part, sur une contribution renforcée du budget principal (via les subventions d'équilibre) vers ces deux budgets.**



III.1 – Les Plans Pluriannuels d'Investissement (PPI) prévisionnels 2022-2025

○ Le budget annexe développement économique

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Total |
|--|--------------------|-----------------------------|----------------------|----------------------|------------------------|
| BHT (Téléport 6) | 153 000 | 106 500 | 190 500 | 758 000 350 000 | 1 208 000 350 000 |
| Rénovation/aménagement Maison de Pays | 553 000 255 300 | 580 000 27 000 80 000 | | | 580 000 335 300 |
| Rénov/construction ateliers relais | 275 000 | 900 000 250 000 | 1 100 000 500 000 | 1 250 000 800 000 | 3 525 000 1 550 000 |
| Etude de besoins/bâtiments économiques | 43 000 15 400 | | | | 15 400 |
| Rénovation énergétique Centre Accueil des Entreprises | 32 000 | 254 000 76 000 | 350 000 105 000 | 64 000 | 700 000 181 000 |
| Travaux ZA divers | 182 300 6 400 | 136 400 | 130 000 | 81 300 | 530 000 6 400 |
| Investissement | 1 210 701 | 1 423 901 | 1 770 501 | 2 153 301 | |
| Subvention | 261 700 | 406 000 | 605 000 | 1 150 000 | |
| Emprunts | 784 214 | 789 476 | 823 748 | 822 872 | |



III.1 – Les Plans Pluriannuels d'Investissement (PPI) prévisionnels 2022-2025

○ Le budget de l'Office de Tourisme du Pays Loudunais

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | |
|---|----------------------------|--------------------|------------------------|--------------------|------------------------|
| Aménagement touristique de la Dive | 50 000 50 000 20 000 | | | | 50 000 20 000 |
| Investissement divers | 63 200 5 700 | 9 120 | 27 000 | 7 000 | 106 320 5 700 |
| Office de Tourisme Leuze | 248 000 19 000 | 800 000 350 000 | 1 800 000 1 000 000 | 400 000 200 000 | 3 248 000 1 569 000 |

Dans le PPI ne figurent pas les travaux (ou fonds de concours) pour la mise en valeur touristique de la Dive. L'étude à mener en 2022 devra permettre de déterminer les niveaux d'intervention pluriannuels des Communautés de Communes du Thouarsais et Loudunais



○ Le budget principal (*)

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|--|---------------------|--------------------------|
| AP/CP - Réhab-extension déchetteries | 2 429 852 5 709 97 456 | | |
| Administration et divers | 378 028 20 000 | 199 000 | 230 000 |
| AP/CP - Centre Aquatique | 10 772 786 225 571 498 064 | | |
| Elaboration du SCOT | 12 500 | 135 000 | 102 500 45 000 |
| Environnement et patrimoine | 70 200 25 300 | 50 000 | 60 000 |
| Equipements RPE-LAEP | 4 200 700 | 4 200 600 | 4 200 600 |
| Equipements service déchets | 985 700 | 368 940 | 416 305 |
| Equipements éducation jeunesse | 70 400 76 420 | 8 500 | 8 500 |

| | 2022 | 2 023 | 2024 |
|---|---|--------------------------|----------------------------|
| Maison Santé Moncontour | 10 500 | 6 000 | 6 000 |
| Maison Santé Monts s/Guesnes | 6 500 | 6 000 | 6 000 |
| Maison Santé les 3 Moutiers | 15 250 | 6 000 | 6 000 |
| AP/CP - Maison santé Loudun | 2 010 000 1 086 736 351 966 | 58 525 116 800 | |
| Amélioration/extension ateliers intercommunaux | 615 000 | 742 000 | 100 000 |
| AP/CP - Schéma Départemental Aménagt Numérique | 174 500 | 134 000 | 1 311 746 62 091 |
| Investissement | 3 660 794 | 1 718 165 | 1 001 596 |
| Subvention | 1 069 906 | 117 400 | 45 600 |
| Emprunts | 0 | 0 | 0 |
| Autofinancement | 2 590 888 | 1 600 765 | 955 996 |

(*) Le PPI prévisionnel 2022-2024 ne tient pas compte des investissements en lien avec la mise en oeuvre des orientations du projet de territoire. Les priorités et arbitrages seront opérés dans le cadre de la dernière phase de l'élaboration du projet de territoire.



| Analyse | 2022 | Evol % | 2023 | Evol % | 2024 | Evol % |
|---|----------------------|-------------|----------------------|-------------|----------------------|-------------|
| Charges à caractère général | 2 325 761,90 | 2,50 | 2 407 163,57 | 3,50 | 2 455 306,84 | 2,00 |
| Charges de personnel | 4 047 241,00 | 5,00 | 4 128 185,82 | 2,00 | 4 190 108,61 | 1,50 |
| Atténuations de produits | 2 587 195,00 | 1,75 | 2 602 195,00 | 0,58 | 2 602 195,00 | 0,00 |
| Autres charges de gestion courante | 1 021 577,82 | 17,69 | 1 196 928,21 | 17,16 | 1 199 815,55 | 0,24 |
| Total des dépenses de gestion courante | 9 981 775,72 | 4,66 | 10 334 472,60 | 3,53 | 10 447 426,00 | 1,09 |
| Impôts et taxes | 8 733 801,16 | 6,47 | 8 905 507,92 | 1,97 | 9 030 675,89 | 1,41 |
| Dotations et subventions | 2 830 645,00 | -5,36 | 2 825 012,50 | -0,20 | 2 809 327,19 | -0,56 |
| Autres produits courants stricts | 644 600,00 | -18,72 | 702 500,00 | 8,98 | 704 870,00 | 0,34 |
| Atténuations de charges | 40 000,00 | 0,87 | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 | 0,00 |
| Total des recettes de gestion courante | 12 249 046,16 | 1,85 | 12 473 020,42 | 1,83 | 12 584 873,08 | 0,90 |

L'évolution des **charges à caractère général** tient compte de l'**inflation (+2,5 %)**. Néanmoins, au regard de la variation à la hausse plus dynamique des charges courantes liée à l'exploitation du service déchets (hausse du coût du traitement liée à la TGAP), il sera à nouveau nécessaire de réduire le niveau de certaines dépenses courantes (comme sur 2021) pour ne pas dépasser la variation de 2,5 %.

S'agissant des **charges de personnel**, les objectifs fixés en 2021 n'ont pu être tenus (voir diapo 37- charges de personnel structure et évolution). 2022 verra également ses **charges de personnel varier à la hausse de près de 5 %** en raison de recrutement de 2 postes (directeur développement économique et chargé de projet Tarification Incitative) ainsi que du prolongement des contrats en remplacement du personnel absent.

Les projections ont été réalisés avec une augmentation des taux de 2 % sur 2022 (les projections 2021 prévoyait une nouvelle variation des taux de 5 % en 2022), aucune augmentation sur 2023 et années suivantes

La comparaison de la variation des recettes et dépenses courantes marquent la **dégradation prévisionnelle de l'épargne de gestion** (les dépenses courantes progressant plus vite que les recettes courantes). **Néanmoins la baisse des charges financières (intérêt de l'emprunt) sur les 3 prochaines années permet d'atténuer la baisse de l'épargne brute** (voir diapo suivante sur les soldes intermédiaires de gestion prévisionnels)

Les autres charges de gestion courante varient de manière significative sur 2022 et 2023. Elles intègrent :

- Les charges supplémentaires Gemapi estimées pour 2022 à + 30 000 € et à + 30 000 € supplémentaires en 2023 lors de la constitution du syndicat du THOUET .
- Une revalorisation de la subvention d'équilibre au budget annexe développement économique (350 000 € en 2022 et 450 000 € à partir de 2023 pour permettre de financer une partie du programme de rénovation de l'immobilier d'entreprises) ;
- Une enveloppe de participation à la réhabilitation des logements particuliers dans le cadre de l'OPAH-RU, à compter de 2023, dans le cadre du dispositif « Petites Villes de Demain »

III.3 – Hypothèses d'évolution du budget du service de gestion des déchets 2022-2024

50/221

| DEPENSES | Prévisions 2022 | Prévisions 2023 | Prévisions 2024 |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| CHARGES A CARACTERE GENERAL | 1 845 280,00 € | 1 953 732,50 € | 2 017 607,63 € |
| AUTRES CHARGES DE GESTION | 13 050,00 € | 13 050,00 € | 13 050,00 € |
| CHARGES DE PERSONNEL | 1 204 000,00 € | 1 228 080,00 € | 1 252 641,60 € |
| CHARGES FINANCIERES | 23 000,00 € | 23 000,00 € | 23 000,00 € |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| OPE d'ORDRE (amortissements) | 325 000,00 € | 325 000,00 € | 325 000,00 € |
| TOTAL GENERAL | 3 410 330,00 € | 3 542 862,50 € | 3 631 299,23 € |

| RECETTES | | Prévisions 2022 | Prévisions 2023 | Prévisions 2024 |
|----------------------|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| O2 | EXCEDENT | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| O13 | ATTENUATION DE CHARGES | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| O42 | TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES | 257 100,00 € | 277 100,00 € | 277 100,00 € |
| 70612 | Redevance spéciale | 135 000,00 € | 155 000,00 € | 155 000,00 € |
| 70688.3 | Vente de composteurs aux particuliers | 1 500,00 € | 1 500,00 € | 1 500,00 € |
| 70688.8 | Cartes de déchèterie | 600,00 € | 600,00 € | 600,00 € |
| 70688.6 | Vente matériaux | 100 000,00 € | 100 000,00 € | 100 000,00 € |
| 70688.7 | Redevance Déchèteries | 20 000,00 € | 20 000,00 € | 20 000,00 € |
| 73 | IMPOTS ET TAXES | 2 902 511,41 € | 2 960 561,64 € | 3 019 772,88 € |
| 7331 | Taxes Enlev. Ord. Ménagères | 2 902 511,41 € | 2 960 561,64 € | 3 019 772,88 € |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPAT. | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| 7478 | Soutien eco-organismes | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| TOTAL GENERAL | | 3 459 611,41 € | 3 537 661,64 € | 3 596 872,88 € |

Les charges prévisionnelles à caractère général varient 2,5 % en 2022, en raison de la hausse du coût du carburant et du marché de traitement des déchets. Les charges prévisionnelles de personnel évoluent de 2 % et intègrent le recrutement d'un chef de projet tarification incitative sur 6 mois (recrutement à compter du 1^{er} juillet) mais également un recours plus limité au CDD (multi-services)

Néanmoins, au regard de l'évolution des bases (+ 3,4 %) et donc du produit, le budget des déchets devrait pouvoir s'équilibrer sans augmentation de la TEOM sur 2022.

Différence recettes-dépenses

49 281,41 €

-5 200,86 €

-34 426,35 €



III.4 – Projection des soldes intermédiaires de gestion (épargnes) 2022-2024

| Analyse | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|----------------------|---------------------|---------------------|
| Recettes de fonctionnement courant | 12 249 046,16 | 12 473 020,42 | 12 584 873,08 |
| Dépenses de fonctionnement courant | 9 981 775,72 | 10 334 472,60 | 10 447 426,00 |
| Epargne de gestion | 2 267 270,44 | 2 138 547,82 | 2 137 447,08 |
| Résultats financiers | -75 538,41 | -171 459,41 | -155 544,41 |
| Résultats exceptionnels | -975 000,00 | -975 000,00 | -975 000,00 |
| Epargne brute | 1 216 732,03 | 992 088,41 | 1 006 902,67 |
| Remboursement courant du capital de la dette (hors RA) | 653 023,00 | 617 770,00 | 570 257,00 |
| Créances sur des collectivités | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Epargne Disponible (Autofinancement net) | 563 709,03 | 374 318,41 | 436 645,67 |
| Dépenses réelles d'investissement | 3 660 794,00 | 1 718 165,00 | 1 001 596,00 |
| Recettes réelles d'investissement | 1 955 974,80 | 753 846,23 | 574 655,80 |
| Besoin de financement | 1 704 819,20 | 964 318,77 | 426 940,20 |
| Emprunts nouveaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Variation du fonds de roulement (Hors cessions d'immo.) | -1 141 110,17 | -590 000,36 | 9 705,47 |
| Produits des cessions d'immobilisations | 15 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo) | -1 126 110,17 | -580 000,36 | 19 705,47 |
| Résultat reporté de l'exercice N-1 | 2 017 118,00 | 891 007,83 | 311 007,47 |
| Résultat de l'exercice N au 31/12 (net des RAR) | 891 007,83 | 311 007,47 | 330 712,94 |
| Dette au 31 12 | 7 736 142,78 | 7 118 372,78 | 6 548 115,78 |
| Capacité de désendettement | 6,36 | 7,18 | 6,50 |
| Endettement Net Bancaire | -653 023,00 | -617 770,00 | -570 257,00 |

Une épargne de gestion et épargne brute qui se maintient sur les trois exercices, de même que l'épargne nette grâce à la diminution des remboursements de l'emprunt (part capital).

Néanmoins, le fonds de roulement est fortement mobilisé pour couvrir le besoin de financement des investissements, en l'absence d'emprunts sur 2022, voire 2023.

La capacité de désendettement reste stable autour de 6,5 années, grâce à la stabilisation du niveau d'épargne brute.

En synthèse, la construction du budget 2022 devrait reposer sur :

- La recherche d'économies pour limiter la hausse des charges courantes de fonctionnement, exercice rendu difficile sur 2022 au regard du contexte actuel d'inflation ;
- Une hausse des ressources fiscales, intégrant une variation des taux limité à 2 % sur 2022 au regard des efforts d'investissement à réaliser sur les prochaines années (pour le développement économique et touristique du territoire et pour la mise en œuvre des orientations du futur projet de territoire) ;
- La poursuite de la vente d'une partie du patrimoine non valorisable dans le cadre des compétences de la communauté de communes (terres agricoles, bois, bâtiments) ;
- Le maintien d'une dynamique d'investissement nécessaire à l'économie du territoire, avec pour axes principaux :
 - la **transition écologique et énergétique** (programme de rénovation énergétique de l'immobilier d'entreprises, investissements pour parvenir à la réduction de la production des déchets) ;
 - **l'attractivité économique avec l'accueil des entreprises** (constitution d'une offre immobilière souple et adaptable avec le programme des ateliers-relais), **avec la construction d'une nouvelle offre touristique** (en lien avec le nouvel OT et les programmes de mise en tourisme de nouveaux sites)

La dernière phase de construction du projet de territoire avec les communes (1^{er} et 2^e trimestre 2022), sera par ailleurs l'occasion de conforter et prioriser les interventions et programmes d'investissements pluriannuels en lien avec les ambitions pour le territoire.



**3 - VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE DU BUDGET PRINCIPAL AU BUDGET ANNEXE
OFFICE DU TOURISME DU PAYS LOUDUNAIS POUR L'EXERCICE 2022****OPTIMISATION DES RESSOURCES**

Rapporteur : Monsieur RENAUD

Il est rappelé à l'assemblée que l'Office de Tourisme du Pays Loudunais est un service sans personnalité juridique, mais doté de l'autonomie financière. Les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement de cette « régie » font l'objet d'un budget spécial annexé à celui de la Communauté de communes.

N'étant pas un service à caractère industriel et commercial, mais un service public administratif, la régie peut équilibrer ses dépenses et recettes grâce à une subvention du budget général. Le reversement de la taxe de séjour n'est pas direct et peut être opéré par le biais de la subvention du budget principal.

Le montant de la subvention d'équilibre du budget principal vers le budget de l'OTPL est déterminé chaque année lors du vote du budget. Les versements sont effectués par virement, de manière fractionnée, en fonction des besoins de trésorerie de ce budget annexe

Aussi, afin de permettre de réaliser un ou plusieurs versements avant le vote du budget de l'exercice 2022, pour répondre aux besoins de trésorerie, il y a lieu de délibérer pour autoriser le versement, par anticipation, d'une partie de la subvention d'équilibre avant le vote du budget, sans pourvoir dépasser le montant de la subvention N-1.

VU l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT que pour disposer de la trésorerie suffisante au versement des salaires, il y a lieu d'autoriser le versement au budget annexe de l'OTPL d'une partie de la subvention d'équilibre, avant le vote du budget ;

Il est proposé au Conseil de Communauté de délibérer pour :

- ✓ **autoriser le versement, par anticipation, de la subvention d'équilibre du budget principal vers le budget annexe « Office du Tourisme du Pays Loudunais » dans la limite du budget N-1 (301 778 € en 2021) ;**
- ✓ **préciser que la subvention pourra être versée, par fraction ou mensuellement selon les besoins de trésorerie du budget annexe ;**
- ✓ **préciser que les crédits budgétaires sont inscrits à l'article 6743 du budget principal. La recette est constatée à l'article 774 du budget annexe ;**
- ✓ **autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.**



4 - GARANTIE SUR EMPRUNT ACCORDÉE À HABITAT DE LA VIENNE AUPRES DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

OPTIMISATION DES RESSOURCES

Rapporteur : Monsieur RENAUD

VU les articles L 5111-4 et L 5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 2298 du Code civil,

VU le courrier d'Habitat de la Vienne en date du 8 février 2022 sollicitant la Communauté de communes du Pays Loudunais pour un accord de principe d'une garantie d'emprunt,

CONSIDÉRANT que, dans le cadre de sa politique de logement social, Habitat de la Vienne construit 3 logements situés rue René MONORY à Monts-sur-Guesnes,

VU le contrat de prêt N° 131590 en annexe signé entre : L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE
ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations,

CONSIDÉRANT que le Département de la Vienne garantirait à hauteur de 50 % cet emprunt,

Il est proposé au Conseil de Communauté de délibérer pour :

- ✓ accorder sa garantie à hauteur de 50,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 286 318,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 131590 constitué de 5 Lignes du Prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 143 159,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.
- ✓ accorder la garantie aux conditions suivantes :
 - la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
 - sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
- ✓ s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.
- ✓ autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 131590

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE - n° 000232733

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE, SIREN n°: 278600010, sis(e) 33 RUE DU PLANTY BP 27 86180 BUXEROLLES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

| | | |
|--|--|-------------|
| ARTICLE 1 | OBJET DU PRÊT | P.4 |
| ARTICLE 2 | PRÊT | P.4 |
| ARTICLE 3 | DURÉE TOTALE | P.4 |
| ARTICLE 4 | TAUX EFFECTIF GLOBAL | P.4 |
| ARTICLE 5 | DÉFINITIONS | P.5 |
| ARTICLE 6 | CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT | P.9 |
| ARTICLE 7 | CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT | P.9 |
| ARTICLE 8 | MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT | P.10 |
| ARTICLE 9 | CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT | P.11 |
| ARTICLE 10 | DÉTERMINATION DES TAUX | P.14 |
| ARTICLE 11 | CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS | P.16 |
| ARTICLE 12 | AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL | P.17 |
| ARTICLE 13 | RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES | P.18 |
| ARTICLE 14 | COMMISSIONS | P.18 |
| ARTICLE 15 | DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR | P.19 |
| ARTICLE 16 | GARANTIES | P.21 |
| ARTICLE 17 | REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES | P.22 |
| ARTICLE 18 | RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES | P.26 |
| ARTICLE 19 | NON RENONCIATION | P.26 |
| ARTICLE 20 | DROITS ET FRAIS | P.27 |
| ARTICLE 21 | NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL | P.27 |
| ARTICLE 22 | ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE | P.27 |
| ANNEXE | CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE | |
| L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT | | |





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Construction de 3 logements situés rue René Monory 86420 MONTS-SUR-GUESNES.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-quatre-vingt-six mille trois-cent-dix-huit euros (286 318,00 euros) constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de soixante-douze mille trois-cent-soixante-trois euros (72 363,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de vingt mille cinq-cent-quatre-vingt-cinq euros (20 585,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-quarante mille cent-vingt-huit euros (140 128,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trente-huit mille deux-cent-quarante-deux euros (38 242,00 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2019, d'un montant de quinze mille euros (15 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Échéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération** » (**PHB2.0**) est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. Ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité** » (**DR**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La « **Simple Révisabilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **25/04/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

| Offre CDC | | | | |
|---|--|--|--|--|
| Caractéristiques de la Ligne du Prêt | PLAI | PLAI foncier | PLUS | PLUS foncier |
| Enveloppe | - | - | - | - |
| Identifiant de la Ligne du Prêt | 5452851 | 5452852 | 5452849 | 5452850 |
| Montant de la Ligne du Prêt | 72 363 € | 20 585 € | 140 128 € | 38 242 € |
| Commission d'instruction | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Durée de la période | Annuelle | Annuelle | Annuelle | Annuelle |
| Taux de période | 0,3 % | 0,3 % | 1,1 % | 1,1 % |
| TEG de la Ligne du Prêt | 0,3 % | 0,3 % | 1,1 % | 1,1 % |
| Phase de préfinancement | | | | |
| Durée du préfinancement | 12 mois | 12 mois | 12 mois | 12 mois |
| Index de préfinancement | Livret A | Livret A | Livret A | Livret A |
| Marge fixe sur index de préfinancement | - 0,2 % | - 0,2 % | 0,6 % | 0,6 % |
| Taux d'intérêt du préfinancement | 0,3 % | 0,3 % | 1,1 % | 1,1 % |
| Règlement des intérêts de préfinancement | Capitalisation | Capitalisation | Capitalisation | Capitalisation |
| Phase d'amortissement | | | | |
| Durée | 40 ans | 50 ans | 40 ans | 50 ans |
| Index¹ | Livret A | Livret A | Livret A | Livret A |
| Marge fixe sur index | - 0,2 % | - 0,2 % | 0,6 % | 0,6 % |
| Taux d'intérêt² | 0,3 % | 0,3 % | 1,1 % | 1,1 % |
| Périodicité | Annuelle | Annuelle | Annuelle | Annuelle |
| Profil d'amortissement | Échéance prioritaire (intérêts différés) |
| Condition de remboursement anticipé volontaire | Indemnité actuarielle | Indemnité actuarielle | Indemnité actuarielle | Indemnité actuarielle |
| Modalité de révision | DR | DR | DR | DR |
| Taux de progressivité de l'échéance | - 0,5 % | - 0,5 % | - 0,5 % | - 0,5 % |
| Mode de calcul des intérêts | Equivalent | Equivalent | Equivalent | Equivalent |
| Base de calcul des intérêts | 30 / 360 | 30 / 360 | 30 / 360 | 30 / 360 |

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

| Offre CDC (multi-périodes) | | | | |
|---|---------------------------|--|--|--|
| Caractéristiques de la Ligne du Prêt | PHB | | | |
| Enveloppe | 2.0 tranche 2019 | | | |
| Identifiant de la Ligne du Prêt | 5452853 | | | |
| Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt | 40 ans | | | |
| Montant de la Ligne du Prêt | 15 000 € | | | |
| Commission d'instruction | 0 € | | | |
| Durée de la période | Annuelle | | | |
| Taux de période | 0,36 % | | | |
| TEG de la Ligne du Prêt | 0,36 % | | | |
| Phase d'amortissement 1 | | | | |
| Durée du différé d'amortissement | 240 mois | | | |
| Durée | 20 ans | | | |
| Index | Taux fixe | | | |
| Marge fixe sur index | - | | | |
| Taux d'intérêt | 0 % | | | |
| Périodicité | Annuelle | | | |
| Profil d'amortissement | Amortissement prioritaire | | | |
| Condition de remboursement anticipé volontaire | Sans Indemnité | | | |
| Modalité de révision | Sans objet | | | |
| Taux de progression de l'amortissement | 0 % | | | |
| Mode de calcul des intérêts | Equivalent | | | |
| Base de calcul des intérêts | 30 / 360 | | | |



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

| Offre CDC (multi-périodes) | | | | |
|---|---------------------------|--|--|--|
| Caractéristiques de la Ligne du Prêt | PHB | | | |
| Enveloppe | 2.0 tranche 2019 | | | |
| Identifiant de la Ligne du Prêt | 5452853 | | | |
| Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt | 40 ans | | | |
| Montant de la Ligne du Prêt | 15 000 € | | | |
| Commission d'instruction | 0 € | | | |
| Durée de la période | Annuelle | | | |
| Taux de période | 0,36 % | | | |
| TEG de la Ligne du Prêt | 0,36 % | | | |
| Phase d'amortissement 2 | | | | |
| Durée | 20 ans | | | |
| Index¹ | Livret A | | | |
| Marge fixe sur index | 0,6 % | | | |
| Taux d'intérêt² | 1,1 % | | | |
| Périodicité | Annuelle | | | |
| Profil d'amortissement | Amortissement prioritaire | | | |
| Condition de remboursement anticipé volontaire | Sans Indemnité | | | |
| Modalité de révision | SR | | | |
| Taux de progression de l'amortissement | 0 % | | | |
| Mode de calcul des intérêts | Equivalent | | | |
| Base de calcul des intérêts | 30 / 360 | | | |

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.
- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

| Type de Garantie | Dénomination du garant / Désignation de la Garantie | Quotité Garantie (en %) |
|-----------------------|---|-------------------------|
| Collectivités locales | COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS LOUDUNAIS | 50,00 |
| Collectivités locales | DEPARTEMENT DE LA VIENNE | 50,00 |



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.







CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

33 RUE DU PLANTY
BP 27
86180 BUXEROLLES

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
38 rue de Cursol
CS 61530
33081 Bordeaux cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104721, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

Objet : Contrat de Prêt n° 131590, Ligne du Prêt n° 5452853

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP333/FR7613335004010800004508887 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002740 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.







CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE
33 RUE DU PLANTY
BP 27
86180 BUXEROLLES

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
38 rue de Cursol
CS 61530
33081 Bordeaux cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104721, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

Objet : Contrat de Prêt n° 131590, Ligne du Prêt n° 5452851

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP333/FR7613335004010800004508887 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002740 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.







CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE
33 RUE DU PLANTY
BP 27
86180 BUXEROLLES

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
38 rue de Cursol
CS 61530
33081 Bordeaux cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104721, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

Objet : Contrat de Prêt n° 131590, Ligne du Prêt n° 5452852

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP333/FR7613335004010800004508887 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002740 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.







CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE
33 RUE DU PLANTY
BP 27
86180 BUXEROLLES

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
38 rue de Cursol
CS 61530
33081 Bordeaux cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104721, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

Objet : Contrat de Prêt n° 131590, Ligne du Prêt n° 5452849

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP333/FR7613335004010800004508887 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002740 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.







CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE
33 RUE DU PLANTY
BP 27
86180 BUXEROLLES

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
38 rue de Cursol
CS 61530
33081 Bordeaux cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104721, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VIENNE

Objet : Contrat de Prêt n° 131590, Ligne du Prêt n° 5452850

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP333/FR7613335004010800004508887 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002740 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.







CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX



Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

Emprunteur : 0232733 - HABITAT DE LA VIENNE
N° du Contrat de Prêt : 131590 / N° de la Ligne du Prêt : 5452853
Opération : Construction
Produit : PHB - 2.0 tranche 2019

Capital prêté : 15 000 €
Taux effectif global : 0,36 %
Taux théorique par période :
1ère Période : 0,00 %
2ème Période : 1,10 %

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 1 | 25/01/2023 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 2 | 25/01/2024 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 3 | 25/01/2025 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 4 | 25/01/2026 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 5 | 25/01/2027 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 6 | 25/01/2028 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 7 | 25/01/2029 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 8 | 25/01/2030 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 9 | 25/01/2031 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 10 | 25/01/2032 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 11 | 25/01/2033 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 12 | 25/01/2034 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 13 | 25/01/2035 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 14 | 25/01/2036 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 15 | 25/01/2037 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 16 | 25/01/2038 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 17 | 25/01/2039 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 18 | 25/01/2040 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 19 | 25/01/2041 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 20 | 25/01/2042 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 21 | 25/01/2043 | 1,10 | 915,00 | 750,00 | 165,00 | 0,00 | 14 250,00 | 0,00 |
| 22 | 25/01/2044 | 1,10 | 906,75 | 750,00 | 156,75 | 0,00 | 13 500,00 | 0,00 |
| 23 | 25/01/2045 | 1,10 | 898,50 | 750,00 | 148,50 | 0,00 | 12 750,00 | 0,00 |
| 24 | 25/01/2046 | 1,10 | 890,25 | 750,00 | 140,25 | 0,00 | 12 000,00 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 25 | 25/01/2047 | 1,10 | 882,00 | 750,00 | 132,00 | 0,00 | 11 250,00 | 0,00 |
| 26 | 25/01/2048 | 1,10 | 873,75 | 750,00 | 123,75 | 0,00 | 10 500,00 | 0,00 |
| 27 | 25/01/2049 | 1,10 | 865,50 | 750,00 | 115,50 | 0,00 | 9 750,00 | 0,00 |
| 28 | 25/01/2050 | 1,10 | 857,25 | 750,00 | 107,25 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 |
| 29 | 25/01/2051 | 1,10 | 849,00 | 750,00 | 99,00 | 0,00 | 8 250,00 | 0,00 |
| 30 | 25/01/2052 | 1,10 | 840,75 | 750,00 | 90,75 | 0,00 | 7 500,00 | 0,00 |
| 31 | 25/01/2053 | 1,10 | 832,50 | 750,00 | 82,50 | 0,00 | 6 750,00 | 0,00 |
| 32 | 25/01/2054 | 1,10 | 824,25 | 750,00 | 74,25 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 |
| 33 | 25/01/2055 | 1,10 | 816,00 | 750,00 | 66,00 | 0,00 | 5 250,00 | 0,00 |
| 34 | 25/01/2056 | 1,10 | 807,75 | 750,00 | 57,75 | 0,00 | 4 500,00 | 0,00 |
| 35 | 25/01/2057 | 1,10 | 799,50 | 750,00 | 49,50 | 0,00 | 3 750,00 | 0,00 |
| 36 | 25/01/2058 | 1,10 | 791,25 | 750,00 | 41,25 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 |
| 37 | 25/01/2059 | 1,10 | 783,00 | 750,00 | 33,00 | 0,00 | 2 250,00 | 0,00 |
| 38 | 25/01/2060 | 1,10 | 774,75 | 750,00 | 24,75 | 0,00 | 1 500,00 | 0,00 |
| 39 | 25/01/2061 | 1,10 | 766,50 | 750,00 | 16,50 | 0,00 | 750,00 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|------------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 40 | 25/01/2062 | 1,10 | 758,25 | 750,00 | 8,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | 16 732,50 | 15 000,00 | 1 732,50 | 0,00 | | |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

Emprunteur : 0232733 - HABITAT DE LA VIENNE
N° du Contrat de Prêt : 131590 / N° de la Ligne du Prêt : 5452851
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 72 363 €
Taux actuariel théorique : 0,30 %
Taux effectif global : 0,30 %
Intérêts de Préfinancement : 217,09 €
Taux de Préfinancement : 0,30 %

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 1 | 25/01/2024 | 0,30 | 2 118,47 | 1 900,73 | 217,74 | 0,00 | 70 679,36 | 0,00 |
| 2 | 25/01/2025 | 0,30 | 2 107,88 | 1 895,84 | 212,04 | 0,00 | 68 783,52 | 0,00 |
| 3 | 25/01/2026 | 0,30 | 2 097,34 | 1 890,99 | 206,35 | 0,00 | 66 892,53 | 0,00 |
| 4 | 25/01/2027 | 0,30 | 2 086,85 | 1 886,17 | 200,68 | 0,00 | 65 006,36 | 0,00 |
| 5 | 25/01/2028 | 0,30 | 2 076,42 | 1 881,40 | 195,02 | 0,00 | 63 124,96 | 0,00 |
| 6 | 25/01/2029 | 0,30 | 2 066,04 | 1 876,67 | 189,37 | 0,00 | 61 248,29 | 0,00 |
| 7 | 25/01/2030 | 0,30 | 2 055,71 | 1 871,97 | 183,74 | 0,00 | 59 376,32 | 0,00 |
| 8 | 25/01/2031 | 0,30 | 2 045,43 | 1 867,30 | 178,13 | 0,00 | 57 509,02 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 9 | 25/01/2032 | 0,30 | 2 035,20 | 1 862,67 | 172,53 | 0,00 | 55 646,35 | 0,00 |
| 10 | 25/01/2033 | 0,30 | 2 025,02 | 1 858,08 | 166,94 | 0,00 | 53 788,27 | 0,00 |
| 11 | 25/01/2034 | 0,30 | 2 014,90 | 1 853,54 | 161,36 | 0,00 | 51 934,73 | 0,00 |
| 12 | 25/01/2035 | 0,30 | 2 004,83 | 1 849,03 | 155,80 | 0,00 | 50 085,70 | 0,00 |
| 13 | 25/01/2036 | 0,30 | 1 994,80 | 1 844,54 | 150,26 | 0,00 | 48 241,16 | 0,00 |
| 14 | 25/01/2037 | 0,30 | 1 984,83 | 1 840,11 | 144,72 | 0,00 | 46 401,05 | 0,00 |
| 15 | 25/01/2038 | 0,30 | 1 974,90 | 1 835,70 | 139,20 | 0,00 | 44 565,35 | 0,00 |
| 16 | 25/01/2039 | 0,30 | 1 965,03 | 1 831,33 | 133,70 | 0,00 | 42 734,02 | 0,00 |
| 17 | 25/01/2040 | 0,30 | 1 955,20 | 1 827,00 | 128,20 | 0,00 | 40 907,02 | 0,00 |
| 18 | 25/01/2041 | 0,30 | 1 945,43 | 1 822,71 | 122,72 | 0,00 | 39 084,31 | 0,00 |
| 19 | 25/01/2042 | 0,30 | 1 935,70 | 1 818,45 | 117,25 | 0,00 | 37 265,86 | 0,00 |
| 20 | 25/01/2043 | 0,30 | 1 926,02 | 1 814,22 | 111,80 | 0,00 | 35 451,64 | 0,00 |
| 21 | 25/01/2044 | 0,30 | 1 916,39 | 1 810,04 | 106,35 | 0,00 | 33 641,60 | 0,00 |
| 22 | 25/01/2045 | 0,30 | 1 906,81 | 1 805,89 | 100,92 | 0,00 | 31 835,71 | 0,00 |
| 23 | 25/01/2046 | 0,30 | 1 897,28 | 1 801,77 | 95,51 | 0,00 | 30 033,94 | 0,00 |
| 24 | 25/01/2047 | 0,30 | 1 887,79 | 1 797,69 | 90,10 | 0,00 | 28 236,25 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 25 | 25/01/2048 | 0,30 | 1 878,35 | 1 793,64 | 84,71 | 0,00 | 26 442,61 | 0,00 |
| 26 | 25/01/2049 | 0,30 | 1 868,96 | 1 789,63 | 79,33 | 0,00 | 24 652,98 | 0,00 |
| 27 | 25/01/2050 | 0,30 | 1 859,61 | 1 785,65 | 73,96 | 0,00 | 22 867,33 | 0,00 |
| 28 | 25/01/2051 | 0,30 | 1 850,32 | 1 781,72 | 68,60 | 0,00 | 21 085,61 | 0,00 |
| 29 | 25/01/2052 | 0,30 | 1 841,06 | 1 777,80 | 63,26 | 0,00 | 19 307,81 | 0,00 |
| 30 | 25/01/2053 | 0,30 | 1 831,86 | 1 773,94 | 57,92 | 0,00 | 17 533,87 | 0,00 |
| 31 | 25/01/2054 | 0,30 | 1 822,70 | 1 770,10 | 52,60 | 0,00 | 15 763,77 | 0,00 |
| 32 | 25/01/2055 | 0,30 | 1 813,59 | 1 766,30 | 47,29 | 0,00 | 13 997,47 | 0,00 |
| 33 | 25/01/2056 | 0,30 | 1 804,52 | 1 762,53 | 41,99 | 0,00 | 12 234,94 | 0,00 |
| 34 | 25/01/2057 | 0,30 | 1 795,50 | 1 758,80 | 36,70 | 0,00 | 10 476,14 | 0,00 |
| 35 | 25/01/2058 | 0,30 | 1 786,52 | 1 755,09 | 31,43 | 0,00 | 8 721,05 | 0,00 |
| 36 | 25/01/2059 | 0,30 | 1 777,59 | 1 751,43 | 26,16 | 0,00 | 6 969,62 | 0,00 |
| 37 | 25/01/2060 | 0,30 | 1 768,70 | 1 747,79 | 20,91 | 0,00 | 5 221,83 | 0,00 |
| 38 | 25/01/2061 | 0,30 | 1 759,85 | 1 744,18 | 15,67 | 0,00 | 3 477,65 | 0,00 |
| 39 | 25/01/2062 | 0,30 | 1 751,05 | 1 740,62 | 10,43 | 0,00 | 1 737,03 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|------------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 40 | 25/01/2063 | 0,30 | 1 742,24 | 1 737,03 | 5,21 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | 76 976,69 | 72 580,09 | 4 396,60 | 0,00 | | |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,50 % (Livret A).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

Emprunteur : 0232733 - HABITAT DE LA VIENNE
N° du Contrat de Prêt : 131590 / N° de la Ligne du Prêt : 5452852
Opération : Construction
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 20 585 €
Taux actuariel théorique : 0,30 %
Taux effectif global : 0,30 %
Intérêts de Préfinancement : 61,75 €
Taux de Préfinancement : 0,30 %

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 1 | 25/01/2024 | 0,30 | 500,60 | 438,66 | 61,94 | 0,00 | 20 208,09 | 0,00 |
| 2 | 25/01/2025 | 0,30 | 498,10 | 437,48 | 60,62 | 0,00 | 19 770,61 | 0,00 |
| 3 | 25/01/2026 | 0,30 | 495,61 | 436,30 | 59,31 | 0,00 | 19 334,31 | 0,00 |
| 4 | 25/01/2027 | 0,30 | 493,13 | 435,13 | 58,00 | 0,00 | 18 899,18 | 0,00 |
| 5 | 25/01/2028 | 0,30 | 490,67 | 433,97 | 56,70 | 0,00 | 18 465,21 | 0,00 |
| 6 | 25/01/2029 | 0,30 | 488,21 | 432,81 | 55,40 | 0,00 | 18 032,40 | 0,00 |
| 7 | 25/01/2030 | 0,30 | 485,77 | 431,67 | 54,10 | 0,00 | 17 600,73 | 0,00 |
| 8 | 25/01/2031 | 0,30 | 483,34 | 430,54 | 52,80 | 0,00 | 17 170,19 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 9 | 25/01/2032 | 0,30 | 480,93 | 429,42 | 51,51 | 0,00 | 16 740,77 | 0,00 |
| 10 | 25/01/2033 | 0,30 | 478,52 | 428,30 | 50,22 | 0,00 | 16 312,47 | 0,00 |
| 11 | 25/01/2034 | 0,30 | 476,13 | 427,19 | 48,94 | 0,00 | 15 885,28 | 0,00 |
| 12 | 25/01/2035 | 0,30 | 473,75 | 426,09 | 47,66 | 0,00 | 15 459,19 | 0,00 |
| 13 | 25/01/2036 | 0,30 | 471,38 | 425,00 | 46,38 | 0,00 | 15 034,19 | 0,00 |
| 14 | 25/01/2037 | 0,30 | 469,02 | 423,92 | 45,10 | 0,00 | 14 610,27 | 0,00 |
| 15 | 25/01/2038 | 0,30 | 466,68 | 422,85 | 43,83 | 0,00 | 14 187,42 | 0,00 |
| 16 | 25/01/2039 | 0,30 | 464,34 | 421,78 | 42,56 | 0,00 | 13 765,64 | 0,00 |
| 17 | 25/01/2040 | 0,30 | 462,02 | 420,72 | 41,30 | 0,00 | 13 344,92 | 0,00 |
| 18 | 25/01/2041 | 0,30 | 459,71 | 419,68 | 40,03 | 0,00 | 12 925,24 | 0,00 |
| 19 | 25/01/2042 | 0,30 | 457,41 | 418,63 | 38,78 | 0,00 | 12 506,61 | 0,00 |
| 20 | 25/01/2043 | 0,30 | 455,13 | 417,61 | 37,52 | 0,00 | 12 089,00 | 0,00 |
| 21 | 25/01/2044 | 0,30 | 452,85 | 416,58 | 36,27 | 0,00 | 11 672,42 | 0,00 |
| 22 | 25/01/2045 | 0,30 | 450,59 | 415,57 | 35,02 | 0,00 | 11 256,85 | 0,00 |
| 23 | 25/01/2046 | 0,30 | 448,33 | 414,56 | 33,77 | 0,00 | 10 842,29 | 0,00 |
| 24 | 25/01/2047 | 0,30 | 446,09 | 413,56 | 32,53 | 0,00 | 10 428,73 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 25 | 25/01/2048 | 0,30 | 443,86 | 412,57 | 31,29 | 0,00 | 10 016,16 | 0,00 |
| 26 | 25/01/2049 | 0,30 | 441,64 | 411,59 | 30,05 | 0,00 | 9 604,57 | 0,00 |
| 27 | 25/01/2050 | 0,30 | 439,43 | 410,62 | 28,81 | 0,00 | 9 193,95 | 0,00 |
| 28 | 25/01/2051 | 0,30 | 437,24 | 409,66 | 27,58 | 0,00 | 8 784,29 | 0,00 |
| 29 | 25/01/2052 | 0,30 | 435,05 | 408,70 | 26,35 | 0,00 | 8 375,59 | 0,00 |
| 30 | 25/01/2053 | 0,30 | 432,88 | 407,75 | 25,13 | 0,00 | 7 967,84 | 0,00 |
| 31 | 25/01/2054 | 0,30 | 430,71 | 406,81 | 23,90 | 0,00 | 7 561,03 | 0,00 |
| 32 | 25/01/2055 | 0,30 | 428,56 | 405,88 | 22,68 | 0,00 | 7 155,15 | 0,00 |
| 33 | 25/01/2056 | 0,30 | 426,42 | 404,95 | 21,47 | 0,00 | 6 750,20 | 0,00 |
| 34 | 25/01/2057 | 0,30 | 424,28 | 404,03 | 20,25 | 0,00 | 6 346,17 | 0,00 |
| 35 | 25/01/2058 | 0,30 | 422,16 | 403,12 | 19,04 | 0,00 | 5 943,05 | 0,00 |
| 36 | 25/01/2059 | 0,30 | 420,05 | 402,22 | 17,83 | 0,00 | 5 540,83 | 0,00 |
| 37 | 25/01/2060 | 0,30 | 417,95 | 401,33 | 16,62 | 0,00 | 5 139,50 | 0,00 |
| 38 | 25/01/2061 | 0,30 | 415,86 | 400,44 | 15,42 | 0,00 | 4 739,06 | 0,00 |
| 39 | 25/01/2062 | 0,30 | 413,78 | 399,56 | 14,22 | 0,00 | 4 339,50 | 0,00 |
| 40 | 25/01/2063 | 0,30 | 411,71 | 398,69 | 13,02 | 0,00 | 3 940,81 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|------------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 41 | 25/01/2064 | 0,30 | 409,65 | 397,83 | 11,82 | 0,00 | 3 542,98 | 0,00 |
| 42 | 25/01/2065 | 0,30 | 407,61 | 396,98 | 10,63 | 0,00 | 3 146,00 | 0,00 |
| 43 | 25/01/2066 | 0,30 | 405,57 | 396,13 | 9,44 | 0,00 | 2 749,87 | 0,00 |
| 44 | 25/01/2067 | 0,30 | 403,54 | 395,29 | 8,25 | 0,00 | 2 354,58 | 0,00 |
| 45 | 25/01/2068 | 0,30 | 401,52 | 394,46 | 7,06 | 0,00 | 1 960,12 | 0,00 |
| 46 | 25/01/2069 | 0,30 | 399,51 | 393,63 | 5,88 | 0,00 | 1 566,49 | 0,00 |
| 47 | 25/01/2070 | 0,30 | 397,52 | 392,82 | 4,70 | 0,00 | 1 173,67 | 0,00 |
| 48 | 25/01/2071 | 0,30 | 395,53 | 392,01 | 3,52 | 0,00 | 781,66 | 0,00 |
| 49 | 25/01/2072 | 0,30 | 393,55 | 391,21 | 2,34 | 0,00 | 390,45 | 0,00 |
| 50 | 25/01/2073 | 0,30 | 391,62 | 390,45 | 1,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | 22 195,51 | 20 646,75 | 1 548,76 | 0,00 | | |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,50 % (Livret A).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

Emprunteur : 0232733 - HABITAT DE LA VIENNE
N° du Contrat de Prêt : 131590 / N° de la Ligne du Prêt : 5452849
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 140 128 €
Taux actuariel théorique : 1,10 %
Taux effectif global : 1,10 %
Intérêts de Préfinancement : 1 541,41 €
Taux de Préfinancement : 1,10 %

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 1 | 25/01/2024 | 1,10 | 4 805,36 | 3 247,00 | 1 558,36 | 0,00 | 138 422,41 | 0,00 |
| 2 | 25/01/2025 | 1,10 | 4 781,34 | 3 258,69 | 1 522,65 | 0,00 | 135 163,72 | 0,00 |
| 3 | 25/01/2026 | 1,10 | 4 757,43 | 3 270,63 | 1 486,80 | 0,00 | 131 893,09 | 0,00 |
| 4 | 25/01/2027 | 1,10 | 4 733,64 | 3 282,82 | 1 450,82 | 0,00 | 128 610,27 | 0,00 |
| 5 | 25/01/2028 | 1,10 | 4 709,97 | 3 295,26 | 1 414,71 | 0,00 | 125 315,01 | 0,00 |
| 6 | 25/01/2029 | 1,10 | 4 686,42 | 3 307,95 | 1 378,47 | 0,00 | 122 007,06 | 0,00 |
| 7 | 25/01/2030 | 1,10 | 4 662,99 | 3 320,91 | 1 342,08 | 0,00 | 118 686,15 | 0,00 |
| 8 | 25/01/2031 | 1,10 | 4 639,68 | 3 334,13 | 1 305,55 | 0,00 | 115 352,02 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 9 | 25/01/2032 | 1,10 | 4 616,48 | 3 347,61 | 1 268,87 | 0,00 | 112 004,41 | 0,00 |
| 10 | 25/01/2033 | 1,10 | 4 593,40 | 3 361,35 | 1 232,05 | 0,00 | 108 643,06 | 0,00 |
| 11 | 25/01/2034 | 1,10 | 4 570,43 | 3 375,36 | 1 195,07 | 0,00 | 105 267,70 | 0,00 |
| 12 | 25/01/2035 | 1,10 | 4 547,58 | 3 389,64 | 1 157,94 | 0,00 | 101 878,06 | 0,00 |
| 13 | 25/01/2036 | 1,10 | 4 524,84 | 3 404,18 | 1 120,66 | 0,00 | 98 473,88 | 0,00 |
| 14 | 25/01/2037 | 1,10 | 4 502,21 | 3 419,00 | 1 083,21 | 0,00 | 95 054,88 | 0,00 |
| 15 | 25/01/2038 | 1,10 | 4 479,70 | 3 434,10 | 1 045,60 | 0,00 | 91 620,78 | 0,00 |
| 16 | 25/01/2039 | 1,10 | 4 457,31 | 3 449,48 | 1 007,83 | 0,00 | 88 171,30 | 0,00 |
| 17 | 25/01/2040 | 1,10 | 4 435,02 | 3 465,14 | 969,88 | 0,00 | 84 706,16 | 0,00 |
| 18 | 25/01/2041 | 1,10 | 4 412,84 | 3 481,07 | 931,77 | 0,00 | 81 225,09 | 0,00 |
| 19 | 25/01/2042 | 1,10 | 4 390,78 | 3 497,30 | 893,48 | 0,00 | 77 727,79 | 0,00 |
| 20 | 25/01/2043 | 1,10 | 4 368,83 | 3 513,82 | 855,01 | 0,00 | 74 213,97 | 0,00 |
| 21 | 25/01/2044 | 1,10 | 4 346,98 | 3 530,63 | 816,35 | 0,00 | 70 683,34 | 0,00 |
| 22 | 25/01/2045 | 1,10 | 4 325,25 | 3 547,73 | 777,52 | 0,00 | 67 135,61 | 0,00 |
| 23 | 25/01/2046 | 1,10 | 4 303,62 | 3 565,13 | 738,49 | 0,00 | 63 570,48 | 0,00 |
| 24 | 25/01/2047 | 1,10 | 4 282,10 | 3 582,82 | 699,28 | 0,00 | 59 987,66 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 25 | 25/01/2048 | 1,10 | 4 260,69 | 3 600,83 | 659,86 | 0,00 | 56 386,83 | 0,00 |
| 26 | 25/01/2049 | 1,10 | 4 239,39 | 3 619,13 | 620,26 | 0,00 | 52 767,70 | 0,00 |
| 27 | 25/01/2050 | 1,10 | 4 218,19 | 3 637,75 | 580,44 | 0,00 | 49 129,95 | 0,00 |
| 28 | 25/01/2051 | 1,10 | 4 197,10 | 3 656,67 | 540,43 | 0,00 | 45 473,28 | 0,00 |
| 29 | 25/01/2052 | 1,10 | 4 176,11 | 3 675,90 | 500,21 | 0,00 | 41 797,38 | 0,00 |
| 30 | 25/01/2053 | 1,10 | 4 155,23 | 3 695,46 | 459,77 | 0,00 | 38 101,92 | 0,00 |
| 31 | 25/01/2054 | 1,10 | 4 134,46 | 3 715,34 | 419,12 | 0,00 | 34 386,58 | 0,00 |
| 32 | 25/01/2055 | 1,10 | 4 113,79 | 3 735,54 | 378,25 | 0,00 | 30 651,04 | 0,00 |
| 33 | 25/01/2056 | 1,10 | 4 093,22 | 3 756,06 | 337,16 | 0,00 | 26 894,98 | 0,00 |
| 34 | 25/01/2057 | 1,10 | 4 072,75 | 3 776,91 | 295,84 | 0,00 | 23 118,07 | 0,00 |
| 35 | 25/01/2058 | 1,10 | 4 052,39 | 3 798,09 | 254,30 | 0,00 | 19 319,98 | 0,00 |
| 36 | 25/01/2059 | 1,10 | 4 032,12 | 3 819,60 | 212,52 | 0,00 | 15 500,38 | 0,00 |
| 37 | 25/01/2060 | 1,10 | 4 011,96 | 3 841,46 | 170,50 | 0,00 | 11 658,92 | 0,00 |
| 38 | 25/01/2061 | 1,10 | 3 991,90 | 3 863,65 | 128,25 | 0,00 | 7 795,27 | 0,00 |
| 39 | 25/01/2062 | 1,10 | 3 971,94 | 3 886,19 | 85,75 | 0,00 | 3 909,08 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-------------------|----------------------|------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 40 | 25/01/2063 | 1,10 | 3 952,08 | 3 909,08 | 43,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | 174 607,52 | 141 669,41 | 32 938,11 | 0,00 | | |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,50 % (Livret A).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

Emprunteur : 0232733 - HABITAT DE LA VIENNE
N° du Contrat de Prêt : 131590 / N° de la Ligne du Prêt : 5452850
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 38 242 €
Taux actuariel théorique : 1,10 %
Taux effectif global : 1,10 %
Intérêts de Préfinancement : 420,66 €
Taux de Préfinancement : 1,10 %

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 1 | 25/01/2024 | 1,10 | 1 125,55 | 700,26 | 425,29 | 0,00 | 37 962,40 | 0,00 |
| 2 | 25/01/2025 | 1,10 | 1 119,92 | 702,33 | 417,59 | 0,00 | 37 260,07 | 0,00 |
| 3 | 25/01/2026 | 1,10 | 1 114,32 | 704,46 | 409,86 | 0,00 | 36 555,61 | 0,00 |
| 4 | 25/01/2027 | 1,10 | 1 108,75 | 706,64 | 402,11 | 0,00 | 35 848,97 | 0,00 |
| 5 | 25/01/2028 | 1,10 | 1 103,20 | 708,86 | 394,34 | 0,00 | 35 140,11 | 0,00 |
| 6 | 25/01/2029 | 1,10 | 1 097,69 | 711,15 | 386,54 | 0,00 | 34 428,96 | 0,00 |
| 7 | 25/01/2030 | 1,10 | 1 092,20 | 713,48 | 378,72 | 0,00 | 33 715,48 | 0,00 |
| 8 | 25/01/2031 | 1,10 | 1 086,74 | 715,87 | 370,87 | 0,00 | 32 999,61 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 9 | 25/01/2032 | 1,10 | 1 081,30 | 718,30 | 363,00 | 0,00 | 32 281,31 | 0,00 |
| 10 | 25/01/2033 | 1,10 | 1 075,90 | 720,81 | 355,09 | 0,00 | 31 560,50 | 0,00 |
| 11 | 25/01/2034 | 1,10 | 1 070,52 | 723,35 | 347,17 | 0,00 | 30 837,15 | 0,00 |
| 12 | 25/01/2035 | 1,10 | 1 065,17 | 725,96 | 339,21 | 0,00 | 30 111,19 | 0,00 |
| 13 | 25/01/2036 | 1,10 | 1 059,84 | 728,62 | 331,22 | 0,00 | 29 382,57 | 0,00 |
| 14 | 25/01/2037 | 1,10 | 1 054,54 | 731,33 | 323,21 | 0,00 | 28 651,24 | 0,00 |
| 15 | 25/01/2038 | 1,10 | 1 049,27 | 734,11 | 315,16 | 0,00 | 27 917,13 | 0,00 |
| 16 | 25/01/2039 | 1,10 | 1 044,02 | 736,93 | 307,09 | 0,00 | 27 180,20 | 0,00 |
| 17 | 25/01/2040 | 1,10 | 1 038,80 | 739,82 | 298,98 | 0,00 | 26 440,38 | 0,00 |
| 18 | 25/01/2041 | 1,10 | 1 033,61 | 742,77 | 290,84 | 0,00 | 25 697,61 | 0,00 |
| 19 | 25/01/2042 | 1,10 | 1 028,44 | 745,77 | 282,67 | 0,00 | 24 951,84 | 0,00 |
| 20 | 25/01/2043 | 1,10 | 1 023,30 | 748,83 | 274,47 | 0,00 | 24 203,01 | 0,00 |
| 21 | 25/01/2044 | 1,10 | 1 018,18 | 751,95 | 266,23 | 0,00 | 23 451,06 | 0,00 |
| 22 | 25/01/2045 | 1,10 | 1 013,09 | 755,13 | 257,96 | 0,00 | 22 695,93 | 0,00 |
| 23 | 25/01/2046 | 1,10 | 1 008,02 | 758,36 | 249,66 | 0,00 | 21 937,57 | 0,00 |
| 24 | 25/01/2047 | 1,10 | 1 002,98 | 761,67 | 241,31 | 0,00 | 21 175,90 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|-----------------|----------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 25 | 25/01/2048 | 1,10 | 997,97 | 765,04 | 232,93 | 0,00 | 20 410,86 | 0,00 |
| 26 | 25/01/2049 | 1,10 | 992,98 | 768,46 | 224,52 | 0,00 | 19 642,40 | 0,00 |
| 27 | 25/01/2050 | 1,10 | 988,01 | 771,94 | 216,07 | 0,00 | 18 870,46 | 0,00 |
| 28 | 25/01/2051 | 1,10 | 983,07 | 775,49 | 207,58 | 0,00 | 18 094,97 | 0,00 |
| 29 | 25/01/2052 | 1,10 | 978,16 | 779,12 | 199,04 | 0,00 | 17 315,85 | 0,00 |
| 30 | 25/01/2053 | 1,10 | 973,27 | 782,80 | 190,47 | 0,00 | 16 533,05 | 0,00 |
| 31 | 25/01/2054 | 1,10 | 968,40 | 786,54 | 181,86 | 0,00 | 15 746,51 | 0,00 |
| 32 | 25/01/2055 | 1,10 | 963,56 | 790,35 | 173,21 | 0,00 | 14 956,16 | 0,00 |
| 33 | 25/01/2056 | 1,10 | 958,74 | 794,22 | 164,52 | 0,00 | 14 161,94 | 0,00 |
| 34 | 25/01/2057 | 1,10 | 953,95 | 798,17 | 155,78 | 0,00 | 13 363,77 | 0,00 |
| 35 | 25/01/2058 | 1,10 | 949,18 | 802,18 | 147,00 | 0,00 | 12 561,59 | 0,00 |
| 36 | 25/01/2059 | 1,10 | 944,43 | 806,25 | 138,18 | 0,00 | 11 755,34 | 0,00 |
| 37 | 25/01/2060 | 1,10 | 939,71 | 810,40 | 129,31 | 0,00 | 10 944,94 | 0,00 |
| 38 | 25/01/2061 | 1,10 | 935,01 | 814,62 | 120,39 | 0,00 | 10 130,32 | 0,00 |
| 39 | 25/01/2062 | 1,10 | 930,34 | 818,91 | 111,43 | 0,00 | 9 311,41 | 0,00 |
| 40 | 25/01/2063 | 1,10 | 925,69 | 823,26 | 102,43 | 0,00 | 8 488,15 | 0,00 |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
38 rue de Cursol - CS 61530 - 33081 Bordeaux cedex - Tél : 05 56 00 01 60
nouvelle-aquitaine@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE NOUVELLE-AQUITAINE
Délégation de BORDEAUX

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 25/01/2022

| N° d'échéance | Date d'échéance (*) | Taux d'intérêt (en %) | Echéance (en €) | Amortissement (en €) | Intérêts (en €) | Intérêts à différer (en €) | Capital dû après remboursement (en €) | Stock d'intérêts différés (en €) |
|---------------|---------------------|-----------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| 41 | 25/01/2064 | 1,10 | 921,06 | 827,69 | 93,37 | 0,00 | 7 660,46 | 0,00 |
| 42 | 25/01/2065 | 1,10 | 916,45 | 832,18 | 84,27 | 0,00 | 6 828,28 | 0,00 |
| 43 | 25/01/2066 | 1,10 | 911,87 | 836,76 | 75,11 | 0,00 | 5 991,52 | 0,00 |
| 44 | 25/01/2067 | 1,10 | 907,31 | 841,40 | 65,91 | 0,00 | 5 150,12 | 0,00 |
| 45 | 25/01/2068 | 1,10 | 902,77 | 846,12 | 56,65 | 0,00 | 4 304,00 | 0,00 |
| 46 | 25/01/2069 | 1,10 | 898,26 | 850,92 | 47,34 | 0,00 | 3 453,08 | 0,00 |
| 47 | 25/01/2070 | 1,10 | 893,77 | 855,79 | 37,98 | 0,00 | 2 597,29 | 0,00 |
| 48 | 25/01/2071 | 1,10 | 889,30 | 860,73 | 28,57 | 0,00 | 1 736,56 | 0,00 |
| 49 | 25/01/2072 | 1,10 | 884,85 | 865,75 | 19,10 | 0,00 | 870,81 | 0,00 |
| 50 | 25/01/2073 | 1,10 | 880,39 | 870,81 | 9,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | | 49 903,85 | 38 662,66 | 11 241,19 | 0,00 | | |

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, les valeurs des index en vigueur lors de l'émission du présent contrat sont de 0,50 % (Livret A).

5 - AUTORISATION DE CRÉER UN EMPLOI PERMANENT DE CATÉGORIE C - ACCUEILLANTE LAEP

OPTIMISATION DES RESSOURCES

Rapporteur : Monsieur DAZAS

Les Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) ont pour mission de favoriser la socialisation précoce de l'enfant, en présence de son parent ou d'un adulte référent et de soutenir la fonction parentale. L'accueillant est la personne présente tout au long de l'accueil pour accompagner la relation adulte enfant et faciliter le lien et les échanges entre chaque personne fréquentant le lieu.

Pour rappel, le LAEP fonctionne en itinérance (Loudun, Moncontour, Monts-sur-Guesnes, Saint-Jean-de-Sauves, Les Trois-Moutiers) et toujours avec deux accueillants par accueil.

Il convient de renforcer l'équipe existante de 2 accueillantes avec un(e) 3^{ème} accueillant(e) à raison de 85 heures annuelles sur le grade d'adjoint d'animation.

L'agent devra assurer les fonctions suivantes :

- Activités principales
 - Participer à l'accueil des enfants de moins de 6 ans, accompagnés d'un parent, dans une mission de soutien à la parentalité,
 - Favoriser la socialisation et l'autonomie du jeune enfant,
 - Rompre l'isolement et créer du lien social entre les familles, ouvrir aux actions de quartier et services,
- Activités spécifiques
 - Participer à la mise en œuvre un projet de fonctionnement et un règlement intérieur cohérent avec les missions d'un LAEP,
 - Participer à l'aménagement de l'espace et au rangement après l'accueil,
 - Accueillir les familles et les enfants en adoptant une posture d'écoute,
 - Favoriser les échanges, l'expression et la participation de chacun,
 - Accompagner les choix d'activités des enfants,
 - Participer à l'analyse de pratique (4 séances annuelles 2h)
 - Participer à des réunions de coordination,
 - Participer à des sessions de formation,

CONFORMÉMENT à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le cas échéant, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée de 3 ans maximum compte tenu de la spécificité des missions et de leur diversité. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent devra justifier des conditions de diplôme requises et d'une expérience professionnelle significative. Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;



VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-3-2° ;

VU les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable rendu par le Comité technique du 23 février 2022,

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ **autoriser le Président à créer et à pourvoir l'emploi d'adjoint d'animation à temps non complet (2/35^e), à compter du 1^{er} mars 2022, pour exercer les missions d'accueillant(e) LAEP,**
- ✓ **dire qu'en cas de recherche infructueuse, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel à durée déterminée pour une durée de 3 ans maximum compte tenu de la spécificité des missions et de leur diversité,**
- ✓ **inscrire les crédits correspondants au budget,**
- ✓ **autoriser le Président à signer l'arrêté ou contrat afférent à ce recrutement.**



6 - TABLEAU DES EFFECTIFS AU 1ER JANVIER 2022**OPTIMISATION DES RESSOURCES**

Rapporteur : Monsieur DAZAS

Il appartient à l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, sur proposition de l'autorité territoriale, de fixer les effectifs des emplois permanents nécessaires au fonctionnement des services.

Le tableau des effectifs, arrêté au 1^{er} janvier 2022, est présenté à l'assemblée délibérante.

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

VU l'avis favorable rendu par le Comité technique du 23 février 2022,

Il est proposé au Conseil de Communauté de délibérer pour :

- ✓ **approuver le tableau des effectifs de la Communauté de communes du Pays Loudunais au 1^{er}/01/2022 comme suit,**
- ✓ **préciser que les précédentes délibérations fixant le tableau des effectifs sont abrogées à compter de l'entrée en vigueur de la présente,**
- ✓ **inscrire, au budget de l'exercice en cours, les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés.**



| TABLEAU DES EFFECTIFS au 01/01/2022 | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|---------------------|---|-----------------------------|-----|------------|-----------------|-------------|---------------|--------|------------|---|
| SERVICES | ETP pourvus | EMPLOIS | Emplois créés | | Statutaire | Non statutaires | | Emplois créés | Pourvu | Non pourvu | |
| | | | TC | TNC | | droit public | droit privé | | | | |
| Direction | 3 | DGS | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | DGAS | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | DST | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| Administration générale | 11 | Attaché | 2 | | 2 | | | 2 | 2 | | |
| | | Attaché principal | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Rédacteur | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Rédacteur Principal de 1 ^e cl | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | adjoint administratif pp 1ère classe | 3 | | 3 | | | 3 | 3 | | |
| | | Adjoint Administratif principal de 2ème classe | 2 | | 2 | | | 2 | 2 | | |
| | | Adjoint administratif | 2 | | 2 | | | 2 | | 2 | |
| | | agent de maîtrise | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| 2 | emploi temporaire | | | | | | | | | | |
| Communication | 1 | Adjoint administratif | 1 | | | | 1 | 1 | | | |
| Informatique | 1 | Attaché principal | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| Aménagement territoire | 2 | Attaché | 2 | | 1 | 1 | | 2 | 2 | | |
| CLS | 1 | Attaché | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | |
| Développement économique | 1 | Attaché | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Rédacteur | 1 | | | 1 | | 1 | | 1 | |
| Tourisme | 6,97 | Rédacteur | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint d'animation principal 1e classe | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint d'animation | 1 | 2 | 2 | 1 | | 3 | 3 | | |
| | | adjoint administratif pp 1ere cl | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | adjoint administratif pp 2ème cl | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | adjoint administratif | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | |
| Patrimoine | 1 | Adjoint d'animation principal 1ère classe | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| Réseau de bibliothèques | 1 | Adjoint d'animation | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| Enfance - Jeunesse | 1 | Rédacteur | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Animateur principal de 1ère classe | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Animateur | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | |
| | 6,34 | 33,05 | ATSEM Principal 2eme classe | | 11 | 11 | | | 11 | 7 | 4 |
| | | | ATSEM Principal 1ère classe | 2 | 6 | 8 | | | 8 | 8 | |
| | 0,8 | Adjoint d'animation principal 1ère classe | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | 0 | Adjoint d'animation principal 2ème classe | 1 | | 1 | | | 1 | | 1 | |
| | 0,97 | Adjoint technique | | 4 | | 4 | | 4 | 4 | | |
| | 0,4 | adjoint technique principal de 2eme classe | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | 0,92 | adjoint technique principal de 1ère classe | | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | |
| 12,31 | Adjoint d'animation | | | 24 | | 24 | | 24 | 24 | | |
| 0,71 | emploi temporaire | | | | | | | | | | |
| RAM / LAEP | 3 | Adjoint d'animation | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | infirmier en soins généraux | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | emploi temporaire | | | | | | | | | |
| Pôle technique | 6 | Ingénieur | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | rédacteur | 1 | | | 1 | | 1 | 1 | | |
| | | Technicien | 2 | | 2 | | | 2 | 2 | | |
| | | agent de maîtrise | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adj. technique Ppal de 1 ^e classe | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint technique | 2 | | 2 | | | 2 | 1 | 1 | |
| Collecte O.M. | 14 | Adj. technique Ppal de 1 ^e classe | 4 | | 4 | | | 4 | 3 | 1 | |
| | | Adj. technique Ppal de 2 ^e classe | 5 | | 5 | | | 5 | 5 | | |
| | | Adjoint technique | 5 | | 5 | | | 5 | 4 | 1 | |
| | | agent de maîtrise | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | emploi temporaire | | | | | | | | | |
| Déchetterie | 8,86 | Adjoint technique Ppal 1 ^e classe | 3 | | 3 | | | 3 | 3 | | |
| | | Adjoint technique | 2 | 1 | 3 | | | 3 | 3 | | |
| | | Adjoint technique principal de 2ème classe | 2 | | 2 | | | 2 | 2 | | |
| | | agent de maîtrise | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | emploi temporaire | | | | | | | | | |
| Espaces verts | 5 | Agent de maîtrise Principal | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint technique Ppal 1 ^e classe | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint technique | 3 | | 3 | | | 3 | 3 | | |
| | | Apprenti | | | | | | | | | |
| Service bâtiments | 4,8 | Agent de maîtrise | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint technique | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint technique Ppal 2eme cl | 1 | 1 | 2 | | | 2 | 2 | | |
| | | Adjoint technique Ppal 1 ^e classe | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint technique | | 2 | 2 | | | 2 | 2 | | |
| BHT Maison médicale | 0,54 | Adjoint technique | | 2 | 2 | | | 2 | 1 | 1 | |
| Piscine | 3,7 | éducateur des APS Ppal 1 ^e classe | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint technique Principal 1 ^e classe | 1 | | 1 | | | 1 | 1 | | |
| | | Adjoint technique | 1 | 1 | 2 | | | 2 | 2 | | |
| ETP | 101,88 | | | | | | | | | | |
| ETP Temp | 3,27 | TOTAL | 80 | 59 | 104 | 35 | 0 | 139 | 127 | 12 | |





7 - DÉBAT PORTANT SUR LES GARANTIES DE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE (PSC) ACCORDÉES AUX AGENTS

OPTIMISATION DES RESSOURCES

Rapporteur : Monsieur DAZAS

La protection sociale complémentaire, dite PSC, est constituée des contrats que les agents territoriaux souscrivent auprès de prestataires en santé en complément du régime de la sécurité sociale et en prévoyance.

Les contrats prévoyance leur permettent de couvrir le risque de perte de la moitié de leur traitement de base, voire de tout ou partie du régime indemnitaire en fonction des dispositions du règlement intérieur de chaque collectivité en cas d'absence de plus de 3 mois. Le contrat prévoyance peut également prévoir les compléments de salaire en cas d'invalidité partielle ou totale et/ou un complément retraite du fait de la décote de pension liée à l'invalidité et/ou un capital décès.

La possibilité pour les employeurs de participer aux contrats :

Le législateur a prévu en 2007 la possibilité pour les employeurs locaux de participer financièrement aux contrats de leurs agents. Le dispositif, précisé dans un décret d'application n°2011-1474 du 8 novembre 2011, permet aux employeurs de participer aux contrats dans le cadre :

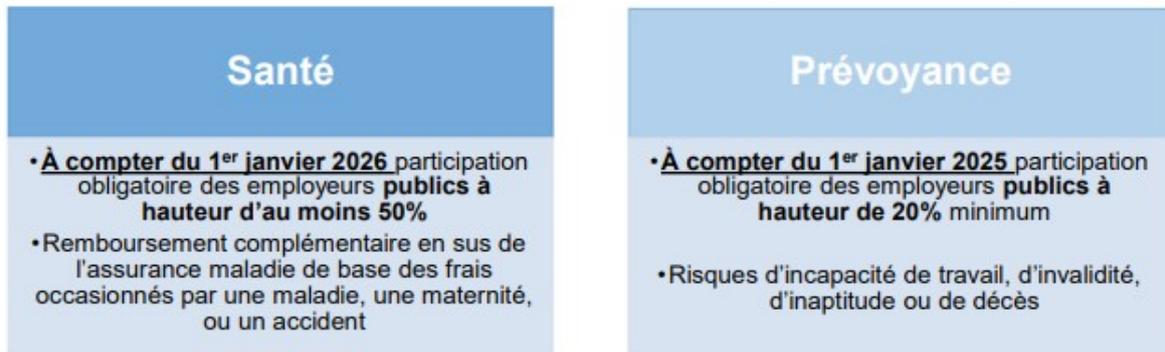
- D'une **labellisation** : les contrats sont alors référencés par des organismes accrédités et souscrits individuellement par les agents.
- D'une **convention dite de participation** à l'issue d'une procédure de consultation ad hoc conforme à la directive service européenne et respectant les principes de la commande publique. Cette procédure peut être conduite par la collectivité elle-même ou être confiée au centre de gestion agissant de manière groupée pour toutes les collectivités intéressées. L'avantage est dans ce cas de s'affranchir d'une procédure complexe nécessitant des compétences en assurances et en actuariat et d'obtenir des tarifs mutualisés.



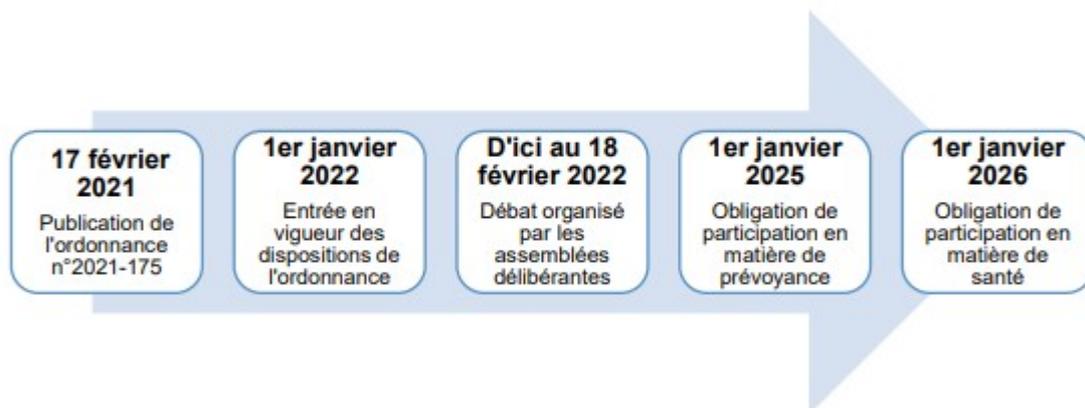
L'obligation pour les employeurs de participer aux contrats :

La **nouvelle ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021**, qui attend ses décrets d'application, prévoit l'obligation pour les employeurs de participer financièrement aux contrats prévoyance de leurs agents en 2025 (elle ne pourra être inférieure à 20% d'un montant de référence) et aux contrats santé en 2026 (qui ne pourra être inférieure à 50 % d'un montant de référence). Ces dispositions visent à permettre aux agents de bénéficier d'une couverture assurantielle les garantissant contre la précarité et d'harmoniser avec la législation déjà en vigueur dans le secteur privé.





Le calendrier de mise en œuvre :



L'organisation d'un débat sur la Protection Sociale Complémentaire :

Il est précisé alors que **les employeurs publics doivent mettre en débat ce sujet au sein de leurs assemblées délibérantes** dans l'année suivant la publication de l'ordonnance (soit le 1^{er} semestre 2022) **et dans le cadre du dialogue social avec les instances représentatives du personnel.**

Ce débat peut porter sur les points suivants :

- Les enjeux de la protection sociale complémentaire (accompagnement social, arbitrages financiers, articulation avec les politiques de prévention, attractivité ...).
- Le rappel de la protection sociale statutaire.
- La nature des garanties envisagées.
- Le niveau de participation et sa trajectoire.
- L'éventuel caractère obligatoire des contrats sur accord majoritaire.
- Le calendrier de mise en œuvre.

Ce débat s'appuiera par ailleurs sur les dispositions de **l'ordonnance n°2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique** qui prévoient que les organisations syndicales peuvent conclure et signer des accords portant sur différents domaines de la gestion des ressources humaines et notamment de la protection sociale complémentaire.

Cette brique assurantielle vient compléter les dispositifs de prévention des risques au travail, de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences pour rendre soutenable la pénibilité de certains métiers et limiter la progression de l'absentéisme.

Une enquête préalable auprès des employeurs locaux, menée par le Centre de Gestion de la Vienne, permettra de recueillir les besoins et d'affiner les statistiques de sinistralité pour les intégrer dans les cahiers des charges.

La protection sociale statutaire est organisée comme suit :



| | | AGENTS TITULAIRES ou STAGIAIRES affiliés à la CNRACL | | AGENTS CONTRACTUELS DE DROIT PUBLIC | |
|-------------------|--|---|--|---|---|
| | | Temps complet et non complet > = à 28h/semaine | | | |
| NATURE DU CONGÉ | DURÉE | MONTANT en % du traitement | | DURÉE de l'obligation d'indemnisation selon ancienneté | MONTANT en % du traitement |
| CITIS* | Jusqu'à la reprise des fonctions, mise à la retraite d'office ou sur demande | (1) 100 % + frais médicaux | | Ancienneté : < 1 an : → 1 mois : 100 % + 80% ensuite Entre 1 et 3 ans : → 2 mois : 100 % + 80 % ensuite > 3 ans : → 3 mois : 100 % + 80 % ensuite + frais médicaux | |
| MALADIE ORDINAIRE | 1 an | (2) (11) 3 mois : 100 % + 9 mois : 50 % | | Ancienneté : (2) (8) (11) < 4 mois : → Néant Entre 4 mois et 2 ans : → 1 mois : 100 % + 1 mois 50 % Entre 2 et 3 ans : → 2 mois : 100 % + 2 mois 50 % > 3 ans : → 3 mois : 100 % + 3 mois : 50% | |
| MALADIE GRAVE | LONGUE MALADIE : 3 ans | (2) 1 an : 100 % + 2 ans : 50 % | | Après 3 ans d'ancienneté + impossibilité d'exercer son activité avec traitement prolongé | (2) 12 mois : 100 % + 24 mois : 50 % |
| | LONGUE DURÉE : 5 ans | 3 ans : 100 % + 2 ans : 50 % | | | |

Les enjeux de la Protection Sociale Complémentaire :

Les employeurs publics locaux qui déclarent participer financièrement à la protection sociale complémentaire de leurs agents en santé et/ou en prévoyance, mettent en avant que cette participation financière **améliore les conditions de travail et de la santé des agents, l'attractivité de la collectivité en tant qu'employeur, le dialogue social et contribue à la motivation des agents**. Cette participation financière doit s'apprécier comme véritable investissement dans le domaine des ressources humaines plus que sous l'angle d'un coût budgétaire supplémentaire et peut faire l'objet d'une réflexion sur des arbitrages globaux en matière d'action sociale et de protection sociale en lien avec les partenaires sociaux. Le dispositif des conventions de participation renforce l'attractivité des employeurs et peut permettre de gommer certaines disparités entre petites et grandes collectivités.

Il s'agit alors d'une **véritable opportunité managériale pour valoriser leur politique de gestion des ressources humaines**. En prenant soin de leurs agents, les élus donnent une dynamique positive de travail afin de délivrer une bonne qualité de service aux habitants de leur territoire. Aussi, dans sa politique d'accompagnement des collectivités en matière de gestion des ressources humaines, le Centre de Gestion de la Vienne reste attentif à doter les employeurs locaux qui le souhaitent de



dispositifs contractuels protecteurs leur permettant de répondre à leurs obligations, en leur proposant notamment une offre en matière de santé comme de prévoyance avec faculté pour les collectivités ou établissements publics d'y adhérer ou non.

D'une manière générale, la participation actuelle des employeurs est la suivante :

Selon un baromètre IFOP pour la MNT de décembre 2020, la couverture des agents est la suivante :

- Près des 2/3 des collectivités interrogées participent financièrement à la complémentaire **santé**. Le montant de la participation s'élève en moyenne à 18,90 euros par mois et par agent.
 - 62% ont choisi la labellisation
 - 38% la convention de participation
- Plus des 3/4 des collectivités interrogées participent financièrement à la complémentaire **prévoyance**. Le montant de la participation s'élève en moyenne à 12,20 euros par mois et par agent.
 - 62% ont choisi la convention de participation
 - 37% la labellisation

La protection sociale complémentaire au sein de la Communauté de Communes est la suivante :

■ **En matière de santé :**

Proposition d'un contrat « groupe » auprès de la MNT – pas de participation employeur

13 agents ont souscrit un contrat (10 % de l'effectif global)

■ **En matière de prévoyance :**

Depuis le mars 2016 : participation employeur - 12€50/mois (convention de participation auprès de Territoria mutuelle)

70 agents ont souscrit un contrat (53 % de l'effectif global)

En 2021, la participation employeur s'élève à 9 331.23 € contre un montant de cotisation des agents de 14 266.75 € (65 % des cotisations)

Estimation des dépenses en application des nouvelles dispositions :

- **En matière de santé :**

Le montant moyen estimé de la souscription santé est de 83€/mois par agent et il est estimé que 130 agents peuvent être concernés.

- **Possibilité au 1er janvier 2022 d'appliquer la participation rendue obligatoire pour la Fonction Publique d'Etat soit 15€/mois (environ 18% de la cotisation estimée) :**
 - **Hypothèse 1 (obligation d'adhésion pour l'ensemble du personnel) :**
Si 100% du personnel dispose de la couverture santé : **23 400 € pour une année pleine**
 - **Hypothèse 2 (adhésion facultative des agents) :**
Si 50% du personnel dispose de la couverture santé : **11 700 € pour une année pleine**
- **Au 1er janvier 2026 – obligation d'appliquer une participation au minimum de 50% de la cotisation (estimée à 40€ environ) :**
 - **Hypothèse 1 (obligation d'adhésion pour l'ensemble du personnel) :**



Si 100% du personnel dispose de la couverture santé : **62 400 € pour une année pleine**

- **Hypothèse 2 (adhésion facultative des agents) :**

Si 50% du personnel dispose de la couverture santé : **31 200 € pour une année pleine**

- **En matière de Prévoyance :**

- **Maintien de la participation actuelle à 12.5€/mois :**

- **Hypothèse 1 (obligation d'adhésion pour l'ensemble du personnel) :**

Si 100% du personnel (110 ETP) dispose de la couverture prévoyance, la dépense s'élèvera à **16 500 € pour une année pleine**

- **Hypothèse 2 (adhésion facultative des agents) :**

Si 50% du personnel (110 ETP) dispose de la couverture prévoyance, la dépense s'élèvera à **8 250 € pour une année pleine**

- **Au 1^{er} janvier 2025 – obligation d'appliquer une participation au minimum de 20% de la cotisation (0.88% de la base de cotisation (salaire de base + NBI + IFSE : 2 405 000 € estimé)) :**

- **Hypothèse 1 (obligation d'adhésion pour l'ensemble du personnel) :**

Si 100% du personnel dispose de la couverture prévoyance : **4 230 € pour une année pleine**

- **Hypothèse 2 (adhésion facultative des agents) :**

Si 50% du personnel dispose de la couverture prévoyance : **2 115 € pour une année pleine**

Il reste, entre autres, à ce jour un certain nombre de points à préciser à travers les décrets d'application de l'ordonnance sur la protection sociale complémentaire. Parmi eux :

- Le montant de référence sur lequel se basera la participation (quel panier de soins minimal pourra correspondre en santé, quelle garantie en prévoyance) et l'indice de révision retenu.
- La portabilité des contrats en cas de mobilité.
- Le public éligible.
- Les critères de solidarité intergénérationnelle exigibles lors des consultations.
- La situation des retraités.
- La situation des agents multi-employeurs.
- La fiscalité applicable (agent et employeur).

Après avoir exposé les éléments de la nouvelle ordonnance du 17 février 2021, le débat est ouvert sur les orientations de la Communauté de Communes du Pays Loudunais en matière de protection sociale complémentaire (santé et prévoyance) :

■ **Calendrier de mise en œuvre :**

- Dès 2022 ?
- Avant l'obligation de 2025 ou 2026 ?
 - Santé : Mise en place de la participation ?
→ Quel montant ?
 - Prévoyance : Maintien de la participation ?
→ Révision du montant ?

Les termes du débat seront inscrits dans la délibération.

VU le code général des collectivités territoriales ;



VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique ;

VU l'ordonnance n°2021-175 du 17/02/2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

VU la présentation lors du Comité Technique du 23 février 2022,

Il est proposé au Conseil de Communauté de délibérer pour :

- ✓ **prendre acte de l'organisation d'un débat sur les garanties de la protection sociale complémentaire,**
- ✓ **autoriser le Président, ou le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.**



8 - AUTORISATION DE CRÉER 2 EMPLOIS PERMANENTS DE CATÉGORIE C - CHAUFFEUR-RIPEUR

OPTIMISATION DES RESSOURCES

Rapporteur : Monsieur DAZAS

Pour répondre à de nouveaux besoins au sein du service de collecte en porte à porte des déchets ménagers, suite à des départs en retraite ou à des absences prolongées d'agents, il est nécessaire de créer **deux emplois permanents de chauffeur-ripeur à temps complet sur le grade d'adjoint technique (catégorie C)**.

La création de ces postes est nécessaire pour assurer la continuité du service. Elle permettra notamment de diminuer les demandes de ripeur auprès de Multiservices et de faciliter l'organisation des plannings avec un nombre plus important de chauffeurs.

L'agent devra assurer les fonctions suivantes :

- **Chauffeur** : Conduite et manœuvre d'un camion-benne à ordures ménagères (+ 3,5 T) sur la voie publique ; Mise en œuvre des outils propres à la spécialisation du véhicule ; Contrôle et maintenance préventive du véhicule ; Application des règles de sécurité
- **Ripeur** : Enlèvement et collecte des déchets ménagers et assimilés ; Surveillance des risques liés à la circulation lors de la collecte ; Vérification des déchets collectés

Il devra justifier des permis B, C et de la FIMO/FCOS en cours de validité ainsi que d'une expérience professionnelle en conduite de poids lourds.

CONFORMÉMENT à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Ces emplois doivent être pourvus par des fonctionnaires. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être pourvus par des agents contractuels sur la base de l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le cas échéant, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée de 3 ans maximum compte tenu de la spécificité des missions et de leur diversité. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

L'agent devra justifier des conditions de diplôme requises et d'une expérience professionnelle significative. Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 3-3-2° ;

VU les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable rendu par le Comité technique du 23 février 2022,

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :



- ✓ autoriser le Président à créer et à pourvoir les deux emplois d'adjoint technique à temps complet, à compter du 1^{er} mars 2022, pour exercer les missions de « chauffeur-ripeur »,
- ✓ dire qu'en cas de recherche infructueuse, les emplois pourront être pourvus par des agents contractuels à durée déterminée pour une durée de 3 ans maximum compte tenu de la spécificité des missions et de leur diversité,
- ✓ inscrire les crédits correspondants au budget,
- ✓ autoriser le Président à signer l'arrêté ou contrat afférent à ce recrutement.



9 - AUTORISATION DE CRÉER UN EMPLOI DANS LE CADRE DU PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES (PEC) - AGENT DES ESPACES VERTS**OPTIMISATION DES RESSOURCES**

Rapporteur : Monsieur DAZAS

Afin de renforcer l'équipe existante du service « espaces verts » pour répondre aux besoins croissants, il convient de recruter un nouvel agent.

L'agent devra assurer les fonctions suivantes :

- Travaux paysagers : plantation, débroussaillage, tonte des espaces verts
- Sentiers de randonnée : aménagement, entretien, création de mobilier artisanal
- Travaux forestiers : abattage, élagage, entretien

Il est proposé de recruter un **agent dans le cadre d'un contrat Parcours Emploi Compétences (contrat de droit privé), à temps complet pour une durée d'un an à compter du 17 janvier 2022**. Le contrat, signé avec Pôle Emploi, pourra être renouvelé par reconduction expresse dans la limite de 24 mois maximum suite à une réévaluation des besoins tant de l'agent que de la collectivité.

L'autorisation de mise en œuvre du contrat d'accompagnement dans l'emploi est placée sous la responsabilité du prescripteur agissant pour le compte de l'Etat (Pôle Emploi, Cap emploi, Mission locale).

Le contrat Parcours Emploi Compétences (P.E.C.) a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi. Pour favoriser l'accompagnement vers l'emploi et l'acquisition de nouvelles compétences, l'employeur s'engage à mettre en œuvre des actions de formation et de tutorat.

L'agent percevra une rémunération mensuelle basée sur 100 % du SMIC. L'employeur sera indemnisé par l'Etat à hauteur de 80% du taux horaire brut sur la base de 30h hebdomadaires.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code du travail ;

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ **autoriser le Président à créer et à pourvoir l'emploi dans le cadre d'un contrat Parcours Emploi Compétences à temps complet, à compter du 17 janvier 2022,**
- ✓ **inscrire les crédits correspondants au budget,**
- ✓ **autoriser le Président à signer le contrat afférent à ce recrutement avec Pôle emploi.**



10 - AVENANT À LA CONVENTION SIGNÉE AVEC L'ÉTAT POUR LE FONDS DE SOUTIEN AUX COLLECTIVITÉS AYANT SOUSCRIT DES CONTRATS DE PRÊTS STRUCTURÉS

OPTIMISATION DES RESSOURCES

Rapporteur : Monsieur RENAUD



AVENANT n°22248600447SFILRAE/D1C1
A LA CONVENTION n°16248600447SFILRAE EN DATE DU 08/09/2016
prise en application du 2° du I de l'article 3 du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds
de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des
contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque

Entre

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS LOUDUNAIS

représentée par Monsieur Joël DAZAS, Président, agissant en vertu d'une décision du conseil communautaire du **à compléter** et faisant élection de domicile à la Communauté de Communes du Pays Loudunais, 2 rue de la Fontaine d'Adam - BP 30004, 86201 LOUDUN
ci-après désigné(e) le Bénéficiaire

d'une part

Et

Madame Chantal CASTELNOT, Préfète de la Vienne,

d'autre part

Vu

- L'article 92 de la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 modifiée de finances pour 2014 ;
- Le décret n°2014-444 modifié du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque ;
- Le décret n°2014-810 du 16 juillet 2014 relatif au service à compétence nationale dénommé « Service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque » ;
- L'arrêté du 4 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque ;
- L'arrêté modifié du 22 juillet 2015 pris en application du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque ;
- La convention relative au versement par l'Agence de Services et de Paiement des aides octroyées par le Service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque aux bénéficiaires des aides du fonds de soutien « emprunts à risque » en date du 31 juillet 2015 ;
- La convention n°16248600447SFILRAE signée avec le représentant de l'Etat ;

Paraphes



- La (les) notification(s) de décision(s) définitive(s) de liquidation d'aide ci annexée(s) ;
- Le dossier complémentaire visé au V de l'article 2 du décret n°2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque.

Il est inséré un article 4-1 et un article 6-1 ainsi rédigés :

Article 4-1 : Modalités de versement de l'aide

Après déduction des montants déjà payés, le solde de l'aide dû au titre du contrat référencé sera versé en une seule fois et par anticipation par l'agence de services et de paiement en application de l'arrêté du 2 juin 2017 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2015 selon le calendrier de versement annexé à la présente convention.

Article 6-1 : Calendrier de versement de l'aide

L'échéancier de versement de l'aide placé en annexe à la page suivante se substitue à l'échéancier 1/1 figurant dans la convention n°16248600447SFILRAE du 08/09/2016.

Fait en trois exemplaires originaux (dont un exemplaire original destiné au service à compétence nationale dénommé « Service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque »).

A

Le

| Le représentant légal de la collectivité/de l'établissement | Le représentant de l'Etat |
|---|---------------------------|
| | |
| Nom : | Nom : |
| Qualité : | Qualité : |

Paraphes



ANNEXE 1/1

ECHEANCIER DE VERSEMENT DE L'AIDE

Bénéficiaire : **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS LOUDUNAIS**
 Référence SCN : **248600447 - D001 - C001**
 Contrat de prêt : **MPH257584EUR-0273115-001**
 Avenant n°**22248600447SFILRAE/D1C1** à la convention n°**16248600447SFILRAE**

Montant définitif d'aide : 208 649,40 €

| Versement | Montant | Date |
|-----------------------------|--------------|---|
| 1 ^{er} | 16 049,95 € | 16 décembre 2016 |
| 2 ^{ème} | 16 049,95 € | 15 octobre 2017 |
| 3 ^{ème} | 16 049,95 € | 15 octobre 2018 |
| 4 ^{ème} | 16 049,95 € | 15 octobre 2019 |
| 5 ^{ème} | 16 049,95 € | 15 octobre 2020 |
| 6 ^{ème} | 16 049,95 € | 15 octobre 2021 |
| 7 ^{ème} et dernier | 112 349,70 € | dans les meilleurs délais suivant la réception par la DGFIP d'un original de l'avenant à la convention signé par les parties. |

Le 7^{ème} versement permet de solder l'aide due au titre de la période courant de 2022 à 2028. Après réception de ce paiement, le solde de l'aide attribuée à la collectivité au titre du fonds de soutien est égal à 0.

Mail générique du comptable de l'entité bénéficiaire : sgc.nord-vienne@dgifp.finances.gouv.fr

Paraphes



11 - ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N° CC2021-12-063 DU 8 DÉCEMBRE 2021 AUTORISANT L'OUVERTURE DES CRÉDITS D'INVESTISSEMENT PAR ANTICIPATION AVANT LE VOTE DU BUDGET PRINCIPAL 2022 ET NOUVELLE RÉDACTION

OPTIMISATION DES RESSOURCES

Rapporteur : Monsieur RENAUD

Pour rappel, par délibération du 8 décembre 2021, le Conseil de Communauté a délibéré pour autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'équipements avant le vote du budget 2022 et sans dépasser un quart des crédits inscrits au budget 2021.

En raison :

- d'une erreur matérielle liée à l'ouverture des crédits sur l'opération 812199 « ordures ménagères sur AP » au lieu de l'opération 8121990 « ordures ménagères hors AP »
- de la nécessité d'autoriser le président, à engager, liquider et madnater les dépenses d'équipements sur les quatre maisons médicales (dans la limite du quart des crédits d'investissement 2021) ;

Il est proposé au Conseil de communauté d'abroger la délibération n°2021-12-063 du 8 décembre et de prendre une nouvelle délibération comme suit :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1612-1 qui dispose que jusqu'à l'adoption du budget, l'assemblée délibérante peut l'autoriser à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement sur l'exercice N+1 dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice N.

VU la délibération n°CC 2021-12-063 du 8 décembre 2021 autorisant l'ouverture par anticipation des crédits d'investissement 2022 avant le vote du budget principal 2022,

CONSIDÉRANT la nécessité d'abroger la délibération n°2021-12-063 du 8 décembre afin de rectifier une erreur matérielle et ajouter les programmes des 3 maisons de santé ainsi que l'autorisation de programme pour la Maison de santé de Loudun ;

CONSIDÉRANT que pour assurer la continuité du fonctionnement des services intercommunaux, il y a lieu d'autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'équipements avant le vote du budget 2022 et sans dépasser un quart des crédits inscrits au budget 2021 ;

CONSIDÉRANT que le montant des dépenses réelles d'investissement inscrit au budget primitif 2021 (hors chapitre 16 : emprunts et dettes assimilées) porte sur 3 291 588.24 € ;

Il est proposé au conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ **abroger la délibération n°CC 2021-12-063 du 8 décembre 2021 ;**
- ✓ **autoriser le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'équipements avant le vote du budget 2022 et sans dépasser un quart des crédits inscrits au budget 2021, soit 822 897.06 €, comme suit :**

| LIBELLES | AUTORISATION D'ENGAGEMENT AVANT VOTE BUDGET 2022 Délibération du 08/12/2021 | AUTORISATION D'ENGAGEMENT AVANT VOTE BUDGET 2022 Délibération du 09/03/2022 |
|---|--|--|
| Opération 20199 : ADMINISTRATION ET DIVERS | | |
| 2182 : MATERIEL DE TRANSPORT | 12 750,00 € | 12 750,00 € |
| 2183 : MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE | 6 175,00 € | 6 175,00 € |
| 2188 : AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 365,00 € | 365,00 € |
| | 19 290,00 € | 19 290,00 € |
| Opération 204133 : SDTAN (Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique) | | |

| | | |
|---|--------------------------------|---------------------|
| 204133 : PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL | 42 000,00 € | 42 000,00 € |
| | 42 000,00 € | 42 000,00 € |
| Opération 211920 : EDUCATION JEUNESSE | | |
| 2184 : MOBILIER | 8 750,00 € | 8 750,00 € |
| 2188 : AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 3 750,00 € | 3 750,00 € |
| | 12 500,00 € | 12 500,00 € |
| Opération 4133990 : Centre aquatique hors AP | | |
| 2138 AUTRES CONSTRUCTIONS | 220 000,00 € | 220 000,00 € |
| | 220 000,00 € | 220 000,00 € |
| Opération 511019 : Maison Médicale Loudun | | |
| 2184 : MOBILIER | | 3 200,00 € |
| 2188 : AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 1 920,00 € |
| | 0,00 € | 5 120,00 € |
| Opération 511025 : MAISON MEDICALE MONCONTOUR | | |
| 2188 : AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 015,00 € | 2 750,00 € |
| | 1 015,00 € | 2 750,00 € |
| Opération 511026 : MAISON MEDICALE MONTS SUR GUESNES | | |
| 2188 : AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 560,00 € | 1 920,00 € |
| | 1 560,00 € | 1 920,00 € |
| Opération 511049 : MAISON MEDICALE LES 3 MOUTIERS | | |
| 2188 : AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 625,00 € | 4 670,00 € |
| | 625,00 € | 4 670,00 € |
| Opération 522920 : RPE & LAEP | | |
| 2184 MOBILIER | 400,00 € | 400,00 € |
| 2188 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 400,00 € | 400,00 € |
| | 800,00 € | 800,00 € |
| Opération 812199 : Ordures ménagères sur AP | | |
| 2138 AUTRES CONSTRUCTIONS | 26 780,00 € | |
| 2182 MATERIEL DE TRANSPORT | 49 500,00 € | |
| 2188 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 36 935,00 € | |
| | 113 215,00 € | 0,00 € |
| Opération 8121990 : ORDURES MENAGERES HORS AP | | |
| 2138 AUTRES CONSTRUCTIONS | | 30 000,00 € |
| 2182 MATERIEL DE TRANSPORT | | 45 000,00 € |
| 2188 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | 45 000,00 € |
| | 0,00 € | 120 000,00 € |
| TOTAL | 411 005,00 € | 429 050,00 € |

- ✓ autoriser le Président, ou le Vice-Président ayant délégation, à signer toute pièce relative à ce dossier.



12 - LOTISSEMENT "LE TERRAGE" À POUANT - RÉVISION DU PRIX DE VENTE DES PARCELLES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Rapporteur : Monsieur RENAUD

Il est rappelé à l'assemblée que :

- Par arrêté du 9 novembre 2007, il a été autorisé la création d'un lotissement communautaire dénommé « Le Terrage » sur la commune de POUANT ;
- La vente des 19 parcelles constituant le lotissement est fixé à 29,77 € HT du m², correspondant au coût de revient final de l'opération.

15 parcelles restent aujourd'hui disponibles à la vente, dont les références cadastrales et surfaces sont indiquées dans le tableau ci-après.

La vente de ce lotissement s'effectue dans un contexte de faible pression à l'installation, avec un nombre de vente comparativement faible sur le territoire loudunais comme sur le territoire riverain du Richelais.

Par comparaison, le prix de vente proposé à 29,77 € HT paraît supérieur au prix d'acquisition potentiel. Ainsi, à proximité de Châtellerault, le prix moyen se situe à 30 €/m². Le prix moyen des terrains à la vente en lotissement à proximité de Pouant se situe entre 9 €HT/m² et 12€HT/m² (source site internet immobilier.notaires.fr).

Afin de favoriser la vente de ces dernières parcelles ainsi que l'installation de nouveaux ménages, il est proposé d'agir sur le prix de vente, ainsi :

- La participation de 20% au moment de la signature du compromis de vente est annulée ;
- La communauté de communes et la commune de Pouant participent chacune au budget annexe « lotissement Pouant » afin de réduire le prix HT au m² des lots restants à la vente, et ce, selon les taux suivants :
 - o commune de Pouant : 36,5 %
 - o communauté de communes : 13,5 %

Le fonds de concours total ainsi apporté équivaut à la moitié du prix de revient HT initial. Avec cette participation, le prix de vente des parcelles sera révisé à 14,89€ HT (17,86€ TTC) par m².

La participation de la commune de Pouant et de la Communauté de communes s'effectuera à chaque vente selon le tableau ci-après.

Aussi,

VU le Code général des Collectivités territoriales ;

VU l'arrêté n° LT.086.197.07.U.0004 du 9 novembre 2007 portant création du lotissement « Le Terrage » à Pouant ;

CONSIDÉRANT le prix de vente des 19 parcelles du lotissement « Le Terrage » fixé à hauteur du prix de revient de l'opération, soit 29,77€HT du m² ;

CONSIDÉRANT que le prix moyen des terrains à la vente en lotissement à proximité de Pouant se situe entre 9€HT/m² et 12€HT/m² ;

CONSIDÉRANT qu'il reste quinze parcelles à vendre et qu'il convient d'en favoriser la vente ainsi que l'accueil de nouveaux ménages ;

VU la proposition de la commune de Pouant d'apporter un fonds de concours pour réduire à la moitié du prix de revient hors taxe, les lots restants à la vente ;

CONSIDÉRANT que de ce fait, il est possible de baisser le prix de vente des parcelles,



Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ fixer le nouveau prix de vente des parcelles à 14,89 € HT/m² soit 17,86€ TTC/m² ;
- ✓ autoriser le versement par la commune, au budget annexe, d'une participation ou fonds de concours, à chaque vente, selon le tableau ci-après présenté ;
- ✓ dire que le fonds de concours à verser par la commune au budget annexe, donnera lieu à une délibération spécifique se rapportant à la vente ;
- ✓ dire que la participation sera versée au budget annexe à chaque vente de parcelle ;
- ✓ autoriser, le Président ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

TABLEAU LOTISSEMENT "LE TERRAGE" À POUANT - RÉVISION DU PRIX DE VENTE DES PARCELLES

| LOTISSEMENT "Le Terrage" POUANT | | | | | NOUVEAU PRIX DES TERRAINS 14,89€HT/m ² | | FONDS DE CONCOURS | |
|-----------------------------------|------------------------------|-----|---|--------------|--|--------------|---------------------|--------------------|
| Réf. Cadastrales | Superficie m ² | Lot | PRIX ACTUEL DES TERRAINS : 29,77 € HT/m ² | | ACHETEUR | | COMMUNE | CCPL |
| | | | Montant H.T. | Montant TTC | Montant H.T. | Montant TTC | 36,5% du HT | 13,5% du HT |
| YH n° 41 et 44 | 953 | 1 | 28 370,81 € | 34 044,97 € | 14 185,41 € | 17 022,49 € | 10 355,35 € | 3 830,06 € |
| YH n° 40 et 45 | 963 | 2 | 28 668,51 € | 34 402,21 € | 14 334,26 € | 17 201,11 € | 10 464,01 € | 3 870,25 € |
| YH n° 39 et 46 | 977 | 3 | 29 085,29 € | 34 902,35 € | 14 542,65 € | 17 451,17 € | 10 616,13 € | 3 926,51 € |
| YH n° 42 et 47 | 807 | 4 | 24 024,39 € | 28 829,27 € | 12 012,20 € | 14 414,63 € | 8 768,90 € | 3 243,29 € |
| YH n° 48 | 944 | 5 | 28 102,88 € | 33 723,46 € | 14 051,44 € | 16 861,73 € | 10 257,55 € | 3 793,89 € |
| YH n° 25 et 33 | 697 | 9 | 20 749,69 € | 24 899,63 € | 10 374,85 € | 12 449,81 € | 7 573,64 € | 2 801,21 € |
| YH n° 26 et 34 | 708 | 10 | 21 077,16 € | 25 292,59 € | 10 538,58 € | 12 646,30 € | 7 693,16 € | 2 845,42 € |
| YH n° 28 et 36 | 658 | 12 | 19 588,66 € | 23 506,39 € | 9 794,33 € | 11 753,20 € | 7 149,86 € | 2 644,47 € |
| YH n° 29,37 et 52 | 735 | 13 | 21 880,95 € | 26 257,14 € | 10 940,48 € | 13 128,57 € | 7 986,55 € | 2 953,93 € |
| YH n° 53 | 829 | 14 | 24 679,33 € | 29 615,20 € | 12 339,67 € | 14 807,60 € | 9 007,96 € | 3 331,71 € |
| YH n° 54 | 752 | 15 | 22 387,04 € | 26 864,45 € | 11 193,52 € | 13 432,22 € | 8 171,27 € | 3 022,25 € |
| YH n° 55 | 768 | 16 | 22 863,36 € | 27 436,03 € | 11 431,68 € | 13 718,02 € | 8 345,13 € | 3 086,55 € |
| YH n° 56 | 841 | 17 | 25 036,57 € | 30 043,88 € | 12 518,29 € | 15 021,94 € | 9 138,35 € | 3 379,94 € |
| YH n° 57 | 976 | 18 | 29 055,52 € | 34 866,62 € | 14 527,76 € | 17 433,31 € | 10 605,26 € | 3 922,50 € |
| YH n° 58 | 937 | 19 | 27 894,49 € | 33 473,39 € | 13 947,25 € | 16 736,69 € | 10 181,49 € | 3 765,76 € |
| | 12 545 | | 373 464,65 € | 448 157,58 € | 186 732,33 € | 224 078,79 € | 136 314,60 € | 50 417,73 € |
| fond de concours total HT: | | | | | | | 136 314,60 € | 50 417,73 € |
| | | | AVANT | | APRES | | | |
| coût/m² | | | 29,77 € | 35,72 € | 14,89 € | 17,86 € | | |



13 - ACQUISITION AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS LOUDUNAIS DE TERRAINS SITUÉS SUR LE VIENNOPOËLE AUPRÈS DE LA SCEA SOLDIVE

PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Rapporteur : Madame BELLAMY

La Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) SOLDIVE sise Hameau de Dabisse – 04190 Les Mées a cessé l'activité de production de melons sur le Pays Loudunais en 2021 et les biens immobiliers de la société sis Viennoépôle – ZI Nord à Loudun, cadastrés :

- ZO 350 de 7 086 m²
- ZO 351 de 549 m²
- ZO 352 de 1 938 m²
- ZO 354 de 41 m²

soit une contenance totale de 9 614 m², sont mis en vente. Cette surface comprend les terrains ci-dessus ainsi qu'un bâtiment artisanal d'environ 200 m² et un appentis de 90 m².

Au regard de la situation de ces parcelles au sein de la ZI, en face du centre d'accueil des entreprises et des actuels bâtiments relais et, de l'opportunité d'enrichir l'offre pour les entreprises du territoire, la Communauté de communes du Pays Loudunais (CCPL) souhaite se porter acquéreur de l'ensemble immobilier ci-avant désigné.

La SCEA SOLDIVE, immatriculée au RCS de Manosque sous le n°319 119 665 sise [Hameau de Dabisse - 04190 LES MEES](#), représentée par Monsieur Didier MIOLLAN, Président, gérant de la SCEA, propose l'acquisition de l'ensemble immobilier à la Communauté de communes pour le prix de 150 000 euros hors taxes, frais de notaire en sus.

VU le courrier de la SCEA SOLDIVE reçu le 21 février 2022 acceptant la proposition de la Communauté de communes d'acquérir l'ensemble immobilier cité ci-avant pour le prix de 150 000 euros HT – Frais en sus,

CONSIDÉRANT que pour développer son offre immobilière et concrétiser son projet de développement économique, la Communauté de communes souhaite se porter acquéreur de l'ensemble immobilier situé 10 avenue de Ouagadougou – ZI Nord à Loudun,

CONSIDÉRANT que l'offre de prix de 150 000 euros hors taxes, frais de notaire en sus, a été acceptée par le vendeur, la SCEA SOLDIVE et par l'acquéreur, la Communauté de communes,

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ **décider de l'acquisition par la Communauté de Communes du Pays Loudunais des terrains situés 10 avenue de Ouagadougou, cadastrés :**
 - ZO 350 de 7 086 m²,
 - ZO 351 de 549 m²,
 - ZO 352 de 1 938 m²,
 - ZO 354 de 41 m²,
- d'une contenance totale de 9 614 m², compris 1 bâtiment artisanal d'environ 200 m² et 1 appentis de 90 m² auprès de la SCEA SOLDIVE, représentée par Monsieur Didier MIOLLAN, Président et gérant, sise Hameau de Dabisse – 04190 Les Mées pour un montant de 150 000 euros HT, TVA et frais d'actes en sus,**
- ✓ **décider d'engager les démarches d'acquisition auprès du vendeur et de l'étude de l'Office Notarial – 19 rue Marcel Aymard à Loudun (86200),**
- ✓ **autoriser le Président ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.**



14 - TARIF POUR L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC (PARKING DU TÉLÉPORT 6)**ENVIRONNEMENT**

Rapporteur : Monsieur LEFEBVRE

Dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (P.L.P.D.M.A.), la Communauté de communes du Pays Loudunais (CCPL) doit accompagner les usagers du territoire à réduire leur production de déchets.

Dans ce cadre, une entreprise souhaite occuper le parking des services administratifs de la CCPL (bâtiment Téléport 6) afin de prendre les commandes et de vendre des denrées alimentaires en vrac, durant la pause méridienne (entre 12h et 14h), une fois par mois.

Dans la mesure où cette activité contribue à la réduction de la production d'emballages recyclables dans le Loudunais, il est proposé d'accompagner cette entreprise et de favoriser son intégration en autorisant l'occupation du parking du Téléport 6.

L'occupation du domaine public ne pouvant être gratuite, il y a lieu de fixer le tarif d'occupation du domaine public.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 2125-1 du Code de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU la délibération du Conseil Communautaire du 22 juillet 2020 portant délégation de compétences au Président pour la conclusion ou la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;

VU la délibération n°2019-6-33 du 27 novembre 2019 lançant le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ;

CONSIDERANT l'intérêt pour la Communauté de Communes d'accueillir des entreprises, concourant par la nature de leur activité, à la réduction de la production de déchets ;

CONSIDERANT qu'il convient également d'accompagner le développement de cette entreprise en pratiquant un tarif réduit sur les 6 premiers mois, puis un tarif progressif ;

Il est proposé au Conseil de Communauté de délibérer pour :

- ✓ **fixer le tarif d'occupation du parking du Téléport 6, à 2.5 € par occupation durant les 6 premiers mois ;**
- ✓ **fixer le tarif d'occupation : 4 € par occupation à compter du 1^{er} jour du 7^{ème} mois d'occupation ;**
- ✓ **dire que le tarif est réservé à l'occupation aux fins d'activités favorisant la réduction de la production des déchets ;**
- ✓ **autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.**



15 - ETUDE DE FAISABILITÉ À LA RECHERCHE D'EXUTOIRE DE COGÉNÉRATION À PARTIR DE CSR - TRIVALIS

ENVIRONNEMENT

Rapporteur : Monsieur LEFEBVRE

Dans un contexte général actuel défavorable pour l'enfouissement :

- Les obligations règlementaires qui incitent les collectivités à réduire de 50 % leurs déchets enfouis ;
- Le Programme Régional de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés qui indique une diminution des Installations de Stockage des Déchets non Dangereux dans la Nouvelle Aquitaine ;
- Hausse chaque année de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes pour atteindre 65 € H.T. la tonne enfouie en 2025 ;

Les collectivités sont donc obligées de trouver de nouvelles solutions de tri et de traitement de certains flux.

TRIVALIS, syndicat de traitement des déchets en Vendée (85), a mené une étude de faisabilité relative à la création d'une unité de fabrication de C.S.R. (Combustibles Solides de Récupération) sur son territoire. Pour rappel, les C.S.R. sont des combustibles solides préparés à partir de déchets ménagers (bois, refus de tri de centre de tri, déchets non recyclables de déchèterie...) utilisés pour la valorisation énergétique dans les usines d'incinération ou de co-incinération.

Cependant, lors de cette première étude, le gisement de l'ensemble de la Vendée était insuffisant pour mettre en place un projet cohérent.

Une deuxième étude est donc menée avec l'ensemble des collectivités membres de la S.P.L. Unitri afin d'analyser la pertinence d'un projet commun sur la création d'une unité de fabrication de C.S.R. Cela regroupe ainsi 2 millions d'habitants pour un gisement potentiel de 50 000 tonnes par an.

CONSIDÉRANT l'importance de se regrouper entre structures publiques pour atteindre une taille suffisante pour optimiser les coûts de tri,

CONSIDÉRANT que les collectivités en charge de la prévention et de la gestion des déchets ménagers et assimilés ont comme objectif fixé par la loi de réduire à 30% les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025 ;

CONSIDÉRANT que dans ce cadre, la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables est progressivement interdite ;

CONSIDÉRANT qu'elles vont devoir assurer la valorisation énergétique d'au moins 70 % des déchets ne pouvant pas faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025 et que cet objectif est atteint notamment en assurant la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés en l'état des techniques disponibles et qui résultent d'une collecte séparée ou d'une opération de tri, y compris sur des ordures ménagères résiduelles réalisée dans une installation prévue à cet effet ;

CONSIDÉRANT que dans ce cadre, la préparation et la valorisation de combustibles solides de récupération (C.S.R.) font l'objet d'un cadre règlementaire adapté ;

CONSIDÉRANT que TRIVALIS, en partenariat avec les collectivités membres de la S.P.L. Unitri, a initié une étude de faisabilité pour la création d'une usine de valorisation des C.S.R. ;

CONSIDÉRANT que l'étude a été attribuée au cabinet INDDIGO pour un montant de 119 405 euros H.T. pour la tranche ferme ;



CONSIDÉRANT qu'une subvention d'un montant de 70 % plafonné à une étude d'un montant maximum de 100 000 € H.T. sera versée par l'ADEME soit 70 000 € ;

CONSIDÉRANT qu'un avenant n°1 à la tranche ferme de l'étude de faisabilité doit être passé concernant la réalisation d'une esquisse d'implantation supplémentaire pour un montant forfaitaire de 2 300 € H.T. ;

CONSIDÉRANT que le coût résiduel global de l'étude de faisabilité en tranche ferme s'établit à 51 705 € H.T. à la date du 11 janvier 2022 ;

CONSIDÉRANT qu'il est ainsi proposé que la répartition financière entre les collectivités soit calculée au prorata de la population D.G.F. 2021 de chacune des collectivités qui sont mentionnées dans le tableau ci-dessous, déduction faite des subventions réellement perçues par le syndicat TRIVALIS, et sur la base des coûts facturés par le prestataire INDDIGO, y compris les éventuels avenants qui pourraient intervenir au cours d'exécution de la tranche ferme du marché et la révision des prix :

| Nom de la Collectivité | Population DGF 2021 | Répartition financière totale estimative* en € H.T. |
|----------------------------------|----------------------|---|
| Trivalis | 801 311 | 21 031.48 € |
| C.C. Pays d'Ancenis | 69 932 | 1 835.46 € |
| Valor 3E | 337 717 | 8 863.84 € |
| C.C. Pays Loudunais | 24 434 | 641.30 € |
| Grand Lieu Communauté | 40 214 | 1 055.47 € |
| C.C. Sud Estuaire | 34 924 | 916.63 € |
| S.M.C.N.A. | 161 879 | 4 248.73 € |
| S.M.I.T.E.D. | 267 900 | 7 031.39 € |
| C.A. du Niortais | 126 816 | 3 328.46 € |
| C.C. Sud Retz Atlantique | 25 631 | 672.72 € |
| Pornic Agglo (2 budgets) | | |
| <i>Ex-C.C. Pornic</i> | 58 470 | 1 534.62 € |
| <i>Ex C.C. Cœur Pays de Retz</i> | 20 761 | 544.90 € |
| | | |
| Total | 1 969 989 hab | 51 705 € |

* Les montants de la répartition financière sont estimatifs et basés sur les montants suivants :

=> de la Tranche ferme : 119 405 € H.T.

=> de l'avenant n°1 : 2 300 € H.T.

=> de la subvention : - 70 000 €

Total restant à charge : 51 705 € H.T.

CONSIDÉRANT qu'il est proposé que les demandes de remboursement des dépenses s'effectuent à l'avancement des dépenses réglées par TRIVALIS, au fur et à mesure de l'exécution de l'opération sous mandat, et donneront lieu à l'émission de titres de recettes aux collectivités selon la clé de répartition définie ci-dessus ;

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ valider la participation de la Communauté de communes du Pays Loudunais (CCPL) à cette étude ;
- ✓ participer financièrement à cette étude proportionnellement à la population de la CCPL ;
- ✓ autoriser, le Président ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.





16 - ÉTUDE POUR LA VALORISATION DE LA DIVE – APPROBATION DU CAHIER DES CHARGES – DEMANDE DE SUBVENTIONS

PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Rapporteur : Madame BARILLOT

Dans le cadre de la politique contractuelle territoriale de la Région Nouvelle-Aquitaine pour la période de 2018/2021, les Communautés de communes du Thouarsais (79) et du Pays Loudunais (86) ont engagé, dès la fin d'année 2017, une démarche de contractualisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine afin d'assurer un développement équilibré et cohérent du territoire. Un des objectifs de cette contractualisation est la mise en tourisme de la Dive, rivière qui unit les deux territoires. Après avoir consulté les territoires limitrophes également concernés par la Dive, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a souhaité intégrer ce projet de valorisation de la rivière.

La présente délibération a pour objet d'approuver le cahier des charges de consultation de l'étude. Cette étude a pour objectifs de déterminer la stratégie touristique de développement de la Dive et proposer des scénarios d'aménagements nécessaires pour développer une offre touristique de loisirs de pleine nature.

L'étude a pour objectif de définir le positionnement touristique de la Dive en adéquation avec les attentes des clientèles.

Par ailleurs, l'étude doit être pensée dans une approche globale en intégrant dans sa réalisation les dimensions suivantes :

- Axe « Patrimoine » : Etat des lieux – Budgétisation de l'ensemble des travaux à réaliser pour la remise en état du patrimoine bâti en lien avec la Dive tout en prenant en compte la mise en tourisme ;
- Axe « Nature » : Etat des lieux de l'ensemble de la faune et la flore autour de la Dive afin de les prendre en compte dans la mise en tourisme ;
- Axe « Tourisme » : Prendre en compte l'économie générée par le canal et les cultures de chanvres, peupliers...comme source de développement pour envisager une offre touristique connectée aux grandes lignes d'itinérances douces et toutes offres existantes (pédestre, cyclo, équestre, fluvial, œnotourisme...) et les équipements structurants mis en place (Loire à vélo, Vélo Francette, Ligne verte).

VU la décision n° 3462 du 28 février 2022 approuvant la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la Communauté de communes du Pays Loudunais et la Communauté de communes du Thouarsais pour mener une étude de positionnement touristique de la Dive ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser cette étude de positionnement touristique sur la rivière Dive afin de développer l'attractivité du territoire ;

VU le cahier des charges ci-annexé ;

Il est au proposé au Conseil de communauté :

- ✓ **d'approuver le principe de mener cette étude de positionnement touristique de la Dive en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Communauté de communes du Thouarsais ;**
- ✓ **de solliciter les subventions au taux maximum de l'enveloppe prévisionnelle ;**
- ✓ **d'autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.**



Réalisation d'une étude de positionnement touristique de la Dive

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)

MARCHE n° :



1.1 PRÉSENTATION DES TERRITOIRES

a. Le Thouarsais

La Communauté de communes du Thouarsais, compte plus de 36 000 habitants. Elle se situe au nord-est du département des Deux-Sèvres, à proximité des départements du Maine-et-Loire et de la Vienne. Actuellement, elle est présidée par Bernard Paineau.

La Communauté de communes a mis en place un Projet de Territoire 2016-2025, document fixant les objectifs de développement du territoire. « Faire du Thouarsais une destination touristique » est un des objectifs stratégiques inscrits dans le projet de territoire 2016/2025. Dans ce cadre la collectivité a mis l'accent sur la volonté de valoriser et développer le potentiel touristique du territoire. Cela se traduit entre autres par le développement de l'offre de loisirs de pleine nature à travers la valorisation de notre patrimoine naturel, bâti, culturel et fluvial (Le Thouet et La Dive et les autres fleuves et cours d'eau du thouarsais).

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté de communes travaille sur :

- Aménagement de l'espace communautaire
- Développement économique / ZAE
- Création, aménagement et gestion d'équipements d'accueil pour les gens du voyage
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- GEMAPI

Elle possède également des compétences facultatives telles que le développement touristique, la politique sportive culturelle et éducative.

b. Le Loudunais

Le Pays Loudunais est un territoire situé au nord de la Nouvelle-Aquitaine dans le département de la Vienne (86), au carrefour de l'Anjou et de la Touraine.

Le Pays Loudunais est composé de 45 communes dont 7 associées pour une population totale d'environ 25 000 habitants, présidée par Joël Dazas.

La Communauté de communes se donne pour objectif la mutualisation des moyens afin de mener une politique de développement du territoire solidaire qui améliore la vie des citoyens en assurant des services de proximité à l'échelle de l'intercommunalité.

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté de communes travaille notamment pour développer l'attractivité de son territoire avec :

- L'aménagement de l'espace communautaire
- Le développement économique et touristique

Elle engage en 2020 une étude de définition de son projet de territoire en positionnant le tourisme comme un outils autour duquel s'articulera l'ensemble des compétences de la Communauté de communes.

c. Le Saumurois



La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire se situe dans le sud-est du département de Maine et Loire. Elle est représentée par son Président, Monsieur Jackie GOULET

Elle est née le 1^{er} janvier 2017 du rapprochement de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, des Communautés de communes de Loire-Longué et du Gennois, avec une extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué et Louresse-Rochemenier. Cet EPCI regroupe 45 communes pour une population de plus de 100 000 habitants. D'une superficie totale de 1 234 km², la Communauté d'Agglomération est traversée par l'A85, principal lien autoroutier.

Également traversée par la Loire, cette collectivité présente un territoire riche de par son patrimoine naturel, architectural, culturel, viticole et gastronomique.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a comme compétences :

- en matière de développement économique : la promotion du tourisme,
- en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : la création, gestion et entretien des sentiers de randonnées vélo, piéton et équestre communautaires.

d. La Dive

La Dive, aussi appelée « Dive du Nord » est une rivière qui coule dans 3 départements : La Vienne (86), les Deux-Sèvres (79), le Maine-et-Loire (49). C'est un affluent du Thouet et donc un sous-affluent de la Loire.

La Dive prend sa source non loin de Maisonneuve (86), coule sur 72,5 km avant d'aller se jeter dans le Thouet à Saint-Just-sur-Dive (49).

Entre les communes de Pas-de-Jeu (79) et de la Mothe-Bourbon (86), la Dive a été canalisée sur 28 km au 18^e siècle. Le canal de la Dive était destiné avant tout au transport de céréales vers la Loire, via le Thouet. Des chevaux tiraient des péniches et des radeaux remplis de marchandises : farines et céréales produites sur les sols riches des régions de Loudun et de Mirebeau, mais aussi du vin provenant des coteaux situés entre Ranton (86) et Berrie (86). Cependant, des problèmes apparurent rapidement et le canal ne fut jamais vraiment rentable. L'arrivée du chemin de fer dans les années 1870 lui donna le coup de grâce, et toute navigation fut abandonnée. Actuellement, la Dive reste canalisée, et de nombreux ouvrages de l'époque subsistent comme les écluses, une barque en métal, les chemins de halages...

La Dive est également connue pour ses marais. En effet, ils étaient utilisés pour l'exploitation de la tourbe, activité arrêtée dans les années 1980 mais également pour la culture du chanvre.

La Dive a été et est toujours une source d'activité économique pour les territoires d'où l'intérêt pour les trois collectivités partenaires de créer un spot d'attractivité autour de cette rivière tout en préservant son environnement et le mettant en valeur.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

L'objet du marché est de recruter un prestataire en vue d'une étude de positionnement touristique de la Dive, de La Grimaudière (86) à Saint-Just-sur-Dive (49).

En effet, la Communauté de communes du Thouarsais, la Communauté de communes du Pays Loudunais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ont la volonté de développer l'offre de loisirs pleine nature sur la Dive, épine dorsale des trois territoires.



ARTICLE 3 : OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'étude a pour objectif de définir le positionnement touristique de la Dive en adéquation avec les attentes des clientèles.

Par ailleurs, l'étude doit être pensée dans une approche globale en intégrant dans sa réalisation les dimensions suivantes :

- Axe « Patrimoine » : Etat des lieux – Budgétisation de l'ensemble des travaux à réaliser pour la remise en état du patrimoine bâti en lien avec la Dive tout en prenant en compte la mise en tourisme ;
- Axe « Nature » : Etat des lieux de l'ensemble de la faune et la flore autour de la Dive afin de les prendre en compte dans la mise en tourisme ;
- Axe « Tourisme » : Prendre en compte l'économie générée par le canal et les cultures de chanvres, peupliers...comme source de développement pour envisager une offre touristique connectée aux grandes lignes d'itinérances douces et toutes offres existantes (pédestre, cyclo, équestre, fluvial, œnotourisme...) et les équipements structurants mis en place (Loire à vélo, VéloFrancette, Ligne verte).

ARTICLE 4 : CONTENU DE L'ETUDE

4.1 Analyse du marché du tourisme fluvial au regard de notre territoire

- *Matrice AFOM* : Recenser les atouts/faiblesses/opportunités/menaces des trois territoires en considérant l'offre à proximité, au regard de la mise en tourisme de la Dive.
- *Etude de marché* : Définir la zone de chalandise, identifier l'offre et la demande dans le tourisme fluvial - Identifier les types de clientèles potentielles (cœur de cible, cibles secondaires).

4.2 Définition du positionnement touristique de la Dive

À la suite de l'étude de marché, l'étude devra permettre de proposer un ou plusieurs positionnements possibles pour la Dive.

- Définir les pôles de médiation touristiques à développer et leurs thématiques. Proposer des partenariats potentiels.
- Proposer différents scénarii d'aménagement et le développement d'une offre touristique pertinente et cohérente pour les territoires.

4.3 Proposition d'aménagements

L'étude devra proposer plusieurs scénarii d'aménagement de la Dive avec une estimation des coûts engendrés.

Les propositions prendront en compte :

- La réflexion sur la médiation globale de la Dive qui prendra en considération l'insertion paysagère, l'environnement naturel et le patrimoine,
- La diversification des activités de médiation à mettre en place,
- L'organisation des flux de circulation, des liaisons douces pour créer un maillage avec les équipements existants (circuits de randonnée pédestre, cyclable, équestre, etc.),
- La conception d'équipements durables (espaces de jeux, signalétique, espaces communs, toilettes sèches, etc.).

ARTICLE 5 : LES COMPETENCES ATTENDUES

Il sera demandé au prestataire d'avoir des compétences dans les domaines suivants :

- Architecture et patrimoine,
- Paysagère,



- Biodiversité et nature,
- Écologie et développement durable,
- Navigation fluviale,
- Développement touristique.

ARTICLE 6 : SUIVI DE L'ÉTUDE

L'étude sera suivie par un comité de pilotage (COFIL) réunissant les trois collectivités dont la composition sera la suivante :

- Les présidents des 3 EPCI,
- Les vice-présidents en charge du tourisme des 3 EPCI,
- Les services Développement Touristique des trois EPCI,
- Les représentants des Offices de Tourisme,
- Les représentants du Syndicat de la Dive du Nord, le Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet, du Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine,
- Les Directeurs Généraux des Services,
- Le service Biodiversité, Eau et Espaces Naturels de la communauté de communes du Thouarsais,
- Le service « environnement » de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire,
- Les services « culture et patrimoine »,
- Les représentants des trois départements (élus ou techniciens) : Deux-Sèvres, Vienne et Maine et Loire,
- Un représentant des Conseils Régionaux (élus ou techniciens) : Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire.

Le prestataire se chargera de la préparation, de la tenue des réunions du comité de pilotage et en rédigera les comptes-rendus. Les propositions de dates pour les réunions du comité de pilotage devront être communiquées au moins trois semaines à l'avance aux trois EPCI.

Par ailleurs, le prestataire prévoira des temps de travail avec les personnes ressources et les partenaires (Syndicat de la Dive du Nord, Syndicat Mixte de la Vallée du Thouet, Départements, Parc Naturel Régional) en rendez-vous individuel.

Un premier COFIL de lancement devra être organisé afin que le prestataire présente sa méthode de travail et son calendrier prévisionnel. Un COFIL devra être organisé à chaque fin d'étape de l'étude ou dès que le prestataire ou le mandataire en ressent le besoin.

ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION

L'étude de faisabilité devra être réalisée dans un délai de 10 mois.

ARTICLE 8 : ECHEANCIER

Démarrage de l'étude : 1^{er} septembre 2022.

ARTICLE 9 : LE RENDU DE L'ÉTUDE

Le rendu de l'étude se traduira par la remise de plusieurs documents sous format PDF (un exemplaire modifiable sur Word, un budget prévisionnel sur Excel).

Les documents à nous remettre seront les suivants :



- Diagnostic
- Plan d'Aménagement avec les données SIG (PDF + format de base de travail modifiable)
- Budget prévisionnel (format Excel)

ARTICLE 10 : REPARTITION BUDGETAIRE

Le prestataire devra fournir à chaque EPCI une facture au prorata des kilomètres de son territoire. A savoir :

- Le Saumurois : 12 km
- Le Thouarsais et le Loudunais partagent 43 km de rivière, soit :
- Le Thouarsais : 21,5 km
 - Le Loudunais : 21,5 km

La Communauté de Communes du Thouarsais et la Communauté de Communes du Pays Loudunais se répartissent les 80% du budget global de l'étude (40% CCT et 40% CCPL) et les 20% restant sont à la charge de la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire.

Charge à chaque EPCI de solliciter, s'il le souhaite, des subventions pour les dépenses effectuées sur son intercommunalité.

ARTICLE 11 : LES CRITERES DE SELECTION

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| | |
|--|----------|
| <p>Prix : Définition et appréciation du critère : 100 points seront attribués au candidat ou groupement proposant le prix le plus économique. Pour les autres candidats, l'attribution des points se fera par application de la formule suivante : 100 x offre la moins disante / offre analysée –</p> <p>La note obtenue sera pondérée à 35 %</p> | 35 / 100 |
| <p>Valeur technique : Définition et appréciation du critère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Qualité technique : 30 points <ul style="list-style-type: none"> - Compétences attendues : 10 points - Les références : 10 points - Méthodologie du projet : 10 points - Notion de transition écologique et économique : 25 points - Compréhension du projet et de ses enjeux : 25 points - Pertinence de l'organisation humaine et matérielle : 20 points <p>La note obtenue sera pondérée à 55 %</p> | 55 / 100 |
| <p>Respect des délais : Définition et appréciation du critère : 100 points seront attribués au candidat ou groupement proposant les délais les plus appropriés. Pour les autres candidats, l'attribution des points se fera par application de la formule suivante : 100 x offre la moins disante / offre analysée –</p> <p>La note obtenue sera pondérée à 10 %</p> | 10 / 100 |
| NOTE : | |



- Compréhension du projet et de ses enjeux** : ce critère sera évalué sur la base des éléments suivants :
- Qualité de la note technique relative à la compréhension des enjeux (patrimoine, tourisme, sécurisation, sécurité des usagers, environnement, écologie).
 - Adéquation des méthodes proposées intégrant ces éléments de contexte dans les études de maîtrise d'œuvre.
 - Compréhension du groupement d'EPCI sur le projet.
- Pertinence de l'organisation humaine et matérielle** : ce critère sera évalué sur la base des éléments suivants :
- Organisation prévue sur le pilotage de la mission – identification d'un chef de projet faisant l'interface avec la maîtrise d'ouvrage et les différents acteurs du projet et définition d'un processus décisionnel au sein de l'équipe.
 - Organisation de l'équipe pour la phase d'étude et celle de suivi des travaux (répartition des tâches entre chaque membre du groupement).

L'offre devra détailler les 3 critères mentionnés ci-dessus.



17 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE – ANIMATION INGÉNIERIE TOURISME

PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Rapporteur : Madame BARILLOT

Dans le cadre de la politique contractuelle territoriale de la Région Nouvelle-Aquitaine pour la période de 2018/2021, les Communautés de communes du Thouarsais et du Pays Loudunais ont engagé une démarche de contractualisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine afin d'assurer un développement équilibré et cohérent du territoire.

Le contrat de cohésion et de dynamisation qui en découle constitue l'engagement passé entre la Région Nouvelle-Aquitaine et les Communautés de communes du territoire en vue de mobiliser des financements régionaux pour soutenir les projets répondants aux priorités régionales. Il détermine l'engagement des différentes parties et en définit les modalités de mise en œuvre et de suivi.

Ce contrat s'articule autour de 4 axes :

1. Renforcer et diversifier l'économie locale, conforter les réseaux d'acteurs ;
2. Développer l'attractivité et le rayonnement du territoire en valorisant ses atouts, améliorer l'accueil de nouveaux habitants et renforcer les services à la population ;
3. Être un territoire de référence en matière d'excellence environnementale ;
4. Dynamiser les réseaux d'acteurs et développer la coopération territoriale.

VU la délibération n°2018-2426-SP de la séance plénière du Conseil régional en date du 17 décembre 2018 approuvant le Contrat de dynamisation et de cohésion du Thouarsais-Loudunais,

VU la délibération n°I.1.2018.12-04-AG01 du Conseil communautaire du Thouarsais en date du 4 décembre 2018 approuvant le Contrat de dynamisation et de cohésion du Thouarsais-Loudunais,

VU la délibération n°2018-7-5 du Conseil communautaire du Pays Loudunais en date du 4 décembre 2018 approuvant le Contrat de dynamisation et de cohésion du Thouarsais-Loudunais,

CONSIDÉRANT qu'à ce titre, la Communauté de communes du Pays Loudunais souhaite solliciter une aide financière annuelle sur l'ingénierie d'un chargé(e) de mission thématique Tourisme auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine afin d'accompagner à l'échelle de l'ensemble du territoire de contractualisation, la démarche de contractualisation et l'animation des politiques sectorielles notamment concernant les actions figurant dans l'axe 2,

VU le plan de financement suivant :

| DÉPENSES TTC | TOTAL | RECETTES | | % |
|----------------|-------------|--|-------------|-----|
| Salaire chargé | 37 880,00 € | Région Nouvelle-Aquitaine | 18 940,00 € | 50 |
| | | Autofinancement Communauté de communes du Pays Loudunais | 18 940,00 € | 50 |
| Coût Total | 37 880,00 € | | 37 880,00 € | 100 |

Il est proposé au Conseil de Communauté de délibérer pour :

- ✓ approuver le plan de financement de l'ingénierie Tourisme ci-dessus ;
- ✓ solliciter une aide financière auprès de la Région Nouvelle-Aquitaine au titre de l'ingénierie « chargé de mission Tourisme » à hauteur de 18 940,00 euros pour l'année 2022 ;
- ✓ imputer cette recette au budget principal 2022 de la Communauté de communes,



- ✓ autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.



18 - MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE BOUTIQUE DE L'OTPL**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE***Rapporteur : Madame BARILLOT*

Pour rappel, par délibération n°2019-6-12 du 27 novembre 2019, le conseil communautaire a acté la présentation des tarifs annuels des services publics intercommunaux sous la forme d'un « guide des tarifs », permettant ainsi la lecture globale et synthétique de la politique tarifaire appliquée.

Chaque année, les tarifs des services publics intercommunaux font l'objet d'une délibération. Pour rappel, la fixation des tarifs 2022 ont fait l'objet de la délibération n° CC-2021-12-059 du 8 décembre 2021. Néanmoins, de nouveaux tarifs peuvent être institués en cours d'année et font l'objet d'une nouvelle intégration au guide des tarifs.

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier la grille tarifaire, boutique OTPL, afin d'y ajouter de nouveaux produits pour la saison estivale, tels que mentionnés ci-dessous (voir 4 dernières lignes-police « gras »)

| TARIFS 2022 PRODUITS BOUTIQUE | |
|--|----------------------|
| Article boutique | Prix de vente |
| 365 jours en Poitou-Charentes | 8,00 € |
| 75 ans Edwin Bezzina | 19,00 € |
| Affaires criminelles | 10,00 € |
| Alienor | 4,90 € |
| Anjou, Poitou, Touraine 1699 | 10,00 € |
| Art et Culture Tome 1 | 12,00 € |
| Art et culture Tome 2 | 25,00 € |
| Autres magnets (vu porte du Martray) | 4,50 € |
| Bloc directoire jaune Loudun | 3,90 € |
| Bloc-notes cartonné * | 3,50 € |
| Boîte de 6 mini crayons * | 1,00 € |
| Bulletin historique (photo forteresse Loudun) | 23,00 € |
| Bulletins Société Historique | 25,00 € |
| Buste Renaudot (Moyen) | 32,00 € |
| Buste Renaudot (petit) | 15,00 € |
| Carte postale + enveloppe | 0,50 € |
| Carte postale artistes locaux | 2,00 € |
| CD Donat Lacroix | 15,00 € |
| Coloriages du Poitou | 3,90 € |
| Coloriages les princesses | 3,90 € |
| Cuisine des Charentes | 5,00 € |
| De ténébreuses affaires dans le Loudunais - Saint-Clair - juillet 1943 | 13,00 € |
| Dés à coudre Loudun | 3,50 € |
| Dessins de Charbonneau | 25,00 € |
| DVD "Échevinage Loudun" 8 | 10,00 € |
| DVD "Les mémoires de la tour carrée" | 10,00 € |
| DVD "Les vents de la liberté" (spectacle) | 21,00 € |
| DVD "Porte du Martray" | 10,00 € |
| Fac simulé de la Gazette | 5,35 € |
| Femmes d'autrefois en Nouvelle Aquitaine | 22,00 € |
| Gourde pliable | 2,00 € |



| | |
|---|---------|
| Grand sac shopping coton/liège | 7,00 € |
| Guilleri | 20,00 € |
| Histoires racontées | 20,00 € |
| Je découvre cuisine poitevine | 4,90 € |
| Je découvre l'art roman | 4,90 € |
| Je découvre la Vienne | 4,90 € |
| Je découvre le Loudunais | 4,90 € |
| Je découvre ma région | 4,95 € |
| Jeu 7 familles Poitou | 6,90 € |
| Jeu de 7 familles Moyen-Age | 6,90 € |
| La Bataille de Moncontour | 8,00 € |
| La noix et le noyer | 12,00 € |
| L'apéro jeu poitevin | 6,90 € |
| Le fait acadien | 4,95 € |
| Le testament secret de Théophraste | 19,00 € |
| Les Comtes du Poitou | 9,90 € |
| Les Escapades du Goût | 25,00 € |
| Les Pierres à construire | 5,00 € |
| Les sœurs dominicaines | 25,00 € |
| Les templiers | 9,90 € |
| Livre « L'histoire de la ligne verte » Alain Bourreau | 11,00 € |
| Livret Maison de l'Acadie | 8,00 € |
| Livrets (Échevinage, Ste-Croix, TC, Martray...) | 5,00 € |
| Loudun avant la guerre | 29,90 € |
| Loudun pendant la guerre | 29,90 € |
| Magazine Vieilles Maisons Françaises | 9,90 € |
| Magnet Loudun | 3,00 € |
| Magnet Monts-sur-Guesnes | 4,50 € |
| Magnets Baudet | 4,50 € |
| Médailles avec écrin collector Terra Aventura | 15,00 € |
| Médecins des rois | 13,90 € |
| Mes Contes en pays Loudunais | 4,95 € |
| Mug "j" | 6,90 € |
| Mug Porte du Martray | 5,20 € |
| Pays Loudunais | 38,00 € |
| Peluchon et ses amis de la ferme | 3,90 € |
| Peurs et croyances | 9,90 € |
| Poitiers et la Vienne | 15,00 € |
| Poitou mystérieux | 9,90 € |
| Porte clé Loudun et ses terroirs | 3,00 € |
| Porte clé Monts-sur-Guesnes | 4,50 € |
| Porte-clés Baudet | 4,50 € |
| Porte-clés Porte du Martray | 4,50 € |
| Possédées de Loudun | 20,00 € |
| Presse papier porte du Martray | 8,50 € |
| Rues de Loudun | 20,00 € |
| Sac fourre-tout en jute | 8,00 € |
| Sacs noir ou vert | 4,90 € |



| | |
|--|----------------|
| Scènes de justice en Vienne | 25,00 € |
| Stylo à bille en liège | 2,50 € |
| Tasse Loudun et ses terroirs | 7,00 € |
| Tour Carrée | 2,00 € |
| Trousse en liège | 6,00 € |
| Tu seras reine ma fille | 20,00 € |
| Une protestante... | 20,00 € |
| Couteau de berger Loudun et ses terroirs | 10,00 € |
| Couteau de sommelier Loudun et ses terroirs | 9,00 € |
| Mug le Poitou c'est cool | 6,00 € |
| Tablier le Poitou c'est cool | 14,50 € |
| Planche à découper le Poitou c'est cool | 7,50 € |
| Richelieu | 9,90 € |
| Hirochinon mon amour | 12,90 € |
| Evacués de la Moselle | 25,00 € |
| Magazine "Rando Balade" | 5,80 € |
| Panier gourmand "Pause-goûter" | 10,00 € |
| Panier gourmand "Méli-mélo pique-nique" | 15,00 € |
| Panier gourmand "Méli-mélo avec boisson" | 20,00 € |
| Picton | 9,00 € |
| Maxime Ridouard de Pierre Jaulin | 15,00 € |
| Lot de 6 verres à vin | 15,00 € |
| Bouchon bouteille de vin | 3,00 € |
| Théophraste Renaudot raconté aux enfants | 8,00 € |
| Loudun de quelques élucubrations de notre cru | 9,00 € |
| Bassoles s'en va t en guerre | 8,00 € |
| Les mystères du lavoir | 16,00 € |

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ fixer les tarifs applicables au 10 mars 2022 pour la boutique Office de Tourisme du Pays Loudunais tels que mentionnés dans le tableau ci-dessous ;
- ✓ intégrer ces tarifs dans le guide des tarifs 2022 ;
- ✓ autoriser le Président ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.



19 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE POUR LES MARCHÉS DE PRODUCTEURS - ÉDITION 2022**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE**

Rapporteur : Madame BARILLOT

La Chambre d'Agriculture de la Vienne organise tous les ans quatre marchés de Producteurs « Bienvenue à la Ferme » sur le Pays Loudunais.

Pour l'édition 2022, ils auront lieu à :

- Loudun, mercredi 6 juillet 2022
- Monts-sur-Guesnes, vendredi 22 juillet 2022
- Les Trois-Moutiers, jeudi 21 juillet 2022
- Moncontour, mercredi 3 août 2022

Ces marchés sont une véritable vitrine des produits et des savoir-faire locaux et une occasion pour les territoires d'animer une belle soirée estivale en y associant population locale et estivants.

CONSIDÉRANT le financement sollicité par la Chambre d'Agriculture de la Vienne auprès de la Communauté de communes du Pays Loudunais pour un montant total de 7 180 € HT soit 1 795 € HT par marché,

VU la convention ci-annexée,

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ **approuver la signature de la convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture de la Vienne pour l'organisation des quatre marchés de producteurs « Bienvenue À la ferme » ayant lieu sur le Pays Loudunais pour l'année 2022 ;**
- ✓ **approuver le versement à la Chambre d'Agriculture de la Vienne d'une participation financière de 7 180 € HT (8 616 € TTC) pour l'exercice 2022 ;**
- ✓ **décider d'inscrire cette dépense au budget annexe de l'Office de Tourisme (OTPL) de la Communauté de communes ;**
- ✓ **autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.**





CONVENTION RELATIVE A L'ETABLISSEMENT DE MARCHES DE PRODUCTEURS BIENVENUE A LA FERME



Entre,

«NOM»

Domiciliée : «ADRESSE»- «Complément_dadresse» - «CDE_POSTAL_ET_COMMUNE»

Représentée par : «Titre», «Nom_du_président»

Dénommée ci-après « le partenaire »

D'une part

Et

La Chambre Départementale d'agriculture de la Vienne,

Domiciliée : Agropole – 2133 Route de Chauvigny – CS 35001 – 86550 MIGNALOUX-BEAUVOIR

Représentée par son Président, Philippe TABARIN

Dénommée ci-après « la Chambre d'agriculture »

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

«NOM» souhaite organiser à «Lieu_du_marché_1», «Lieu_du_marché_2», «Lieu_du_marché_3», «Lieu_du_marché_4», «Nombre_de_marchés» de producteurs Bienvenue à la ferme au cours de l'été 2022. Ces marchés, véritables vitrines des produits et des savoir-faire locaux, sont une occasion pour la commune d'animer une belle soirée estivale en y associant les producteurs locaux, la population locale et les estivants. Le partenaire a donc fait appel à la Chambre d'agriculture pour l'accompagner dans sa réalisation.

La Chambre d'agriculture est adhérente à la marque Bienvenue à la ferme dont le siège est à l'Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture située 9 Avenue Georges V 75008 PARIS et s'est engagée à respecter les termes de la charte nationale régissant cette marque. Elle est donc autorisée à utiliser la marque « Bienvenue à la Ferme » déposée auprès de l'INPI et le logo sur chaque manifestation.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE LA CONVENTION

Assurer la réalisation d'«Nombre_de_marchés» de producteurs Bienvenue à la ferme avec repas afin que les objectifs suivants soient atteints :

- Animer les centres bourgs du territoire ;
- Permettre aux visiteurs (locaux et touristes) de vivre un temps de détente en y associant la découverte des produits fermiers locaux et de saison ;
- Conforter l'activité économique des entreprises participantes ;
- Faire connaître la diversité et la qualité des produits agricoles du département et de départements limitrophes ;
- Donner une image positive et dynamique du territoire et des partenaires ;
- Mettre en lumière l'agriculture du département ;
- Fédérer les associations locales.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACCOMPAGNEMENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

La Chambre d'agriculture missionne Monsieur Loïc MALLET, Conseiller Diversification, Agritourisme & Circuits Courts pour le suivi de la présente convention.



Pour réaliser cette mission, la Chambre d'agriculture prévoit les prestations suivantes :

- 1) L'organisation d'une réunion annuelle de concertation préparatoire
- 2) La mise en place d'une campagne de communication (conformément à l'article 4.1)
- 3) La fourniture d'outils de communication (conformément à l'article 4.1)
- 4) Le recrutement des producteurs (conformément à l'article 4.1)
- 5) La fourniture d'un prévisionnel d'implantation
- 6) La mise à disposition d'un agent ou de deux agents de la Chambre d'agriculture de la Vienne le jour du marché de 15h à 22h. (conformément à l'article 4.1)
- 7) La sonorisation et animation micro du marché par un animateur professionnel
- 8) La réalisation d'une enquête de satisfaction
- 9) L'organisation d'une réunion annuelle de bilan

Déroulé du marché :

La Chambre d'agriculture organisera «Nombre_de_marchés» de producteurs Bienvenue à la ferme qui se «déroulera_ou_dérouleront» à :

- «Lieu_du_marché_1» - «Adresse_du_marché_1», le «Date_1» de 18 h à 22 heures.
 - «Lieu_du_marché_2» , «Date_2» de 18 h à 22 heures.
 - «Lieu_du_marché_3» , «Date_3» de 18 h à 22 heures.
 - «Lieu_du_marché_4» ; «Date_4» de 18 h à 22 heures.
- Les producteurs pourront venir s'installer à partir de 16 heures sur place.
 - Les visiteurs seront invités à venir à partir de 18 heures.
Ils pourront :
 - s'installer sur le site aménagé par la commune pour se restaurer
 - composer leur menu à partir des produits des producteurs fermiers présents
 - acheter des produits à emporter à ces mêmes producteurs.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1 La Chambre d'agriculture s'engage à :

(a) En amont :

- assurer la création et la coordination d'un Comité de Pilotage chargé de la mise en place de ces marchés ;
- informer les producteurs connus de la Chambre d'agriculture de l'établissement de ces marchés ;
- privilégier la présence des producteurs locaux « Bienvenue à la ferme », avant d'engager d'autres producteurs offrant des produits complémentaires et dans la limite de 2 produits du même type ; ou exceptionnellement 3 produits de même type si la taille du marché le permet. L'ensemble de ces producteurs locaux devra également répondre au cahier des charges Bienvenue à la Ferme et vendre en direct des produits exclusivement de leur exploitation.
- établir une charte d'engagement signée de chaque producteur et veiller à son application ;
- assurer la promotion de ces manifestations : point presse, communiqué de presse, diffusion aux médias, achat d'espace publicitaire, partenariat France Bleu, affiches, dépliants, courriers aux offices de tourisme, aux sites touristiques, création d'événements Facebook, mise à jour des sites internet bienvenue-a-la-ferme.com et www.vienne.chambre-agriculture.fr. Elle fournira au maximum 4 banderoles, 10 flèches directionnelles, 30 invitations, 100 affichettes et 4 000 flyers par date de marché. Les quantités seront précisées avec le partenaire.

(b) Sur place :

- assurer la présence sur chaque marché d'un minimum de 10 producteurs et de produits suffisamment variés autant que possible pour permettre aux consommateurs d'élaborer des repas complets à consommer sur place ;
- assurer la présence d'un agent de la Chambre d'agriculture de 15 heures à 22 heures pour organiser le placement et l'accueil des producteurs, gérer l'animation-tombola, veiller au bon déroulement du marché et établir un premier bilan sur place ;



- fournir, le cas échéant, les sets de tables et la vaisselle commandés en amont par le partenaire, pour permettre la prise de repas sur place ;
- mettre à disposition un animateur professionnel qui assurera la sonorisation et la présentation du marché.

(c) Obligations sociales :

- La Chambre d'agriculture emploie et rémunère son personnel sous sa responsabilité exclusive au regard des obligations fiscales et sociales.
- Le personnel de la Chambre d'agriculture reste en toutes circonstances sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de la Chambre d'agriculture et sous sa responsabilité entière et exclusive, la Chambre d'agriculture étant seule habilitée à lui adresser des directives et instructions.
- La Chambre d'agriculture est soumise aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.
- La Chambre d'agriculture s'assure pendant la durée d'exécution de la Convention, de la qualité de travailleur salarié de l'ensemble des personnels présents au cours de l'exécution des prestations de services.
- La Chambre d'agriculture étant un établissement public administratif de l'Etat, elle s'engage à respecter la réglementation sociale relative à ses employés, y compris les obligations sociales relatives à l'emploi de salariés étrangers.

4.2 Le partenaire s'engage à :

(a) Partie animation

- Dans la mesure du possible, proposer une animation supplémentaire (groupe de musique, chanteur, danseurs...) à sa convenance. Il aura en charge d'établir une déclaration auprès de la SACEM.

(b) Partie sécurité

- S'assurer du respect de la réglementation sur la sécurité (assurances, permis de stationnement, autorisation de vente au déballage, autorisation de débit de boisson, présence de la Croix Rouge, services médicaux, pompiers ...) ;
- Prévoir des extincteurs et des barrières de sécurité autour des barbecues.
- Prévoir une interdiction de stationnement suffisamment tôt afin qu'aucun véhicule ne gêne la mise en place du marché ;
- Si besoin, prévoir la fermeture des axes de circulation suffisamment tôt afin d'assurer la bonne installation du marché et la sécurité des piétons.

(c) Partie matériels

- mettre à disposition et installer des tables, chaises, bancs, poubelles pour les visiteurs ;
- aider à réaliser une manifestation éco-responsable si les conditions le permettent (au minimum conteneurs de tri sélectif, éviter la vaisselle jetable) ;
- mettre à disposition des sanitaires, parking pour les producteurs et les visiteurs ;
- se charger de l'achat et de la mise en place des nappes (nappage facultatif) ;
- prévoir différents points de branchements électriques et une puissance suffisante ;
- prévoir un branchement électrique à part pour la sonorisation ;
- assurer un éclairage suffisant sur le lieu du marché à la tombée de la nuit ;
- mettre à disposition une salle municipale en cas de pluie.

(d) Partie communication

- prévenir ses correspondants de presses et radios locales ;
- faire la promotion de cette manifestation localement en diffusant les tracts, affiches et invitations qui lui seront fournis par la Chambre d'agriculture ;
- flécher l'accès au marché en amont et aux alentours de la manifestation afin de faciliter l'accès pour les visiteurs et les producteurs.

ARTICLE 5 : MODALITES DE CHOIX DES PRODUCTEURS



La Chambre d'agriculture s'occupe d'enregistrer les pré-inscriptions des producteurs. Seront retenus en priorité les producteurs adhérents à Bienvenue à la ferme, en veillant à garantir une diversité de produits sur les marchés. En cas de surnombre des pré-inscriptions, **les représentants présents le jour de la commission de sélection se chargent de sélectionner les producteurs présents sur leurs marchés à partir de la liste** qui lui sera fournie par la Chambre d'agriculture.

ARTICLE 6 : MODALITES FINANCIERES

6.1 Participation financière forfaitaire :

La participation financière demandée au partenaire par marché est de :

- **1 795,00 € H.T. à laquelle sera rajoutée la TVA au taux légal en vigueur de 20 % soit 2154,00 € T.T.C.**
- Ce tarif s'entend hors fournitures (assiettes, serviettes, gobelets, couverts) qui feront l'objet d'un bon de commande supplémentaire dont un exemplaire est annexé aux présentes.

Le règlement s'effectuera par chèque ou virement, dans un délai de 45 jours à compter de la réception de la facture à l'ordre de « l'agent comptable de la Chambre d'agriculture ». En cas de retard de paiement, le partenaire pourra se voir appliquer le paiement d'intérêt de retard au taux légal en vigueur.

6.2 Participation financière optionnelle :

Dans le cas où le partenaire déciderait de modifier la date d'un marché de producteurs Bienvenue à la ferme prévue à l'article 3 de la présente convention, une participation financière supplémentaire d'un montant de 897,50 € HT par modification (auquel sera ajouté la TVA au taux légal en vigueur) sera facturée au partenaire afin de couvrir les nouveaux frais de communication et d'organisation engendrés par cette modification.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente offre établie est valable jusqu'au 28 février 2022. Elle s'applique pour la réalisation d'un marché de producteurs en 2022 à la date prévue à l'article 3 sans aucune reconduction tacite annuelle en soit possible.

La présente convention s'applique à compter de sa signature jusqu'à la réalisation du marché et du bilan annuel.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La convention pourra être résiliée de plein droit :

- (a) à tout moment par accord mutuel écrit des Parties,
- (b) par l'une des Parties en cas de manquement par l'autre Partie à ses obligations, non réparé dans un délai d'un (1) mois ou tout autre délai à fixer par la Partie non défaillante en fonction de la gravité du manquement constaté, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice de tous les dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre,
- (c) par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date de réalisation du marché prévue à l'article 3.

Dans tous les cas de l'annulation d'un marché après le 1^{er} mars 2022 sauf en cas de commun accord prévu au (a), sans que cela ne soit le fait de la Chambre d'agriculture ou en cas de résiliation à la demande du partenaire pour quelque cause que ce soit même en cas de force majeure, la participation financière du partenaire sera de la moitié du tarif de la prestation soit de 897,50 € HT auquel sera rajouté la TVA au taux légal en vigueur.

On entend par force majeure, toute cause exonératoire résultant d'un événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la volonté de l'une ou l'autre des Parties, sans que cet événement puisse découler d'une quelconque négligence ou d'une faute de la part de ces dernières. D'un commun accord, les Parties considèrent comme cas de force majeure, sans qu'ils aient besoin de répondre aux critères précités, les défaillances et pannes techniques, les faits des fournisseurs ou sous-traitants, les faits de la nature (sécheresse, grêle, épidémie, tempête...) ou d'une autorité publique.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE



La Chambre d'agriculture s'engage à exécuter les obligations à sa charge avec tout le soin en usage dans sa profession et à respecter les règles de l'art en vigueur en la matière.

La Chambre d'agriculture est responsable des dommages résultant de l'exécution des Prestations et de tous dommages causés par son personnel sur le(s) lieu(x) d'organisation de(s) marché(s) du partenaire.

ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE - DIFFERENDS ET LITIGES

La convention est soumise au droit français.

Tous différends entre les Parties, relatifs à la validité, l'interprétation, l'exécution et la résiliation de la convention que les Parties ne pourraient résoudre à l'amiable, seront soumis au Tribunal compétent

Le Accepté le

A Mignaloux Beauvoir A

En deux exemplaires originaux

Pour la Chambre d'agriculture
Le Président

Pour le Partenaire



20 - CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIVE À L'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL - APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2020**SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

Rapporteur : Madame MOUSSEAU

Par délibération du Conseil de communauté en date du 19 juin 2019, la société Prestalis, a été désignée délégataire du Centre aquatique intercommunal Aqua Lud' situé à Loudun pour une durée de 66 mois.

Aux termes de l'article L 1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 – art 6, lorsque la gestion d'un service public est déléguée, le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

La commission de contrôle financier DSP s'est réunie en date du 6 décembre 2021 pour examiner le rapport relatif à l'exploitation du Centre aquatique intercommunal Aqua Lud' pour l'année 2020 et émettre un avis. Il appartient au Conseil communautaire de se prononcer sur le rapport relatif à l'exploitation du Centre aquatique intercommunal Aqua Lud' pour l'année 2020.

Pour rappel, une synthèse du rapport d'analyse a été présentée lors du Conseil communautaire du 8 décembre 2021. La délibération n'a pas été rendue exécutoire puisqu'il y a lieu d'approuver le rapport définitif et non la synthèse.

Il convient de préciser que l'activité 2020 de cet équipement sportif et ludique a été fortement marquée par les différentes dispositions dues au contexte sanitaire.

Le rapport d'activité définitif 2020 présente un résultat brut d'exploitation de – 46 716€.

VU l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et le décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants,

VU la délibération n° 2018-6-18 du conseil communautaire du 26 septembre 2018 retenant le principe du recours à une concession de service public portant sur l'exploitation du futur centre aquatique intercommunal,

VU la délibération n°2019-4-26 du conseil communautaire du 19 juin 2019 approuvant le choix du délégataire et autorisant la signature avec la société Prestalis du contrat de délégation de service public dans le cadre de la concession de service public relative à l'exploitation du centre aquatique intercommunal,

VU l'avis de la commission Santé et développement social en date du 22 novembre 2021,

VU l'avis de la commission de contrôle financier relative à la délégation de service public pour le centre aquatique en date du 6 décembre 2021,

CONSIDÉRANT le rapport relatif à l'exécution de la délégation de service public du centre aquatique intercommunal Aqua Lud' pour l'année 2020, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération, qu'il convient d'approuver,

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :



- ✓ approuver le rapport annuel 2020 d'exploitation du centre aquatique communautaire Aqua Lud' dans le cadre du contrat de concession de service public conclut entre la Communauté de communes du Pays Loudunais et la société Prestalis,
- ✓ autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.





PAYS LOUDUNAIS
Communauté de Communes



Rapport annuel d'activités
Espace aquatique AQUA LUD'
Exercice 2020



PLAN DU RAPPORT D'ACTIVITE

| | | |
|-----|---|----|
| 1. | CONTEXTE DE LA CONVENTION | 3 |
| 2. | PERIMETRE DE LA MISSION DU DELEGATAIRE..... | 4 |
| | AVERTISSEMENT | 5 |
| 3. | L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE | 6 |
| 4. | LES FREQUENTATIONS DETAILLEES..... | 13 |
| 5. | LES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE PROMOTION | 22 |
| 6. | L'EVOLUTION DES POSTES DE DEPENSES | 24 |
| 7. | L'ETAT GENERAL DES OUVRAGES ET DES BIENS DELEGUES | 32 |
| 8. | COMPTE ANNUEL DE RESULTAT ET METHODES EMPLOYEES | 33 |
| 9. | QUALITE DU SERVICE | 38 |
| 10. | ANNEXES..... | 39 |

:



1 . CONTEXTE DE LA CONVENTION

| | |
|----------------------------------|---|
| Autorité délégante | Communauté de communes du Pays Loudunais |
| Type de contrat | Convention d'affermage |
| Délégataire | PRESTALIS Société dédiée : SARL Aqua Lud' |
| Durée du contrat | 66 mois 1 ^{er} Septembre 2019 au 29 février 2025 |
| Equipement délégué | Espace Aquatique Aqua lud' |
| Rapport d'activité de l'exercice | 2020 |
| Caractéristiques dimensionnelles | <p>Surfaces dans œuvre : 2 412 m² Surface de plan d'eau : 477 m²</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bassin de nage 312.5m² - Bassin de loisirs 130m² - Pataugeoire 35 m² <p>Surfaces connexes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sauna 7 m² - Hammam 9 m² - Pentagliss - Solarium minéral - Solarium végétal |



2 . PERIMETRE DE LA MISSION DU DELEGATAIRE

Article 3.4 du contrat - Objet d'affermage

La Collectivité confie au délégataire la gestion, l'exploitation, l'entretien, la maintenance et le renouvellement des ouvrages constitutifs de l'Equipement dans les conditions fixées par la présente convention.

L'exploitation de l'Equipement consiste notamment dans sa gestion, son animation, sa promotion et sa commercialisation dans le respect de l'éthique et de l'image de la collectivité.

Le Délégué s'engage à assurer le bon fonctionnement, la continuité, la qualité ainsi que la bonne organisation du service aux usagers. Il poursuit l'exploitation de service à ses risques et périls.

D'une manière générale, le Délégué a notamment pour mission, selon la réglementation en vigueur et dans les conditions définies par le présent contrat :

- D'obtenir des autorités compétentes l'ensemble des autorisations, homologations, déclarations nécessaires à la pratique et à l'organisation des activités et des manifestations devant être organisées au sein de l'Equipement ;
- D'assurer l'exploitation du service, la formation du personnel, la gestion administrative, technique, commerciale et financière de l'Equipement ;
- D'assurer le fonctionnement, l'entretien, le nettoyage, la maintenance, le contrôle et le renouvellement des biens mobiliers et immobiliers ;
- D'assurer la promotion et la communication nécessaires à la reconnaissance, au développement et à l'ouverture de l'Equipement, tant sur le territoire de la Collectivité qu'à l'extérieur de son périmètre, en partenariat notamment avec les offices de tourisme et les syndicats d'initiatives du territoire et dans le respect de l'éthique et l'image de la Collectivité ;
- D'accueillir et informer les usagers, garantir leur sécurité et assurer leur surveillance ;
- D'organiser et coordonner les activités, animations intérieures et extérieures et événements éducatifs, pédagogiques, sportifs, ludiques et de loisirs, en dépassant le cadre du service traditionnellement offert aux usagers selon une approche innovatrice et prospective.

Le Délégué est enu d'affecter à l'exécution du service du personnel qualifié et approprié ainsi qu'un organigramme calibré selon les besoins du service, conformément à la réglementation en vigueur. La Collectivité effectue un contrôle des installations une fois par mois et à chaque fois qu'elle le juge nécessaire (vérification des travaux de maintenance, hygiène, etc).



AVERTISSEMENT

En raison de la crise sanitaire liée au Covid-19, un arrêté ministériel du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 a imposé la fermeture au public jusqu'au 15 avril 2020 des établissements recevant du public. Cette fermeture au public a été prolongée par l'article 8 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Le décret n°2020-663 du 31 mai 2020 est venu préciser qu'une ouverture des centres aquatiques était possible à compter du 2 juin 2020 à condition que l'application, le respect et le contrôle des gestes barrières et de distanciation sociale puissent être assurés, et sous réserve de l'accord entre les Parties sur les conditions de réouverture.

L'exploitation du centre aquatique a ainsi été fortement impacté par les mesures administratives.

A compter du début du mois de juin 2020, le délégataire a mobilisé les moyens utiles pour préparer la reprise de service public dans le strict respect des dispositions sanitaires de l'ARS, du Ministère des sports et du Haut Conseil à la Santé Publique.

Avec l'accord de l'autorité délégante, le Centre aquatique a rouvert le 25 juin 2020 avec un mode de fonctionnement spécifique COVID-19.

Les règles sanitaires en vigueur spécifiquement applicables aux ERP type X ont généré des contraintes d'exploitation importantes et notamment :

- La baisse de la capacité d'accueil des usagers. (FMI réduite)
- Des créneaux d'ouverture au baigneurs revus à la baisse et une différenciation de l'accueil des différents usagers.
- Des aménagements ergonomiques spécifiques pour gérer les flux d'usagers, assurer la protection sanitaire des usagers et des personnels d'exploitation.
- Des approvisionnements spécifiques en produits d'hygiène, de désinfection et des Equipements Individuels de Protection.
- L'augmentation des effectifs pour assurer les opérations de désinfection et de régulation des flux au sein de l'établissement,
- La formation des agents aux nouveaux protocoles mis en place.

Dans ce contexte, les indicateurs figurant dans le présent rapport d'activités ne sont pas représentatifs d'un exercice normal et ne peuvent être comparés aux indicateurs prévisionnels.

En outre, l'exercice étant incomplet (ouverture le 29 février 2020) les indicateurs prévisionnels sont proratisés à hauteur de 84 %.

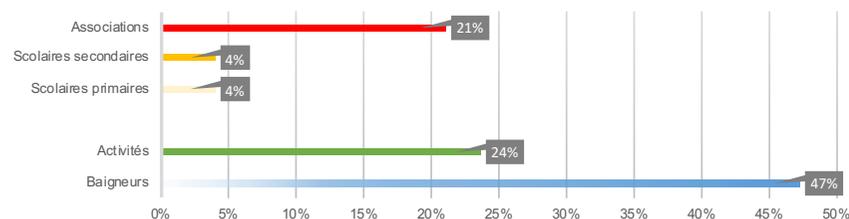
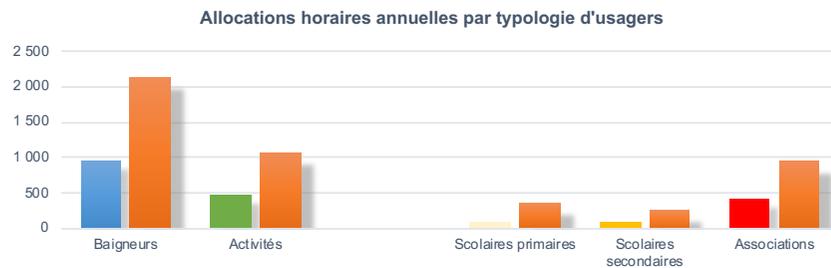


3 . L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE

Amplitudes d'ouverture globales

Synthèse des amplitudes annuelles et des allocations

| Typologie | Bilan annuel | | | |
|-----------------------|--------------|-------------|-------------|-----------|
| | Réalisé | | Contrat | Variation |
| | part | Amplitude h | Amplitude h | |
| Baigneurs | 47% | 950 | 2 136 | -56% |
| Activités | 24% | 475 | 1 082 | -56% |
| Scolaires primaires | 4% | 80 | 360 | -78% |
| Scolaires secondaires | 4% | 80 | 256 | -69% |
| Associations | 21% | 424 | 944 | -55% |
| | | 2 009 | 4 778 | -58% |



Les mesures sanitaires COVID-19 ont fortement impacté l'exploitation du service générant des périodes d'interruption totale de l'exploitation du service durant près de 160 jours soit durant plus de 50% de la durée de l'exercice 2020.

L'équipement a été intégralement fermé :

- Du 16 mars au 25 juin 2020
- Les mois de novembre et de décembre 2020.

A compter du 25 juin et durant la période estivale l'exploitation était en mode dégradé avec des fermetures toutes les deux ou trois heures pour respecter le protocole d'hygiène Covid.

En dehors des périodes de confinement les allocations horaires par typologie d'utilisateur et par période sont conformes aux plannings validés par la Communauté de communes du pays Loudunais. A noter les horaires d'ouverture de l'espace « bien-être » sont identique à ceux de la rubrique « baigneurs ».

Sur l'exercice considéré, les allocations horaires sont globalement inférieures de 58% aux cibles contractuelles, la catégorie la plus impactée étant les scolaires.

| Items | Bilan annuel | | |
|---------------------|--------------|---------|-----------|
| | Réalisé | Contrat | Variation |
| | N | | |
| Jours d'ouverture | 130 | 305 | -57% |
| Arrêt technique 1 | 7 | 7 | 0% |
| Arrêt technique 2 | 0 | 5 | -100% |
| Jours fériés fermés | 160 | | |



Détail des amplitudes par période et des allocations

| Typologie | Période scolaire | | | Contrat Amplitude h | Variation |
|-----------------------|------------------|----------------------|--------------|------------------------|-------------|
| | Nb semaine | Réalisé h/semaine | Amplitude h | | |
| Baigneurs | 8 | 41 | 328 | 1 122 | -71% |
| Activités | 8 | 36 | 288 | 1 056 | -73% |
| Scolaires primaires | 8 | 10 | 80 | 232,4 | -66% |
| Scolaires secondaires | 8 | 10 | 80 | 159,36 | -50% |
| Associations | 8 | 42 | 336 | 969,44 | -65% |
| | | | 1 112 | 3 539 | -69% |

| Typologie | Période petites vacances | | | Contrat Amplitude h | Variation |
|-----------------------|--------------------------|----------------------|-------------|------------------------|-------------|
| | Nb semaine | Réalisé h/semaine | Amplitude h | | |
| Baigneurs | 3 | 58 | 174 | 464 | -63% |
| Activités | 3 | 17 | 51 | 220 | -77% |
| Scolaires primaires | 0 | 0 | 0 | | |
| Scolaires secondaires | 0 | 0 | 0 | | |
| Associations | 1 | 17,5 | 18 | nc | |
| | | | 243 | 684 | -65% |

| Typologie | Période estivale | | | Contrat Amplitude h | Variation |
|-----------------------|------------------|----------------------|-------------|------------------------|-------------|
| | Nb semaine | Réalisé h/semaine | Amplitude h | | |
| Baigneurs | 8 | 56 | 448 | 550 | -19% |
| Activités | 8 | 17 | 136 | 200 | -32% |
| Balnéo | | | | | |
| Scolaires primaires | | | | | |
| Scolaires secondaires | | | | | |
| Associations | 2 | 35 | 70 | nc | |
| | | | 654 | 750 | -13% |

En période scolaire

Les amplitudes horaires ont été amputées de près de 18 semaines consécutives suite la fermeture de l'établissement liée au COVID-19.

Cette situation explique la baisse de 70 % de l'amplitude d'ouverture sur la période scolaire par rapport à la cible contractuelle.

En période de petites vacances

Les amplitudes d'ouverture de la période « petites vacances » ont été amputées également d'environ 4 semaines ce qui a généré une baisse des allocations de 65% par rapport à la cible contractuelle ;

Seules les vacances scolaires d'automne ont été assurées.

En période estivale

Sous les contraintes des protocoles d'hygiène, les amplitudes baigneurs ont été très largement modifiées (ouvertures fragmentées).

Sur cette période, l'accessibilité a été acceptable.

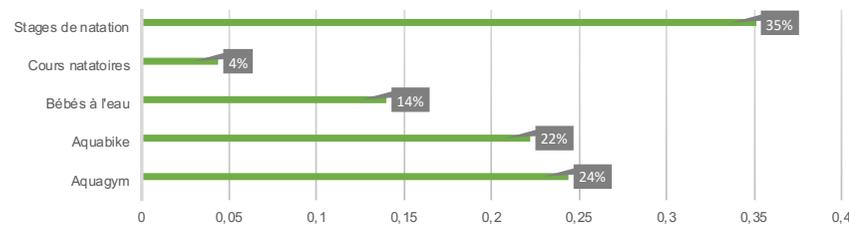
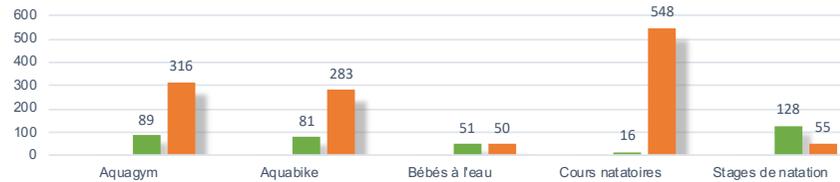


Programme d'activités

Synthèse des amplitudes annuelles et des allocations

| Typologie | Bilan annuel | | | |
|--------------------|--------------|-------------|---------------------|-------------|
| | Réalisé part | Amplitude h | Contrat Amplitude h | Variation |
| Aquagym | 24% | 89 | 316 | -72% |
| Aquabike | 22% | 81 | 283 | -71% |
| Bébés à l'eau | 14% | 51 | 50 | 2% |
| Cours natatoires | 4% | 16 | 548 | -97% |
| Stages de natation | 35% | 128 | 55 | 133% |
| | | 365 | 1 251 | -71% |

Allocations horaires par type d'activités



Près de **1 250 séances d'activités** ont été programmées, mais seulement 365 séances (30 %) ont pu être réalisées.

Les activités ont été déployées durant toutes les périodes d'exploitation, hors covid. On observe une forte fréquentation des stages de natation pendant les vacances scolaires de la période estivale.

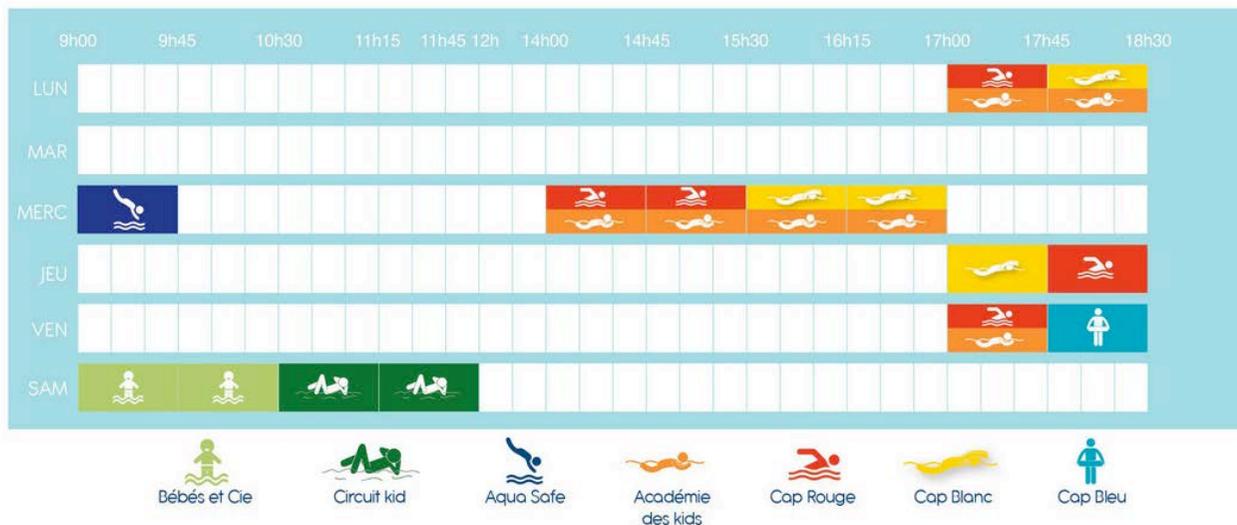
Le programme d'activités couvre un **large panel d'utilisateurs**. Il comprend :

- Aquagym
- Aquabike
- Circuit training
- Aquaphobie
- Bébés et Cie
- Circuit Kids
- Apprentissage enfants et adultes
- Perfectionnement enfants et adultes

Le planning et les contenus des cours sont consultables sur le site dédié <https://piscine-aqualud.fr/planning-activites/>



PLANNING ACTIVITÉS POUR LES ENFANTS



PLANNING ACTIVITÉS POUR LES ADULTES



Détail des allocations par période

| Typologie | Période scolaire | | | | |
|--------------------|------------------|----------------------|-------------|------------------------|-------------|
| | Nb semaine | Réalisé h/semaine | Amplitude h | Contrat Amplitude h | Variation |
| Aquagym | 8 | 7 | 56 | 235 | -76% |
| Aquabike | 8 | 6 | 48 | 208 | -77% |
| Circuit-training | 8 | 5 | 40 | 174,3 | -77% |
| Bébés à l'eau | 8 | 2 | 16 | 50 | -68% |
| Cours natatoires | 8 | 16 | 128 | 547,8 | -77% |
| Stages de natation | 0 | 0 | 0 | | |
| | | 288 | | 1 215 | -76% |

En période scolaire

Les allocations sont inférieures aux données contractuelles de 76 % du fait l'interruption du service.

Une partie des cours annulés en école de natation ont été rattrapés grâce à une programmation spécifique lors de la période estivale.

288 heures ont été réalisées.

| Typologie | Période petites vacances | | | | |
|--------------------|--------------------------|----------------------|-------------|------------------------|-------------|
| | Nb semaine | Réalisé h/semaine | Amplitude h | Contrat Amplitude h | Variation |
| Aquagym | 3 | 3 | 9 | 33 | -73% |
| Aquabike | 3 | 3 | 9 | 27 | -67% |
| Circuit-training | 3 | 1 | 3 | 21 | -86% |
| Bébés à l'eau | 3 | 0 | 0 | 0 | |
| Cours natatoires | 3 | 0 | 0 | 0 | |
| Stages de natation | 3 | 10 | 30 | 15 | 100% |
| | | 51 | | 96 | -47% |

En période de petites vacances

Les allocations sont inférieures de 47 % aux données contractuelles.

51 heures ont été réalisées.

| Typologie | Période estivale | | | | |
|--------------------|------------------|----------------------|-------------|------------------------|-------------|
| | Nb semaine | Réalisé h/semaine | Amplitude h | Contrat Amplitude h | Variation |
| Aquagym | 8 | 3 | 24 | 48 | -50% |
| Aquabike | 8 | 3 | 24 | 48 | -50% |
| Circuit-training | 8 | 1 | 8 | 40 | -80% |
| Bébés à l'eau | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Cours natatoires | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Stages de natation | 8 | 10 | 80 | 40 | 100% |
| | | 136 | | 176 | -23% |

En période estivale

Cette période fut la moins impactée notamment par la reprogrammation des cours enfants qui n'avaient pu être réalisés durant le premier confinement.

136 heures ont été réalisées.

Programme d'animation

Bilan

| Animations | | | |
|----------------------|----------------|---|--------------------|
| | Mois | Contenu | Participants |
| Octobre Rose | Octobre | Séance d'aquagym au profit d'une association | 25 |
| Halloween | Octobre | Coloration du bassin, structures gonflables, escape game | 58 |
| Aqua-family | Juillet / Août | Séance aquagym pour toute la famille | 30 |
| Animations estivales | Juillet / Août | Animations sur différents thèmes comme le sauvetage, visite de l'espace technique, combat de joutes ou rugby polo | 50 en moyenne |
| Roue de la chance | Juillet / Août | | 250 participations |

Six animations thématiques ont été réalisées sur les dix événements programmés.

Les animations réalisées pour les enfants pendant les vacances estivales remportent un vif succès et sont particulièrement adaptées à l'ergonomie de l'équipement et la typologie de la clientèle. (fond mobile ou encore bassin ludique).

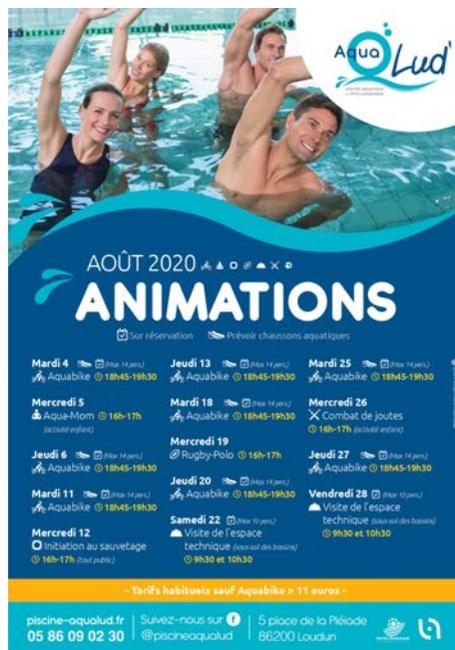
La promotion des animations est essentiellement assurée par un affichage in situ, une information sur le site internet dédié et sur les réseaux sociaux, relayé par l'affichage en ville.

Le **programme d'animation est modifié chaque année** pour tenir compte des retours d'expérience sur le site mais aussi sur les autres centres aquatiques du groupe PRESTALIS.

Au-delà de ces animations thématiques, des **structures gonflables** sont installées durant les périodes de vacances pour **offrir aux enfants un environnement plus ludique**. Cette programmation a été réduite par les contraintes sanitaire Covid 19.



Supports de communication

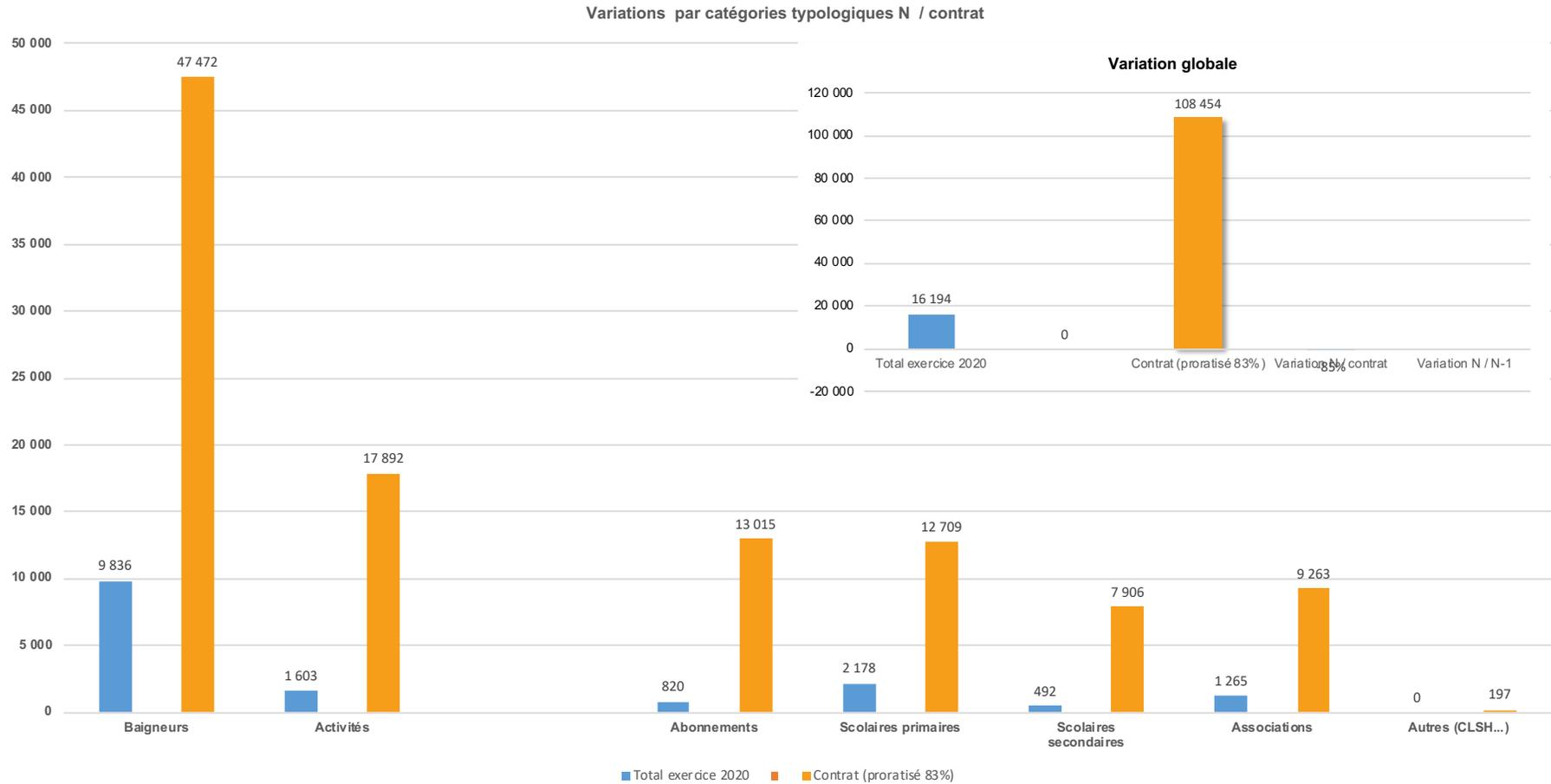


4 . LES FREQUENTATIONS DETAILLEES

Bilan d'ensemble et progression

Les résultats ne sont pas représentatifs au regard des fortes perturbations imposées par les mesures sanitaires (fermetures et restriction de jauge).

La fréquentation globale est inférieure de 85 % aux hypothèses contractuelles.

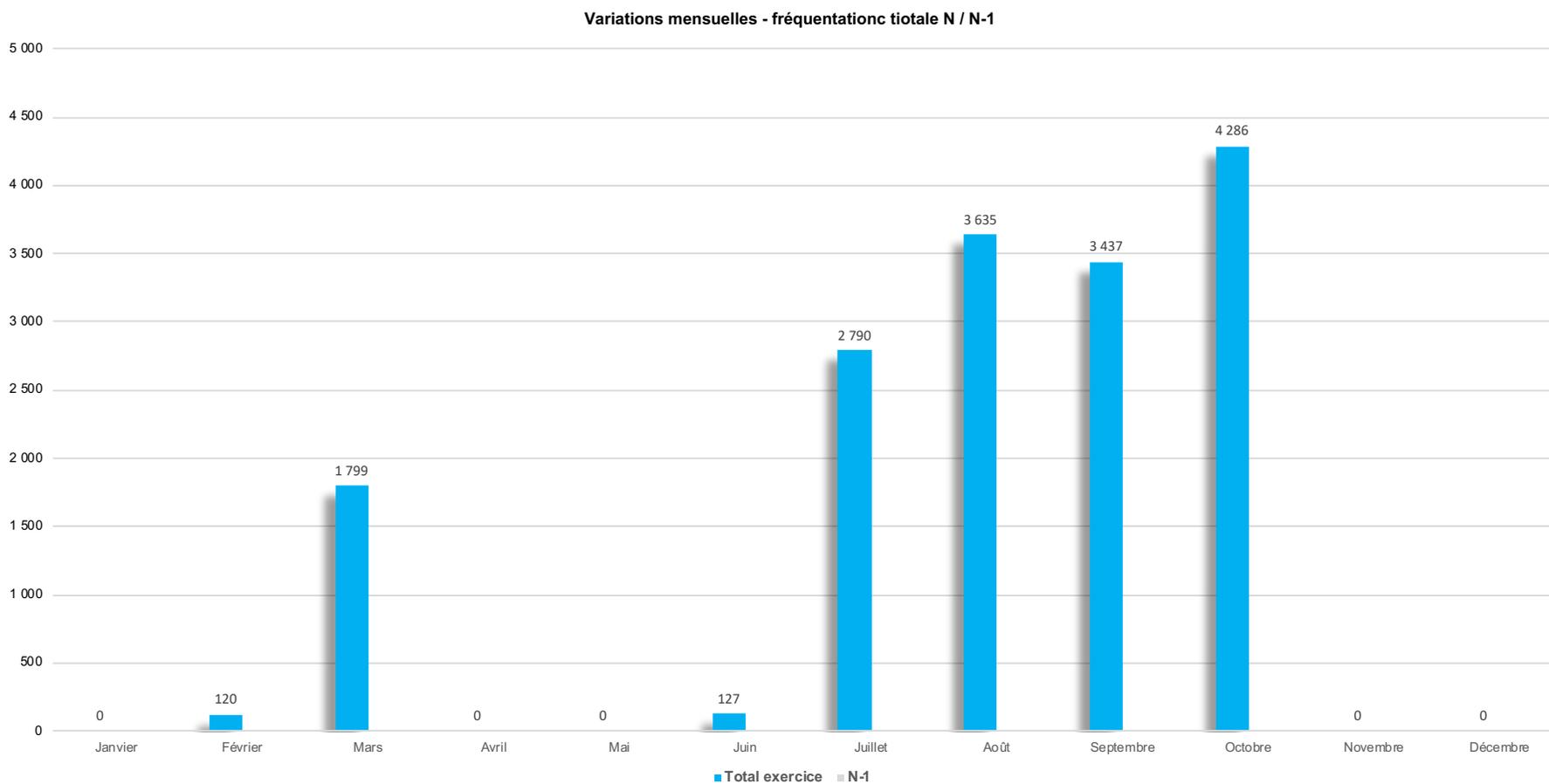


Répartition par catégorie

| Mois | Catégories typologiques | | | | | | | Total exercice | N-1 |
|--------------------------------|-------------------------|---------------|---------------|---------------------|-----------------------|--------------|------------------|----------------|----------|
| | Baigneurs | Activités | Abonnements | Scolaires primaires | Scolaires secondaires | Associations | Autres (CLSH...) | | |
| <i>part</i> | 61% | 10% | 5% | 13% | 3% | 8% | 0% | | |
| Janvier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Février | 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 120 | 0 |
| Mars | 1 582 | 0 | 0 | 138 | 0 | 79 | 0 | 1 799 | 0 |
| Avril | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mai | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Juin | 122 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 127 | 0 |
| Juillet | 2 146 | 323 | 154 | 0 | 0 | 167 | 0 | 2 790 | 0 |
| Août | 3 040 | 414 | 181 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 635 | 0 |
| Septembre | 1 074 | 427 | 240 | 1 084 | 206 | 406 | 0 | 3 437 | 0 |
| Octobre | 1 752 | 436 | 243 | 956 | 286 | 613 | 0 | 4 286 | 0 |
| Novembre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Décembre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total exercice 2020 | 9 836 | 1 603 | 820 | 2 178 | 492 | 1 265 | 0 | 16 194 | 0 |
| N-1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrat (proratisé 83%) | 47 472 | 17 892 | 13 015 | 12 709 | 7 906 | 9 263 | 197 | 108 454 | |
| Variation N / contrat | -79% | -91% | -94% | -83% | -94% | -86% | -100% | -85% | |
| Variation N / N-1 | | | | | | | | | |



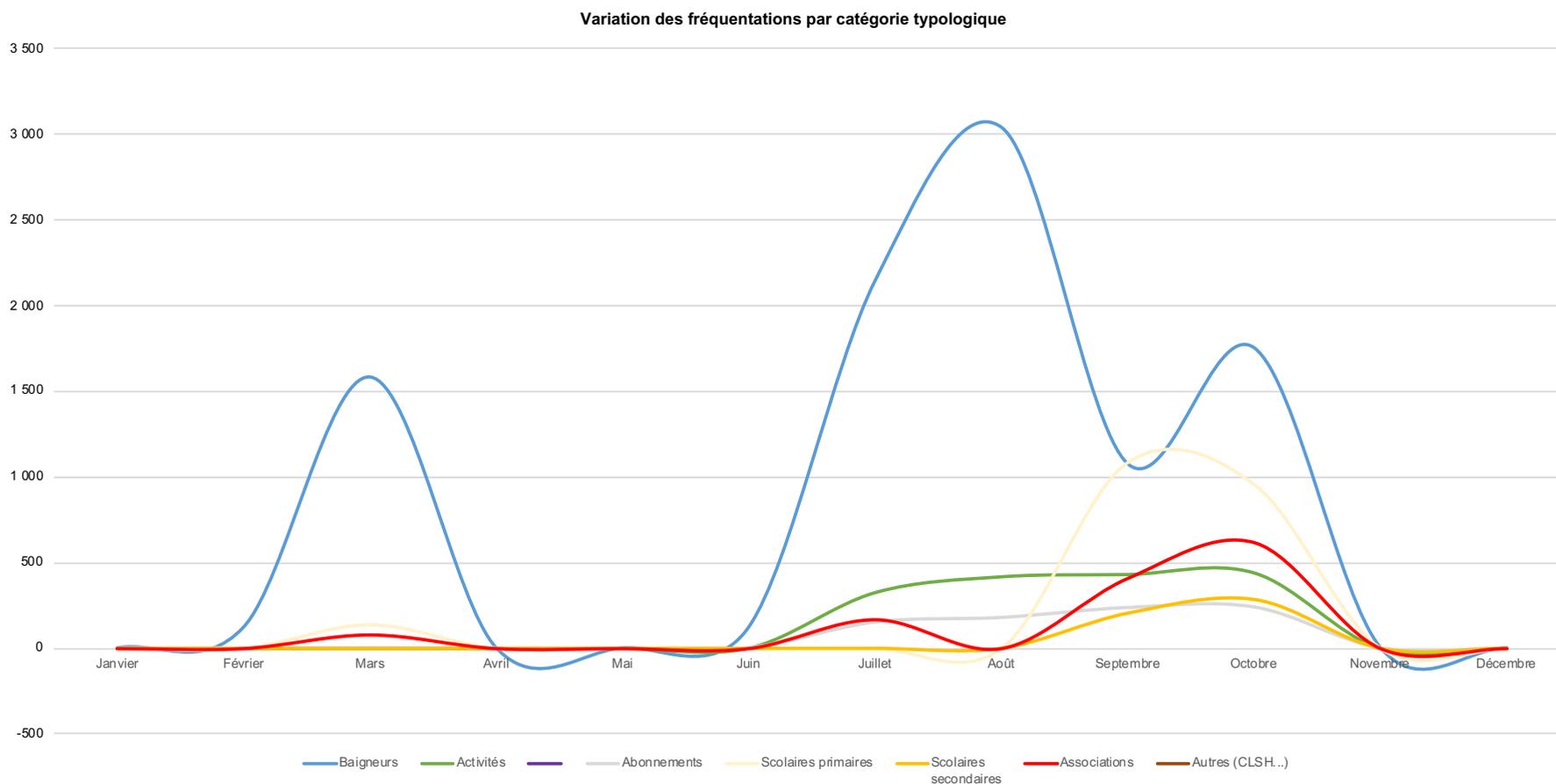
Variations saisonnières globales



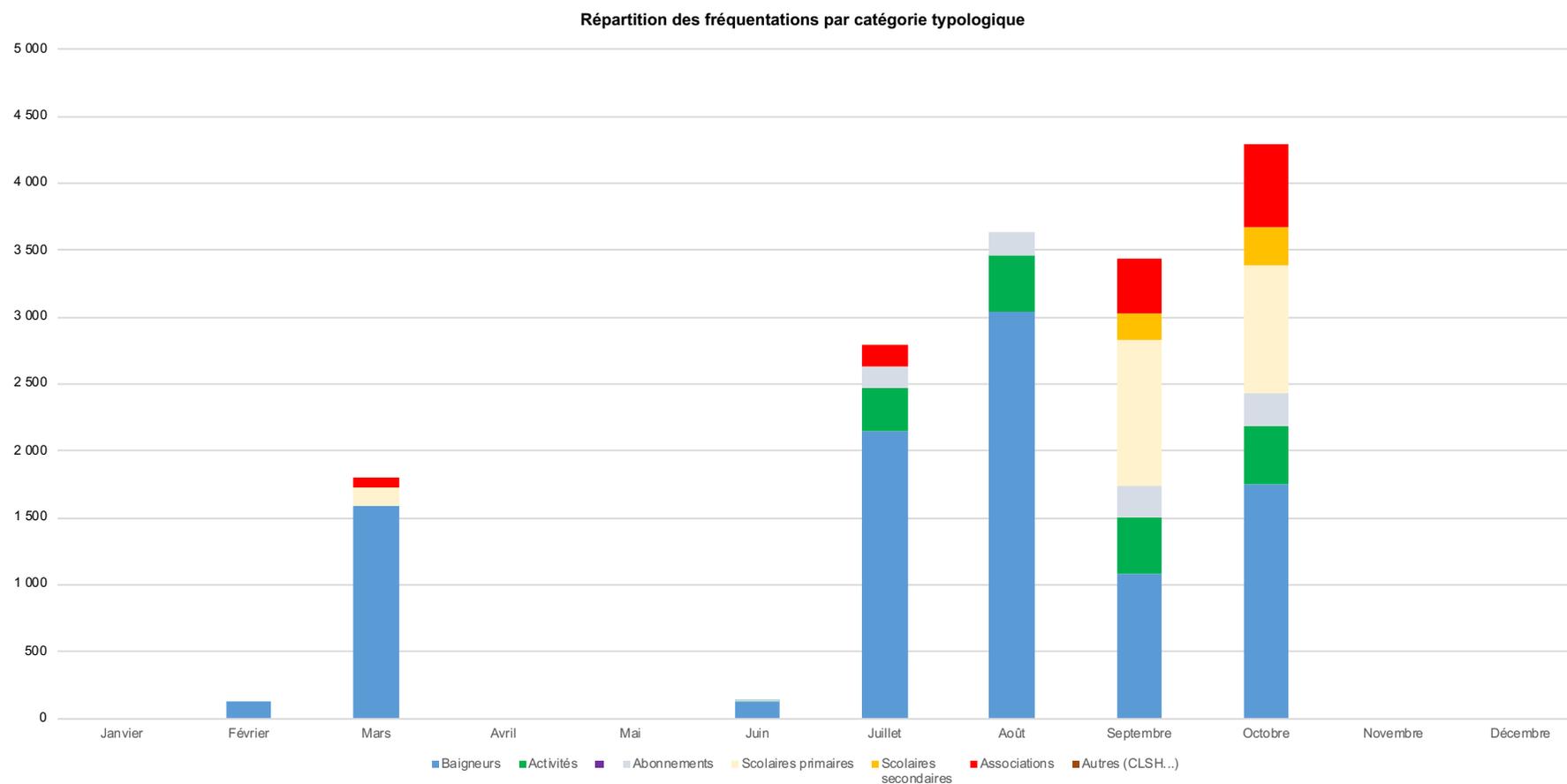
Variations saisonnières par catégorie

L'exercice ayant été perturbé, les résultats ne sont pas représentatifs et ne rendent compte d'aucune tendance en particulier.

Il convient de noter que malgré un protocole sanitaire strict, les usagers se sont rendus au centre aquatique en période estivale.



Variations saisonnières par catégorie



Origine géographique

Provenance Usagers AQUALUD'

| | | |
|--|--------------|-------------|
| Communauté de Communes (CCPL) | 929 | 88% |
| Hors communauté de Communes (Hor CCPL) | 127 | 12% |
| TOTAL | 1 056 | 100% |

| | | | |
|------------------------------|-----------|-----|-----|
| Loudun | | 738 | 70% |
| Les Trois Moutiers | | 54 | 5% |
| Monts sur guesnes | CCPL | 31 | 3% |
| Moncontour | | 6 | 1% |
| Roiffée | | 81 | 8% |
| Saint Jean de Sauves | | 19 | 2% |
| Saumur | | 29 | 3% |
| Chinon | | 30 | 3% |
| Thouars | Hors CCPL | 15 | 1% |
| Châtelleraut | | 16 | 2% |
| Hors région (Toulouse, Caen) | | 37 | 4% |

L'analyse a été réalisée un échantillonnage de 1 056 passages « abonnés ».

Le système de billetterie ELISATH ne propose pas de requête de code postal pour les tickets unitaires. Le traitement ne concerne que les abonnés.

La majorité des usagers grand public proviennent des communes du territoire communautaire 87 % dont 70% de Loudun.

Variations par article tarifaire

| Produits | 2020 |
|---------------------------|--------------|
| Entrée(-3 ans) | 349 |
| Entrée réduite 3 à 15 ans | 2 658 |
| Adulte +16ans | 3 515 |
| Carte 10 entrées enfants | 70 |
| Carte 10 entrées adultes | 214 |
| carte 10 heures | - |
| carte famille | |
| CE | 74 |
| Entrée dotation | 37 |
| Formule anniversaire | - |
| Pass natation | 32 |
| Pass natation | 5 |
| Pass Aubin | 11 |
| Stages natation | 100 |
| Activités | 613 |
| Roue de la chance | 8 |
| Abonnement silver | 48 |
| Abonnement gold | 14 |
| Abonnement platinum | 41 |
| TOTAL | 7 789 |

L'exercice ayant été perturbé, les résultats ne sont pas représentatifs et ne rendent compte d'aucune tendance en particulier.



Focus sur la fréquentation scolaire

| Etablissements | Fréquentation |
|----------------------|---------------|
| Beuxes | 134 |
| Saint Joseph | 106 |
| Vézières | 176 |
| Les 3 Moutiers | 204 |
| Prévert | 204 |
| Angliers | 201 |
| Moncontour | 120 |
| Martray | 153 |
| Monts sur Guesnes | 146 |
| Ceaux en loudun | 130 |
| Roiffé | 79 |
| Saint Jean de Sauves | 95 |
| Bourmand | 45 |
| Morton | 59 |
| Saint Léger | 96 |
| Chat botté | 86 |
| Mazeuil | 65 |
| Lutin | 27 |
| Mouterre | 52 |
| Collège du Bellay | 106 |
| Lycée Guy Chauvet | 81 |
| Saint Jean de Sauves | 76 |
| Collèges Chavagnes | 69 |
| Lycée La Périère | 64 |
| Marc Godrie | 96 |
| TOTAL | 2 670 |

Tous les établissements du cycle primaires de la collectivité fréquentent l'établissement.

Le centre aquatique a accueilli :

- 19 établissements du cycle primaire
- 6 établissements du cycle secondaire
- Unss Chavagnes

Les établissements scolaires du cycle primaire bénéficient d'un soutien pédagogique renforcé par la mise à disposition d'un éducateur sportif par classe (en complément de l'encadrement assuré par l'enseignant).

La durée des créneaux scolaires du cycle primaire est de 45 minutes de pratique effective avec une capacité d'accueil de deux classes simultanément.

La durée des créneaux scolaires du cycle secondaire est de 60 minutes avec également une capacité d'accueil de deux classes simultanément.



Focus sur la fréquentation associative

| Mois | Club ASNL |
|-----------|-----------|
| Janvier | 0 |
| Février | 0 |
| Mars | 79 |
| Avril | 0 |
| Mai | 0 |
| Juin | 0 |
| Juillet | 167 |
| Août | 0 |
| Septembre | 406 |
| Octobre | 613 |
| Novembre | 0 |
| Décembre | 0 |

TOTAL



1 265

L'ASNL utilise l'établissement pour des **entraînements à la natation sportive, le water-polo, la natation synchronisée et les cours de «j'apprends à nager» (financé par la FFN)**.

L'association sportive de natation des nageurs Loudunais comptait en 2020 environ 130 licenciés dont un nageur de haut niveau handi sport.

L'activité du club et la préparation du nageur de haut-niveau ont été fortement perturbées par les fermetures du centre aquatique.

Sur l'exercice considéré, l'ASNL a disposé de 805 heures équivalent ligne d'eau



5 . LES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE PROMOTION

Communication courante et récurrente

| Date de parution | Journal | Objet |
|------------------|------------------------|---|
| 25/06/2020 | La nouvelle république | Article mettant en avant les animations estivales |
| 02/09/2020 | La nouvelle république | récapitulatif fréquentation de l'été |
| 29/09/2020 | La nouvelle république | Octobre Rose |



L'espace aquatique dispose d'une **notoriété moyenne** et à parfaire sur sa zone de chalandise. Toutefois cette donnée n'est à ce stade pas représentative au regard des perturbations importantes sur l'exercice 2020.

Plus de 858 **personnes** suivent le site sur Facebook dont **813 personnes ont une opinion positive (abonnés)**. Ce chiffre est en progression constante.

Interaction via Goggle® : 4 990

Interaction via le site internet : près de 16 000

Le budget consacré à la communication s'est élevé à environ **9 413 euros HT montant inférieur aux prévisions** (14 940 euros HT). Ce montant est consacré à :

- La maintenance du site internet dédié,
- Le suivi des réseaux sociaux,
- La conception des supports physiques et digitaux,
- Les impressions de support
- Les dépenses afférentes aux animations thématiques,
- Au déploiement des protocoles sanitaires COVID-19 et aux versions successives des « Guides ».

L'information récurrente est assurée par :

- Le site internet.
- Les réseaux sociaux.
- Un affichage permanent in situ.
- Des flyers in situ.

Chaque période avant la saison estivale, des flyers sont distribués dans les lieux commerciaux du territoire, les mairies, centres sociaux et offices de tourisme.

Cette année le pentagliss a été mis en avant sur les supports de communication.

Ces actions participent à soutenir le développement des fréquentations commerciales.

PLANNING ACTIVITÉS POUR LES ENFANTS

| | 9h00 | 9h45 | 10h30 | 11h15 | 11h45-12h | 14h00 | 14h45 | 15h30 | 16h15 | 17h00 | 17h45 | 18h30 |
|------|------|------|-------|-------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| LUN | | | | | | | | | | | | |
| MAR | | | | | | | | | | | | |
| MERC | | | | | | | | | | | | |
| JEU | | | | | | | | | | | | |
| VEN | | | | | | | | | | | | |
| SAM | | | | | | | | | | | | |

PLANNING ACTIVITÉS POUR LES ADULTES

| | 9h15 | 10h | 11h00 | 12h00 | 13h00 | 13h45-14h | 15h45-16h | 16h45-17h | 17h45-18h30 | 19h15 | 20h | 20h45 |
|------|------|-----|-------|-------|-------|-----------|-----------|-----------|-------------|-------|-----|-------|
| LUN | | | | | | | | | | | | |
| MAR | | | | | | | | | | | | |
| MERC | | | | | | | | | | | | |

Bébés et Cie Circuit kid Aqua Safe Académie des Kids Cap Rouge Cap Blanc Cap Dieu

facebook

Adresse e-mail ou mobile Mot de passe [Se connecter](#)
 Informations de compte oubliées ?

Aqua Lud' - Centre aquatique du Pays Loudunais
 @piscineloudun

Accueil Avis Photos Vidéos Publications À propos Communauté

[Créer une Page](#)

[J'aime](#) [Partager](#) ...

[Envoyer un message](#)

Photos

FESTIVAL TOUT L'ÉTÉ

RETROUVEZ LE PROGRAMME ET LES

Aqua Lud' - Centre aquatique du Pays Loudunais
 Piscine publique
 5 ★★★★★
 Toujours ouvert

Communauté Voir tout

👍 857 personnes aiment ça
 👤 909 personnes suivent ce lieu

PÉRIODE SCOLAIRE BASSINS

| | | |
|------|---------------|---------------|
| LUN | 12h00 > 14h00 | 15h45 > 20h00 |
| MAR | 12h00 > 14h00 | 15h45 > 20h00 |
| MERC | 9h00 > 12h15 | 14h00 > 20h00 |
| JEU | 12h00 > 14h00 | 17h00 > 20h00 |
| VEN | 12h00 > 20h00 | |
| SAM | 14h30 > 18h00 | |
| DIM | 10h00 > 13h00 | |

PETITES VACANCES BASSINS & ESPACE BIEN-ÊTRE

| | |
|------|--------------------------------|
| LUN | 10h00 > 19h00 |
| MAR | 10h00 > 19h00 |
| MERC | 10h00 > 19h00 |
| JEU | 10h00 > 19h00 |
| VEN | 10h00 > 19h00 |
| SAM | 10h00 > 13h00 14h30 > 18h00 |
| DIM | 10h00 > 13h00 14h30 > 18h00 |

6 . L'EVOLUTION DES POSTES DE DEPENSES

Evolution des dépenses de l'exercice

Pour procéder à une analyse comparée pertinente, les charges d'exploitation prévisionnelles ont été pondérées d'un **coefficient de 0,83** pour tenir compte d'un exercice de 305 jours et non de 365 jours.

Toutefois, l'exercice ayant été perturbé sur environ 160 jours, les indicateurs ne peuvent être comparés au Compte prévisionnel d'exploitation.

Afin de réduire les charges d'exploitation résiduelle durant cette période, les installations techniques ont été placées en régime de fonctionnement réduit et les agents d'exploitation en activité partielle.

Par rapport au CEP :

- Les dépenses « **d'achat et fluides** » sont inférieures de 30 % du fait de la mise en fonctionnement réduit des installations techniques.
- Les dépenses « **services extérieurs** » sont conformes
- Les dépenses « **autres services extérieurs** » sont équivalentes si l'on neutralise les dépenses de préfiguration.
- Les dépenses « **impôts et taxes** » sont inférieurs de 27 % du fait de l'absence de CVAE la première année d'exploitation
- Les **coûts salariaux** sont inférieurs de 37 % du fait de la mise en activité partielle du personnel.

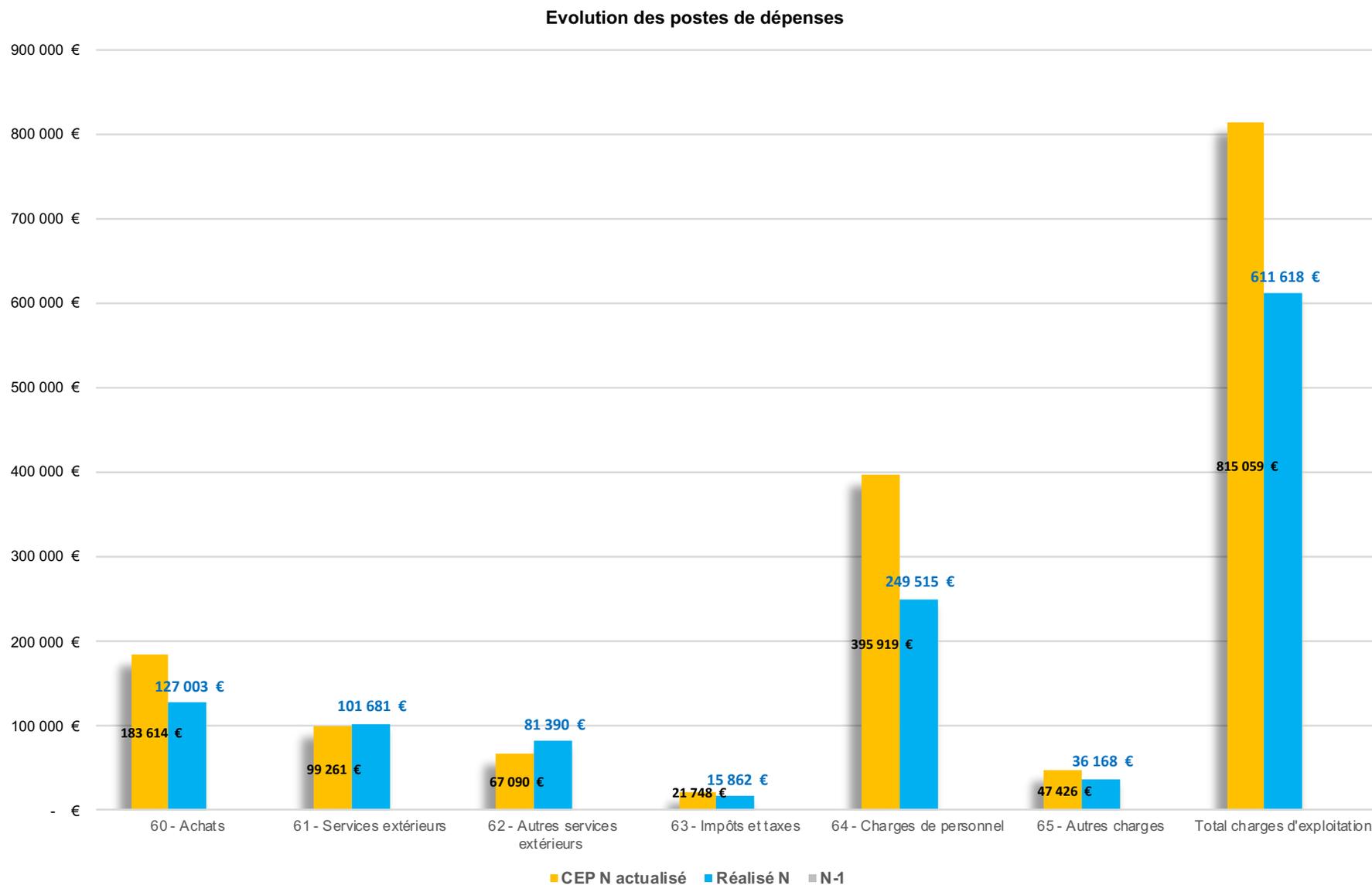
Globalement les charges d'exploitation sont inférieures de 25 % aux prévisions soit une baisse de 216 k€.

Tableau synthétique des grands postes de dépenses

| | CEP N | CEP N actualisé | Réalisé N | N-1 |
|-------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------|
| 60 - Achats | 221 222 € | 183 614 € | 127 003 € | - € |
| 61 - Services extérieurs | 119 592 € | 99 261 € | 101 681 € | - € |
| 62 - Autres services extérieurs | 80 831 € | 67 090 € | 81 390 € | - € |
| 63 - Impôts et taxes | 26 203 € | 21 748 € | 15 862 € | - € |
| 64 - Charges de personnel | 477 011 € | 395 919 € | 249 515 € | - € |
| 65 - Autres charges | 57 139 € | 47 426 € | 36 168 € | - € |
| Total charges d'exploitation | 981 999 € | 815 059 € | 611 618 € | - € |



Evolution des dépenses d'exploitation (prévisions et réalisé)



Evolution de la consommation de fluides

Les consommations de fluides sont toutes **en deçà des cibles contractuelles** car l'équipement a été placé en mode de fonctionnement réduit pendant 160.

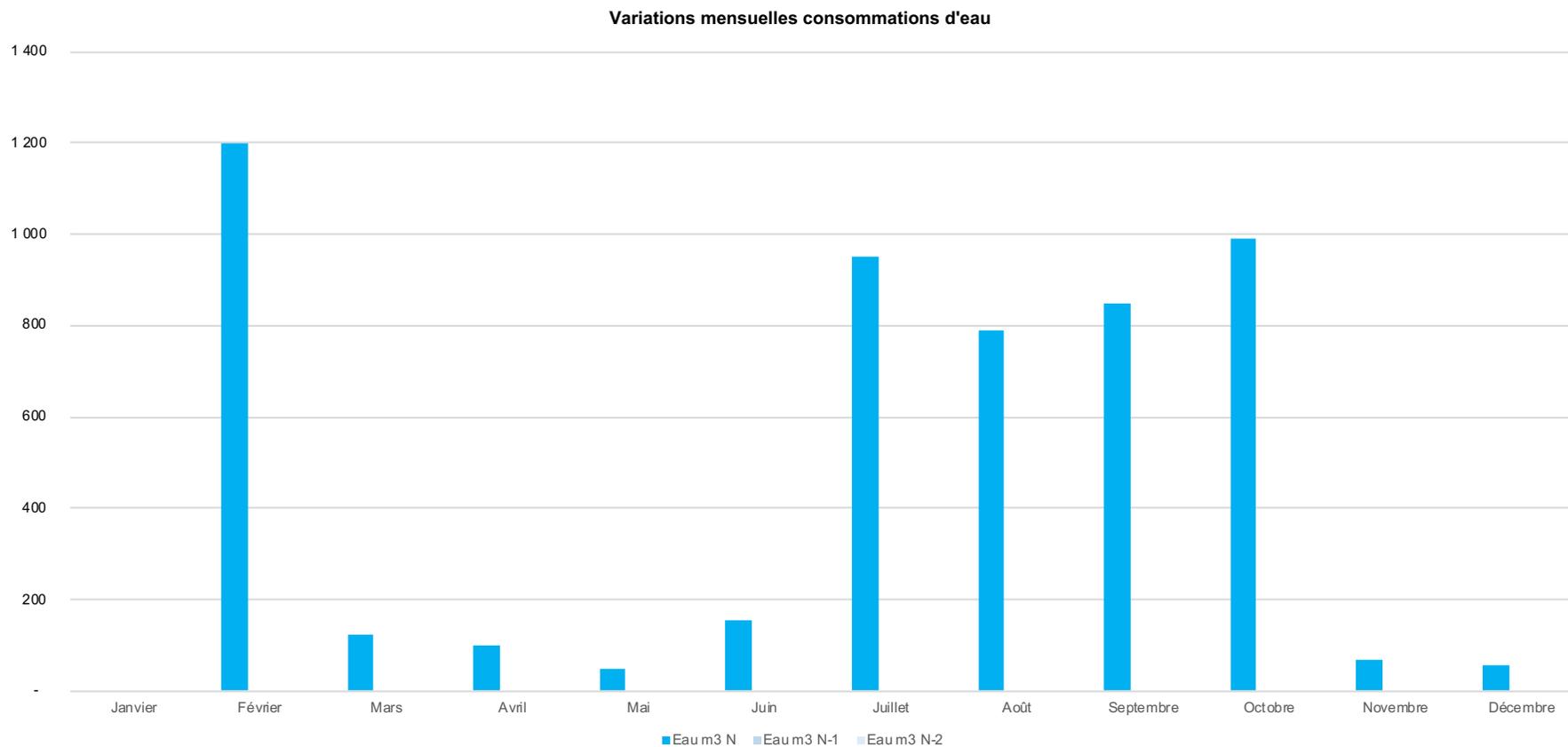
Les consommations de la période de préfiguration notamment pour les opérations de marche à blanc ont été intégrées bien qu'elles soient décorréliées des consommations de la période d'exploitation.

| | Eau m3 | | | Gaz Kwh | | | Electricité kwh | | | |
|---------------------------------|---------------|------------|------------|------------------|------------|------------|-----------------|------------|------------|--------------|
| | N | N-1 | N-2 | N | N-1 | N-2 | N | N-1 | N-2 | N |
| Janvier | - | - | - | 46 950 | - | - | 60 835 | - | - | 0 |
| Février | 1 200 | - | - | 152 650 | - | - | 33 115 | - | - | - |
| Mars | 125 | - | - | 120 350 | - | - | 20 229 | - | - | 0 |
| Avril | 100 | - | - | 46 920 | - | - | 24 917 | - | - | - |
| Mai | 50 | - | - | 39 800 | - | - | 27 989 | - | - | 0 |
| Juin | 156 | - | - | 98 500 | - | - | 35 705 | - | - | - |
| Juillet | 950 | - | - | 95 600 | - | - | 51 169 | - | - | 0 |
| Août | 790 | - | - | 89 700 | - | - | 36 041 | - | - | - |
| Septembre | 850 | - | - | 102 500 | - | - | 36 283 | - | - | 0 |
| Octobre | 990 | - | - | 116 200 | - | - | 34 056 | - | - | - |
| Novembre | 69 | - | - | 59 700 | - | - | 39 159 | - | - | 0 |
| Décembre | 57 | - | - | 59 400 | - | - | 31 573 | - | - | - |
| | N | N-1 | N-2 | N | N-1 | N-2 | N | N-1 | N-2 | N |
| Total exercice 2020/2021 | 5 337 | 0 | 0 | 1 028 270 | 0 | 0 | 431 071 | 0 | 0 | 0 |
| Contrat proratisé | 11 122 | 0 | 0 | 1 013 106 | 0 | 0 | 622 284 | 0 | 0 | 245 |
| Variation N / contrat | -52% | | | 1% | | | -31% | | | -100% |

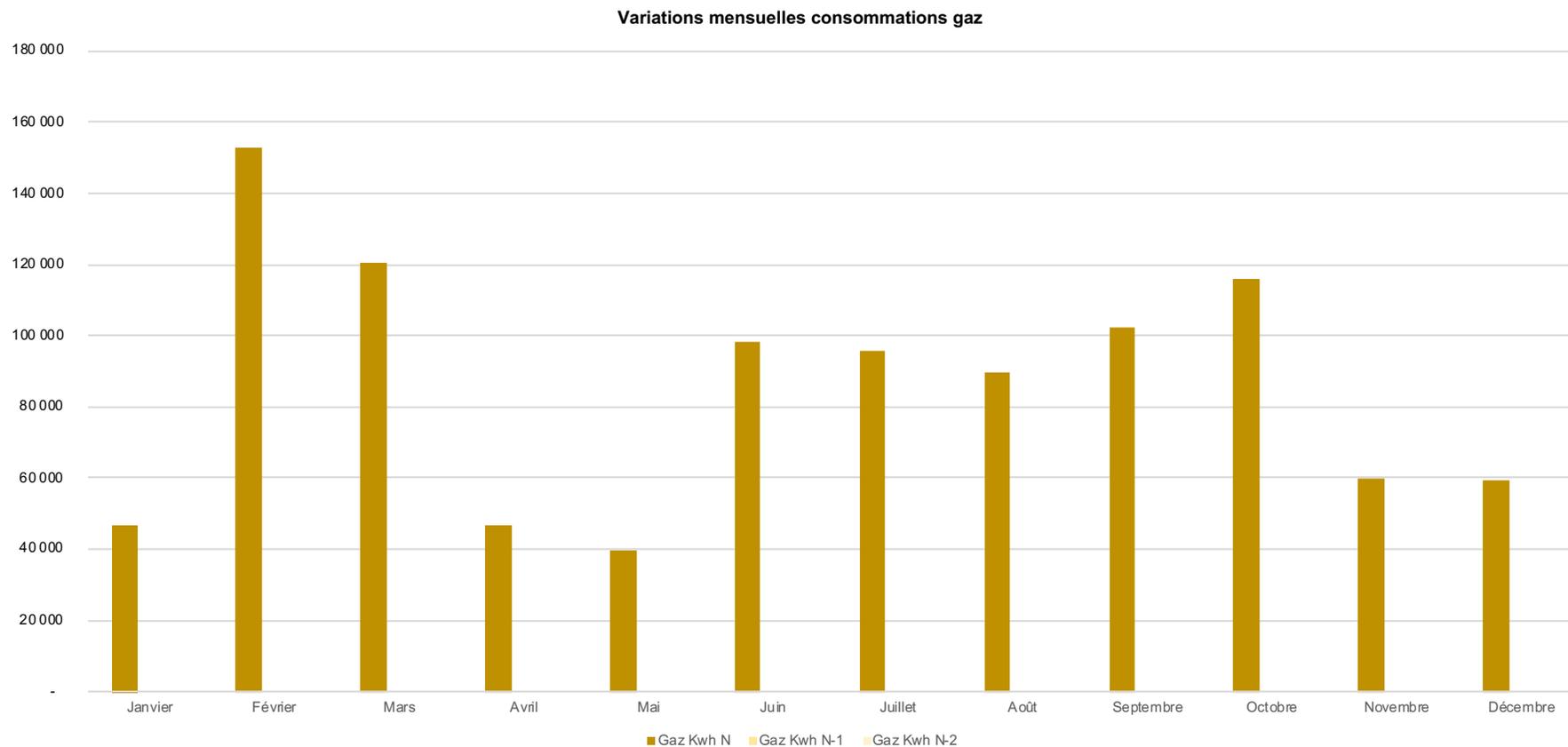


Variation consommation d'eau N

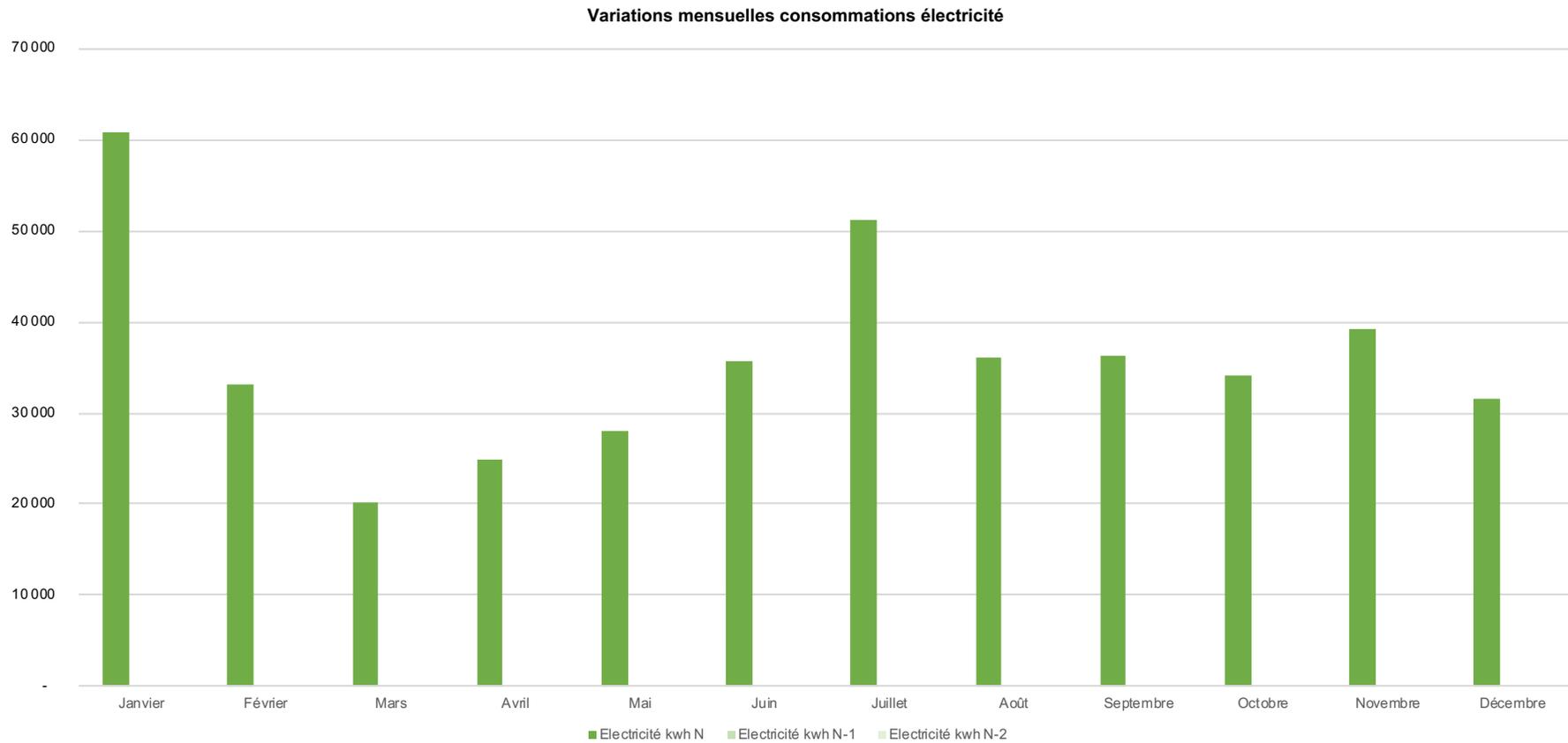
(Vidange technique en Juin, lavage des bâches en Décembre)



Variation consommation de gaz N



Variation consommation électricité N



Ratios de performance

| Données | M2 | M3 | Kwh | autres indicateurs |
|---|-------|-------|-----------|--------------------|
| Surfaces dans œuvre (SDO) | 2 422 | | | |
| Surfaces de plan d'eau (hors pataugeoire) | 443 | | | |
| Consommations annuelle eau | | 5 337 | | |
| Consommation annuelle électricité | | | 431 071 | |
| Consommation annuelle gaz | | | 1 028 270 | |
| Consommation annuelle bois energie | | | | |
| Fréquenttion annuelle totale | | | | 16 194 |
| Volume d'ouverture | | | | 2 009 |
| Acide en litres | | | | 900 |

| Ratios | N |
|--|--------|
| Kwh /m2 de plan d'eau | 3 298 |
| Kwh PCI / m2 de plan d'eau | 2 324 |
| Litre d'eau / baigneur | 329,57 |
| Kwh électricité / m2 SDO / an | 178 |
| Kwh par heure électricité / h d'ouverture | 215 |
| KWh par m2 de plan d'eau | |
| Energie calorifique kwh / baigneur / an | 63 |
| Energie calorifique kwh / m2 SDO / an | 425 |
| Litre de produit de traitement d'eau / baigneur / an | 0,056 |

Le ratio litres / produit de traitement d'eau / baigneur ne concerne que le correcteur de pH. La désinfection étant assurée par du chlore gazeux en bouteille de 49kg, il n'est pas possible de faire une conversion en équivalent litres.

Pour mémoire 12 bouteilles de 49 kg ont été consommées.

Le personnel du centre aquatique procède à la collecte différenciée des déchets issus de l'activité :

- Tri sélectif dans les containers mis à disposition par la Collectivité
- Compostage des déchets alimentaires (légumes, fruits, café, thé....)
- Mise en déchetterie par notre partenaire technique 2 à 3 fois par an des déchets inertes et des bidons.
- Le personnel du centre aquatique procède à l'entretien des espaces verts sans produits phytosanitaires.

Dans la mesure du possible, l'utilisation de produits « écolabellisés » est privilégié pour les opérations d'entretien hygiénique.

Moyens humains

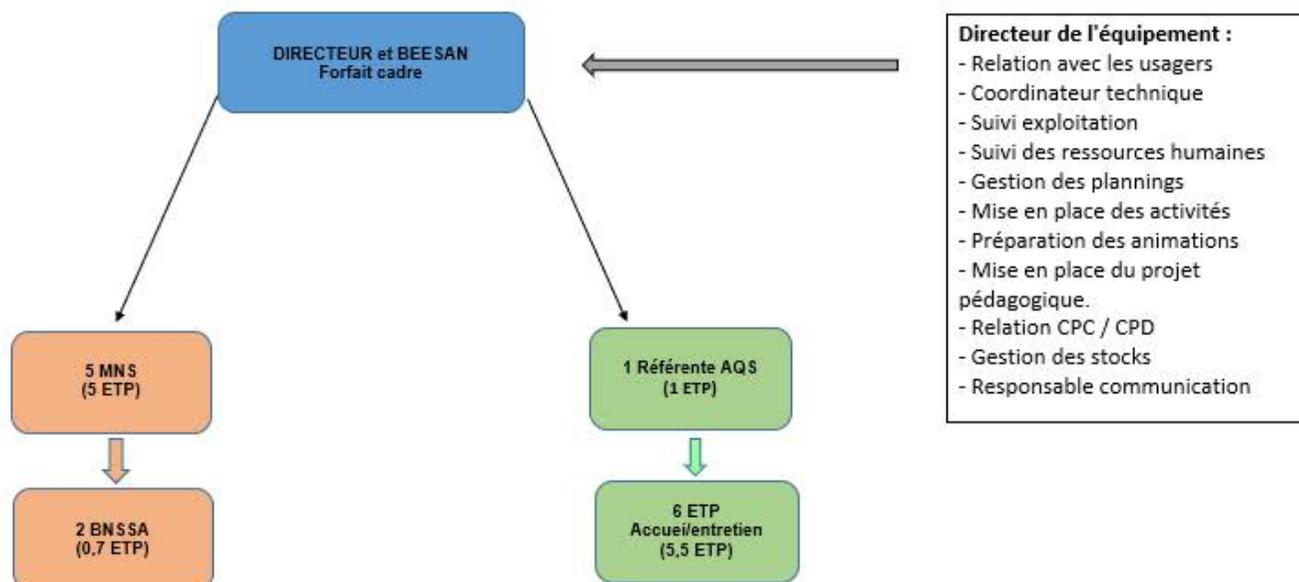
La convention collective en vigueur est la Convention Collectivité Nationale du Sport.

Aucun départ n'a eu lieu en 2020

L'équipe compte 14 personnes dont 8 agents à temps partiels et 4 agents en détachement.

Les agents précédemment en contrat à durée déterminée au sein de la collectivité ont été intégrés en CDI.

Espace Aquatique AQUA LUD'



7. L'ETAT GENERAL DES OUVRAGES ET DES BIENS DELEGUES

Entretien et maintenance

| Nature du contrôle | Vérificateur | Périodicité | Réalisation |
|---|---------------|-------------|-------------|
| Réseau gaz combustibles | IDEX | Annuel | 20/12/2020 |
| Contrôle périodique chauffage / ventilation | IDEX | Annuel | 20/12/2020 |
| Ramonage chaufferie | IDEX | Annuel | 20/12/2020 |
| Installations électriques | IDEX | Annuel | |
| Combustions chaudières | IDEX | Trimestriel | 12/02/2020 |
| Légionelle | IDEX | Annuel | 03/04/2020 |
| Vérification Toiture | LCB | Annuel | |
| Nettoyage vitres | ATMOS | Annuel | 23/12/2020 |
| Contrôle Pentaglass | Eureka | Annuel | 15/11/2020 |
| Contrôle d'accès | Elisath | Annuel | 31/12/2020 |
| Entretien filtre UV / Membrane syclope | IDEX | Annuel | 22/04/2020 |
| Portail / Caméras / Sonorisation | Brunet Mignet | Annuel | En cours |
| Entretien des machines de nettoyage | Nilfisk | Semestriel | Mars / Sept |
| Recyclage du personnel / Formation secourisme | | Annuel | Juin |

| Contrat | Entreprise |
|-----------------------------|-------------|
| Contrat oxygène | Air Liquide |
| Contrôle d'accès - Niveau 2 | Elisath |
| Maintenance robot bassin | Hexagone |
| Photocopieur | Ricoh |
| Technique | Idex |

Gros Entretien Renouvellement (GER)

Sur l'exercice 2020, l'équipement étant couvert par les garanties des installateurs et en phase de GPA (Garantie de parfait achèvement), il n'y a pas eu de dépense de GER. Conformément aux dispositions de l'article 24.3 du contrat les provisions sont ajoutées à la provision de l'exercice suivant.

La conduite, l'entretien et la maintenance des installations techniques sont assurés par la société IDEX.

L'entretien et la maintenance de l'équipements sont répartis entre la Collectivité délégante et la société PRESTALIS selon les dispositions contractuelles.

Les **dépenses engagées** sur ces opérations s'élèvent à :

- **70 k€ HT pour la conduite des installations techniques**
- **15,8 k€ HT pour la maintenance et l'entretien** de l'équipement (hors dépenses de GER)

Les contrôles règlementaires et la maintenance spécifique sont assurés par des organismes de contrôle agréés.

Les contrats d'entretien externalisés concernent principalement :

- Le contrôle d'accès informatisé
- Les équipements d'entretien
- Les équipements de bureautique

L'équipement est en bon état d'entretien et les désordres constatés concernaient essentiellement des **désordres techniques consécutifs de travaux de Garantie de Parfait Achèvement** pris en charge par la Collectivité.



8 . COMPTE ANNUEL DE RESULTAT ET METHODES EMPLOYEES

Indice de révision de la subvention forfaitaire d'exploitation

En application des dispositions contractuelles l'indice de révision **K** pour l'exercice considéré applicable à la subvention forfaitaire d'exploitation (article 38) a été de **1,0054** soit une actualisation quasi nulle.

Formule d'indexation :

$$K = 0,05 + 0,95 \times \left[0,042 \frac{E}{E_0} + 0,081 \frac{EI}{EI_0} + 0,064 \frac{G}{G_0} + 0,49 \frac{S}{S_0} + 0,323 \frac{FSD2}{FSD2_0} \right]$$

| Indice | Libellé | Code | Valeur avril 2019 | Exercice 1 | |
|---------------------|--|-----------------------------------|----------------------|---------------------------|--------|
| | | | | janv-20 | Index |
| Eau (E) | Prix de l'eau sur la commune de Loudun | Voir détail dans le tableau joint | 1 | 1,03 | 1,0310 |
| | | | | <i>indice de févr.-20</i> | |
| Electricité (EI) | Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA | 010534766 | 124,2 | 127,50 | 1,0266 |
| | | | | <i>indice de déc.-19</i> | |
| Gaz (G) | Commerce du gaz aux entreprises consommatrices finales | 010534775 | 99,8 | 89,30 | 0,8948 |
| | | | | <i>indice de déc.-19</i> | |
| Salaire (S) | Ensemble des secteurs non agricoles | 010562695 | 102 | 103,60 | 1,0157 |
| | | | | <i>indice de T3 2019</i> | |
| FSD2 | Indice des frais et services divers | FSD2 | 130,9 | 131,40 | 1,0038 |
| | | | | <i>indice de déc.-19</i> | |
| K | | | | 1,0054 | |



Grille tarifaire appliquée

| Tarifs Année N | TARIFICATION € T.T.C |
|---|-------------------------|
| Grand public | |
| | ESPACE AQUATIQUE |
| Entrée unitaire adulte (+ 16 ans) | 4,70 € |
| Entrée unitaire réduite (de 3 à 15 ans) | 3,70 € |
| Entrée unitaire - de 3 ans | - € |
| Carte 10 entrées adulte | 42,30 € |
| Carte 10 entrées réduite | 33,30 € |
| Carte famille | 25,00 € |
| Entrée adulte famille | 3,50 € |
| Entrée réduite famille 11-25 ans | 2,50 € |
| Comité d'entreprise (carnet de 50 entrées) | 197,40 € |
| ALSH et groupes divers non conventionnés | 3,00 € |
| Anniversaire | 10,00 € |
| Carte perdue | 5,00 € |
| Abonnements | |
| Silver accès illimité à l'espace aquatique + Bien-être | 228,00 € |
| Aubin accès illimité à l'espace aquatique + école de natation 4 à 12 ans | 348,00 € |
| Gold accès illimité à l'espace aquatique + Bien être + Aquagym | 468,00 € |
| Platinum accès illimité à l'espace aquatique + Bien être + Aquafitness + Aquabiking (2 cours par semaine) | 588,00 € |
| PASS VACANCES (accès illimité espace aquatique) au mois | 22,00 € |
| PASS VACANCES AUBIN (accès illimité espace aquatique) au mois | 18,00 € |
| Activités encadrées | |
| 1 Séance activité (aquafitness-bébé nageur) | 11,00 € |
| 10 séances | 99,00 € |
| 30 séances | 275,00 € |
| Pass Natation Année | 270,00 € |
| Pass Natation 2ème enfant de la même famille Année | 220,00 € |
| Stage (pendant les vacances scolaires - 5 séances du lundi au vendredi) | 60,00 € |
| Scolaires | |
| Primaire CCPL avec pédagogie (45 min) : par classe | 85,00 € |
| Primaire extérieur avec pédagogie (45 min) : par classe | 105,00 € |
| Secondaire CCPL sans pédagogie (1h) : par classe | 75,00 € |
| Secondaire extérieur sans pédagogie (1h) : par classe | 95,00 € |
| Associations, clubs sportifs, IME/CLSH conventionnés | |
| Ligne d'eau heure bassin sportif | 30,00 € |
| Bassin sportif entier - 1 heure | 150,00 € |
| Bassin ludique entier - 1 heure | 150,00 € |
| Intervention MNS - 1 heure | 30,00 € |
| Divers | |
| Location centre aquatique - 1 demi-journée | 900,00 € |
| Location centre aquatique - 1 journée | 1 500,00 € |



Compte annuel de résultat – les produits d'exploitation

Comme pour les charges d'exploitation, les indicateurs de l'exercice considéré ne sont pas comparables à ceux du CEP.

Par rapport au CEP

Recettes usagers : - 85 %

Compensation pour sujétion de service public : + 16% :

- Forte baisse des compensations pour l'accueil des scolaires primaires, secondaires et club
- Maintien de la compensation pour contraintes institutionnelles

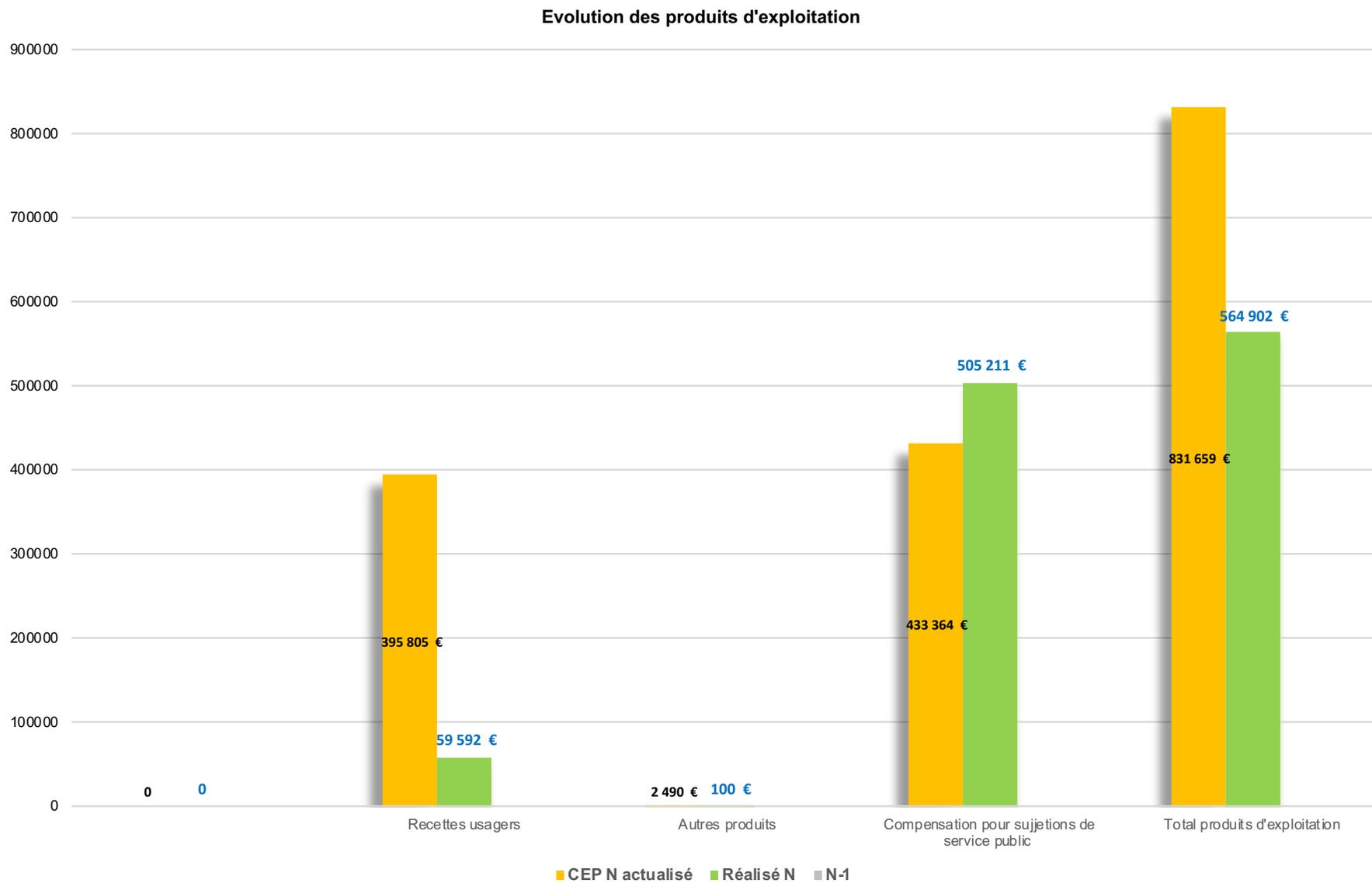
Globalement les produits d'exploitation sont inférieurs de 32 % aux CEP soit un recul de 266 k€ k€.

Tableau synthétique des grands postes de produits d'exploitation

| | CEP N | CEP N actualisé | Réalisé N | N-1 |
|---|--------------------|------------------|------------------|------------|
| Recettes usagers | 476 873 € | 395 805 € | 59 592 € | - € |
| Autres produits | 3 000 € | 2 490 € | 100 € | - € |
| Compensation pour sujétions de service public | 522 125 € | 433 364 € | 505 211 € | - € |
| Total produits d'exploitation | 1 001 999 € | 831 659 € | 564 902 € | - € |



Evolution comparée des produits d'exploitation contrat, N



Compte annuel de résultat – Résultat brut

Le **résultat brut** d'exploitation s'établit à -46,7 k€.

La baisse de charges d'exploitation n'a pas permis de compenser totalement la baisse importante de chiffre d'affaires commercial

Le résultat de l'exercice considéré ne permet **pas le versement de la part variable** définie au sein de l'article 39.2 du contrat.

| | CEP 2020 | CEP N actualisé | Réalisé N | Ecart |
|-------------------------|----------|-----------------|-----------|--------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 20 000 | 16 600 - | 46 716 - | 63 316 |

9 . Qualité du service

| Remarques | Réccurrence | Améliorations apportées ou envisagées |
|--|-------------|--|
| Cours de circuit training peu fréquenté | 6 | Proposer une séance de découverte à tarif attractif. |
| Cours d'apprentissage avec un faible taux de remplissage | 5 | Augmenter l'attractivité des cours avec des apprentissages de qualité et accentuer la communication. |

Enquête de satisfaction

Une enquête de satisfaction a été réalisée à l'ouverture du site. Elle a mis en évidence principalement deux réccurrences :

- une hausse de la température de l'eau
- la mise en oeuvre de senteur dans le hammam.

Il a été mis en place des enquêtes de recommandation à partir du mois de mars 2020, mais le confinement a interrompu cette démarche

L'équipement doté d'un outil de « Net Promotor Score » qui mesure chaque mois le niveau que les usagers son de l'équipement.

Les avis sont recueillis par les agents d'accueil via une tablette disposant de l'application NPS.

Doléances des usagers

Les doléances des usagers concernent essentiellement des **désordres liés à l'animation des bassins**. Ces deux points ont été traités et nous avons apportés une réponse rapide et adaptée aux usagers concernés.



10 . ANNEXES

Plannings d'ouverture

| Allocations horaires par catégorie | | Période scolaire | | | Période "petites vacances" | | | Période estivale | | | Total |
|------------------------------------|--|------------------|--------------|------------|----------------------------|--------------|------------|------------------|--------------|------------|---------|
| | | heures / sem | nbre semaine | sous total | heures / sem | nbre semaine | sous total | heures / sem | nbre semaine | sous total | |
| Espace aquatique | Baigneurs | 41,25 | 32 | 1320,00 | 58 | 8 | 464,00 | 56,5 | 10 | 565 | 2349,00 |
| | Activités aquatiques | 36,75 | 32 | 1176,00 | 14 | 8 | 112,00 | 14 | 10 | 140 | 1428,00 |
| | Scolaires primaires | 10 | 32 | 320,00 | 0 | 8 | 0,00 | 0 | 10 | 0 | 320,00 |
| | Scolaires secondaires | 10 | 32 | 320,00 | 0 | 8 | 0,00 | 0 | 10 | 0 | 320,00 |
| | Associations | 42 | 32 | 1344,00 | 19 | 8 | 152,00 | 11,5 | 10 | 115 | 1611,00 |
| Remise en forme | Balnéo / remise en forme humide | 46,25 | 32 | 1480,00 | 58 | 8 | 464,00 | 56,5 | 10 | 565 | 2509,00 |
| | Fitness / cardio / remise en forme sèche | 0 | 32 | 0,00 | 0 | 8 | 0,00 | 0 | 10 | 0 | 0,00 |

Arrêts techniques

| Date début | Date reprise | Durée | Date début | Date reprise | Durée | Date début | Date reprise | Durée |
|------------|--------------|-------|------------|--------------|-------|------------|--------------|-------|
| 31/08/2020 | 06/09/2020 | 6 | | | 0 | | | 0 |

| | | |
|------------------|--|-------|
| Espace aquatique | Baigneurs | 41,25 |
| | Activités aquatiques | 36,75 |
| | Scolaires primaires | 10 |
| | Scolaires secondaires | 10 |
| | Associations | 42 |
| Remise en forme | Balnéo / remise en forme humide | 46,25 |
| | Fitness / cardio / remise en forme sèche | 0 |

| AO | CT | BK | AA | PA | NSA | | | | | | |
|---------|------------------|----------|-----------------|---------------|-------------------|--|--|--|--|--|--|
| Aquagym | Circuit training | Aquabike | Apprenti adulte | Perfec adulte | Nage sport adulte | | | | | | |

Gamme d'activités enfants

| BB | JA | AE | PE | NSE | LE | SVN | STA |
|--------------|-------------|-----------------|---------------|-------------------|----------------|-----------|-------|
| Bébé à l'eau | Jardin aqua | Apprenti enfant | Perfec enfant | Nage sport enfant | Loisirs enfant | Sauv Nage | Stage |



| Planning période scolaire | | 7h | 8h | 9h | 10h | 11h | 12h | 13h | 14h | 15h | 16h | 17h | 18h | 19h | 20h | 21h | 22h |
|---------------------------------|-------------------|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Lundi | Bassin sportif | C1 | AO | | | | | | | | | AE | PE | | | | |
| | Bassin d'activité | C2 | | | | | | | | | | AE | NSE | | | | |
| | Lagune de jeux | C3 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | C4 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bainée / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mardi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Bassin d'activité | C2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | C3 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | C4 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bainée / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mercredi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Bassin d'activité | C2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | C3 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | C4 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bainée / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jeudi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Bassin d'activité | C2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | C3 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | C4 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bainée / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Vendredi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Bassin d'activité | C2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | C3 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | C4 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bainée / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Samedi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Bassin d'activité | C2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | C3 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | C4 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bainée / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dimanche | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Bassin d'activité | C2 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | C3 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | C4 | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bainée / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | |



| Planning période scolaire | | 7h | 8h | 9h | 10h | 11h | 12h | 13h | 14h | 15h | 16h | 17h | 18h | 19h | 20h | 21h | 22h | |
|---------------------------|------------------------------------|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| Lundi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bassin d'activité | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Baignoire / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mardi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bassin d'activité | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Baignoire / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mercredi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bassin d'activité | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Baignoire / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jeudi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bassin d'activité | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Baignoire / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Vendredi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bassin d'activité | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Baignoire / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Samedi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bassin d'activité | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Baignoire / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dimanche | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bassin d'activité | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Lagune de jeux | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Autre bassin | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Baignoire / remise en forme humide | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de fitness | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Salle de cardio training | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |



| Planning période estivale | | 7h | 8h | 9h | 10h | 11h | 12h | 13h | 14h | 15h | 16h | 17h | 18h | 19h | 20h | 21h | 22h | |
|---------------------------|----------------|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| Lundi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mardi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mercredi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jeudi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Vendredi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Samedi | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dimanche | Bassin sportif | C1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | C5 | | | | | | | | | | | | | | | | |



Support de communication

Flyer de promotion en début d'année distribué en 15000 exemplaires



PETITES VACANCES
BASSINS & ESPACE BIEN-ÊTRE

ANIMATIONS
VACANCES SCOLAIRES

DU 19 AU 30 OCTOBRE 2020

| | | | |
|------|---------------|---------------|--|
| LUN | 10h00 > 18h00 | | |
| MAR | 10h00 > 18h00 | | |
| MERC | 10h00 > 19h00 | | |
| JEU | 10h00 > 19h00 | | |
| VEN | 10h00 > 18h00 | | |
| SAM | 10h00 > 19h00 | 14h30 > 18h00 | |
| DIM | 10h00 > 19h00 | 14h30 > 18h00 | |

| | | | | |
|------|------|-----|-----|-------|
| | 9h15 | 10h | 19h | 19h45 |
| LUN | | | | |
| MAR | | | | |
| MERC | | | | |
| JEU | | | | |
| VEN | | | | |

Stages de natation
 aqua gym
 Circuit training
 Aqua bike

AQUA LUD'

AOÛT 2020

ANIMATIONS

Sur réservation | Prévoir chaussons aquatiques

| | | |
|---|--|--|
| Mardi 4 Aqua-bike @ 18h45-19h30 | Jeu 13 Aqua-bike @ 18h45-19h30 | Mardi 25 Aqua-bike @ 18h45-19h30 |
| Merc 5 Aqua-Mom @ 16h-17h (activité enf/ant) | Mardi 18 Aqua-bike @ 18h45-19h30 | Merc 26 Combat de joutes @ 16h-17h (activité enf/ant) |
| Jeu 6 Aqua-bike @ 18h45-19h30 | Merc 19 Rugby-Polo @ 16h-17h | Jeu 27 Aqua-bike @ 18h45-19h30 |
| Mardi 11 Aqua-bike @ 18h45-19h30 | Jeu 20 Aqua-bike @ 18h45-19h30 | Vend 28 Visite de l'espace technique (hors saf des Anasim) @ 9h30 et 10h30 |
| Merc 12 Initiation au sauvetage @ 16h-17h (hors public) | Samedi 22 Visite de l'espace technique (hors saf des Anasim) @ 9h30 et 10h30 | |

- Tarifs habituels sauf Aqua-bike > 11 euros -

piscine-aqualud.fr | Suivez-nous sur @piscineoqualud | 5 place de la Péléade 86200 Loudun

AQUA LUD'

#CETÉTÉ JEPASSE MESVACANCES ENFRANCE

piscine-aqualud.fr | Suivez-nous sur Facebook

05 86 09 02 30

Informez-vous régulièrement sur piscine-aqualud.fr des nouvelles dispositions obligatoires et de distanciation sociale liées aux règles de déconfinement en vigueur covid-19.

loisirs

Octobre rose et Halloween à la piscine

Avec l'arrivée de l'automne et bientôt des vacances, le centre aquatique du Pays loundunais Aqua Lud' a mis en place de nouvelles animations. L'équipe de Matthieu Renier a concocté un programme qui s'accorde avec Octobre rose et Halloween.

Lumières tamisées, bassin coloré

Imaginez donc le bassin couleur sang ou couleur citrouille ? Vous le vivrez carrément vendredi 30 octobre grâce à un savant mélange inoffensif et dilué dans l'eau. L'eau reprendra sa couleur originale au bout d'environ deux heures. Fumée, musique et ambiance tamisée à partir de 19 h et jusqu'à 21 h 30. Le centre aquatique sera ouvert toute la journée mais le bassin d'activi-



Imaginez le même bassin couleur sang ou couleur citrouille !

tés sera animé et coloré à partir en fin de journée. Le tarif d'entrée sera réduit pour tous ceux qui arrivent déguisés. Dé-

guisés mais pas maquillés car les fards ne font pas bon ménage avec l'eau.

Trois séances d'escape game

auront lieu le même jour. Pour parfaire l'ambiance, une animation aura lieu dans l'espace collectif, donc hors de l'eau. Il s'agit d'un escape game organisé en partenariat avec l'association Ludikgames. Trois sessions d'une heure chacune seront proposées par groupe de huit personnes (à partir de treize ans) à 17 h, 18 h 30 et 20 h. Jeux sur inscription uniquement.

Aquagym géant

Dans le cadre d'Octobre rose, Aqua Lud' organisera un Aquagym géant vendredi 23 octobre de 19 h à 19 h 45. Il sera animé par Amandine. Une partie des bénéfices sera remise à la Ligue contre le cancer.

> Renseignements et réservation au tél. 05.86.09.02.30.

prenez note

> Opération Octobre rose.

Le centre aquatique Aqua Lud' organise une séance d'aquagym, vendredi 23 octobre, 19 h à 19 h 45, animée par Amandine. Une partie des bénéfices sera reversée à la Ligue contre le cancer. La boulangerie Pithon, 36 rue Porte de Chinon, vend jusqu'à la fin du mois une baguette rose « La Garance » sur la base d'une banette avec graines de tournesol, lin brun et poudre de betterave rouge pour la collaboration ainsi que des croissants avec de la confiture de framboise. Une partie des bénéfices sera reversée à la Ligue contre le Cancer.



Fin rapport d'activité



21 - AVENANT N°3 AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE**SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

Rapporteur : Madame MOUSSEAU

Par délibération n°2019-4-26 en date du 19 juin 2019, le Conseil communautaire a habilité le Président de la collectivité à signer avec la société PRESTALIS un contrat de délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique « Aqua Lud' » situé sur la commune de Loudun (ci-après désigné « le contrat »).

Le contrat a été conclu pour une durée de 66 mois à compter de sa date d'entrée en vigueur survenue le 18 juillet 2019.

Conformément à l'article 32 du Contrat, la société centre aquatique du Loudun s'est substituée à la société PRESTALIS pour l'exécution du contrat, et cela dès le 2 janvier 2020.

En raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 survenue en mars 2020, un premier avenant a été conclu le 28 décembre 2020 afin de définir la prise en charge partagée des pertes d'exploitation subies par le délégataire sur la période du 15 mars au 31 août 2020 (délibération n°2020-7-48 du conseil communautaire du 16 décembre 2020). Cet avenant 1 a approuvé le versement d'une indemnité COVID de 90 000 € nette de taxe par la Communauté de communes du Pays Loudunais au délégataire.

La réouverture au public de l'équipement a eu lieu le 25 juin 2020 après avis de la collectivité sur le protocole d'exploitation, sans interruption jusqu'au 29 octobre 2020.

Le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, a imposé la fermeture des établissements recevant du public dont relève le centre aquatique Aqua Lud' (ci-après désigné « l'équipement »).

Un deuxième avenant a été conclu le 27 avril 2021 afin de définir la prise en charge partagée des pertes d'exploitation subies par le délégataire sur la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2020 (délibération n°2021-2-95 du conseil communautaire du 14 avril 2021). Cet avenant 2 a approuvé le versement d'une indemnité COVID de 50 000 € nette de taxe par la Communauté de communes du Pays Loudunais au délégataire.

Les avenants 1 et 2 prévoient que les parties conviennent, sur la base des justificatifs fournis par le délégataire, le montant définitif des pertes d'exploitation ainsi que la clé de répartition entre les Parties, étant entendu que le reste à charge du délégataire ne pourra excéder 25% dudit montant avec un seuil minimal de 10%.

Les Parties se sont donc rapprochées et ont décidé de conclure un avenant 3 qui définit la prise en charge par les Parties du montant définitif des pertes d'exploitation pour la période considérée.

Compte-tenu des indemnités précédemment versées par l'autorité délégante (avenants 1 et 2), soit la somme de 140 000 €, les pertes d'exploitation résiduelles s'élèvent désormais à 62 065 €. La Communauté de communes du Pays Loudunais a décidé de fixer le reste à charge de la société Prestalis à 15% du montant définitif des pertes d'exploitation, soit la somme de 30 309,75 €, et d'indemniser ladite société à hauteur de 31 755,25 €.

Afin de formaliser ces engagements, il y a lieu de convenir d'un avenant n°3 au contrat de délégation de service public.

VU la délibération n°2019-4-26 du 19 juin 2019, autorisant le Président de la Communauté de communes du Pays Loudunais à signer le contrat de délégation de service public avec la société Prestalis pour l'exploitation du centre aquatique intercommunal Aqua Lud',

VU la délibération n°2020-7-48 du conseil communautaire du 16 décembre 2020 approuvant la signature de l'avenant 1 conclu le 28 décembre 2020 pour la prise en charge partielle des pertes d'exploitation subies par le délégataire sur la période du 15 mars au 31 août 2020,



VU la délibération n°2021-2-95 du conseil communautaire du 14 avril 2021 approuvant la signature de l'avenant 2 conclu le 27 avril 2021 pour la prise en charge partielle des pertes d'exploitation subies par le délégataire sur la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2020,

CONSIDÉRANT que la Communauté de communes du Pays Loudunais ne souhaite pas mettre en péril les missions de service public confiées au délégataire,

Il est proposé au Conseil de Communauté de délibérer pour :

- ✓ **approuver l'avenant n°3 ci-annexé,**
- ✓ **verser une indemnité de 31 755,25 € nette de taxe au délégataire au titre du solde de l'indemnités au titre de l'exercice 2020,**
- ✓ **autoriser le Président, ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à signer l'avenant n°3 et tout document relatif à cette affaire.**





PAYS LOUDUNAIS
Communauté de Communes

AVENANT N°3

AU CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE AQUATIQUE
« AQUA LUD' »



LE PRESENT AVENANT EST CONCLU ENTRE :

La Communauté de Communes du Pays Loudunais, ayant son siège au 2 rue de la Fontaine d'Adam à Loudun, représentée par son Président en exercice, Monsieur Joël DAZAS, dûment habilité par délibération n°2019-4-26 en date du 19 juin 2019,

Ci-après désignée la « **Collectivité** »

D'UNE PART

ET

La société PRESTALIS, au capital de 40 000 €, immatriculée au RCS de Rennes sous le numéro 431 409 192, dont le siège social est situé au 5 bis Place des Gates 35410 Châteaugiron, représentée par son Directeur Général, Maxime GAGLIARDI, signataire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique « Aqua Lud' » situé sur la commune de Loudun.

A laquelle s'est substituée, le 2 janvier 2020,

La société Centre aquatique du Loudun, société à responsabilité limitée, au capital de 1 500 euros, immatriculée au RCS de Poitiers sous le numéro 880 244 694, dont le siège social est situé Rue des Roches 86200 Loudun, représentée par son gérant, Monsieur Maxime Gagliardi, société désormais délégataire, **ci-après dénommée « le Délégataire »**,

Ci-après dénommée le « **Délégataire** »

D'AUTRE PART

La Collectivité et le Délégataire étant, ci-après, dénommés collectivement les « **Parties** » ou individuellement la « **Partie** ».

PREAMBULE

Par délibération n°2019-4-26 en date du 19 juin 2019, le Conseil communautaire a habilité le Président de la Collectivité à signer avec la société PRESTALIS un contrat de délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique « Aqua Lud' » situé sur la commune de Loudun (ci-après désigné « le Contrat »).

Le Contrat a été conclu pour une durée de 66 mois à compter de sa date d'entrée en vigueur survenue le 18 juillet 2019.

Conformément à l'article 32 du Contrat, la société Centre aquatique du Loudun s'est substituée à la société PRESTALIS pour l'exécution du Contrat, et cela dès le 2 janvier 2020.

En raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 survenue en mars 2020, un premier avenant a été conclu le 28 décembre 2020 afin de définir la prise en charge partagée des pertes d'exploitation subies par le délégataire sur la période du 15 mars au 31 août 2020 (délibération n°2020-7-48 du conseil communautaire du 16 décembre 2020).

La réouverture au public de l'Équipement a eu lieu le 25 juin 2020 après avis de la Collectivité sur le protocole d'exploitation, sans interruption jusqu'au 29 octobre 2020.

Le Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, a imposé la fermeture de



établissements recevant du public dont relève le centre aquatique Aqua Lud' (ci-après désigné « l'Équipement »). Un deuxième avenant a été conclu le 27 avril 2021 afin de définir la prise en charge partagée des pertes d'exploitation subies par le délégataire sur la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2020 (délibération n°2021-2-95 du conseil communautaire du 14 avril 2021).

Les avenants 1 et 2 prévoient que les parties conviennent, sur la base des justificatifs fournis par le délégataire, le montant définitif des pertes d'exploitation ainsi que la clé de répartition entre les Parties, étant entendu que le reste à charge du délégataire ne pourra excéder 25% dudit montant avec un seuil minimal de 10%.

Les Parties se sont donc rapprochées et ont décidé de conclure le présent avenant (ci-après désigné « Avenant ») qui définit la prise en charge par les Parties du montant définitif des pertes d'exploitation pour la période considérée.

EN CONSEQUENCE, IL EST ARRETÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1. OBJET

L'Avenant a pour objet la prise en charge définitive, par la Collectivité, des pertes d'exploitation supportées par le Délégataire pour la Période considérée (du 15 mars au 31 décembre 2020), imputables à la crise sanitaire du fait de l'épidémie de Covid-19, dans les conditions prévues par les dispositions du point 3° de l'article L. 3135-1 et des articles R. 3135-3 et R. 3135-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2. OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

Conformément à l'article 3 des avenants n°1 et 2, la Collectivité a procédé à l'étude et à la vérification des justificatifs fournis par la société Prestalis afin de valider le montant définitif des pertes d'exploitation ainsi que la clé de répartition entre les deux parties.

L'analyse détaillée des pertes d'exploitation sur la période du 15 mars au 31 décembre 2020 révèle un déficit de 202 065 €, soit une baisse de 31 048 € par rapport au montant estimé initialement par la société Prestalis lors de la négociation des deux avenants 1 et 2. Ce montant résulte d'une analyse approfondie du grand livre 2020, poste par poste, visant notamment à exclure les lignes de charges et de recettes sans lien avec la période du 15 mars au 31 décembre 2020. L'analyse a également permis de reconsolider les aides perçues par la société Prestalis postérieurement au 31 décembre 2020 mais dont l'assiette de calcul concerne effectivement la période couverte par les deux avenants.

Compte-tenu des indemnités précédemment versées par l'autorité délégante, soit la somme de 140 000 €, les pertes d'exploitation résiduelles s'élèvent désormais à 62 065 €. La Collectivité a décidé de fixer le reste à charge de la société Prestalis à 15% du montant définitif des pertes d'exploitation, soit la somme de 30 309,75 €, et d'indemniser ladite société à hauteur de 31 755,25 €.

Compte tenu de son caractère indemnitaire, cette somme doit s'entendre nette de taxe.

Le paiement, qui sera effectué par le comptable public, aura lieu dans un délai maximum de 30 jours à compter de l'entrée en vigueur de l'Avenant.

ARTICLE 3. OBLIGATION DU DELEGATAIRE



Le Délégué s'est engagé, pour la Période considérée, à communiquer à la Collectivité, les justificatifs suivants (liste non exhaustive) :

- Les comptes sociaux de l'exercice 2020 dans les formes requises par le Contrat, ainsi qu'un compte dédié à la Période considérée certifié par son expert-comptable,
- Une liste de toutes les mesures d'aide et de soutien aux entreprises sollicitées d'une part, et obtenues d'autre part, précisant à minima leur nature, montant de l'indemnité, date de versement de celle-ci et coordonnées de l'organisme verseur,
- Les éventuelles indemnités perçues auprès des assurances couvrant les risques épidémiques et pandémiques,
- Une copie de tous les avis d'impôt et de taxe applicables au Contrat au cours de l'exercice 2020,
- Une copie de tout avis de dégrèvement, d'abattement, d'exonération ou de crédit d'impôt, taxe ou charge relative au service délégué,
- Le montant définitif, la méthode et les éléments de calcul économique des pertes d'exploitation pour la Période considérée découlant de l'ensemble de ces éléments, certifié par son expert-comptable.

ARTICLE 4. PORTEE DE L'AVENANT

L'Avenant contient l'intégralité de l'accord des Parties en ce qui concerne son objet et prévaut sur tout accord verbal ou écrit antérieur s'y rapportant.

L'Avenant forme un tout indivisible avec le Contrat et ses autres avenants de sorte que ces derniers, tels que modifiés, se poursuivent et produisent tous leurs effets.

ARTICLE 5. ENTREE EN VIGUEUR

L'Avenant entre en vigueur après qu'il a été notifié au Délégué par la Collectivité.

ARTICLE 6. LISTE DES ANNEXES

Le présent avenant comporte une annexe unique intitulée « Tableau d'analyse détaillée des pertes d'exploitation pour la période considérée : du 15 mars au 31 décembre 2020 ».

Fait à Loudun, **en deux exemplaires originaux**, le

Pour la Communauté de Communes du
Pays Loudunais
« La Collectivité »

Le Président,
Joël DAZAS

Pour la société PRESTALIS
« Le Délégué »

Le Directeur général,
Maxime GAGLIARDI



ANNEXE UNIQUE : Tableau d'analyse détaillée des pertes d'exploitation pour la période considérée : du 15 mars au 31 décembre 2020

| | janv-20 | fevr-20 | mars-20 | avr-20 | mai-20 | jun-20 | juil-20 | août-20 | sept-20 | oct-20 | nov-20 | déc-20 | TOTAL |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION en € HT, constant | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes usagers | - | 863 | 10 334 | - | - | 1 182 | 14 021 | 14 612 | 26 064 | 16 020 | - | 24 322 | 86 304 |
| Espace scolaire | - | 563 | 5 666 | - | - | 710 | 7 209 | 6 029 | 4 950 | 6 282 | - | 10 | 36 958 |
| Abonnements | - | 2 830 | 240 | - | - | 240 | 1 648 | 970 | 1 648 | 6 103 | - | 10 | 27 148 |
| Activités sportives | - | 1 238 | - | - | - | 233 | 4 423 | 4 513 | 6 536 | 3 946 | - | - | 20 485 |
| Autres recettes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 851 |
| Pratices constatées par avance (PCA) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 25 157 |
| Autres produits | - | - | - | 3 222 | 3 222 | 3 222 | 3 222 | 3 222 | 3 222 | 3 222 | 3 222 | 3 222 | 30 100 |
| Démontés | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Boutique | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 130 |
| Fonds de solidarité | - | - | - | 2 222 | 2 222 | 2 222 | 2 222 | 2 222 | 2 222 | 2 222 | 2 222 | 2 222 | 20 000 |
| Sous-total des recettes commerciales | - | 863 | 10 334 | 2 222 | 2 222 | 3 404 | 16 243 | 16 734 | 23 288 | 18 212 | 2 222 | 22 006 | 74 494 |
| Compensation pour factuel des primes CCPL (art 87) | - | - | - | - | - | - | - | 3 766 | - | 6 681 | - | - | 10 350 |
| Compensation pour factuel des collèges et Lycées CCPL (art 37) | - | - | - | - | - | - | - | 1 684 | - | - | - | - | 1 964 |
| Compensation pour factuel des associations et usagers CCPL (art 37) | - | - | - | - | - | - | - | 5 526 | - | 13 437 | - | - | 22 963 |
| Compensation pour usagers de service public (art 36) | - | - | 28 234 | 28 234 | 28 234 | 28 234 | 28 234 | 28 234 | 28 234 | 28 234 | 28 234 | 28 234 | 263 540 |
| Préfinancement | 65 340 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 65 340 |
| Avantant Covid (avant n° 1) | - | - | - | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 90 000 |
| Avantant Covid (avant n° 2) | - | - | - | - | - | - | - | 12 500 | 12 500 | 12 500 | 12 500 | 12 500 | 50 000 |
| Sous-total des compensations versées par la CCPL | 65 340 | - | 28 234 | 46 234 | 46 234 | 46 234 | 46 234 | 61 510 | 40 734 | 60 755 | 40 734 | 40 734 | 523 977 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 65 340 | 863 | 38 568 | 48 456 | 48 456 | 49 638 | 62 477 | 78 244 | 69 020 | 78 907 | 42 656 | 10 734 | 802 471 |
| CHARGES D'EXPLOITATION en € HT, constant | | | | | | | | | | | | | |
| 60 - Achats | 1 001 | 14 893 | 12 890 | 15 193 | 15 124 | 13 630 | 13 037 | 13 192 | 12 042 | 13 346 | 9 106 | 10 638 | 123 903 |
| Eau | - | 3 130 | 3 150 | 2 130 | 3 150 | 2 130 | 3 150 | 2 130 | 3 130 | 3 130 | 921 | 497 | 20 555 |
| Énergie | 4 636 | 2 181 | 4 258 | 4 322 | 4 258 | 3 959 | 4 039 | 4 066 | 4 037 | 4 039 | 4 039 | 3 840 | 43 444 |
| Électricité | 6 177 | 6 834 | 6 787 | 6 787 | 6 787 | 5 453 | 5 845 | 5 041 | 4 918 | 5 174 | 3 151 | 15 175 | 38 033 |
| Produits de traitement d'eau | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Produits d'entretien et consommables | 823 | 620 | 620 | 620 | 620 | 620 | 620 | 620 | 620 | 620 | 620 | 620 | 7 444 |
| Fournitures administratives | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 242 | 2 907 |
| Électricité et cartes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Équipement de travail | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 92 | 1 138 |
| Renouvellement matériel pédagogique | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Animation | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres charges | 135 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 292 |
| Fournitures sportives COVID 19 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 61 - Services extérieurs | 8 120 | 8 129 | 8 790 | 9 030 | 8 450 | 14 478 | 8 796 | 9 103 | 13 410 | 16 394 | 4 232 | 6 019 | 102 182 |
| Contrats | 8 055 | 8 055 | 8 095 | 8 055 | 8 095 | 8 055 | 8 095 | 8 095 | 8 095 | 8 095 | 5 232 | 2 503 | 70 245 |
| Contrats de maintenance | 1 823 | 263 | - | - | - | 2 560 | - | 2 095 | 2 095 | 1 270 | 429 | 1 948 | 8 433 |
| Contrats de eau ARS + analyse biologique | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Contrats de maintenance | - | - | 262 | - | - | - | - | - | - | - | 192 | 132 | 1 458 |
| Assurances | - | - | - | - | - | - | - | - | 9 650 | 4 678 | - | - | 6 338 |
| Entretien et réparation | - | - | - | 695 | 559 | 3 047 | 701 | 1 008 | 1 008 | 1 008 | 547 | - | 7 238 |
| Locations matériel | - | 229 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 343 | 4 581 |
| Documentation et graphisme | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 72 |
| 62 - Autres services extérieurs | 1 973 | 856 | 1 846 | 359 | 323 | 1 904 | 812 | 692 | 1 643 | 15 601 | 13 846 | 29 970 | 89 613 |
| Énergie et communications | 113 | 266 | 300 | - | - | 1 478 | 152 | 162 | 221 | 2 142 | - | - | 9 413 |
| Matériel - Frais de déplacement | 527 | 300 | 300 | - | - | 309 | 309 | 304 | 309 | 309 | 324 | - | 4 722 |
| Matériel - Frais - Internet | 83 | 562 | 625 | 307 | 333 | 410 | 309 | 304 | 304 | 793 | - | - | 5 291 |
| Frais postaux | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 208 | - | - | 57 |
| Frais de voyage | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 11 700 | 11 700 | 13 333 | 36 733 |
| Honoraires comptables | 1 450 | - | - | - | - | - | - | 705 | 691 | 1 659 | 1 659 | 1 659 | 10 825 |
| Honoraires juridiques | - | 29 | 720 | 43 | 20 | 9 | 313 | 138 | 147 | 73 | 163 | 163 | 1 688 |
| Frais bancaires | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 59 |
| 63 - Impôts et taxes | 1 190 | 1 190 | 1 248 | 1 248 | 1 248 | 1 248 | 1 248 | 1 248 | 1 248 | 1 248 | 1 248 | 1 248 | 14 982 |
| Taxe d'apprentissage | 82 | 82 | 82 | 82 | 82 | 82 | 82 | 82 | 82 | 82 | 82 | 82 | 991 |
| RODF | 83 | 83 | 83 | 83 | 83 | 83 | 83 | 83 | 83 | 83 | 83 | 83 | 1 000 |
| TICM ou Redevance Opérateurs | 208 | 208 | 208 | 208 | 208 | 208 | 208 | 208 | 208 | 208 | 208 | 208 | 2 500 |
| CFE | 238 | 238 | 238 | 238 | 238 | 238 | 238 | 238 | 238 | 238 | 238 | 238 | 2 500 |
| CHAF | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| SACM-SPRC | - | 59 | 59 | 59 | 59 | 59 | 59 | 59 | 59 | 59 | 59 | 59 | 576 |
| Auxiliaires scolaires | 475 | 475 | 475 | 475 | 475 | 475 | 475 | 475 | 475 | 475 | 475 | 475 | 5 136 |
| Formation professionnelle | 183 | 183 | 183 | 183 | 183 | 183 | 183 | 183 | 183 | 183 | 183 | 183 | 2 200 |
| Autres taxes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 64 - Charges de personnel | 2 200 | 13 878 | 19 194 | 8 921 | 9 363 | 34 616 | 38 428 | 37 622 | 30 466 | 33 719 | 10 632 | 6 26 | 236 007 |
| Mensuelle main d'œuvre commensale | 8 814 | 11 915 | 21 654 | 24 859 | 24 859 | 21 654 | 21 654 | 21 654 | 24 344 | 24 344 | 3 119 | 11 269 | 169 109 |
| Généralistes | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 2 738 | 30 121 |
| Chargés de cours - Part employeur | - | - | 25 445 | 25 445 | 25 445 | 15 345 | 15 345 | 15 345 | 15 345 | 15 345 | 15 345 | 15 345 | 67 905 |
| Chargés de cours - Part Etat | - | - | - | - | - | 1 600 | 1 600 | 1 600 | 1 600 | 1 600 | 1 600 | 1 600 | 6 675 |
| Missions | - | 1 176 | 1 148 | 11 | 11 | 3 564 | 2 869 | 3 881 | 240 | 3 587 | 420 | 14 422 | 30 478 |
| Exc. URSSAF | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 18 039 |
| Mutualité | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 145 | 2 028 |
| Mutualité et prévoyance | 1 040 | 2 142 | 2 548 | 1 040 | 1 056 | 2 548 | 2 578 | 2 428 | 2 734 | 2 634 | 1 070 | 2 147 | 28 000 |
| Formation | 2 200 | 35 | 596 | 596 | 596 | 596 | 596 | 596 | 596 | 596 | 596 | 596 | 2 291 |
| Autres | 309 | 309 | 309 | 309 | 309 | 309 | 309 | 309 | 309 | 309 | 309 | 309 | 3 833 |
| 65 - Autres charges | 2 664 | 3 022 | 3 022 | 3 022 | 3 022 | 3 022 | 3 022 | 3 022 | 3 022 | 3 022 | 3 022 | 3 022 | 36 408 |
| Évalués aux amortissements | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 1 845 | 22 138 |
| Frais financiers | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 2 755 |
| Prévision DEP (R3) - Installations techniques | 719 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 458 | 6 888 |
| Prévision DEP (R3) - Matériel pédagogique | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 719 | 8 827 |
| Prévision DEP (R3) - Participation | 79 263 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 80 263 |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 90 101 | 41 966 | 46 779 | 34 473 | 37 531 | 68 703 | 63 348 | 64 766 | 62 811 | 85 300 | 33 620 | 31 709 | 584 954 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 23 751 | 41 866 | 10 545 | 11 761 | 6 732 | 22 469 | 12 169 | 2 239 | 22 097 | 24 575 | 7 214 | 6 034 | 60 877 |



| Synthèse économique | Compensation forfaitaire | Charges d'exploitation | Compensation forfaitaire | Charges d'exploitation | Complément compensation |
|-----------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|-------------------------|
| Mars 2020 | - € | 90 101 € | 28 234 € | 46 779 € | #REF! |
| Avril 2020 | - € | 41 966 € | 28 234 € | 34 473 € | #REF! |
| Mai 2020 | 28 234 € | 46 779 € | 28 234 € | 37 531 € | #REF! |
| Juin 2020 | 28 234 € | 34 473 € | 28 234 € | 68 703 € | #REF! |
| Juillet 2020 | 28 234 € | 37 531 € | 28 234 € | 63 340 € | #REF! |
| Aout 2020 | 28 234 € | 68 703 € | 43 510 € | 64 769 € | #REF! |
| Septembre 2020 | 28 234 € | 63 340 € | 28 234 € | 62 831 € | #REF! |
| Octobre 2020 | 41 528 € | 64 769 € | 48 255 € | 35 330 € | #REF! |
| Novembre 2020 | 28 234 € | 62 831 € | 28 234 € | 33 520 € | #REF! |
| Décembre 2020 | 28 234 € | 85 350 € | 28 234 € | 31 700 € | #REF! |
| Total produits | 239 164 € | 596 821 € | 317 637 € | 626 974 € | #REF! |

13.428 hors exo URSSAF complémentaires

| | | |
|---------|--------------------------------|----------------|
| 148 690 | M-mars-août | Estm PRESTALIS |
| 84 433 | Sept-déc | Estm PRESTALIS |
| 233 113 | M-mars-déc | Estm PRESTALIS |
| 202 065 | M-mars-déc | Estm ESPERIA |
| 40 413 | Reste à charge PRESTALIS (20%) | |
| 21 652 | Complément OCPL | |



22 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES NOUVELLE-AQUITAINE POUR LA MAÎTRISE D'OEUVRE - PHASE TRAVAUX EN VUE DE LA RESTAURATION DU DOLMEN DE CHANTE BRAULT IV À SAINT-LAON

CULTURE, PATRIMOINE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Rapporteur : Monsieur BOURREAU

La Communauté de communes du Pays Loudunais, après avoir aidé les campagnes de fouilles au dolmen de chante-Brault IV à Saint-Laon entre 2016 et 2019, s'est portée acquéreur du monument en 2020 en vue de sa restauration et d'ouverture au public à l'horizon 2023.

Une consultation a permis de choisir le maître d'œuvre afin de conduire en 2021 la phase 1 conception dans le programme de réhabilitation du mégalithe.

CONSIDÉRANT les propositions du maître d'œuvre de février 2022 quant à l'estimation des travaux de restauration du dolmen ;

CONSIDÉRANT qu'une aide de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Nouvelle-Aquitaine peut être apportée à hauteur de 50 % à cette réalisation sur le montant HT,

VU le plan de financement prévisionnel suivant :

| DÉPENSES (HT) | | RECETTES | |
|---------------------------------------|-----------------|--|-----------------|
| Honoraires | 2 100 € | Subvention DRAC Nouvelle-Aquitaine (50 % du montant HT) | 24 300 € |
| Contrôle technique | 4 500 € | Subvention État DSIL (30% du montant HT) | 14 580 € |
| Lot 1 – Travaux de maçonnerie-grutage | 24 500 € | Fonds propres Communauté de communes du Pays Loudunais (solde) | 9 720 € |
| Lot 2 – Construction métallique | 14 000 € | | |
| Lot 3 – Traitement de la pierre | 3 500 € | | |
| Total dépenses | 48 600 € | Total recettes | 48 600 |

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ approuver le plan de financement prévisionnel,
- ✓ autoriser le Président ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à solliciter la subvention auprès de la DRAC Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 24 300 € et signer tout document relatif à cette affaire.



23 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DSIL 2022 POUR LA MAITRISE D'OEUVRE - PHASE TRAVAUX EN VUE DE LA RESTAURATION DU DOLMEN DE CHANTE BRAULT IV SAINT-LAON

CULTURE, PATRIMOINE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Rapporteur : Monsieur BOURREAU

La Communauté de communes du Pays Loudunais, après avoir aidé les campagnes de fouilles au dolmen de chante-Brault IV à Saint-Laon entre 2016 et 2019, s'est portée acquéreur du monument en 2020 en vue de sa restauration et d'ouverture au public à l'horizon 2023.

Une consultation a permis de choisir le maître d'œuvre afin de conduire en 2021 la phase 1 conception dans le programme de réhabilitation du mégalithe.

CONSIDÉRANT les propositions du maître d'œuvre de février 2022 quant à l'estimation des travaux de restauration du dolmen ;

CONSIDÉRANT qu'une aide de l'État peut être sollicitée au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) 2022 à hauteur de 30 % du coût global des travaux sur le montant HT,

VU le plan de financement prévisionnel suivant :

| DÉPENSES (HT) | | RECETTES | |
|---------------------------------------|-----------------|--|-----------------|
| Honoraires | 2 100 € | Subvention DRAC Nouvelle-Aquitaine (50 % du montant HT) | 24 300 € |
| Contrôle technique | 4 500 € | Subvention État DSIL (30% du montant HT) | 14 580 € |
| Lot 1 – Travaux de maçonnerie-grutage | 24 500 € | Fonds propres Communauté de communes du Pays Loudunais (solde) | 9 720 € |
| Lot 2 – Construction métallique | 14 000 € | | |
| Lot 3 – Traitement de la pierre | 3 500 € | | |
| Total dépenses | 48 600 € | Total recettes | 48 600 € |

Il est proposé au Conseil de communauté de délibérer pour :

- ✓ approuver le plan de financement prévisionnel,
- ✓ autoriser le Président ou en cas d'empêchement le Vice-Président ayant délégation, à solliciter la subvention auprès de l'État au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) 2022 à hauteur de 14 580 € et signer tout document relatif à cette affaire.



RÉSULTATS DE CONSULTATION

RÉSULTAT DE CONSULTATION - MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN BROYEUR DE BRANCHES SUR PRISE DE FORCE TRACTEUR ET REPRISE DU BROYEUR EXISTANT

Après une première procédure déclarée sans suite pour des motifs d'intérêt général à savoir l'absence ou l'insuffisance de concurrence, conformément aux dispositions de l'article R2185 du Code de la commande publique, une nouvelle procédure restreinte sans publicité a permis de désigner un attributaire :

| | |
|--------------------|--|
| Entreprise retenue | SAS MAGAV |
| Montant | Coût du broyeur : 27 590,00 € HT Montant de reprise de l'existant : 2 700,00€ TTC |

RÉSULTAT DE CONSULTATION - FOURNITURE ET DISTRIBUTION DE CARBURANT EN STATION-SERVICE AU MOYEN DE CARTES ACCRÉDITIVES POUR LES BESOINS DE LA CCPL POUR L'ANNÉE 2022

| | |
|--------------------|---|
| Entreprise retenue | SIPLEC (Société d'importation Leclerc) |
| Durée | 1 an (du 01/01/2022 au 31/12/2022) |
| Montant | Accord cadre à bon de commande Maxi 210 000 € |

RÉSULTAT DE CONSULTATION - FOURNITURE DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES, PAPETERIE, POUR LES SERVICES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS LOUDUNAIS

| | |
|--------------------|--|
| Entreprise retenue | GROUPE LACOSTE - DACTYL BUREAU & ÉCOLE |
| Durée | 2 ans (du 01/03/2022 au 28/02/2024) |
| Montant | Accord cadre à bon de commande |



RAPPEL DES DÉCISIONS

Le Président rend compte à l'Assemblée des décisions prises par délégation de celle-ci :

| DATE | OBJET |
|------------|---|
| 10/12/2021 | Bail commercial précaire avec l'entreprise A2S Amiante Solutions Services, pour la location de la cellule AR1a des bâtiments relais situés sur le Viennoépôle de Loudun |
| 10/12/2021 | Convention de prêt de matériel avec la SARL QUINTARD – CALIPAGE à Loudun |
| 10/12/2021 | Cession sur le site internet de ventes aux enchères Webenchères de matériels relevant de la liquidation judiciaire simplifiée de la SARL PAGE MIRABEL (Maison de Pays) |
| 16/12/2021 | Contrat de maintenance et prestations associées avec la société A6CMO pour le logiciel AGDE 6 de gestion et suivi de l'observatoire économique |
| 17/12/2021 | Convention de prêt de matériel avec ERGONES – Repose-bras |
| 22/12/2021 | Marché public de fournitures – fourniture et distribution de carburant en station-service pour l'année 2022 – Entreprise : SIPLEC (Société d'Importation Leclerc) |
| 22/12/2021 | Marché public de prestation de services – vérifications périodiques réglementaires des installations, équipements et matériels de la Communauté de communes du Pays Loudunais – Avenant n°1 – Entreprise SOCOTEC Équipement |
| 22/12/2021 | Marché public de fournitures – fourniture et livraison d'un broyeur de branches sur prise de force tracteur et reprise d'un broyeur existant – Entreprise : SAS MGAV |
| 23/12/2021 | Convention de mise à disposition de locaux à passer entre la SARL A2S Amiante Solutions Services et la Communauté de communes pour la location d'un bureau au Téléport 6 |
| 05/01/2022 | Contrat de maintenance des clôtures actives des déchèteries de Loudun-Messemé et des Trois-Moutiers avec la Sté EUROFENCE |
| 05/01/2022 | Repérage amiante avant travaux – Réaménagement du restaurant de la Maison de Pays de Chalais (86200). Sté SOCOTEC |
| 11/01/2022 | Marché public de fournitures – fourniture et livraison de bacs roulants pour la collecte des déchets ménagers – Entreprise SULO France SAS – Avenant n°1 |
| 13/01/2022 | Rédition ouvrage « Les Escapades du goût » - précieuses recettes de pays |
| 13/01/2022 | Marché public de travaux – restructuration et extension de la maison de santé de Loudun – Lot n°1 : Terrassement-VRD - entreprise : société des terrassements Justeau - avenant n°1 |
| 13/01/2022 | Marché public de travaux - restructuration et extension de la maison de santé de Loudun – lot n°3 : gros œuvre - entreprise : SARL R.B.T.P. - avenant n°1 |
| 13/01/2022 | Marché public de travaux - restructuration et extension de la maison de santé de Loudun – lot n° 14 : plomberie sanitaires - entreprise : SN LESTABLE MOLISSON - avenant n°1 |
| 13/01/2022 | Marché public de travaux - restructuration et extension de la maison de santé de Loudun – lot n° 16 : électricité - entreprise : SAS FRADIN BRETTON - avenant n°1 |
| 18/01/2022 | Bail commercial précaire avec l'entreprise MJS METALLERIE représentée par Stéphane Jousset concernant la location d'un bâtiment artisanal sur la zone des artisans de Monts-sur-Guesnes |
| 19/01/2022 | Bail commercial précaire avec l'entreprise AGRITUBEL concernant la location de deux cellules des bâtiments relais situés à Loudun |
| 28/01/2022 | Marché public de travaux - restructuration et extension de la maison de santé de Loudun – lot n° 16 : électricité - entreprise : SAS FRADIN BRETTON - avenant n°1 |
| 28/01/2022 | Marché public de travaux - restructuration et extension de la maison de santé de Loudun – lot n°3 : gros œuvre - entreprise : SARL R.B.T.P. - avenant n°2 |



| | |
|------------|---|
| 28/01/2022 | Marché public de travaux - restructuration et extension de la maison de santé de Loudun – lot n°4 : charpente bois - entreprise : SAS J. ROBERT - avenant n°1 |
| 28/01/2022 | Marché public de travaux - restructuration et extension de la maison de santé de Loudun – lot n°5 : couverture tuiles - zinguerie - entreprise : SAS J. ROBERT - avenant n°1 |
| 28/01/2022 | Marché public de travaux - restructuration et extension de la maison de santé de Loudun – lot n°3 : gros œuvre - entreprise : SARL R.B.T.P. - avenant n°3 |
| 28/01/2022 | Prestation de recrutement - Multicibles |
| 28/01/2022 | Abonnement aux services d'information, d'aide à la décision et d'accompagnement juridique – SOCIETE SVP |
| 01/02/2022 | Prestation de collecte et de traitement des pneus jantés et souillés des déchèteries du Pays Loudunais – MEGA PNEUS |
| 08/02/2022 | Réfection de la rue Moncailleau - Création d'un tourne à gauche d'accès à la ZA de Trois Moutiers - Groupement de commandes avec la commune de Les Trois-Moutiers |
| 15/02/2022 | Renouvellement contrat d'hébergement du logiciel E-reom avec la société ATPMG |
| 15/02/2022 | Renouvellement contrat de maintenance du logiciel E-reom avec la société ATPMG |
| 18/02/2022 | Travaux de viabilisation de parcelle – ZI Viennopôle – Loudun. Sté TPPL |
| 22/02/2022 | Marché public - acquisition de fournitures de bureau et consommables informatiques, papeterie, pour les services de la communauté de communes du pays loudunais – GROUPE LACOSTE – DACTYL BUREAU & ECOLE |
| 23/02/2022 | Renouvellement du contrat des visites techniques des bennes à ordures ménagères avec la Sté SEMAT |
| 25/02/2022 | Décision portant modification de la décision 3433 du 22 décembre 2021 relative au marché public de fourniture et distribution de carburant en station-service pour l'année 2022 – entreprise : SIPLEC (société d'importation LECLERC) |
| 28/02/2022 | Convention de groupement de commandes – Etude de positionnement touristique de la Dive |



RAPPEL DES DÉLIBÉRATIONS PRISES PAR LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

Le Président rend compte à l'Assemblée des décisions prises par le bureau communautaire :

| Séance du 8 février 2022 |
|---|
| OBJET |
| Convention cadre avec la Maison de l'Emploi et de la Formation du Thouarsais pour l'introduction d'une clause « insertion sociale » dans les marchés publics pour l'année 2022 |
| Convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique - 2 rue des Meures 86200 Loudun (Maison pluridisciplinaire de santé) |
| Cession d'un terrain situé sur la Zone artisanale de Trois-Moutiers au profit de la SCI HERBAULT |
| Renouvellement de l'accord-cadre de coopération inter-territoriale autour d'un patrimoine néolithique et mégalithique : convention multipartite |

